

HISTOIRE

75247

DE

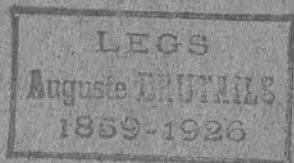
BOURG - SUR - GIRONDE

DEPUIS

Sa fondation jusqu'en 1789

PAR

E. MAUFRAS



BORDEAUX

IMPRIMERIE NOUVELLE DEMACHY, PECH & C^{ie}

16 — rue Cabirol — 16

1898



**PHIE DE LA FRANCE
E DE LA LIBRAIRIE**

Boulevard Saint-Germain

PARIS-VI

Reques Postaux 29457

ph. : DANTON 56-01

sé du Timbrage

75247

HISTOIRE
DE
BOURG - SUR - GIRONDE

DEPUIS

Sa fondation jusqu'en 1789

PAR

E. MAUFRAS



BORDEAUX

IMPRIMERIE NOUVELLE DEMACHY, PECH & Cie

16 — rue Cabirol — 16

—
1898



AVANT-PROPOS

Bâtie en amphithéâtre sur le flanc d'une colline que baigne la Dordogne, presque en face du point de jonction des deux rivières qui unissent leurs eaux pour former la Gironde, la petite ville de Bourg a joué un certain rôle dans l'histoire de la Guyenne. Ses remparts, dont il ne reste plus que d'informes lambeaux, ont eu l'honneur d'abriter des rois et des reines, ont soutenu des sièges et repoussé des envahisseurs. Elle n'est restée étrangère à aucun des grands événements qui intéressèrent la province ; souvent même ses maires, ses jurats, ses bourgeois, y prirent une part active. Son histoire ne saurait donc manquer d'intérêt ; malheureusement ces petites villes déchues attirent peu, car à moins d'avoir été Sparte, Athènes ou Rome, il y a beaucoup de chances pour que les savants titrés, les grands historiens, vous laissent dans l'oubli. Cependant Libourne, Blaye, La Réole, etc., ont eu, sinon des académiciens, du moins des érudits distingués pour raconter leurs hauts faits ; Bourg seul attend toujours les honneurs de l'in-octavo.

Simple chercheur de vieux papiers, « liseur de textes » assez inexpérimenté, je vais pourtant essayer de faire connaître le passé de cette petite ville, en transcrivant ce que j'ai lu et déchiffré un peu partout. Sans doute il y aura plus d'une omission dans ce travail, mais on y trouvera du moins des documents certains, dont l'ensemble permettra d'entrevoir ce qu'a été Bourg, en attendant qu'un écrivain plus habile vienne combler les lacunes et donne enfin une histoire complète de cette « filleule » de Bordeaux.



CHAPITRE PREMIER

L'Aquitaine au iv^e siècle. — La Famille Paulina fonde Bourg. — Développement rapide de cette ville. — Les Invasions normandes. — Le ix^e siècle. — L'Abbaye Saint-Vincent, Saint-Saturnin de la Libarde, Saint-Martin.

Au iv^e siècle, la Gaule était devenue l'une des provinces les plus considérables de l'Empire romain, et l'Aquitaine passait pour en être la perle; les écrivains du temps nous dépeignent en effet cette contrée comme une terre privilégiée. « Elle était, dit Salvien (1), tellement entrecoupée de vignobles, fleurie de prés, ombragée de bosquets, chevelue de moissons, que ses possesseurs semblaient avoir obtenu en partage une image du paradis plutôt qu'une portion de la Gaule. »

Bordeaux, sa métropole, centre important de vie commerciale et intellectuelle, se plaçait par son antiquité, aussi bien que par son opulence, au nombre des principales villes.

Séduites par tant de charmes, beaucoup de riches familles romaines avaient acquis en Aquitaine maisons de ville et vastes domaines. A l'époque dont nous parlons, la famille Paulina (2) était renommée entre toutes par son origine

(1) Salvien, *de Gubernat. Dei*, lib. VII.

(2) Dr Ad. Busé, *Saint Paulin et son siècle*; — Grég. de Tours, *de Gloria confessor.*, cap. cvn.

sénatoriale et ses richesses; l'un de ces Paulin exerça la charge de préfet du prétoire en Gaule, un autre fut consul, et le plus célèbre fut le saint évêque de Nole. Les propriétés des Paulin étaient si nombreuses et surtout si étendues que le poète Ausone (1), l'ami de saint Paulin, les appelle des royaumes (*regna Paulini*). En Italie, ils possédaient Nole et Fundi (2); en Espagne (3), ils étaient propriétaires de vastes domaines aux environs des plus grandes villes; mais c'est en Aquitaine qu'ils avaient les biens les plus considérables. Le pays de Buch leur appartenait, ainsi que Langon et Pauillac (4); ils possédaient une maison à Bordeaux (5), et avaient une charmante résidence à Ebromagus (6), sur les bords de la Garonne; enfin ils avaient une villa près du confluent de la Garonne et de la Dordogne, qu'ils se plaisaient à embellir et à agrandir; si bien que vers la fin du iv^e siècle ce n'était plus une simple maison de campagne, mais une place fortifiée, un *burgus*. Grâce au fleuve qui baignait ses murs, et à la grande voie stratégique (*via belli*) qui passait là, faisant communiquer Bordeaux avec Saintes, Poitiers, etc., ce *burgus* prit rapidement de l'importance et devint un véritable entrepôt de marchandises arrivant de l'étranger. Son développement fut si prompt que Sidoine Apollinaire, qui écrivait dans la seconde moitié du v^e siècle, en donne une description enthousiaste dans un de ses poèmes.

« Je vois déjà tes brillantes destinées, ô Bourg (7)! car tu seras nommée ainsi. De nouvelles maisons surgissent du sein des ondes. Au milieu de tes remparts se voient des thermes élégants; de vastes greniers couverts de toits dans

(1) Ausone, *ad Paulin*.

(2) Paul., *ep.* xxxii, n° 17.

(3) Paul., *car.* 10.

(4) O'Reilly, *Hist. de Bordeaux*, t. I, p. 140; — Tillemont, *Vie de saint Paulin*, p. 3.

(5) Tillemont, *loc. cit.*

(6) Scaliger : *Auson. lection.*, lib. II, cap. ix; — E. Vinet, in *Auson.*, *épist.* 478; — Fronton du Duc, *Paul.*, not., p. 709-770.

(7) Sidoine Apollinaire, *ep.* xxii.

toute leur longueur s'étendent au loin, et les magasins suffisent à peine à contenir la grande quantité de marchandises qu'on y dépose. »

Telle a été l'origine de Bourg, d'après une tradition fort respectable, reposant sur une lettre de saint Paulin et quelques vers d'Ausone. Presque tous les historiens l'ont acceptée et plusieurs attribuent la construction des murs d'enceinte de la ville naissante à Ponce Paulin, aïeul de saint Paulin. Nous n'y contredirons point, d'autant mieux que d'assez nombreuses découvertes archéologiques (1), faites à Bourg et dans les environs, semblent confirmer son origine gallo-romaine.

Après Scaliger, O'Reilly (2) a soutenu que Bourg n'était autre qu'Ebromagus, la signification celtique de ce dernier nom se rapportant, selon lui, à la position topographique de la ville (*Abre*, décharge d'une rivière dans un fleuve, et *Mag*, ville). Depuis, un autre érudit bordelais (3) a démontré avec la même facilité qu'Ebromagus était, non pas Bourg, mais Moncrabeau près de Nérac; pour ce faire, il a ajouté un préfixe *Mons*, puis, au moyen du déplacement d'une consonne, de la substitution d'une lettre à une autre, etc., il a obtenu : Monsebromague, Montebron, Montabroun, Moncrebou, Moncrabou, Moncrabeu et Moncrabeau.

Je ne puis croire que ces espèces de jeux de mots faits avec la langue celtique, la moins connue de toutes les langues anciennes, pas plus que ces jongleries faites avec les lettres et les syllabes, tranchent jamais une question qui paraît devoir diviser encore longtemps les savants. Aussi je me contente de tenir pour certain que la famille des Paulin possédait la villa, qui, grâce à ses soins, devint la ville

(1) Voici quelques-unes de ces découvertes : 1° aux Gogues, sépultures, murailles, peintures murales, médailles, fragments de marbre, etc.; 2° sur la place de la Halle et dans la maison Fillatreau, béton gallo-romain et fragments de colonnes; 3° à la citadelle, ruines de constructions gallo-romaines.

(2) O'Reilly, *Hist. de Bordeaux*, t. I, p. 655 et ss.

(3) Reinhold Dezeimeris, *Note sur l'emplacement de l'Ebromagus de saint Paulin*. Bordeaux, 1874.

appelée *Bourg* vers le ^v^e siècle. Quant à identifier Ebromagus avec Bourg, avec Moncrabeau, j'attendrai des preuves plus concluantes que celles données jusqu'à ce jour.

Pendant les quatre siècles et demi que le sud-ouest de la Gaule fut sous la domination des empereurs de Rome, il eut souvent à souffrir des incursions des peuples barbares, mais il resta malgré tout province romaine. Au contraire, au commencement du ^v^e siècle, les Visigoths, passant par les Pyrénées pour se rendre en Espagne, s'emparèrent de l'Aquitaine, y restèrent plus d'un siècle et, sans trop de difficultés, substituèrent leur puissance à celle des Romains. Or, avec eux, commença l'ère des grandes invasions, et durant quatre autres longs siècles, le sol aquitain fut foulé et ravagé successivement par les Francs mérovingiens, les Gascons, les Sarrasins, les Francs karlovingiens et les Normands. Que devint Bourg au milieu de cette grande agitation? Nul ne saurait le dire au juste; tout ce que l'on sait, c'est qu'au ^{viii}^e siècle (1) le château de Bourg était propriété royale, et que dans son enceinte s'élevait une église dédiée à saint Vincent, à laquelle quelques clercs étaient attachés. Lorsque Charlemagne vint en Aquitaine, il fit don de cette église et de toutes ses dépendances à l'évêque de Bordeaux. En 816, Louis le Débonnaire ayant réuni un concile à Aix-la-Chapelle, pour la réforme des chanoines et du clergé, les clercs de Saint-Vincent de Bourg embrassèrent de suite la nouvelle règle (2).

Bâti sur un rocher qui domine le fleuve, ce monument dut frapper les regards des pirates; aussi est-il permis de supposer que ces barbares vinrent de temps en temps à Bourg pour assouvir leur soif de butin. Du reste, quelques historiens nous disent qu'il en fut ainsi trente-deux ans après le concile d'Aix-la-Chapelle, et tout porte à croire que ce ne fut ni pour la première ni pour la dernière fois.

(1) Dom Devienne, *Hist. de Bordeaux*, t. II, p. 8; — Lopès, *l'Église métrop. et primat. de Saint-André de Bordeaux*; — F. Lacoste, *l'Abbaye Saint-Vincent de Bourg*, in *Rev. cathol.*, août et septembre 1890.

(2) Arch. de l'abbaye; collect. Dumeyniou, d'après F. Lacoste, *loc. cit.*

Au mois de février 848 (1), une flotte normande, plus nombreuse que toutes les précédentes, fit son entrée en Gironde. Arrivée à peu près en face de Bourg, elle se divisa en deux, et tandis que le gros de la flotte continuait sa route vers Bordeaux, quelques navires, attirés par la richesse du pays, plus encore probablement que par la beauté du site, s'engagèrent dans la Dordogne pour y chercher fortune. Ils ne purent aller loin, parce que Charles le Chauve revenant lui-même d'une excursion dans le midi de la Gaule, les rencontra au passage du fleuve, les tailla en pièces et prit neuf de leurs vaisseaux. Pendant ce temps, la grande flotte avait mis le siège devant Bordeaux. Elle avait à sa tête un de ces intrépides « Enfants des Anses », que le chroniqueur désigne dans son latin sous le nom d'Hoser. Quoique jeune encore, il était déjà célèbre par sa vaillance et l'habileté avec laquelle il dirigeait les entreprises les plus difficiles. Mais, malgré son activité et le courage de ses compagnons, le siège traînait en lenteur, car la ville était énergiquement défendue par le duc Guillaume. Il comprit bien vite qu'il ne lui suffirait pas de la force pour devenir maître de la place, il s'adressa aux juifs fort nombreux dès cette époque en Aquitaine. A la suite de négociations dont nous ne connaissons point la nature, les descendants de Judas livrèrent à Hoser une des portes de la ville : « *Dani Burdegalam, Aquitanix Iudeis pro-dentibus, captam depopulatamque incendunt* » (2), dit le vieux chroniqueur. Alors comme aujourd'hui, cette race aimait les trahisons lucratives et les marchés honteux.

Hoser ne laissa point ses compagnons détruire complètement Bordeaux; il en fit au contraire sa place d'armes. De là, en effet, il dominait le fleuve et le golfe de Gascogne; de là, il pouvait à son gré écumer jusqu'aux plus petits ports. Son premier soin fut d'organiser une nouvelle incursion sur la Dordogne. Un fort parti de pirates en remonta donc le cours,

(1) Henry Ribadieu, *l'Église d'Aquitaine il y a mille ans*, in *Rev. cathol. de Bord.*, 1883.

(2) *Ann. de Saint-Bertin*, collect. Guizot, t. IV, p. 144.

en dévastant les bords, s'engagea dans l'Isle et saccagea Périgueux. C'est dans cette expédition que furent ruinées les villes de Blaye, Bourg, Castillon, Bergerac, Nontron, Mussidan, Agen et bon nombre de postes fortifiés (1).

Après avoir pris Toulouse de concert avec Pépin II, roi d'Aquitaine, et fait un traité avec lui, Hoser rassembla ses vaisseaux et fit voile vers la Neustrie. Mais son absence ne fut pas de longue durée; au surplus, durant la fin du ix^e siècle bien d'autres bandes scandinaves vinrent ravager nos côtes, et le siècle suivant vit ces hommes du Nord descendre au moins six fois en Poitou, Saintonge, Limousin et Aquitaine.

Durant ces événements, le vaste empire que le génie et la main puissante de Charlemagne avaient su former et maintenir, tombait en dissolution. Cent ans à peine après la mort du grand empereur, au moment de la chute définitive de sa race, ce même royaume de France renfermait cinquante-cinq provinces sous l'autorité de gouverneurs qui tous tendaient à se rendre indépendants. Mais en même temps que s'accomplit ce démembrement, et que l'autorité royale s'affaiblit, la féodalité se constitue et à mesure qu'elle s'organise, les remparts des villes se relèvent, et dans les campagnes se dressent les châteaux-forts. Puis au milieu de ce désordre, alors que la force brutale et imprévoyante semble régner en maîtresse, une classe d'hommes mue par un admirable esprit de patience et de charité, n'ayant ni à porter les armes, ni à travailler la terre, s'occupe des choses de l'esprit, et acquiert par là une puissance morale contre laquelle viendront inutilement se briser toutes les forces matérielles et aveugles. « C'est dans le sein de cette classe, dit M. Viollet-le-Duc (2), c'est à l'abri des murs du cloître que viennent se réfugier les esprits élevés, délicats, réfléchis; et, chose singulière, ce sera bientôt parmi ces hommes en dehors du siècle que le siècle viendra chercher ses lumières. » Aussi quand les terreurs de

(1) Barrère, *Hist. rel. et mon.*, t. I, p. 187; — Ducourneau, *Guienne hist. et mon.*, t. I, int., p. 71.

(2) Viollet-le-Duc, *Dict. d'Architecture*.

l'an mil furent passées, une foi plus agissante s'empara des populations, et dès le début du ^x^e siècle on commença presque partout, mais surtout en Italie et en Gaule, à réédifier les vieilles basiliques ruinées par les pirates. « On eût dit, rapporte Raoul le Chauve, que le monde entier, d'un commun accord, avait dépouillé ses antiques haillons, pour se couvrir d'églises neuves comme d'une blanche robe. »

Bourg, ainsi que toutes les autres villes, vit, vers cette époque, ses murs d'enceinte se préparer à soutenir de nouveaux sièges, Saint-Vincent renaître de ses ruines, et de nouvelles églises s'édifier, comme Saint-Saturnin de la Libarde et Saint-Martin.

En 1124 (1), les clercs de Saint-Vincent acceptèrent la règle de Saint-Augustin et prirent dès lors le nom de chanoines réguliers. Ils faisaient des vœux « les mêmes qu'au chapitre de Pamiers », et portaient l'habit de Saint-Augustin avec le rochet, le manteau et le domino pendant l'hiver; le surplis et l'aumusse pendant l'été. Chaque jour ils chantaient l'office canonical, et vivaient en communauté, sous la direction d'un supérieur qui prenait le titre d'abbé et dont la charge était élective. Après le concordat de 1516, les abbés de Saint-Vincent cessèrent d'être réguliers et devinrent commendataires.

Le couvent se composait d'un prieur, d'un aumônier, d'un sacristain, d'un chambrier, et de huit chanoines. Quelques prieurés-cures des environs dépendaient de cette abbaye, entre autres (2) : Bayon, Montbrier, Cézac, Saint-Laurent d'Arce, Cazelle, Prignac avec son annexe de Marcamps.

Les bâtiments occupés par les chanoines ne devaient pas avoir une grande étendue, car ils étaient enclavés dans le château-fort, s'avançaient jusque sur le rempart, et constituaient peut-être même un élément de défense (3). Nous

(1) F. Lacoste, *loc. cit.*

(2) Arch. Dioc., Q 26.

(3) Les invasions normandes avaient beaucoup contribué au désordre général qui régnait alors, en forçant les monastères à devenir des lieux de défense, des forteresses remplies d'hommes d'armes; vu sa situation, l'abbaye Saint-Vincent ne dut pas faire exception à cette règle presque générale à cette époque.

verrons en effet, dans la suite, qu'ils soutinrent victorieusement les attaques d'une artillerie sérieuse; nous verrons aussi comment l'église disparut.


Saint-Saturnin de la Libarde (1) était une des vicairies perpétuelles de l'archiprêtré de Bourg et appartenait au chambrier de l'abbaye Saint-Vincent. A en juger par la crypte ou chapelle souterraine qui seule subsiste actuellement, cette église devait être un charmant morceau d'architecture romane. Un titre du xvii^e siècle nous apprend qu'elle était fort bien bâtie, qu'elle avait deux ailes et au milieu une grande voûte soutenue par de belles colonnes. Des fresques en décoraient l'intérieur, mais une ordonnance de l'archevêque les fit disparaître en 1669.

La crypte, en assez bon état de conservation, ornée d'un double rang de colonnes, à plein cintre, se divise en quatre parties : trois galeries voûtées ou nefs, une centrale et deux latérales, et au fond, un sanctuaire ou abside se terminant sur un plan mi-droit, mi-circulaire.

L'église fut rasée en 1823.

Saint-Martin était situé hors les murs, à peu de distance de la porte de ville dite la porte du Port. Il en reste fort peu de chose et on ne saurait se faire une idée de ce qu'était ce monument.

(1) Grellet-Balguéric, dans *la Guienne hist. et mon.*, t. I.



CHAPITRE II

Les Croisades. — Louis VII et son divorce. — La ville de Bourg anglaise. — Différents sièges qu'elle soutient. — Déclaration de ses maire et jurats. — Faveurs du roi d'Angleterre. — Réparations des fortifications et de l'abbaye.

Le XII^e siècle vit s'accomplir de grands événements en Europe et en France. Ce sont d'abord les Croisades qui mirent en mouvement tous les peuples de l'Europe chrétienne; et quand Richard Cœur-de-Lion partit pour la Terre Sainte, Gérard de Bourg était à ses côtés (1).

En second lieu, c'est le divorce de Louis VII et le mariage avec Henri Plantagenet d'Éléonore de Guienne, la reine répudiée; union qui donna au futur Henri II la Guienne, le Poitou, le Limousin, le Périgord, la Saintonge, l'Aunis et l'Angoumois, le rendant par là plus puissant sur le continent que le roi de France lui-même. Aussi la guerre ne tarda-t-elle pas à éclater entre les deux pays; mais pour reconquérir le riche patrimoine ainsi perdu, il faudra à la France trois siècles de luttes sanglantes qui la mettront à deux doigts de sa perte.

En passant aux mains des Anglais, Bourg devint plus que

(1) Léo Drouyn, *Guienne militaire*.

jamais une place de guerre que se disputèrent avec ardeur les deux puissances ennemies.

Les premières hostilités éclatèrent entre Philippe le Bel et Jean-sans-Terre, dernier fils d'Éléonore. Vainqueur dans le Nord, le roi de France est arrêté dans le Midi par les Aquitains qui accourent en foule se ranger sous les ordres de Jean.

Henri III, fils de Jean-sans-Terre, eut à son tour à lutter contre Louis VIII d'abord, qui lui enleva Niort, Saint-Jean d'Angély, La Rochelle, Périgueux, Limoges, et une partie de l'Agenais; puis contre Louis IX qui le vainquit à Taillebourg et poursuivit son armée en déroute jusqu'aux portes de Blaye. Parmi les vaincus figurait Andron de Bourg (1).

A cette époque le château de Bourg appartenait au seigneur de Fronsac qui avait des démêlés avec les seigneurs de Tontoulon et de Blanquefort (2). Attaqué par eux en 1242, il fut battu et perdit ce château qui devint la possession du seigneur de Blanquefort.

Quelques années plus tard, en 1253, le roi d'Angleterre fit don du château de Bourg à Étienne Longue-Épée (3) et ordonna aux habitants de la ville d'obéir à ce seigneur et de le reconnaître comme son gardien.

Si l'on en croit l'Adresse envoyée par les autorités de la ville à l'Assemblée Nationale, le 2 décembre 1789, Louis IX serait venu à Bourg et y aurait fait un séjour dans le courant de l'année 1262 (4).

Sur ces entrefaites, Henri III eut à se plaindre des Bordelais; pour se venger, il leur envoya comme gouverneur Simon de Montfort, comte de Leicester, homme de guerre habile mais dur et cruel. Sa tyrannie et ses exactions furent telles que les Bordelais se soulevèrent et finirent par le forcer à s'enfuir en Angleterre, mais il revint promptement

(1) Leo Drouyn, *loc. cit.*

(2) *Idem.*

(3) *Archives hist. de la Gironde*, t. IV.

(4) *Archives de Bourg*, reg. XXIII des délibérations de la Jurade

avec une armée; les révoltés durent céder et, nonobstant leurs députations auprès du roi, accepter un accord avec lui. Ce ne fut qu'une trêve, car les esprits étaient exaltés et le comte, rentré à Bordeaux, accabla les habitants du poids de son autorité rigide. Une nouvelle députation partit pour l'Angleterre; Henri, afin de terminer ces troubles, promit de faire un voyage en Guienne; l'accord signé par les deux parties recevrait pleine exécution jusque-là; toutefois le gouverneur devait rendre immédiatement à Arnaud de Blanquefort la ville de Bourg (1) qu'il lui avait prise. Ces palliatifs étaient insuffisants, le roi fut obligé de révoquer Montfort.

Au mois de mars 1273, le maire et les jurats de Bourg rédigèrent une déclaration solennelle qui donne de précieux renseignements sur les droits et prérogatives de la commune et ses rapports avec le roi d'Angleterre; elle était conçue à peu près en ces termes (2) :

Hommage rendu par Ayquart Forton maire, Gaucelin et Guillaume Forton jurats; requis pour la communauté de Bourg, ont dit : 1° que lorsque le roy vient la première fois en Guyenne, après avoir juré dans le temps qu'il est présent, et devant son sénéchal, ou luy pour le roy en son absence, qu'il gardera la ville et ses droits et la defendra de luy et d'autres de toute injure, et qu'il conservera ses fors et coutumes, et qu'ils doivent luy jurer et à son sénéchal la foy. 2° Ont dit que lad. ville n'a point de possessions communes, comme les villes de Lombardie et plusieurs autres et qu'ils ne peuvent pas dire qu'eux, c'est-à-dire la communauté dudit lieu de Bourg, ayent rien à fief du roy, puisque selon leur coutume il n'y a point de fief sans exporle ou investiture. 3° Ont dit qu'ils reconnoissoient tenir de luy comme de leur seigneur et prince, l'usage des rües et places, des murailles, des fossés et autres choses qui sont de droit commun aux habitants. 4° L'usage de la rivière pour pêcher, naviger et pour ce qui leur sera nécessaire et utile. 5° Ont dit qu'ils ont plusieurs franchises, tant à l'égard de leur

(1) O'Reilly, *Histoire de Bordeaux*, t. I, p. 392.

(2) Archives départ. de la Gironde, série C, n° 271.

personne que de leurs biens, qu'ils ont mairie et jurade et qu'ils doivent au roy les devoirs et conditions contenues dans le privilège que le roy leur a donné scellé de son sceau. 6^o Disent que chaque bourgeois de Bourg doit pour les vins de ses vignes deux deniers de rente; à ce prix tout vin bourgeois est libre qu'on le charge en bateau, qu'on le vende en taverne. 7^o Ont dit que si quelqu'un vient acheter des vins en lad. ville de Bourg pour les revendre ou pour les charger, il devra payer au roy et aux autres seigneurs de Bourg un denier pour chaque tonneau. Fait et passé à Bourg, l'an du Seigneur 1273, le jeudy avant les Rameaux, sous le règne d'Édouard roi d'Angleterre.

Peu d'années après, en 1280 (1), Édouard I^{er} prescrivit la construction des murs d'enceinte de Bourg, afin de restaurer et de compléter les travaux de défense de cette ville. Dans ce même but, par une ordonnance du 28 décembre 1283 (2), il accorda permission à Gombaut de Cantenac, en mémoire des services rendus par son oncle Gombaut de Mercat, de clore son manoir de Cantenac, situé district de Bourg, et d'y faire construire un fort dont il jouira ainsi que ses successeurs, sauf toutefois les droits du souverain. Puis il écrivit au sénéchal de Gascogne (3) pour lui recommander de respecter et de faire respecter par ses baillis les libertés et autres droits accordés depuis longtemps par les rois d'Angleterre aux maire et jurats de Bourg.

Dans l'espoir de regagner enfin le duché de Guyenne, Philippe le Bel prétextua d'une querelle entre des matelots anglais et normands pour recommencer les hostilités et saisir l'Aquitaine. L'année suivante, en 1294 (4), Edmond, un des lieutenants du roi d'Angleterre, descend dans le Bordelais à la tête d'une armée et, après avoir repris au roi de France

(1) Leo Drouyn, *loc. cit.*

(2) *Archives hist. de la Gironde*, t. VII, p. 149.

(3) *Idem*, t. VII, p. 154.

(4) Leo Drouyn, *loc. cit.* — *Chronique bourdeloise*, p. 13. — *Guillaume de Nangis*, p. 218 et ss.

Blaye, Bourg et Rions, va mettre le siège devant Bordeaux ; mais l'arrivée du comte d'Artois mit fin à ses succès et le força à abandonner ses conquêtes, sauf Bourg qui résista victorieusement (1) aux assiégeants.

Jusqu'en 1303, le roi de France tint garnison à Bordeaux, et la Guyenne, bon gré, mal gré, fut obligée de lui obéir. Mais à ce moment Édouard I^{er}, fatigué de cette lutte, reconnut la suzeraineté du roi de France sur toutes les terres qu'il possédait au sud de la Loire, et en échange la Guyenne lui fut rendue.

En 1314 (2), les difficultés qui existaient depuis déjà longtemps entre le roi d'Angleterre et le vicomte de Fronsac, au sujet de Bourg, furent aplanies ; il fut convenu que le vicomte rendrait hommage pour celui qu'il recevrait d'Aymeric de Bourg, damoiseil.

Édouard II ayant besoin de troupes en 1322 (3), pour continuer la guerre d'Écosse, convoqua plusieurs seigneurs gascons, entre autres Aymeric de Bourg, et il ressort d'un mémoire de cette époque adressé à Hugues le Despenser, que Bourg ravitaillait plusieurs places importantes de la province, qu'elle renfermait un arsenal et un chantier pour la réparation des engins de guerre.

Cependant la mort successive des trois fils de Philippe le Bel, décédés sans héritiers mâles, appelait au trône de France Philippe, comte de Valois, fils de Charles ~~le~~ frère de Philippe le Bel. En montant sur le trône, le chef de la maison de Valois ajoutait aux fiefs réunis par ses prédécesseurs les comtés de Valois, d'Anjou, du Maine et de Chartres, et cette extension du domaine royal assurait au roi la suprématie sur tous les grands vassaux. La France était alors plus étendue et plus puissante qu'elle ne l'avait été depuis Charlemagne ; aussi semblait-il permis à Philippe de Valois d'envisager l'avenir avec confiance et de mûrir de vastes projets. Malheu-

(1) Archives de Bourg, reg. XXIII des délibérations de la Jurade.

(2) Leo Drouyn, *loc. cit.*

(3) Idem.

reusement il fallut encore compter avec l'Anglais qui émit de nouvelles prétentions. Jusqu'à ce moment, malgré des efforts constants pour se soustraire à cette vassalité à laquelle il était tenu envers le monarque français, le roi d'Angleterre s'était vu dans l'obligation de fléchir moins devant les armées victorieuses que devant la coutume féodale. Mais alors opposant la loi féodale à la loi salique, il se posa devant Philippe de Valois, non plus comme un vassal insubordonné, mais comme un rival, s'intitulant roi d'Angleterre et de France, et revendiquant la couronne comme prince légitime. La lutte changeait ainsi de caractère et devenait une guerre nationale. Les hostilités commencèrent dès que la guerre d'Écosse fut achevée.

Les Français débutèrent en Aquitaine vers 1337 par la prise de Penne en Agenais; l'année suivante, alors que les réparations entreprises aux fortifications de Bourg étaient à peine terminées, Gaston comte de Foix s'en empare, tandis que le comte de l'Ile-Jourdan se rend maître du cours de la Garonne jusqu'à Saint-Macaire et de la Dordogne jusqu'à Libourne. Ces premières expéditions en Guienne des armées françaises furent couronnées de succès. Mais la face des événements changea bientôt; dès 1341 Bourg était de nouveau en la possession de l'Angleterre et la châteltenie, cédée tout d'abord à Bernard Daillon, passa l'année suivante aux mains d'Amanieu Belhord, seigneur de la Mote (1).

Bourg eut alors quelques années d'une tranquillité relative; le roi d'Angleterre, pour reconnaître sa fidélité, lui accorda de nouveaux privilèges en vertu desquels les maire et jurats de la ville eurent désormais la connaissance des crimes dans toute l'étendue de la juridiction de Bourg (2). Les fortifications, fortement endommagées par les attaques que cette place avait eu à soutenir, demandaient encore de grosses réparations; pour faire face aux dépenses qu'elles entraî-

(1) Leo-Drouyn, *loc. cit.*; Archives de Bourg, reg. XIII des délibérations de la Jurade.

(2) Archives de Bourg, charte de 1357.

naient, Édouard III imposa la noblesse de la juridiction de Bourg; mais l'année suivante, les travaux étant achevés et payés, l'impôt nouveau cessa d'être perçu (1).

D'après les ruines qui subsistent encore et les recherches faites, on peut se figurer à peu près ce qu'était alors cette petite place de guerre. Elle se composait d'une enceinte quadrilatère se rétrécissant vers l'est, et suivant du côté du fleuve les sinuosités du coteau sur lequel la ville est bâtie; sur les autres côtés les murs se prolongeaient à peu près en ligne droite; ils étaient surmontés de créneaux, et des fossés au nord et à l'est en défendaient l'accès; il y avait un chemin de ronde du côté de la rivière et des tours cylindriques engagées notamment au nord-ouest.

Plusieurs portes donnaient accès dans la place : la porte de Blaye au nord, celle de la Mer vers le sud et celle de Saint-André à l'est; elles étaient défendues par des ouvrages avancés. Chacune d'elles se composait d'une grande porte et d'un portillon (2) que l'on fermait le soir et dont les clefs étaient déposées chez un des magistrats où on allait les chercher le matin. Au ^{xvii}^e siècle il y avait un corps de garde à la porte de Blaye (3), où logeait un sergent assermenté qui était le gardien des clefs.

Dans l'intérieur des tours et constructions qui entouraient et surmontaient ces portes, on avait aménagé des salles qui servaient soit de logement comme à la porte de Blaye, soit de prison comme à celle de Saint-André. Une des salles de la porte de Blaye fut transformée, à partir de 1674, en prison spécialement réservée aux personnes qui, n'ayant pas commis de crimes, ne méritaient pas un châtiment exemplaire (4).

Le château-fort était, comme au temps des invasions normandes, au lieu appelé encore de nos jours la Citadelle, et dans son enceinte s'élevait l'abbaye Saint-Vincent.


Ce pieux asile, ruiné par toutes ces guerres avec les Fran-

(1) Leo Drouyn, *loc. cit.*

(2-3-4) Archives de Bourg, registres de la Jurade, *passim*.

çais, se releva une fois encore en 1342, grâce aux secours qui lui furent généreusement accordés par Édouard III (1).

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. III, p. 152.



CHAPITRE III

Le Prince Noir en Guyenne. — Une députation de Bourg va lui rendre hommage. —
Traité d'alliance entre Bourg et Bordeaux. — La campagne du duc d'Orléans. —
Le siège de Bourg.

Le fils aîné d'Édouard III, connu sous le nom de Prince de Galles ou Prince Noir, à la tête d'une armée anglaise, passa la Garonne à Port-Sainte-Marie, en 1356, entra en Languedoc et s'avança jusqu'à Narbonne, puis revint à Bordeaux pour entreprendre presque aussitôt une nouvelle campagne vers le Nord.

Après avoir dévasté l'Auvergne et le Berry, il se dirigea vers la Loire et remporta à Poitiers une éclatante victoire sur le roi de France, Jean, qui fut fait prisonnier. Le traité de Brétigny, conséquence de cette victoire, assura au roi d'Angleterre la possession du Bigorre, du Rouergue, du Quercy, du Limousin, de la Saintonge, de l'Angoumois, en plus de la Guienne, du Périgord et de l'Agenais. Il fallut à la France vingt ans d'efforts et la vaillante épée de Du Guesclin pour se relever d'un tel désastre.

Trois ans après, le Prince Noir vint à Bordeaux prendre possession du gouvernement de la Guienne, et à cette occasion un grand nombre de villes de la province envoyèrent des députés pour lui rendre hommage et affirmer leur

attachement à la couronne d'Angleterre. Bourg ne fut point la dernière à aller saluer le nouveau gouverneur; ses députés furent: Arnaud Olivier, Amaubin Conge, Hélies de Laporte, Arnaut Johan et Hélies Aymeric. Peu après, cette ville fut annexée à la couronne (1).

Durant les années 1370, 1372, 1377, le duc d'Anjou et le connétable Bertrand du Guesclin portèrent la guerre en Aquitaine et s'emparèrent d'un nombre considérable de places. Mais ces conquêtes furent éphémères, car dès qu'ils furent partis, ces villes revinrent d'elles-mêmes à la domination anglaise, que les Aquitains préféraient à toute autre. C'est alors qu'averties des périls que leur faisait courir l'éloignement de l'Angleterre et la difficulté d'avoir des secours en temps utile, les principales villes du pays bordelais contractèrent avec Bordeaux (1379) « une alliance et confédération étroite, à la charge toutefois », dit l'auteur de la *Chronique bordelaise* (2), « que Bourdeaux, comme capitale, tiendrait le premier rang, et y commanderait, ainsi que es autres villes de la province, et a esté toujours gardé jusques au jour que les Anglois furent chassés de la Guyenne, que lorsque la guerre estoit échauffée entre les François et les Anglois, et qu'il y avoit danger de surprinse que les maire et jurats de Bourdeaux envoyoient aucuns de leurs bourgeois es villes de ladite province, pour y commander et prendre garde à leur sûreté. Et delà est venu que les villes de Blaye, Bourg, Libourne, Saint-Émilion, Castillon, Saint-Macaire, Cadillac et Rions sont appelées filleules de ladite ville de Bourdeaux ».

C'est ainsi que la guerre de Cent ans contribua à former cette fédération de villes libres, de même qu'elle servit, à l'intérieur de chaque commune, à assurer l'émancipation progressive de la bourgeoisie. Quant aux droits qui résultaient pour Bordeaux de cette confédération, ce n'était qu'une sorte d'hégémonie militaire assurant la sécurité de toutes ces cités, sans porter atteinte aux franchises de chacune d'elles.

(1) Leo Drouyn, *loc. cit.*

(2) *Chronique bordelaise*, p. 21.

Il y eut un traité spécial pour Bourg ; nous en donnerons plus loin le texte. Cette ville avait une bannière particulière sous laquelle marchaient les troupes bourgeoises et celles de ses alliés ; malgré cet usage fort ancien, un article de ce traité portait que si les troupes bordelaises étaient obligées de se mettre en campagne pour le service du roi, celles de Bourg devaient marcher sous la bannière de la métropole toutes les fois qu'elles en seraient requises.

Vers cette époque, les habitants de Bourg prirent de l'ombrage d'un certain nombre de maisons nobles qui avaient été transformées en petits châteaux fortifiés (1) ; ils firent parvenir leurs protestations jusqu'à Édouard III (1362), qui voulut bien les prendre en considération et en écrire au Prince Noir pour que ces châteaux fussent « arrazez, abatuz et oustez (2) ».

Tandis que Richard II était renversé et emprisonné par son cousin Henri de Lancastre et qu'à cette nouvelle, Bordeaux, Dax, Bayonne se soulevaient, le roi de France Charles V avait, par sa sagesse et son habileté, reconquis une partie des provinces perdues à la bataille de Poitiers, de telle sorte que vers la fin de 1399, le moment semblait venu pour la France de reconquérir la Guienne en profitant de l'instant où des discordes affaiblissaient le trône d'Angleterre. Du reste, à cette même époque, le Poitou, le Limousin, une partie de la Saintonge et du Périgord n'appartenaient plus au roi d'Angleterre ; par suite, la France pouvait afficher hardiment ses prétentions sur ce qui restait de l'héritage d'Éléonore de Guyenne.

Aussitôt après la rupture des négociations entamées à Agen, le fils aîné du roi de France prit le titre de duc de Guyenne, et, vers le mois de juillet 1406, une armée fut réunie à Saint-Jean d'Angély « pour aller en la duché d'Aquitaine faire guerre aux Anglois ».

(1) Catalogue des Rôles Gascons, 8 février 1331 : « Pro Mileto del Boilhe licentia construendi domum fortem in terra sua infra Castellaniā, etc. » 1330 : « Pro Galtero Ranulfi licentia construendi domum fortem, etc. »

(2) J. Moisant, S. J. : *Le Prince Noir en Aquitaine*.

A cette nouvelle, les Bordelais s'émurent et demandèrent, mais vainement, des secours à l'Angleterre; ils eurent beau supplier et crier si fort que leur voix était « faiterauque (1) », leur souverain, aux prises avec d'autres difficultés, les abandonna à leurs propres forces. Ce fut alors que le duc d'Orléans commença contre la Guyenne une campagne où tout semblait conspirer en sa faveur. Le sire de Pons (2) d'un côté, et le connétable Charles d'Albret de l'autre, avaient déjà enlevé plusieurs places aux Anglais en Saintonge et en Périgord; très encouragé par ces succès, et rêvant de devenir gouverneur de Guyenne, Louis d'Orléans voulait terminer la campagne par un coup d'éclat qui mît l'Anglais dans la nécessité de demander la paix.

Au mois de septembre, il se mit donc à la tête de son armée, forte de cinq mille hommes environ; sa femme, Valentine Visconti, était avec lui; le connétable d'Albret, les comtes de Foix et d'Armagnac, le sire de Pons, joignirent toutes les forces dont ils disposaient à son corps d'armée, où figuraient les plus grands et les plus vaillants seigneurs. Dans les premiers jours d'octobre, il traversa la Saintonge, se dirigeant sur Blaye. A son approche, une foule de petites villes frontières, habituées à changer souvent de maître, se prononcèrent pour le roi de France, entre autres : Mirambeau, Montlieu, Montendre, etc.

Pressentant, malgré tout, que la résistance deviendrait véritablement sérieuse dès qu'il serait sur le territoire aquitain, il essaya, par une lettre insidieuse envoyée aux villes gasconnes, de réveiller et de faire tourner au profit de la cause qu'il servait le mécontentement qu'y avaient fait naître la dépossession et la mort de Richard II. « Vous, gens d'église, nobles, bourgeois et habitants, savez et devez savoir comment monseigneur le roy de France est votre

(1) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 89.

(2) Renaud de Pons VI, sire de Pons, vicomte de Turenne, seigneur de Ribeirac et cousin du roi, mort fort âgé en 1427, épousa : 1^o en 1365, Marguerite Le Périgord; 2^o en 1411, Marguerite de la Trémoille; 3^o en 1416, Catherine de Montberon.

souverain seigneur, écrivait-il; vous savez comment Henry de Lancastre vint en Angleterre et quel traitement il fit subir au roy Richard, dont il détruisit l'honneur, le corps et les biens. A Henry de Lancastre, après tel méfait, il n'est prud'homme au monde qui doive obéissance. Ces choses considérées, nous vous faisons savoir que vous ayez à vous remettre en l'obéissance de monseigneur le roy avant que nul dommage vous ne souffriez par nous ou par nos gens... Autrement notre intention est de procéder contre vous par voie de fait, et ainsi qu'on doit faire contre rebelles et désobéissants (1). »

En même temps, il entamait des négociations avec les commandants des villes qui lui paraissaient les plus redoutables.

Arrivé devant Blaye, il employa son activité plutôt à négocier qu'à pousser les travaux du siège; du reste, l'abbé de Saint-Romain se laissa de suite tenter par ses belles promesses (2). Les autres assiégés commandés par Jeannot de Grailly, qui gardait la place au nom d'Archambaud de Grailly, devenu comte de Foix, et de Jeannot, son fils, qui chevauchait avec le duc d'Orléans, proposèrent un traité, qui fut promptement accepté, par lequel le comte de Foix s'engageait à faire épouser à un de ses fils la fille du seigneur de Mussidan enfermée dans Blaye et à ne laisser pénétrer dans la place ni Anglais, ni Français (3).

A Bourg, il en fut autrement: capitaine, maire et habitants se disposaient à résister jusqu'au bout, et s'ils recevaient des lettres du duc d'Orléans et de ses amis, s'ils donnaient des audiences à ses envoyés, c'était pour faire part immédiatement à Bordeaux du contenu de cette correspondance et des secrets des entretiens. Du reste, dès qu'on avait eu connaissance à Bordeaux des démarches du duc d'Orléans, on s'était empressé d'envoyer à Bourg (4) Johan de Tauyan, le juge, et

(1) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 110.

(2) *Idem*, t. III, p. 96.

(3) *Arch. historiques de la Gironde*, t. III, p. 179.

(4) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 20.

Johan de Kale, pour parler aux seigneurs, aux gens d'armes et aux « bones gens de ladite ville », voir qu'elles étaient leurs intentions, l'état de la place, et faire rompre tous les pour-parlers.

Arnauton de Bordes, seigneur de Montlieu, et Johan Moraut (1), seigneur de Montendre, furent deux des émissaires officieux du duc d'Orléans, qui jouèrent les principaux rôles en cette circonstance.

Très chiers sires et grans amis, écrivait Johan Moraut (2) au maire de Bourg et à G. Conge, je me recommans à vous; et vous plese savoir que Monseigneur le Sénéchal m'a mandé que je parlasse de plusieurs chouses avecques vous. Mes je n'ay peu, pour ce qu'il me a convenu aller au devant de Monseigneur d'Orléans. Et ce dont je estoye chargé de parler aveque vous, si est que Monseigneur vous fesoit prier que si convenoit que vous rendissiez la ville de Bourg en l'obéissance du Roy, que vous veuillez fere le trayté pour l'ordonnance de mondit Seigneur, pour et au nom de Monseigneur d'Orléans; et en ce faisant il vous en sauret très bon gré. Et en vérité vous en seret de Monseigneur, en tout ce que vous aurez a fere et suy bien certain que Monseigneur voudroit bien garder la ville et le pays, en faisant à Monseigneur d'Orléans obéissance, et par mondit Seigneur vous povez avoir plusieurs chouses à voustre prouffit et honeur, que je vous promets qu'il a bien puissance aveques mondit Seigneur d'Orléans a présent. Si vous pri qu'il vous plese ce que vous voudrez fere, que soit par la main de mondit Seigneur, et me mandez ce qu'il vous plera sur ce. Et si chouse est que pour vous puisse fere, mandez le moy, et je le ferai volontiers. Et prie N. S. qu'il soit garde de vous.

(1) Cet Arnauton de Bordes était possesseur des castel et chastellenie de Montlieu par Jehanne de Garlande sa femme; il fut fait prisonnier sous les murs du château de Bouteville (*Bull. de la Soc. des Arch. hist. de Saintonge*, XIV, p. 357). Quant à Johan Moraut, je ne sais si c'est le même que celui qui est qualifié de « licencié en loys » et lieutenant général de M^{gr} le sénéchal de Xaintonge, dans une délivrance de legs du 21 octobre 1411, reproduite dans le t. XXI, p. 232, des *Arch. hist. de Saintonge*.

(2) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 96.

De son côté Arnauton de Bordes écrivait (1) :

A mon tres cher et grant amy Arnaud de Peychi, mager de la bila de Borc.

Tres cher et grant amy, je m'arecommans à vous; et vous plese savoir que si le soit voustre plaisir je auroy grand désir de parler aveques vous sus la sauvation, et garder le domage du pays, leque^l se peut avenir, si Dieu et autres bones gens du pays n'y metent aucun bon remede. Pourquoy, si vous venez, et vous plesit que vous et moi puissions parler ensemble présentement, je le vourroy voulantiers, et vous pri que vous le vueillez fere enssi pour honeur de Dieu, et pour garder le prouffit du petit monde et esquiver les grans domaiges qui s'en puchent avenir. Et, si vous plect venir devers moy à Monleu, je vous pri que vous me mandez vostre voulanté et je vous envoie 1 saub-conduyt en lequel vous pourrez venir et retourner toutes et quantes fois qu'il vous plaira sauvament et sehuirement de tous Franceoys. Et si nulle autre chose vous plet que pense fere, mandez le moy et je le feroiy voulantiers. Le S^t Esprit vous ayt en sa garde.

Après avoir pris connaissance de ces deux lettres, le châtelain de Bourg, Guilhotin de Lansac, le maire et les jurats, d'un commun accord, les expédièrent à Bordeaux et y joignirent une missive qu'ils adressèrent : « A très honorable et très poyssants senhors le senescaut de Guiayna et senhors deu Conselh, mager et sotz mager de la bila de Bordeu (2). »

Elle était ainsi conçue :

Tres honorables et tres poyssants senhors, nos nos recommandons a bos; et si bos plassia assaber que lo capitayne de Montandres nos a trame deas letras lasquaous nos bos trameton, et nos audes mandat totz patis et suffrensas. Et tot en certan los Frances s'en benen devant nos; le duc d'Orléans et autres grans senhors de Franssa, et lo conestable de Franca par terra, et lo governador de la Rochella

(1) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 97.

(2) *Idem*, t. III, p. 107.

et lo senhor de Pont, et grant quantitat de gens d'armas et balester abgrant navili per mar. Per. so, bos preguam et bos suppliquam que, bistas las presens bos plassi a nos secorre et adjudar de gens d'armas; quar si aquesta fronteyra de part dessa se sauve, tot se sauvera. Et bos plassi, très honorables et tres poyssants senhors, a nos trametre canoney, quar nos los pogueram plau, et un metre per adobar los batestas, et un armadurey, et en so bos suppliquam que no nos leyssatz falhir.

La Jurade de Bordeaux leur répondit aussitôt en leur envoyant de la poudre à canon et de l'argent, et en conseillant au maire de dire qu'il était trop occupé pour aller au rendez-vous, et que le seigneur de Montlieu devait expliquer par écrit ce qui pourrait tourner au profit de Bourg dans cette affaire.

Le seigneur de Montendre (1) renouvela alors ses instances auprès de Guilhotin de Lansac, mais tout cela fut peine perdue, car si quelques personnes, pour échapper aux horreurs du siège, étaient disposées à accueillir les ouvertures faites par le duc d'Orléans et ses amis, les autorités et la très grande majorité des habitants refusaient énergiquement toute composition.

Bordeaux, après avoir organisé avec beaucoup d'activité et de soin sa propre défense, comprenant que du sort de Bourg dépendait le salut du pays, prit des mesures énergiques (2).

Dès le 25 octobre, elle envoya à Bourg un de ses jurats, Bernard Jaubert, avec seize arbalétriers, des hommes d'armes et une portion de son artillerie; un peu plus tard, Bertrand de Monferrand s'y rend à son tour. Puis, comme la place, une fois bloquée du côté de la terre, pouvait manquer de vivres, il fut établi entre Bourg et Bordeaux un service de galiotes, pour porter aux assiégés le pain, le vin, les munitions et les renforts en hommes qui étaient nécessaires (3).

(1) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 108.

(2) *Idem*, t. III, 1406, passim. *Chronique bourdeloise*, p. 20 et suiv.

(3) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, octobre 1406.

Cependant le duc d'Orléans arriva devant la place le 5 novembre, et commença de suite les travaux d'approches. Plein de confiance, il écrivait au Conseil qu'il était assuré de prendre la ville si l'argent ne lui manquait pas. Cent mille francs, tous les trois mois, lui furent aussitôt accordés (1).

Il déploya en cette occasion une grande activité : en très peu de jours ses premières lignes arrivèrent jusqu'aux fossés de la ville; puis il dirigea le principal effort de son artillerie contre les murs de l'abbaye, pensant trouver là le point faible de la défense; mais grâce aux canons, à la poudre et aux engins de guerre de toutes sortes expédiés par Bordeaux (2), la place put répondre avec avantage au tir des assiégeants.

Désespérant alors de réduire la ville par ses machines de guerre, Louis d'Orléans eut recours à la mine; mais Bordeaux prévenu envoya encore des secours, un maître mineur, et tout le matériel nécessaire pour contre-miner (3).

Pendant que le duc cherchait ainsi à entamer les murs de la ville, l'amiral Clignet de Brabant, à la tête de la flotte française, et le capitaine de Vilaines étaient entrés en Gironde et s'étaient établis entre Bourg et le Bec d'Ambès.

« Cette flotte, forte de vingt-neuf nefes », dit Monstrelet, interceptait toute communication entre la ville filleule et la ville marraine. A cette nouvelle, le peuple de Bordeaux s'assembla à Saint-Éloi, et, séance tenante, ordonna un impôt d'un franc par tonneau de vin, qu'on le voulût vendre ou qu'on l'employât à son usage; les facteurs et les valets furent taxés d'après le taux de leur salaire, et les ecclésiastiques, qui avaient le privilège de ne point payer d'impôt pour les vins, furent eux-mêmes taxés à douze deniers pour livre, selon la valeur de leurs bénéfices. En même temps, ordre fut donné d'armer tout ce qui restait de « nefes » dans le port pour aller au Bec d'Ambès et maintenir la liberté de communication entre les deux villes. Puis, comme on manquait de marins,

(1) *Arch. historiques de la Gironde*, t. I, p. 45.

(2) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, p. 126, 129, 130 et suiv.

(3) *Arch. historiques de la Gironde*, t. III, p. 180, et *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, décembre 1406.

on fit fermer les tavernes de la rue du Petit-Judas et on mit sur les navires tous ceux qui les fréquentaient sans distinction de nationalité (1). Les autorités voulurent, en cette circonstance, donner l'exemple; le sénéchal de Guyenne, le maire de Bordeaux, le prévôt, les plus notables bourgeois de la ville prirent place sur les navires; tout le quartier de la porte Bouquière s'embarqua également, ayant à sa tête le jurat.

Des bûches de pin, de la résine et de la gemme, furent chargées sur des bateaux menés à l'aviron.

Ainsi équipée, la flotte bordelaise se dirigea vers le Bec d'Ambès et rencontra les navires français un peu au dessous de Bourg (2). Le combat s'engagea dans l'après-midi d'un jour du mois de décembre et commença par un abordage furieux. Les combattants, entraînés par la marée, dérivèrent jusqu'au delà de Blaye, et au plus chaud du combat, un navire bordelais fut pris par les Français et resta entre leurs mains toute la nuit (3).

Le lendemain, la lutte recommença, mais grâce à des renforts arrivés de Bordeaux (4), la flotte gasconne reprit l'avantage. Un des bateaux (5) chargés de résine fut lancé tout enflammé sur la flotte française, y porta le plus grand désordre et décida de la journée.

Les Bordelais reprirent le vaisseau qu'ils avaient perdu la veille et capturèrent deux nefes françaises.

Harcelés par les Bordelais et menacés d'incendie, les vaisseaux français prirent la fuite et ne s'arrêtèrent qu'à Talmont, en Saintonge, où une seconde expédition commandée par le maire de Bordeaux, Swynburn lui-même, alla les déloger peu de jours après (6).

Cette victoire sauvait la Guyenne; elle ne coûta aux

(1) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, t. III, pp. 139, 145, 224.

(2) *Arch. historiques de la Gironde*, t. III, p. 179 et suiv. — *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, 1406-1408.

(3) *Arch. historiques de la Gironde*, t. III, p. 179 et suiv.

(4) *Reg. de la Jurade de Bordeaux*, ordre du 22 décembre, t. III, p. 148.

(5) *Idem*, t. IV, 1414, 1416, et t. III, p. 384.


(6) *Idem*, t. III, pp. 138, 198, etc.

Gascons que trente-deux des leurs, tandis que les Français perdirent trois cent soixante-sept hommes, au nombre desquels se trouvaient vingt chevaliers.

L'armée du duc d'Orléans n'était pas plus heureuse; le temps lui était tout à fait défavorable; des pluies continuelles avaient détrempé les terres et rendaient les mouvements des troupes et de l'artillerie excessivement difficiles et lents (1). La flotte française partie, les communications avec Bordeaux se trouvaient rétablies, et la résistance des assiégés devenait chaque jour plus vigoureuse. Aussi, après plus de deux mois de blocus, le duc fut-il obligé, le 14 janvier 1407, de lever le siège et de reprendre avec ses troupes la route du Nord, « au grand déshonneur de sa personne et du royaume de France » (2), ajoute le chroniqueur.

(1) *Arch. historiques de la Gironde*, t. III, p. 180.

(2) *Livre des Bouillons*, p. 558. — Lire également la narration du siège de Bourg, dans l'excellent ouvrage de M. H. Ribadiou : *Histoire de la Conquête de la Guyenne par les Français*, p. 95 et suiv.; je lui ai beaucoup emprunté.



CHAPITRE IV

La commune de Bourg sous la domination anglaise.

Le calme vient toujours après la tempête. Bourg eut en effet quelques années de repos, à la suite de l'effort suprême fait pour résister victorieusement à l'armée du duc d'Orléans.

Profitons-en pour entrer dans cette cité et chercher à nous rendre compte de ce qu'y était la vie communale sous la domination anglaise.

« C'est l'indépendance qui est ancienne, c'est le despotisme qui est moderne », a dit quelque part M^{me} de Staël; or cette phrase résume à elle seule toute l'histoire des communes.

Aujourd'hui qu'est-ce qu'une commune? Qu'est-ce qu'un maire? Qu'est-ce qu'un conseiller municipal?

Des rouages minuscules qui se perdent au milieu de l'inextricable complication de notre système administratif, n'ayant et ne pouvant avoir ni indépendance, ni initiative.

C'était tout autre chose au moyen âge, ainsi qu'on va le voir.

A quelle époque la ville de Bourg fut-elle érigée en commune?

Aucun titre parvenu jusqu'à nous n'en précise la date ; aussi ne pouvons-nous l'établir qu'approximativement.

Dès la fin du ^{xii}^e siècle, Bordeaux avait un gouvernement municipal ; une charte de 1206 (1) lui donne le titre de *commune*, et lorsque le roi Henri III, en 1235, accorda aux citoyens de cette ville le droit d'élire un maire et d'avoir une *commune* avec toutes les prérogatives attachées à ce mode de cité, il semble bien n'avoir fait que consacrer un état de choses existant déjà. Saint-Émilion fut érigé en commune en 1273 (2) ; Libourne à la fin du ^{xiii}^e siècle (3) ; Mimizan-en-Born (4) et la Sauve-Majeure (5) l'étaient dès 1273 ; or Bourg l'était aussi à cette date, et même depuis un certain temps, ainsi qu'il semble ressortir de la déclaration des communiers de Bourg du 22 mars 1273, dont nous parlerons tout à l'heure, et du recensement ordonné cette même année par Édouard I^{er}. Il est donc permis d'admettre, je crois, que Bourg a été érigé en commune à peu près en même temps que Bordeaux.

Étudions maintenant la déclaration du mois de mars 1273 dont j'ai donné le texte plus haut.

Le lecteur a bien certainement été frappé de son ton d'indépendance.

Tout d'abord, le maire, les jurats, les bourgeois de Bourg, veulent bien jurer fidélité au roi d'Angleterre lorsqu'il vient pour la première fois en Guyenne ; mais il faut qu'au préalable lui-même ait juré de maintenir les libertés, franchises et coutumes de la ville.

Ainsi, à donnant, donnant.

Les privilèges, les libertés de la commune y sont indiqués et de plus, on en détermine clairement l'étendue en les comparant à ceux des villes lombardes : « Nous n'avons pas de biens communaux, y est-il dit, comme ceux que possèdent les villes de Lombardie. » Ce qui voulait dire que,

(1) *Livre des Bouillons*, pp. 240-241.

(2) Delpit, ms. Wolfenbittel, p. 82.

(3) Idem, pp. 78-79. — Brissaud, *les Anglais en Guyenne*, p. 248.

(4) Brissaud, *loc. cit.*

(5) Idem, *loc. cit.* — Delpit, ms. Wolfenbittel, pp. 39-40.

par suite de l'absence de ces biens communaux, le roi perdait toute prise de souveraineté sur la commune. Et ainsi que l'ont fait remarquer MM. Jules et Martial Delpit, cette allusion aux républiques lombardes en dit long sur le retentissement de la liberté des républiques italiennes, sur l'étendue des relations commerciales entretenues par les villes du moyen âge, et enfin sur le degré de civilisation auquel elles étaient parvenues.

La propriété y était libre, individuelle; on ne tenait rien en fief du roi, et si le droit d'èsporte et d'investiture était dû, c'était suivant la *coutume*.

De grandes libertés existaient pour les personnes comme pour les biens.

On avait un maire, une Jurade; et comme Bourg était, ainsi qu'aujourd'hui, le centre d'un pays essentiellement vinicole, où le commerce de Bordeaux trouvait de précieuses ressources, on n'a garde d'oublier ses vins, ses propriétaires, ses marchands. Il est donc établi par nos communiers, qu'il est dû au roi, quelle que soit la quantité récoltée, deux deniers et rien de plus; et moyennant cela tout bourgeois est libre de charger ses vins sur des bateaux, ou de les vendre en taverne. L'étranger, celui qui ne sera pas bourgeois de Bourg, s'il veut acheter les vins pour les charger et les revendre, devra payer au roi et aux autres seigneurs de la ville un denier par tonneau.

Ces franchises, ces libertés si fièrement énumérées, trouvèrent, dans une certaine mesure, leur confirmation dans ce traité d'alliance intervenu en 1379 entre Bourg et Bordeaux.

Cette dernière ville était en effet pleine d'égards pour sa filleule : « A la queu vila de Borc nos, juratz de Bordeu, avem specian dillettion, considérant la grant leyautat que tot jorn la deyta vila de Borc a agut vers nostre rey messire et especiaument affection devers nos », est-il dit dans le *Livre des Bouillons* (1). Aussi, Bordeaux finit par lui accorder le bénéfice de sa coutume, de son droit judiciaire et le partage

(1) Arch. municip. de Bordeaux. *Livre des Bouillons*, p. 440.

de tous ses privilèges. De son côté, Bourg acceptait avec reconnaissance ce traité qui lui offrait de sérieuses garanties de sécurité et de justice, mais sans rien abdiquer pour cela de son indépendance, « *reseruat a nos nostres privileges e franqueses* (1) ».

Ce sont, en quelque sorte, deux États qui traitent ensemble, et sans trop se préoccuper de « Messire leur rey ».

Bordeaux formait alors, avec ses faubourgs et sa banlieue, une espèce de république que régissaient des coutumes et franchises fort anciennes, *ab antiquo*, comme disaient les légistes. Les institutions municipales avaient eu peu à souffrir des invasions normandes, et les successeurs d'Éléonore de Guyenne non seulement les respectèrent mais s'appliquèrent à en étendre les libertés. Les Bordelais étaient alors moins sous la domination que sous le protectorat des rois d'Angleterre; aussi jouissaient-ils, en pleine période féodale, d'une indépendance qui n'est pas sans nous faire envie.

Or, sous le rapport des franchises et des libertés, la ville de Bourg était aussi favorisée que la métropole; chaque monarque, en montant sur le trône d'outre-Manche, se plut à les lui confirmer et à lui faire de nouvelles concessions; aussi leur était-elle d'un dévouement presque sans bornes. Pour s'en convaincre il suffit de lire cette lettre qu'Édouard I^{er} lui écrivit le 11 avril 1296 (2):

Nous avons bien entendu les angoisses et les grant mescheys et les suffretes que vous avez eu et soffert, et encore soffrez, pur nos e pur nostre dreit heritage sauver et defendre, en ce les parties, par quei nous vous looms molt de vostre boun loiauté et vostre grant diligence, et de ce vus mercions chierement, et enveions a ore en eide de vous sis nefes chargees de blé et plus vous enverrons prochainement. Et par ce que, puis nostre venir hors d'Escoce, pur grant besoignes que nous avons eu a faire, ne poioms aprocher Londre pur parlement tenir, ne pur ordeiner des deniers a vous enveir, vous

(1) Arch. municip. de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, p. 443.

(2) Biblioth. Nat., ms. *Collect. Bréquigny*, t. XVI, p. 249.

prions especialement que vus en vuillez encore bonement soffrir aussi comme vous avez fait jusques en cea, car entre ci et la Saint-Johan, mettrons peine que vous, adunk ou devant, aurez tiel eide des deniers et de plus de blé que vous vous devrez tenir à paez à l'eide de Dieu.

Une charte du roi d'Angleterre, datée du 13 juin 1284 (1), recommandait déjà au sénéchal de Guienne de respecter les libertés de cette ville si dévouée.

Au mois de mars 1338, Édouard III (2) attestait encore l'attachement de Bourg à la cause anglaise, lorsqu'il adressait une lettre « Nobilibus et hominibus de castellania de Burgo et aliis nobilibus de gratiarum actione et de constantia fidelitatis continuanda ». Dans une charte du 5 juillet 1341, il se plaisait à reconnaître, une fois de plus, la fidélité de cette ville : « Dilectos et fideles nostros, écrivait-il, juratos et ceteros habitatores ville de Burgo super mare, qui erga nos et progenitores nostros bene et fideliter se gesserunt, etc. »

Un peu plus tard, le 8 avril 1357 (3), le prince de Galles, considérant la fidélité des habitants de Bourg, et les pertes éprouvées lors de la prise de la ville et notamment la perte des originaux de leurs privilèges dont il ne reste que des copies, confirme ces privilèges et accorde, en outre, aux dits habitants, ainsi qu'à leurs marchandises, la permission de circuler dans toute l'Aquitaine sans payer d'autres droits que les six deniers par livre, accordés pour un certain temps aux jurats de Bordeaux.

Du reste, c'est grâce à cette politique habile des Plantagenets comme des Lancastres que ces mots « domination anglaise » étaient alors considérés comme synonymes de richesse et de liberté, et que la Guienne demeura si longtemps et si fortement attachée à l'Angleterre.

Le texte du traité d'alliance entre Bourg et Bordeaux est

(1) *Arch. historiques de la Gironde*, t. VII, p. 154.

(2) *Id.*, t. VII, p. 90.

(3) *Id.*, t. XIII, p. 46.

fort intéressant; aussi je donne la traduction d'une partie, et le résumé du reste (1).

Sachent tous et chacun qui ces présentes lettres verront ou entendront que le lundi avant la fête de la Madeleine, en l'an de Notre-Seigneur mil CCCLXXIX, ce même jour, environ l'heure de prime, nous, maire de la ville de Bourg et les jurats et toute la communauté de la même ville, étant en commun et réunis en la maison commune, et là tenant notre conseil, après l'avoir selon l'usage annoncé au son de la cloche, pour le profit et utilité de notre ville et de toute notre communauté, avons fait, ordonné et établi, pour nous et nos successeurs, nos certains et véritables procureurs, délégués et syndics, généraux et spéciaux, en toutes nos affaires présentes et à venir : Arnaud Johan, notre maire; Amaubin Conge, Hélié de la Porte, W. Augier, Raymond Conge, fils dudit Amaubin Conge, maître Hélié Aymeric notre clerk de ville, W. de Saint-Michel et Amaubin Bernard nos bourgeois, pour lesdits procureurs, délégués et syndics, et chacun deux pouvoir se présenter et comparaître devant nos très chers, révérends et honorables seigneurs, les maire, jurats et communauté de Bordeaux, et par devant chacun d'eux, à Bordeaux, en la maison de Saint-Éloi ou en tout autre lieu qu'il plaira à nosdits seigneurs, les maire et jurats de Bordeaux.

Et là, en notre nom, place et personne, faire, octroyer et jurer alliance avec lesdits seigneurs de Bordeaux, afin que nous et tous nos successeurs, d'ici en avant, soient, doivent et puissent être de l'alliance, serment et obéissance, en tous cas honnêtes, de la ville de Bordeaux; et leur avons donné et donnons pouvoir spécial de faire et conclure ledit traité d'alliance, et leur donnons et octroyons spécial pouvoir de faire et prêter serment de fidélité, aux dits seigneurs, maire et jurats, et de tenir et garder ladite union, fidélité et alliance, en notre lieu et place, sauvant, en tout et pour tout, et réservant la fidélité, hommage-lige, souveraineté et serment de notre souverain le roi d'Angleterre, et de ses officiers. Et aussi, et de la manière que nous avons établie, nous avons voulu et octroyé, voulons et octroyons avec et par la teneur des présentes, que tout ce que nos

(1) Arch. municip. de Bordeaux, *Livre des Bouillons*, p. 440.

avant dits procureurs, délégués ou syndics, et chacun d'eux, en particulier, feront, prometttront, jureront et accepteront, avec lesdits seigneurs de Bordeaux, au sujet de ladite alliance, aura valeur et fermeté entière et durable, comme si nous tous et chacun de nous en particulier avons été présents en personne, sauvant et réservant encore en tout et pour tout, comme dessus, la souveraineté dudit roi d'Angleterre, notre seigneur. Mandons et promettons à nos avant dits procureurs, délégués et syndics, en présence du notaire stipulant et acceptant en leur nom et place, de les relever de toutes charges, frais et dépens, sur les fonds de la communauté.

Et en témoignage de vérité, nous avons scellé du grand sceau de notre communauté ces présentes écrites dans la maison commune, le jour, l'an ci-dessus.

Armés de ces pouvoirs ainsi donnés, les délégués de Bourg se rendent à Bordeaux, et le vendredi 12 juillet 1379, à Saint-Éloi, ils jurent :

Qu'ils obéiront aux ordres « legatz e honest » des maire et jurats de Bordeaux;

Qu'ils respecteront tous les privilèges, franchises et libertés de cette ville, sous réserve de leurs propres franchises et libertés;

Qu'ils la secourront contre ses ennemis, dont ils feront justice, et auxquels ils ne donneront point asile;

Qu'ils renonceront à toute alliance étrangère;

Qu'ils avertiront les Bordelais de tout complot formé contre eux;

Qu'ils marcheront sous leur bannière en temps de guerre.

A leur tour, les maire et jurats de Bordeaux prennent, sous la foi du serment, les mêmes engagements vis-à-vis de la ville de Bourg.

Voilà comment les communautés de cette époque prenaient des résolutions, les exécutaient, comment elles négociaient, soit entre elles, soit avec des particuliers, des conventions importantes, comment, en un mot, elles s'administraient, se gouvernaient librement.

Chacune d'elles avait un beffroi avec sa cloche qui convo-

quait la Jurade et les bourgeois les jours de délibération; une maison commune où se tenaient les séances, un clerc de ville pour rédiger les actes de la Jurade; un sceau pour être apposé au bas des actes et leur donner en quelque sorte l'authenticité; un trésorier pour gérer les finances.

Bourg avait tout cela.

En matière de justice, le maire et les jurats avaient une autorité fort grande, puisqu'ils avaient la juridiction civile et la juridiction criminelle dans toute l'étendue de la châtellenie; or celle de Bourg comprenait, en plus de la ville, vingt paroisses. Par une faveur tout à fait exceptionnelle, elle conserva la juridiction criminelle jusqu'à la Révolution, et nous aurons bientôt l'occasion de constater que le maire avait également la juridiction militaire à l'époque de la domination anglaise.

Mais la base fondamentale du régime communal était le droit pour chaque commune d'élire son maire et ses jurats. Sous ce rapport la *filleule* fut plus heureuse que la *marraine* qui le perdit en 1261, à la suite des disputes des Solers et des Colomb. Bourg put au contraire en jouir paisiblement tant que dura la domination anglaise. Le prince Édouard, par sa charte de 1261, se contenta d'en réglementer les élections. Deux fois cependant les rois d'Angleterre oublièrent les privilèges accordés : une première fois en 1330 (1), en nommant maire de Bourg le seigneur d'Hostède, sénéchal de Guyenne, et une seconde fois en 1412 (2), en désignant Bertrand de la Trau pour maire de cette ville.

Voici la traduction de cette charte :

Édouard, fils aîné du noble roi d'Angleterre, à tous ceux à qui les présentes lettres viendront, salut :

Sachez que nous avons octroyé, et par notre présente charte confirmons, pour nous et nos héritiers, à nos bien aimés et fidèles

(1) *Catalogue des Rôles gascons*, p. 73. Arch. municip. de Bourg, Reg. XXIII.

(2) *Catalogue des Rôles gascons*, 8 octobre 1412. « *Rex concessit Bertrando de la Trave, militi, custodiam ville de Burgo, et officium maioralatus ibidem.* »

bourgeois et notables de notre château de Bourg, ainsi qu'à leurs héritiers, mairie et commune pour toujours en la forme écrite ci-dessous.

Premièrement, nous établissons et ordonnons que le maire et les jurats qui sont actuellement dans ledit château, dureront jusqu'à la prochaine fête de saint Laurent. Le temps de cette mairie expiré, les jurats actuels feront de nouveaux jurats, comme c'est la coutume, et ces nouveaux jurats entreront suivant l'usage au conclave, et feront choix pour la mairie de deux bourgeois qu'ils devront présenter au seigneur s'il est présent, ou en son absence, au sénéchal ou au lieutenant. Ladite présentation faite, le sénéchal ou lieutenant jurera sur les saints Évangiles de Dieu de ne confirmer et agréer comme maire, que celui des deux élus que, de bonne foi et en conscience, il reconnaîtra le meilleur et plus utile à la cause du seigneur et de la commune; il jurera en même temps que pour cette présentation, il n'a reçu et ne recevra, directement ou indirectement, ni don ni promesse de personne. Le jour même de la présentation ou le jour suivant, le seigneur, le sénéchal ou le lieutenant sera tenu de recevoir et confirmer l'un des deux élus de la Jurade, comme il a été dit plus haut, sinon les députés du corps de ville auprès du sénéchal, ou les jurats tous ensemble, lesdits deux jours passés pourront créer maire celui que le maire et la plus saine partie des jurats jugeront le plus digne. Il sera procédé de cette manière, toutes les fois que le seigneur, le sénéchal ou le lieutenant seront absents ces deux jours, et cette formalité sera invariablement observée à tout jamais, en la création du maire.

Item, nous avons établi que nul ne pourra être élu maire, si déjà il a rempli ces fonctions, à moins qu'il ne se soit écoulé quatre années franches depuis sa dernière mairie.

Item, nous avons établi que si par aventure, un maire, au temps de sa mairie, se comporte mal dans son office, ou fait tort à quelque membre de la commune, celui qui voudra attaquer la mauvaise gestion de ce maire ou celui qui aura souffert quelque tort, pourra en appeler au seigneur, à son sénéchal ou à son lieutenant, pendant tout le temps que le maire sera en exercice et pendant toute l'année suivante, et non au delà. Si donc par aventure, l'accusateur ou plaignant se trouvait absent cette année-là, une fois de retour, il aura le

droit de poursuivre, pourvu toutefois qu'il ait déposé sa plainte devant l'un des susdits, dans les quarante jours qui suivront son arrivée. Et le maire, pendant son année d'exercice et l'année qui suivra, sera tenu de répondre devant le sénéchal, et durant le cours du procès, l'accusateur ou plaignant sera totalement soustrait, lui et ses biens, à la juridiction du maire, lequel devra répondre à toutes les accusations de l'accusateur ou plaignant, en la cour du seigneur, de son sénéchal ou de son lieutenant.

Item, le maire, quel qu'il soit, le jour de sa création, jurera, en présence du peuple, sur les saints Évangiles de Dieu et les reliques, comme il est d'usage que le maire jure à Saint-Giron, de veiller au maintien des droits du prince, quels qu'ils soient et où qu'ils soient, dans les limites de la commune et ailleurs, dans le cas où il viendrait à apprendre que quelques droits du prince ont été aliénés, si haut que remonte cette aliénation, de la dénoncer au prince ou à son délégué, et si le prince l'exige, de le conseiller, diriger et aider afin qu'il puisse recouvrer son droit. Les jurats prêteront chaque année le même serment, après le maire.

Item, si quelqu'un détient les droits ou possessions du prince, en vertu d'une aliénation récente ou ancienne, ce dont pourront s'enquérir les maire, jurats et autres personnes dignes de foi, il aura à répondre de cela devant le seigneur ou son délégué à Bourg, afin que le seigneur puisse recevoir la satisfaction qui lui est due.

Item, si le seigneur ou son délégué accuse un membre de la commune d'avoir contrefait le sceau du prince ou avoir fabriqué de la fausse monnaie, celui sur qui pèsera cette accusation sera jugé en la cour du seigneur par le prince ou son délégué, sans réclamation du maire.

Item, si quelqu'un de la maison du prince se rend coupable d'injure, de voie de fait ou de vol envers un membre de la commune, le prince, son sénéchal ou celui qui tient sa place dans le château, sera tenu, à la requête du maire, de rendre pleine justice à l'offensé.

Item, si un membre de la commune se rend coupable de semblable délit vis-à-vis des gens du duc, bien que l'offenseur soit bourgeois de Bourg, il sera jugé au château, en présence du duc ou de son sénéchal, par le maire qui devra rendre pleine justice suivant les lois et coutumes du pays bordelais.

Item, si un bourgeois de Bourg se trouve devoir quelque chose au duc pour cause de bail, ou de cens, il comparaitra devant le duc ou son délégué sans que le maire puisse réclamer.

Item, si quelque chevalier, damoiseau ou un de leurs héritiers, veut être fait bourgeois de Bourg, il ne le pourra qu'avec la permission du seigneur duc.

Item, on se rappellera que dans tous les cas où les bourgeois de Bourg dépendent de la juridiction du duc, ils ne peuvent être cités devant lui que dans le château de Bourg et non ailleurs, si ce n'est dans les affaires concernant un domaine tenu à bail ou à cens, auquel cas ils devront comparaître partout où il plaira au seigneur, pourvu que ce ne soit pas hors Gascogne.

Item, la commune de Bourg devra au seigneur armée et chevauchée tout comme la commune de Bordeaux.

Donné de notre propre main, à Bordeaux, le 16^e jour de décembre, l'an du règne de notre seigneur roi le quarante-cinquième.

Comme on le voit, il y avait loin de cet ensemble de prescriptions et de formalités à la confiscation pure et simple du droit d'élection; tout citoyen, fût-il simple artisan, pouvait encore aspirer aux fonctions municipales, à la condition, toutefois, qu'il fût bourgeois.

Ah! ce n'était pas un titre sans valeur que celui de *bourgeois*; il équivalait presque au *civis* des Romains, et assurait de grands privilèges à ceux qui en étaient honorés. Il n'était pas toujours facile de prendre place dans la bourgeoisie d'une ville, et souvent des seigneurs de haut parage aspiraient à en faire partie. Par sa charte du 26 avril 1305 (1), Édouard accorda à la ville de Bourg le droit de procurer la bourgeoisie à ceux qui y résideraient au moins un an et un jour.

Ce n'était pas non plus une sinécure que d'être maire : rien ne se faisait sans lui. Aussi recevait-il, à Bordeaux du moins, comme juste rétribution de ses travaux, une indemnité en rapport avec les ressources de la ville.

(1) *Arch. historiques de la Gironde*, t. XIII, p. 32.

L'idée de salarier les maires n'est pas nouvelle, on le voit, elle est renouvelée du moyen âge.

La commune ne s'administrerait pas seulement par l'intermédiaire de ses représentants élus, elle s'administrerait aussi par le vote des communiers réunis en la maison commune. « Curieux spectacle, dirons-nous avec un savant auteur (1), que ce populaire délibérant et votant sur les plus graves affaires de la ville, et cela même au xv^e siècle, au milieu d'arrogants barons, et en face de royautés ombrageuses. » C'est que l'épanouissement des libertés municipales avait donné aux bourgeois l'expérience de la vie politique, et leur avait appris à connaître et à vouloir tout ce qui, soit dans l'enceinte des murs de leur cité, soit en dehors, constitue les sociétés bien ordonnées; pour eux, l'ordre, la régularité, l'économie, le soin du bien-être de tous, n'étaient pas seulement un principe, une tendance, mais un fait de chaque jour.

Enfin, si ces bourgeois étaient de grands diseurs, s'ils aimaient à discuter et à délibérer, ils savaient aussi agir, et quand l'ennemi était aux portes de leur ville, quand leur indépendance, leurs libertés, leurs franchises étaient menacées, ils n'hésitaient pas à prendre les armes et à combattre sur terre comme sur mer, énergiquement, héroïquement. Ne venons-nous pas de voir ceux de Bordeaux et de Bourg infliger une double défaite à un grand capitaine et à un célèbre amiral !

Les rois d'Angleterre, comprenant parfaitement que la raison d'État devait faire tolérer des privilèges qu'il eût été maladroit et surtout dangereux d'attaquer, respectèrent et firent respecter par leurs sénéchaux la législation civile et s'ingérèrent fort peu dans les relations d'ordre domestique. Les rois de France, eux-mêmes, en devenant maîtres de la Guyenne, ne détruisirent pas brusquement, violemment, la commune et ses privilèges, mais les minèrent peu à peu, et les démolirent, en quelque sorte, pièce à pièce; aussi les villes

(1) Brissaud, *les Anglais en Guyenne*.

gasconnes, en passant sous l'administration française, ne tardèrent-elles pas à sentir tout le prix de ce qu'elles avaient perdu en changeant de maîtres.

Après avoir ainsi essayé de faire le tableau de la commune de Bourg sous la domination anglaise, je voudrais pouvoir maintenant pénétrer dans la maison d'un bourgeois, d'un ouvrier de cette même époque; vivre un instant de leur vie, examiner leur demeure, leur mobilier, leurs habitudes; assister à leur besogne quotidienne; accompagner la ménagère au marché (1), savoir ce que chaque denrée lui coûte; les jours de fête, les suivre aux offices, puis à la taverne; boire avec eux, non pas, comme aujourd'hui, le trois-six allemand, mais du bon vin du cru; écouter leurs discussions, etc... Après les grands faits de l'histoire, ce serait plaisir extrême que de s'arrêter à ces petits faits, à ces mille riens qui sont cependant importants, car ils font admirablement connaître une époque.

Malheureusement les documents manquent pour faire un semblable travail sur Bourg; du moins je n'ai pas su les trouver.

Grâce aux travaux de MM. Francisque Michel (2) et Théophile Malvezin (3), je puis dire quelques mots des vins de Bourg et de son commerce sous la domination anglaise.

Un des principaux motifs pour lesquels les Bordelais étaient si fortement attachés au régime anglais, c'est qu'il leur donnait de grandes facilités pour la vente de leurs vins. Le système des aides et des traites foraines qui s'établissait alors en France leur faisait peur, et ils comprenaient parfaitement de quel prix était pour eux cette sorte d'émancipation commerciale, qui se produisit dès les premiers temps de la domination anglaise.

(1) Édouard I^{er}, le 26 juin 1289, permet à Pierre Itier, chevalier, d'établir un marché dans le district de Bourg avec les libertés et franchises ordinaires. — *Arch. historiques de la Gironde*, t. X, p. 112.

(2) Francisque Michel, *Histoire du Commerce et de la Navigation à Bordeaux*, passim.

(3) Théophile Malvezin, *Histoire du Commerce de Bordeaux*, passim.

« Comment les pauvres gens de la campagne pourraient-ils vivre, s'ils ne pouvaient plus vendre leurs vins, ni se procurer les marchandises d'Angleterre comme ils ont coutume? », disait un bourgeois de Bordeaux (1); et telle était en effet la manière de voir de la grande majorité des habitants de la Guyenne.

Vers 1290, le roi d'Angleterre, voyant le développement qu'avait pris le commerce des petits ports de la Dordogne et de la Gironde, et notamment de Libourne, nomma dans cette ville un prévôt dont la mission était d'inscrire les noms des navires qui chargeaient en rivière de Dordogne, ainsi que le nom de leur port d'attache, de leur destination et de la nature de leur cargaison; deux fois par an, ce prévôt était tenu d'adresser copie de ces renseignements au connétable de Bordeaux.

Or, au commencement du ^{xiv}^e siècle, les navires qui fréquentaient le plus les ports de Libourne et de Bourg, étaient presque tous d'origine anglaise, normande et bretonne.

Les navires anglais étaient les plus nombreux et excitaient la jalousie des Normands qui bien souvent les attaquaient au sortir de la rivière, et leur faisaient subir parfois des avaries et des pertes considérables. Exaspérés de ces continuelles attaques, les marins anglais portèrent plainte au Conseil; mais celui-ci ne se hâta pas de remédier à cette situation; aussi, las d'attendre, les marins anglais résolurent de se faire justice eux-mêmes; un beau jour, en effet, en 1293, ils massacrèrent tous les Normands qui étaient à Bordeaux et à Bourg. Quelques-uns n'y étaient que de passage, mais beaucoup croyaient avoir acquis droit de cité, car ils y étaient installés depuis de longues années, parlaient la langue du pays et y faisaient de grosses affaires.

Les navires qui remontaient la Gironde faisaient escale aux différents ports du Médoc. Tous n'allaient pas jusqu'à Bordeaux; certains remontaient la Dordogne jusqu'à Libourne,

(1) Rymer, t. IV, p. 135.

chargeaient les vins du Périgord et revenaient prendre ceux de Bourg qui semblent avoir été estimés fort anciennement. Une tradition, qu'on pourrait peut-être faire remonter jusqu'à cette époque, prétend que lorsque les propriétaires possédaient des vignes à Bourg et en Médoc, ils ne vendaient leur vin de Bourg qu'à condition de vendre en même temps celui du Médoc. Du reste, nous savons de source certaine que les bourgeois de Bourg achetaient des vins de Médoc, soit pour augmenter, soit pour remplacer les leurs. Tout cela explique les haltes que faisaient les navires étrangers en Médoc alors bien moins florissant que les autres contrées de la Guyenne; ils y complétaient leurs chargements.

En 1357, Édouard III ordonna que les vins des habitants de la ville pourraient seuls être vendus en taverne, depuis le premier septembre jusqu'à la fête de la Noël.

Vers la fin de son règne, les habitants de Bourg se virent retirer la faculté qu'ils avaient de vendre leurs vins sur place au commerce et de les embarquer sur la Gironde. Le maire, les jurats, les bourgeois, justement émus d'une telle mesure, réclamèrent auprès du roi, lui exposant que c'était pour eux la misère à courte échéance, attendu que le vin était leur principale ressource. Le prince écouta leurs doléances et, d'accord avec le parlement, renvoya la pétition au sénéchal de Guyenne pour qu'il y fût fait droit.

Au commencement du xv^e siècle le vin étant peu abondant, on en vit le prix monter jusqu'à 40 francs la barrique à Bourg, c'est-à-dire près de trois fois plus qu'il ne coûta cent ans plus tard. Cette hausse se manifesta surtout à l'époque des sièges de Blaye et de Bourg; mais elle ne se maintint pas longtemps; un acte notarié du 4 avril 1497 constate la vente de seize tonneaux de vin au prix de 12 francs bordelais l'un, consentie par Andron de Lansac à Jean de Bagnau dit Bogrelot, marchand de Bordeaux; un autre acte du mois d'octobre 1541 parle de vin rouge, blanc ou clair de Bourg, vendu à raison de 20 francs bordelais le tonneau; un peu plus tard, on ne le paya que 18 francs le tonneau rendu à Bordeaux.

Enfin, les pays qui semblent, à cette époque, avoir tout particulièrement recherché les vins de Bourg sont la Bretagne et l'Irlande.



CHAPITRE V

Campagne du duc de Bourbon. — Prise de Rions, Saint-Macaire, La Réole, etc., par les Bordelais. — La « Male Journée. » — Campagne de Dunois. — Siège de Blaye et siège de Bourg. — Les Anglais reconquirent la Guyenne. — Bourg reste fidèle à Charles VII. — Bataille de Castillon. — Charles VII à Bourg. — Fin de la guerre de Cent ans. — Les Armes de la ville de Bourg.

Le règne de Charles VI sur lequel la France avait un instant compté pour mettre fin à ses maux, se termina au contraire de la façon la plus désastreuse. Au milieu des atrocités de la guerre civile qu'engendra la rivalité des Armagnacs et des Bourguignons, et de la dépravation dont la reine et le dauphin donnaient de si funestes exemples, l'Angleterre infligeait, à Azincourt, aux armées françaises, une défaite qui rappelait le désastre de Poitiers.

A la même époque, en Guyenne, le duc de Bourbon, à la tête de mille hommes de troupes françaises, attaquait la frontière septentrionale de cette province que défendait le duc de Clarence aidé du capitaine de Buch et du sire de Duras. Après des succès partagés, le duc de Bourbon dut se retirer, et des trêves furent signées. Mais elles furent toutes très éphémères; il surgissait toujours quelque prétexte pour les enfreindre dès qu'elles étaient conclues.

Rions, Saint-Macaire, La Réole, Bazas, les châteaux de

Noaillan et de Budos, aux mains des Français depuis 1377, donnaient des inquiétudes à la ville de Bordeaux qui, encouragée par Henri V, les attaqua successivement et s'en empara. Mais, pour soutenir une telle lutte, les bourgeois de Bordeaux furent obligés de faire de grands efforts et de déployer une énergie et une valeur qu'on serait surpris de trouver dans ce peuple de marchands, si l'on ne savait pas toute la force et la vie que les villes libres du moyen âge trouvèrent dans leurs institutions municipales.

Jusque vers 1451, la ville de Bourg ne semble pas avoir pris une part directe et active à ces luttes, pas plus qu'aux divers événements qui se succédèrent en Guyenne; elle n'y resta cependant point tout à fait étrangère, ainsi qu'en témoigne l'échange de lettres et d'émissaires avec la métropole dont nous trouvons de fréquentes mentions dans le livre de la Jurade de Bordeaux; plus d'une fois, elle appréhenda d'avoir à livrer de nouveaux combats, et, pour cette commune, comme pour la plupart des autres cités de la Guyenne, la paix ne fut qu'une paix armée.

En 1450, la bataille de Formigny ayant assuré la possession de toute la Normandie à Charles VII, ce monarque songea à recommencer en Guyenne la guerre interrompue depuis quelque temps. Jean de Blois, vicomte de Limoges et comte de Périgord et de Penhièvre, fut mis à la tête de l'expédition. Il se dirigea vers Bergerac qu'il prit aux Anglais, tandis que le sire d'Orval (1) s'emparait de Bazas, entrant, au mois d'octobre, dans le pays bordelais et venait camper à Blanquefort. A l'approche des Français, les habitants de Bordeaux se précipitèrent hors de leurs murailles; « ils saillirent, dit Mathieu de Coucy, au nombre de sept à huit mille hommes, entre lesquels estoit la plus grande partie des barons du Bourdelois qui se tenoient dans ladite ville; et si estoient le maire et le sous-maire d'icelle ville comme les chefs et capitaines des Anglois. »

L'inexpérience et la présomption de cette multitude lui

(1) Arnaud-Amanieu d'Albret, sire d'Orval.

valurent un désastre, la déroute fut complète; mille cinq cents Bordelais, au dire de Darnal, furent tués, et deux mille cinq cent quatorze furent faits prisonniers, ce qui fit donner à cette journée le nom fort expressif de : « *Male journée* ». « Laquelle destrousse estant ainsi faicte, ajoute notre chroniqueur, iceux François la firent hastivement sçavoir au roy Charles, lequel en fut fort joyeux. »

D'Orval étonné d'une victoire si facile, et craignant, vu le petit nombre de ses soldats, un retour offensif, rentra à Bazas.

Ces premiers succès démontraient que la conquête de la Guyenne était chose possible; mais Charles VII ne voulut rien précipiter, et consacra l'hiver à mûrir ses projets, et à réunir sur les frontières une armée de quarante mille hommes.

Au moment où cette armée allait entrer en campagne sous les ordres de Dunois, le roi, pour se concilier, autant que possible, les populations au milieu desquelles il allait porter la guerre, rendit une ordonnance dans laquelle il trace aux soldats la conduite qu'ils doivent tenir. J'en emprunte les principales dispositions à Mathieu de Coucy (1) :

1^o Les gens d'armes qui seront logés es villes et faubourgs comme es villages et es sièges, payeront tous vivres, tant pour hommes que pour chevaux.

2^o Quand ils passeront, et séjourneront par les villages dans le plat pays, ils payeront pain, vin et autres breuvages à prix raisonnable, tels que les mareschaux ou les commis sur ce sujet auront ordonné.

Pour chacun mouton qu'ils prendront, ils payeront cinq sols et rendront la peau à celui à qui le mouton aura appartenu.

Qu'aucun ne soit si hardy que de tuer ou prendre aucunes brebis portières (pleines).

Pour chacun pourceau qu'ils prendront, ils payeront vingt sols tournois;

Pour chacun cochon de lait, quinze deniers tournois;

(1) *Chroniques de Mathieu de Coucy*, t. I, p. 290.

Pour chacun veau de lait, dix sols tournois ;

Pour une vache qu'on dit génisse de deux ans et au dessous, trente sols tournois avec la peau qu'ils rendront à celui à qui ils auront pris ladite vache ;

Pour un chevreau, deux sols tournois ;

Pour un chapon, douze deniers tournois ;

Pour une poule, six deniers tournois ;

Pour une oye, douze deniers tournois.

Que homme de guerre ne fust si hardy de tuer ou faire tuer bœuf arable ny vache laitière.

On payera pour chacun cheval, jour et nuit, cinq deniers tournois ;

Pour un boisseau d'avoine, dix deniers tournois ;

Pour une gerbe d'avoine, cinq deniers tournois ;

Pour un boisseau de froment, vingt deniers tournois ;

Pour une gerbe de froment, douze deniers tournois ;

Pour chaque boisseau de seigle, quinze deniers tournois ;

Pour chaque gerbe de seigle, huit deniers tournois (1).

Ainsi et par telle manière, fit le roy Charles publier ses ordonnances avant son départ ; or il fit sagement afin que le peuple ne fust pas tant foulé, et aussi qu'il y eust police et justice en sa guerre.

Tout étant préparé, « au mois d'avril partirent les gens de guerre », et la Guyenne fut envahie par quatre points différents. Le comte d'Armagnac (2) attaqua Rions, de Pen-thièvre assiégea Castillon, d'Albret (3) et Robin Petit-Loup (4) mirent le siège devant Dax. Quant à Dunois, ayant Blaye

(1) Il ressort de ce document qu'à l'époque dont il s'agit une poule valait, en monnaie de nos jours, 1 franc ; un chapon, 2 francs ; un cochon de lait, 2 fr. 50 ; un mouton, 10 francs ; un pourceau, 40 francs ; une génisse, 60 francs ; un chevreau, 4 francs ; une oie, 2 francs ; un boisseau de froment, 3 fr. 33 ; un boisseau d'avoine, 1 fr. 66, etc.

(2) Jean V, comte d'Armagnac.

(3) Charles II, sire d'Albret.

(4) Robin Petit-Loup était chef d'une compagnie d'Écossais. Dans son *Histoire de Charles VII*, t. III, p. 210, M. Vallet de Viriville le nomme Robin Pettilow ou Pettiloch.

comme premier objectif, il s'arrêtait, tout d'abord, devant Montguyon (1) et s'en emparait après huit jours de siège, tandis qu'un de ses capitaines, Jacques de Chabannes, avec quelques troupes, continuait la route en éclaireur.

Blaye était en quelque sorte la clé de l'Océan, la porte du fleuve : il importait donc à Bordeaux, pour le maintien des communications avec l'Angleterre, d'empêcher les Français de s'emparer de cette place. Les Bordelais le comprirent et s'efforcèrent de lui envoyer tous les secours dont ils pouvaient disposer. Du reste, c'était, au dire de notre chroniqueur, « une ville et un château merveilleusement forts » : la garnison était composée de six cents hommes dont les principaux étaient le maire et le sous-maire de Bordeaux et le frère du seigneur de Montferrant.

Le 8 mai, de Chabannes arrivait devant Blaye, et était bientôt rejoint par Dunois et par Jean Bureau, le grand artilleur de l'époque, tandis que Jean le Boursier, venant de la Rochelle avec « grant foison de navires », entrait en rivière et venait jeter l'ancre devant la place. Le samedi 19, après le soleil couché, les Français entrèrent, « par puissance d'armes », dans la ville, et le 23 les Anglais rendaient le château et le donjon.

Dunois signa un traité avec la ville prise, et fit des conditions relativement douces aux vaincus ; puis, toujours en compagnie de Jacques de Chabannes et de Jean Bureau, et de concert avec Jean le Boursier, il alla mettre le siège devant la ville et le château de Bourg, « tant par terre que par mer ». Comme Blaye, cette place, était « forte à merveille », d'après Mathieu de Coucy (2). L'un de ses principaux défenseurs était Bertrand de Montferrant, frère aîné du seigneur de Lesparre ; elle semblait résolue à opposer la plus vive résistance à l'armée française ; mais lorsque Bureau eut mis en position sa formidable artillerie, les assiégés ne songèrent plus qu'à parlementer. « Ne fut ledit siège, rapporte Jacques

(1) *Mémoires de Jacques du Clerc*, t. I, p. 402.

(2) *Chroniques de Mathieu de Coucy*, t. I, p. 289 et ss.

du Clerc, dans ses *Mémoires* (1), que cinq ou six jours, car quand ceux de la ville qui estoient dedans veirent sy grande puissance et sy belles ordonnances, aussi bombardes et canons sortir debvant eux avecq mines, approchements et trencquins, ils requièrent eulx rendre, leurs corps et biens saulfs. Et estoient dedans de la part du roy d'Angleterre et de ceulx de Bourdeaux, de quatre à cinq cens combattants, dont estoit capitaine Messire Bertrand de Montferrant lequel lui et ses gens s'en allerent leurs corps et leurs biens saulfs en la ville de Bourdeaux, et demeura la place en la garde, de par le roy de France, de Messire Jacques de Chabannes, grand maître d'hôtel de France. Dunois demeura devant Bourg pour aulcune espace de temps pour faire certaines ordonnances et mettre regime de police au bien et profit du royaume. »

Le traité qui mettait Bourg au pouvoir de la France fut conclu par Dunois, Jean Bureau, Jean le Boursier, pour le roi Charles VII, et par le maire au nom des ecclésiastiques, nobles, bourgeois et habitants de la ville, pour le roi d'Angleterre, et non par le seigneur de Lansac ou par de Montferrant qui commandaient les troupes; ce qui prouve bien que la juridiction militaire (2) appartenait au maire à cette époque.

En voici les principales clauses (3) :

Il sera donné sauf-conduit à M. de Montferrant, à M. de Lansac, à un nommé Damans et à ceux de leur compagnie et à tous autres étant en ladite ville, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui voudront s'en aller.

Tous ceux qui voudront demeurer en ladite ville de quelque état et condition qu'ils soient, le pourront faire en prêtant le serment d'être bons, vrais et loyaux sujets et obeissants au Roy, et ce faisant, auront tous leurs biens et héritages, où qu'ils soient situés, et auront abolition de tous cas, crimes et peines encourues.

(1) *Mémoires de Jacques du Clerc*, t, I, p. 406.

(2) Arch. municipales de Bourg, reg. XXIII.

(3) Archives de Bourg.

Demeureront lesdits habitants en leurs franchises, privilèges et libertés anciennes à eux donnés par les prédécesseurs ducs de Guyenne, et s'obligeront nosdits sieurs les comtes à faire ratifier ces privilèges par le Roy.

Après s'être emparé des deux places qui commandaient le fleuve, Dunois se dirigea vers Fronsac, dont le château était le plus fort des marches de Guyenne, d'après Jean Chartier. Mais, comme à Bourg, la vue des canons de maître Jean Bureau suffit presque pour amener une prompte capitulation.

Durant ces événements, l'Angleterre n'avait envoyé aucun secours en Guyenne, malgré les demandes que n'avaient cessé de lui adresser les places attaquées ou même simplement menacées. Aussi, à la nouvelle de la capitulation du château de Fronsac, les Bordelais, désespérant de voir venir des renforts d'outre-Manche, aimèrent mieux subir volontairement le joug que d'attendre les approches de l'ennemi. Des pourparlers furent engagés, à la suite desquels Dunois fit son entrée solennelle dans Bordeaux, le 30 juin. Le traité qui livrait cette ville à la France était loin d'être dur; il lui assurait, comme cela avait eu lieu pour Bourg et pour Fronsac, le maintien de ses franchises, privilèges et libertés. C'était en somme ce à quoi les Aquitains tenaient le plus.

Après avoir reçu le serment de fidélité de tous les notables, à l'exception du capital de Buch et de son fils qui trouvèrent moyen de n'être pas à la cérémonie, Dunois nomma le comte de Clermont (1) gouverneur de Bordeaux, puis s'en alla sur l'Adour s'emparer de Bayonne.

Cette ville prise, l'œuvre de la conquête de la Guyenne sembla terminée, et, comme l'hiver n'était pas loin, on envoya les troupes dans leurs quartiers; par prudence, néanmoins, des forces assez considérables furent placées à Bourg (2) sous le commandement de Jacques de Chabannes, une gar-

(1) Jean de Bourbon, comte de Clermont.

(2) Thomas Basin, *Historiarum de rebus a Carolo septimo...*, lib. V, cap. v, t. I, p. 261.

nison fut envoyée à Blaye, Joachim Rouhault (1) fut mis à la tête des troupes qui étaient à Fronsac, le sire d'Albret s'installa à Rions, et la garde de Saint-Émilion fut confiée à de Penthievre.

Toutes les mesures semblaient donc avoir été prises pour assurer la paix et la tranquillité dans la province nouvellement conquise. Malheureusement le comte de Clermont, ne voulant pas résider à Bordeaux même, y laissa, pour son lieutenant, le sénéchal de Coëtivy qui, s'il était un bon officier, était un déplorable administrateur. Sous l'influence de sa mauvaise politique, Bordeaux se mit à regretter plus que jamais ses anciens maîtres, et ne cessa d'implorer en secret le secours de l'Angleterre. Bientôt une vaste conspiration fut organisée. Sur ces entrefaites, le roi Henry, débarrassé, pour un temps du moins, des querelles de York et de Lancastre, se décida à répondre à l'appel des Bordelais.

Le vieux comte Talbot fut mis à la tête d'un petit corps expéditionnaire, qui débarqua le 21 octobre 1452 près de Soulac. Il prit immédiatement la direction de Bordeaux : chemin faisant, il s'empara de quelques petites places, s'arrêta un instant à Castelnau, puis rencontra dans les environs de Macau le comte de Clermont et sa suite qu'il mit en fuite.

Voici, du reste, comment un de nos vieux chroniqueurs s'exprime sur ce soulèvement de l'Aquitaine et la défaite du comte de Clermont :

« Neantmoins (2), le roi Charles demanda la manière comment et qui avoit conduit la besoigne. Sy lui fut conté bien au long que les seigneurs de Lesparre, celui de Montferran et M^{re} Guillotin de Lansac, lesquels l'année précédente avoient faict le serement d'estre bons et léaux subjez devers le roi et meisme icellui de Lansac qui avoit certains gaignes de lui, avoient soubstillié et batti pièce ceste besoigne, et pour icelle mettre à exécution, sachant la venue

(1) Joachim Rouhault, sire de Gamaches, issu d'une ancienne famille du Poitou, mourut en 1478, maréchal de France.

(2) *Chroniques de Mathieu d'Escouchy*, t. I, p. 413 et ss.

desdits Anglois, se tirèrent un jour en un villaige nommé Macau, où illec estoit le comte de Clermont et plusieurs capitaines avec lui, et lui donnèrent à entendre comment ils avoient été adverti que les Anglois devoient venir descendre audit païs de Bordelois, disant qu'il seroit bon qu'il y mit résistance. Et tout ce que faisoient affin de le trahir. »

De Clermont et les capitaines qui étaient avec lui résolurent alors de se retirer à Bordeaux; mais, à peine étaient-ils embarqués, qu'ils rencontrèrent un corps de troupes anglaises qui les mit en déroute et les força à se réfugier à Bourg, seule ville qui fût restée fidèle à Charles VII. Le lendemain, les mêmes troupes anglaises vont devant Blaye, où elles entrent, grâce aux manœuvres de Montferrant et de Lansac, qui, tout en cherchant à paraître bons Français, servaient avec activité la cause anglaise.

Peu de jours après Talbot entra à Bordeaux, et Libourne, Cadillac, Castillon, Rions, etc., s'empressaient d'ouvrir leurs portes aux Anglais.

Une fois encore le roi de France avait à reconquérir la Guyenne. Charles VII n'eut pas un instant d'hésitation et fit faire tous les préparatifs d'une nouvelle expédition. Jean Bureau fut tout spécialement chargé de fondre de nouveaux canons.

Les hostilités commencèrent au mois de juin 1453, et le 17 juillet avait lieu la célèbre bataille de Castillon, où Talbot était tué et l'armée anglaise mise en déroute. A la suite de ce succès, les Français s'emparèrent successivement et sans trop de difficultés de Castillon, Saint-Émilion, Libourne, Fronsac, Blanquefort, de tout le Médoc, de Saint-Macaire, etc., et le 1^{er} août, le roi, qui avait assisté à la prise de plusieurs de ces places et avait séjourné quelque temps à Bourg (1),

(1) Voici ce qu'on lit dans la *Chronique de Blaye* concernant le séjour du roi à Bourg : « En l'an mil III^e III^{xx} VI, et le premier jour de Caresme, M. le grand maréchal de France et M. de Beaujeu, qui gouvernoyt le noble roy Charles, mirent le siège devant Blaye que tenoyt le cappitaine Odet d'Aydie, frère de M. de Comminge et de Lescun, et le convinct se rendre le sabmedy ampres ensuivant, pour ce que l'artillerie avoyt abbattu les murailles de lad. ville : et celluy jour le Roy entrast à Bourg et demeura jusques au mercredi; et celluy jour s'en alla à Bourdeaux. »

sa ville fidèle, vint en personne présider au siège de Bordeaux.

Tout d'abord, les Bordelais opposèrent une vigoureuse résistance; mais, quand arriva le mois d'octobre, ils songèrent à capituler. La famine, conséquence d'un blocus rigoureux, et le feu incessant de l'artillerie française avaient abattu le courage des plus intrépides. Le 9 octobre, le traité de capitulation fut signé.

La chute de Bordeaux mit naturellement fin à la résistance qu'opposaient encore quelques châteaux comme ceux de Rions et de Benauge.

Cette fois, la Guyenne était bien conquise, la guerre de Cent ans terminée, et l'Anglais ne possédait plus que Calais sur le territoire de la France.

Charles VII songea alors à récompenser Bourg de sa fidélité et de l'hospitalité qu'il y avait trouvée (1); il lui assura, à tout jamais, le maintien de ses anciens privilèges et lui fit l'honneur insigne de l'autoriser à porter les armes de France en plein avec deux lions pour support (2).

(1) Archives de Bourg, reg. XXIII. — Gaufreteau, *Chronique bordelaise*, t. I.

(2) Dom Devienne, *Histoire de Bordeaux*, t. I, p. 96.

CHAPITRE VI

Disette de 1481. — Troubles de la gabelle. — Commencement de la guerre de religion. — Sièges de Bourg. — Charles IX à Bourg. — Marguerite de Navarre et Catherine de Médicis à Bourg. — Menées de Lansac le jeune. — État du commerce.

Après l'expulsion définitive des Anglais de la Guyenne, la ville de Bourg semble avoir eu quelques années de paix durant lesquelles elle put jouir des privilèges et libertés que Charles VII venait de lui confirmer. Malheureusement, comme tout le reste de la province, le Bourgeois fut bientôt en proie à la plus affreuse disette. En 1481, en effet, une très forte gelée détruisit complètement les blés et les vignes et acheva de ruiner un pays que de longues guerres venaient d'épuiser (*Histoire curieuse et remarquable de la ville et province de Bordeaux*).

Puis, avec le xvi^e siècle, s'ouvrit une nouvelle ère de troubles et de guerres civiles. Il en était alors en France un peu comme aujourd'hui, tout marchait à des révolutions que nul génie humain ne conduisait. La guerre aussi bien que la paix, les intrigues de cour comme les agitations populaires, tout semblait aller au hasard. Il faut bien reconnaître qu'il en est ainsi chaque fois que la société a laissé s'altérer ses mœurs et abandonné les principes qui lui servent de base. C'est là

son châtement ; le mouvement qui l'emporte est aveugle, et ni les grands caractères, ni les dévouements sublimes qui se montrent parfois ne le ralentissent. Au milieu de luttes partielles, de résistances isolées, la politique s'épuise en des combats sans ensemble et qui par suite restent sans résultat.

Tel est, il me semble, le caractère des événements qui se succèdent pendant près d'un siècle et que domine cette longue et sanglante lutte fratricide à laquelle on a donné le nom de guerre de religion, parce que la religion en fut le prétexte, « car combien que le bruit fut, dit un vieil auteur (1), qu'il y avoit plus de mécontentement que de huguenoterie ».

L'agitation commença en Guyenne sous François I^{er}, qui, pressé par le besoin d'argent, rendit plus lourd l'impôt sur le sel, dit droit de gabelle.

Le droit de gabelle sur le sel établi en ce royaume sous Philippe le Bel, dit Amos Barbot (2), blâmé d'estre exacteur, ayant esté continué par aultres roys ses successeurs, a esté l'ung des moins supportables de leurs impositions, tant pour la grandeur du devoir que forme de la lever, pour laquelle le païs de Poictou, Xaintonge, Guienne et cette ville (La Rochelle) et gouvernement qui sont païs de marais se sont toujours montrés fort sensibles, ce qui faict que les peuples en avoient eu quelque soulagement et diminution plus qu'aux aultres provinces : car comme ce devoir auroit esté reduict partout à trante livres par muid, ceux de Poictou, Xaintonge et gouvernement payoient seulement, par forme d'aide et de subvention, la quarte partie du sel, qui estoit cinq soulds par livre appellée par les ordonnances le quart du sel de Poictou... Ledit roy François, bien que ledict devoir du quart fut excessif, a de nouveau établi auldit païs ung autre devoir sur ledit sel d'ung demy quart de la valeur d'yceluy, ladite imposition causée pour partie des guages de ses officiers de cours souveraines.

(1) Journal de Brulart.

(2) Amos Barbot, *Histoire de La Rochelle*, in *Archives hist. de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XVII, p. 9 et ss.

Quelques années après, François I^{er} rendit une nouvelle ordonnance assujettissant au droit de la gabelle toutes les provinces de son royaume, y compris la Saintonge, le Poitou « et tout ce qui est de ce gouvernement de Guienne, Bretagne et aultres lieux de son obéissance sur la mer océane, et que conservateurs, procureurs, greffiers y seroient establis avec des recepveurs et controlleurs généraux, recepveurs et controlleurs particuliers, pour ne vendre et distribuer ledit sel qu'en la forme et sous les charges, conditions et debvoirs exprimez par les ordonnances (1) ».

Les populations, fort mécontentes, refusèrent d'obéir, car le commerce du sel et du poisson salé était la principale ressource de celles qui habitaient les bords de la mer.

Bourg était du nombre des cités d'Aquitaine qui, en vertu de privilèges particuliers, étaient restées jusque-là exemptes de cet impôt. Elle devait aux ducs d'Aquitaine l'établissement d'une foire franche appelée la foire du sel, ou de Troque-sel, qui chaque année avait lieu du 1^{er} au 8 septembre. Le sel qui venait alors à Bourg arrivait franc et quitte de tout droit d'issue. Tous les ans, le jour de la Saint-Michel, la Jurade mettait aux enchères la ferme du sel (2). Le fermier était tenu de pourvoir à l'approvisionnement de la ville sous certaines redevances et conditions. Il devait notamment donner du sel blanc aux maire, jurats, procureur et clerc de ville, aux religieux et au curé une demi-quartière de sel commun. Pour la distribution du sel, il devait suivre le catalogue dressé par la Jurade et appelé *cartipel*. Chaque habitant qui voulait avoir sa provision de sel se présentait à lui muni d'un billet signé par quatre jurats et conforme au *cartipel* (3).

(1) Amos Barbot, *loc. cit.*

(2) D'après les Registres de la Jurade, pour la provision de la ville, il fallait au commencement du xvii^e siècle 50 pipes de sel, la pipe valant 7 quartiers et demie; mais quelques années plus tard, la population ayant augmenté, il fallut 30 pipes de plus. Le prix de la quartière de sel était en 1658 de 11 livres 12 sols pour ceux seulement qui avaient un billet en règle; les autres la payaient un prix plus élevé. En 1678 nous voyons la ferme du sel adjudgée pour la somme de 950 livres.

(3) Registres de la Jurade de Bourg, t. VI, VII, XXII.

A François I^{er} succéda Henri II, qui, poussé par de fameuses partisans et obligé de faire face aux nécessités de la guerre, mit de nouveaux impôts sur le sel et enjoignit aux employés du Trésor, aux gabelleurs, d'être plus sévères et plus exigeants. Aussitôt les populations se soulevèrent. La révolte commença à Guîtres, en 1548, et se propagea rapidement dans tout le Bordelais au cri de : « Vive Guienne ! » Quarante ou cinquante mille paysans armés de bâtons, de piques, de faux, se mirent à parcourir les campagnes, excitant les habitants, appelant à la révolte au son du tocsin et poursuivant les employés du fisc, « dont aucuns furent tués en divers endroits, de quoy le roy fut grandement irrité (1) ».

Le gouverneur de la Guyenne, Henri d'Albret, envoya des troupes contre ces séditieux, mais elles furent repoussées.

Rendus plus furieux par ce succès, les émeutiers, sous la conduite de Talemagne (2), allèrent saccager Saintes, Cognac, Ruffec, brûlant les châteaux qui se trouvaient sur leur passage, massacrant les gabelleurs ; puis ils parcoururent l'Entre-deux-Mers, s'emparèrent de Saint-André, saccagèrent Bourg (3) et vinrent assiéger Blaye, où le commandant des Roys (4) les reçut à coups de canon et les força à s'éloigner.

Ils voulurent alors imposer leur volonté à Bordeaux, et pendant que les autorités délibéraient, quelques-uns de leurs émissaires pénétrèrent dans la ville et ne tardèrent pas à y organiser la révolte. Il ne fallut rien moins que la présence du connétable de Montmorency, homme dur et sévère, pour calmer les esprits et mettre fin à ces troubles.

Mais la tranquillité ne devait pas être de longue durée.

(1) Amos Barbot, *loc. cit.*

(2) Les chroniqueurs du temps ne disent rien sur ce personnage ; les historiens ne sont même pas d'accord sur son véritable nom : O'Reilly, Guinodie et Boscheron des Portes l'appellent *Talemagne* ; Bouchet et Souffrain, *Talemagne* ; Bernardeau, *Talemagne* ; Gaufreteau, *Talemagne* ; Leo Drouyn, *Talemagne* ; c'est cette dernière version que j'ai adoptée, sans garantir que ce soit la plus exacte.

(3) Leo Drouyn, *loc. cit.* — Dom Devienne, *loc. cit.*, etc.

(4) Pons de Polignac, sieur des Roys, capitaine de Blaye, condamné à mort par le Parlement de Bordeaux le 6 août 1569.

François II, en montant sur le trône, se sentit trop faible pour gouverner par lui-même et confia les rênes de l'État aux mains des Guise. Les Bourbons, jaloux de cette préférence, prirent les armes et demandèrent du secours aux calvinistes contre leurs rivaux. Telle fut l'origine de la guerre civile.

D'un autre côté, un certain nombre de Gascons mécontents et penchant vers les doctrines de La Boétie se jetèrent avec ardeur dans la lutte, de telle sorte que leur concours donna au protestantisme dans le sud-ouest de la France une teinte républicaine (1). Si les prédicateurs de la nouvelle religion exposaient leurs doctrines, ils ne se faisaient pas faute de saper en même temps l'autorité royale : « Le poil me dressait en la teste d'ouyr de tels langages », écrit Blaise de Monluc.

Tout cela parut suspect ; la cour y vit les germes de quelque vaste complot et de quelque soulèvement populaire ; elle crut prudent de prendre ses précautions. Tandis que Pierre d'Ossun (2) recevait l'ordre, au mois d'août 1560, de se rendre à Bordeaux avec sa compagnie de gens d'armes, de Saint-Gelais, seigneur de Lansac (3), avait mission de parcourir l'Aunis, la Saintonge, le Blayais et le Bordelais, pour vérifier par lui-même l'état des choses et apprécier la gravité des circonstances. Mais en même temps des bandes de hugenots armés parcouraient et ravageaient le Bazadais, la Benaige, l'Entre-deux-Mers, la rive droite de la Dordogne, et s'avançaient parfois jusqu'aux portes de Bordeaux, où se trouvaient déjà plus de onze cents maisons de calvinistes (4) dont les menées n'étaient pas sans causer les plus vives inquiétudes aux autorités de la ville.

Ils cherchaient, par tous les moyens possibles, à déconsidérer, aux yeux des populations, les cérémonies et les pratiques de l'Église catholique. Le Parlement crut de son devoir d'intervenir. Ainsi, le 24 mai 1561, apprenant qu'on avait joué

(1) H. Ribadieu, *Histoire de la Conquête de la Guyenne*, p. 488.

(2) Gentilhomme d'une ancienne famille de Bigorre ; se distingua pendant les guerres d'Italie, et chercha à obtenir la lieutenance de Guienne.

(3) E. Gaullieur, *Histoire de la Réformation à Bordeaux*, pp. 210-211.

(4) Dom Devienne, *loc. cit.*

à Bourg des pièces satiriques contre l'Église, il défendit « aux manans et habitans de ceste ville et aultres lieux » de jouer aucuns jeux, moralités, farces ni autres pièces de ce genre, et de faire aucune assemblée sous prétexte de religion.

L'année suivante, une de ces bandes, commandée par Armand de Clermont, seigneur de Piles, vint attaquer Bourg, dont les religionnaires tenaient à s'emparer afin de couper le chemin des vivres à Bordeaux menacé de la famine (1). Après un siège en règle, la ville fut prise d'assaut et pillée. Tous les papiers de la ville ainsi que ceux des principaux habitants furent brûlés.

Le baron de Mirambeau (2) s'y installa avec quelques forces huguenotes, « gardant qu'aucuns vivres ne descendent à Bordeaux par la Dordogne ».

Mais bientôt, de Burie et de Moulin, avec leur gendarmerie, traversèrent la rivière à Cubzac et se dirigèrent vers Bourg (3). A leur approche, les huguenots prirent la fuite, à la grande satisfaction des habitants de cette ville, qui supportaient fort mal le joug des protestants.

De Burie fit venir une garnison, qu'il installa avant de partir. Il y eut alors une émeute dans la ville, pendant laquelle les officiers du roi furent pendus (4).

Peu de mois après, tandis que Don Diego de Carbajas arrivait à Mont-de-Marsan à la tête du renfort de troupes espagnoles offert par Philippe II à Charles IX, qui avait succédé à François II, et que de Burie, agissant de concert avec de Monluc, s'emparait du château de Duras, les quatre fils du seigneur de Pons, avec quelques autres gentilshommes saintongeais, reprenaient Bourg et confiaient au chevalier de Mirambeau le soin d'en réparer les fortifications très endommagées (5).

(1) *Archives hist. de la Gironde*, t. XVII, p. 269.

(2) François de Pons, baron de Mirambeau, mort en 1581.

(3) *Archives hist. de la Gironde*, t. XVII, p. 271.

(4) Blaise de Monluc, t. IV, p. 149.

(5) Gaullieur, *loc. cit.*, p. 428.

A cette nouvelle, de Burie (1) laisse de Monluc (2) répondre à l'appel pressant des habitants d'Agen et se dirige sur Cubzac, où il fait traverser la rivière à ses troupes; mais, sans attendre son arrivée, les huguenots s'enfuirent du côté de la Saintonge. De Burie envoya à leur poursuite M. de la Rivière, qui mit tant de promptitude à accomplir la mission qui lui était confiée, qu'il rejoignit bientôt l'arrière-garde de l'armée protestante, lui tua soixante ou quatre-vingts hommes et fit prisonnier le fils du seigneur de Mirambeau (3) (1562).

Malgré les victoires des armées royales, le mal s'aggravait chaque jour. Les luttes, les représailles étaient de plus en plus cruelles. Ce n'était pas la guerre ouverte, loyale, entre deux armées : on s'attaquait de ville à ville, de château à château, et non seulement on se tuait, mais encore on pillait, on violait les tombeaux, on saccageait les églises, ne respectant rien, pas même les chefs-d'œuvre de l'art. « L'esprit essentiellement révolutionnaire de la Réforme (4) », les jalousies, les haines, les convoitises des chefs des partis, la faiblesse du pouvoir, tout cela rendait boiteuses, éphémères, les trêves que, de temps en temps, la royauté cherchait à négocier et à maintenir.

Catherine de Médicis, pour donner plus d'autorité au roi, le fit proclamer majeur dès l'âge de quatorze ans, puis l'envoya promener à travers le royaume, espérant que sa vue calmerait les esprits et ramènerait bien des opposants. Pendant deux ans, Charles IX alla ainsi de province en province, de ville en ville, faisant des réformes, écoutant les plaintes et les murmures, s'efforçant d'apaiser les colères et,

(1) Charles de Coucy, comte de Burie, lieutenant général au gouvernement de Guienne, mort à Bordeaux en 1565.

(2) Blaise de Lasseran de Massencombe de Monluc, lieutenant général au gouvernement de Guienne, mort en 1577 en son château d'Estillac; a laissé des Commentaires appelés par Henri IV « la Bible du soldat » et imprimés à Bordeaux par Millanges en 1592.

(3) Gaullieur, *loc. cit.*, p. 428. — Dom Devienne, *loc. cit.*, t. I, p. 141. — *Archives hist. de la Gironde*, t. XVII, pp. 269-271.

(4) Guizot, *Histoire de la Civilisation en Europe*, p. 339.

comme tous les pouvoirs faibles, faisant en même temps élever des citadelles contre la sédition. En 1565, il vint en Guyenne, passa à Bourg (1) et séjourna plusieurs semaines à Bordeaux. Malheureusement, là comme ailleurs, ses efforts furent inutiles : la guerre civile continua après sa visite comme avant.

En 1568 (2), après la prise de Bergerac, Piles se dirigea sur Bourg, qui était la clef de la Gironde. Le temps était du reste très opportun, car les princes faisaient tout ce qui était possible pour dégarnir Bordeaux de ses troupes et les attirer en Périgord, afin de donner à Piles le temps de prendre Bourg. Pendant que Monluc balayait les deux rives de la Dordogne, on poussait activement les travaux du siège. Bientôt les vivres commençant à manquer dans la ville, la garnison sortit pour la ravitailler ; mais Dupleix, qui guettait le moment favorable, attaqua la ville en plein jour et l'emporta par escalade. Les soldats restés dans le château purent sortir la vie sauve. Vers le soir, Dupleix alla au devant des ravitailleurs, qui rentraient fatigués et ignorant ce qui était arrivé ; il les attaqua et les dispersa.

La prise de Bourg avait jeté la consternation dans Bordeaux ; le Parlement lui-même, pris de frayeur, avait songé à s'en aller ; mais la présence de Monluc calma un peu ses appréhensions et fit perdre aux protestants une partie du fruit de leurs victoires, et notamment Bourg.

Peu de mois après, Piles (3) revint attaquer à nouveau cette place, aidé du seigneur de Pardaillan et de plusieurs seigneurs protestants. Son armée, forte de quatre à cinq mille hommes, était largement pourvue de canons. Le siège dura dix jours, mais grâce aux secours envoyés par Bordeaux et à l'énergie de M. de Sainte-Colombe, qui commandait la garnison, Piles fut obligé d'abandonner le siège, laissant sur

(1) Archives de la ville de Bourg.

(2) Leo Drouyn, *loc. cit.* — Dom Devienne, t. I, p. 169. — O'Reilly, *Hist. de Bordeaux*, t. II.

(3) *Archives hist. de la Gironde*, t. XIII, p. 263.

le terrain plus de quatre cents hommes tués, dont sept ou huit capitaines.

Aussitôt après le départ de l'armée huguenote, le seigneur de Lansac, le jeune, fut maintenu maire de Bourg, et il fut en outre décidé que dorénavant ni les protestants, ni leurs parents, ne pourraient faire partie de la Jurade (1).

Au mois de septembre 1578 (2), Marguerite de Navarre, qui allait rejoindre son mari à Bordeaux, s'arrêta à Bourg en compagnie de Catherine de Médicis. Les jurats de Bordeaux envoyèrent chercher Leurs Majestés par deux maisons navales richement équipées et par une députation chargée de leur présenter un mémoire.

Quatre ans auparavant, Charles IX était mort, et son successeur, Henri III, avait cru tout arranger en faisant quelques concessions aux réformés dans un traité de paix connu dans l'histoire sous le nom de « Paix de Monsieur » parce que le duc d'Alençon, frère du roi, en avait été le principal médiateur. Ce traité sembla une trahison de la cause catholique; aussi l'effervescence, un instant calmée, se ranima-t-elle avec une nouvelle énergie. Il se forma une ligue dans presque chaque province, et le principal chef de ce mouvement fut Henri de Guise.

Guy de Saint-Gelais (3), autrement dit Lansac le jeune, fut un des premiers et des plus ardents ligueurs (4). Il était tout à la fois ~~le maire~~, le seigneur et le châtelain de Bourg, qui passait pour être une des places les plus fortes de la contrée; les alliances de sa famille, le crédit dont il avait joui auprès de Catherine de Médicis, tout concourait pour lui donner de

(1) Gaufreteau, t. I, p. 140.

(2) Idem, t. I, p. 203.

(3) Il était le fils d'Alexandre de Saint-Gelais, seigneur de Lansac, chambellan de Louis XII, et de Jacquette de Lansac, fille de Thomas seigneur de Lansac. Alexandre de Saint-Gelais mourut en 1522, laissant pour héritiers quatre enfants : 1^o Louis, qui fut seigneur de Lansac et chevalier d'honneur de Catherine de Médicis et mourut en 1589; 2^o Guy, dont il est ici question, mort en 1622; 3^o Artus, seigneur de Lansac; 4^o et Gilles, mort en 1636.

(4) Leo Drouyn, *loc. cit.*

influence ; et il n'est pas douteux qu'il joua en ces circonstances un rôle assez considérable.

En 1577, les principaux ligueurs, comme le duc et le cardinal de Guise, de Biron, de Saint-Luc, d'Aubeterre, de Lussan, vinrent à Bourg, où Lansac, d'après Brantôme (1), « leur mettoit la nappe en faisant le festin », pour délibérer sur les affaires du parti et travailler à accréditer la Ligue en Guyenne; ils y réussirent, du reste, car grand nombre de Bordelais entrèrent dans leurs vues.

C'est bien certainement à ces réunions chez le seigneur de Lansac et à ses agissements en faveur de la Ligue que les auteurs de la *Satyre Ménippée* font allusion quand ils disent : « Certes, il me semble revoir ce beau temps auquel les chrétiens, pour expier leurs crimes, se croyoient et alloient faire la guerre outre mer comme pèlerins, contre les mescréants et infidèles. O saints pèlerins de Lansac, et ton beau-frère bastard, évêque de Comminges, qui avez fait enrôler à la foule en vos quartiers tant d'honestes gens qui, ressemblants aux ménestriers, n'avoient rien tant en haine que leur maison. »

D'humeur fort remuante, il enrôlait, en effet, dans les rangs de la Ligue tous les catholiques de Bourg sur lesquels il avait quelque influence et les emmenait batailler tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Au commencement de 1585 : « J'avois envoyé, écrit de Matignon au roi (2), un jurat de cette ville (Bordeaux) à Cordouan avec des experts pour visiter l'œuvre que maistre Loys (de Foix) a entrepris ; comme ils retournoient et ledit de Loys, ceux de Bourg les ont prins prisonniers et les détiennent à présent. Lansac a fait mener les principaux catholiques de Bourg à Royan et en tire ce qu'il peut. »

Le 20 octobre 1587, « le Béarnais » remporta une éclatante victoire sur l'armée de la Ligue. Arrivé fort tard à Coutras avec un petit nombre de cavaliers, il prit quelques instants de repos dans le château, puis, dès quatre heures du matin, il marcha à la rencontre de la Trémouille pour prendre avec

(1) Brantôme, t. V, p. 146.

(2) Arch. hist. de la Gironde, t. XIV, p. 283.

lui ses dernières dispositions. On sait les résultats de cette mémorable bataille, où Henri de Navarre fit preuve de la plus heureuse audace. Dans cette journée (1), le lieutenant du gouverneur de la ville et citadelle de Bourg, Jean-Charles Labadie, se distingua lui aussi par sa valeur ; il eut un bras cassé par un coup de mousquet et la tête fendue de celui d'un coutelas. En souvenir de sa conduite dans cette bataille, Henri IV, dans la suite, lui accorda ses faveurs, de même que le maréchal de Matignon et les ducs du Maine, d'Épernon et Luxembourg firent le plus grand cas de lui. Trois ans après, au mois d'octobre 1590, les ligueurs se rendaient maîtres de Bourg, grâce aux menées de Lansac ; voici comment Brantôme raconte le fait (2) :

Bourg avoit été surpris par les menées de Lansac. Bien qu'il fut alors en Espagne, il mena si accortement ceste entreprise laquelle s'executa fort heureusement, s'aydant d'un gentil soldat nommé l'Antifavre, fors qu'une petite tour qu'un capitaine Jauvissière gentil et déterminé soldat qui tint bon. D'Espernon estant à Xaintes s'y achemina en telle diligence que les entrepreneurs s'estant plus amusez à piller qu'à parachever la victoire prirent l'espouvante de M. d'Espernon et se sauvèrent par mer avec le butin qu'ils prirent. D'Espernon fortifia la ville et y mit forte garnison sous Campagnol qui la garda jusqu'à restitution ordonnée par le roi à M. Roquelaure qui y mit de Tilladet (3).

De son côté, le maréchal de Matignon, dans une lettre qu'il écrivit à Henri IV, dit (4) :

Suivant le commandement que j'ay reçu de Votre Majesté, par le seigneur du Corné, de m'en venir en cette ville (Bordeaux), où j'avois été aussi appelé par ses bons serviteurs ; partant de Condom le XXX^e

(1) Ant. de Lantenay, *Labadie et le Carmel de la Gravelle*.

(2) Brantôme, t. V, p. 168.

(3) Bernard de Cassagnet, seigneur de Tilladet et de Chuisseaux, gentil-homme de la chambre du roi, gouverneur de Bourg.

(4) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VII, p. 213.

jour du passé pour m'y acheminer, j'eû advis que les ennemis avoient surprins la ville de Rions et celle de Bourg, qui me donna occasion de m'avancer tant qu'il me fut possible; mais je fus aussy incontinent adverty du bon devoir que faisoit, dans le chasteau dudict Bourg où je l'avois mis, le cappitaine Bouigues, présent porteur, et que le fils de M. de Gourgue, par la diligence de son père et avec ses bons serviteurs, avoit promptement assemblé jusques à deux cent cinquante hommes et estoit entré dans ledict chasteau et en la ville où les ennemis ne pouvoient plus tenir, ne cherchant que le moyen de se retirer. Sur ce poinct, M. d'Espernon y arriva avec deux à trois cents chevaux sans aucun homme de pied, auquel fut donné entrée dans le chasteau comme il voulut, et en estant peu après sorty, la nuit mesme les ennemis abandonnèrent la ville, et encore que lesdicts seigneurs de Gourgue et Bouigues y fussent demeurez maistres et qu'ils n'eussent plus besoing de secours, néantmoins d'Espernon y retourna le lendemain où il se rendit aussitôt le plus fort et en tira hors lesdicts de Gourgue et Bouigues.

Durant ces événements, Bourg continua à être l'objet des faveurs royales; ainsi, François II lui accorda à nouveau la franchise du sel, que Charles IX confirma en 1571 en y ajoutant l'exemption temporaire des tailles, « à cause de son saccagement ». En 1560, un arrêt du Conseil d'État du roi autorisa l'établissement d'un marché, le mardi de chaque semaine, dans la ville de Bourg, dont les halles étaient construites depuis 1535 (1).

Au mois de février 1600, Henri IV autorisa les habitants de la terre et juridiction de Bourg à vendre leur vin en détail, à *pots et pintes*, à la mesure de la ville, et les fit participer au denier du cartonnage, ainsi que les habitants de la ville et de la banlieue, confirmant ainsi les anciens privilèges en même temps que la foire franche « tout au long de la rivière de Dordogne, appelée Troque-sel, qui commence le 1^{er} septembre et dure huit jours entiers (2) ».

(1) Archives municip. de Bourg.

(2) Idem.

Mais tout cela, il faut bien le reconnaître, n'était que de faibles adoucissements apportés aux charges de toutes sortes que le pays avait eu à supporter.

Indépendamment de l'impôt de la gabelle, François I^{er} avait établi l'impôt permanent, pour l'entretien de cinquante mille hommes d'armes. Henri II y avait ajouté, en 1562, le *taillon*, créé pour augmenter la solde des gens de guerre. Les marchandises étaient grevées de taxes nombreuses, et la navigation du fleuve, excessivement gênée par la garnison de Blaye, devenue le boulevard des ligueurs, était presque nulle; on juge de ce que pouvait être le commerce dans de telles conditions; néanmoins, comme pour le rendre encore plus difficile, Henri III, au mois de juin 1585, créa l'impôt appelé le *convoi*, dont le produit était destiné à entretenir deux galères, afin de protéger le fleuve depuis l'Océan jusqu'à Bordeaux. En conséquence, sur toutes marchandises entrant ou sortant des ports de Bordeaux, Libourne, Bourg et Blaye (1), il était levé deux liards par livre, sauf sur le pastel, pour lequel il était payé 20 sous par balle; sur chaque pipe de sel sortant desdits ports et montant la rivière, 22 sous; pour chaque tonneau de vin transporté hors de la sénéchaussée de Guyenne, 12 sous tournois; la même somme sur les vins venant de la Saintonge.

Le 17 octobre 1534, Henri d'Albret, roi de Navarre, avait écrit à Bourg pour demander aux habitants le paiement du don de joyeux avènement octroyé par les États de la sénéchaussée de Guienne, et exiger d'eux qu'ils lui fassent apporter à Nérac leur part de cotisation.

Quand Henri IV monta sur le trône, le royaume, tombant en dissolution, présentait le plus affreux tableau de meurtres, de haines, de misères. La Réforme avait divisé les esprits, et la question religieuse s'était compliquée de tous les excès qu'engendrent les passions politiques. Heureusement qu'avec ce grand roi et son sage ministre, les plaies de l'État se cicatrisèrent et que l'agriculture et le commerce purent prendre un nouvel essor.

(1) Archives de Blaye, in *Histoire de Blaye*, par l'abbé Bellemer, p. 226.

CHAPITRE VII

Catastrophe du 1^{er} février 1595. — L'Église Saint-Giron. — Ses transformations.
Disparition des ruines de Saint-Vincent.

Malgré ces sièges, ces assauts, qui avaient dû occasionner bien des dégâts dans Bourg, l'abbaye Saint-Vincent demeurait toujours debout, fièrement campée sur son bec de rocher. Ses pieux habitants vivaient sans trop se préoccuper de ce qui se passait autour d'eux, pensant être en toute sécurité à l'abri de ces vieux murs que n'avaient pu ébranler ni l'artillerie du duc d'Orléans, ni les canons de Jean Bureau. Ils ne se doutaient pas que le fleuve qui coulait à leurs pieds, dont le spectacle grandiose charmait leurs regards, était l'ennemi qui allait détruire leur cher monastère. Les eaux de la Dordogne, en effet, « venant battre les bords à tous les montans, qui arrivent régulièrement deux fois par vingt-quatre heures », accomplissaient lentement, mais sûrement, leur œuvre de destruction.

Le rocher qui supportait l'abbaye s'avancant en pointe jusque dans les eaux du fleuve, un effondrement devait fatalement se produire. Voici comment Rigolleau, vigier de

l'église Saint-Giron, décrit la catastrophe dans son livre (1) :
« Le premier jour de febvrier 1595, sur les neuf heures du soir, ès vespres de Nostre-Dame de la Chandeleur, l'église de l'abbaye Saint-Vincens de ceste ville de Bourg tomba par terre et au rocq; ensemble les chambres où estoient couchez messire Pierre Memin, prieur de ladicte abbaye, âgé de plus de soixante ans, et messire Jean Maxé, aumosnier en ladicte abbaye, estant couchez en leurs chambres, du costé vers la mer, sont tombez morts audict rocq; et s'y est sauvé M. Pierre d'Antissac, prestre en ladicte abbaye, estant aussy dans sa chambre vers la mer, qui est aussy tombé, et M. Pierre Lavialle, aussy prestre, qui estoit logé dans la chambre dudict prieur, qui a fuy dans le cloistre de ladicte abbaye, voyant que ladicte chambre dudict prieur fendoit et vouloit tomber par terre, et aussitost qu'il a esté dans ledict cloistre, a esté environné de grosses pierres et ruines de ladicte église; mais Dieu, par sa grâce, a montré là un miracle de l'avoir sauvé; ensemble ledict d'Antissac, qui s'est retenu et pris en les mains en un linsul qui estoit autour de son lit pendant au rocq vers la rivière; et un petit garçon breton qui a fuy dans une petite *baule* (2). »

Après cela, le chapitre n'avait qu'une chose à faire : se chercher un autre asile. Heureusement que l'abbaye possédait, non loin de là, une succursale sous le vocable de Saint-Giron. Ce saint Giron n'est autre que saint Géronce, le compagnon de saint Clair.

(1) F. Lacoste, *loc. cit.* — Collect. F. Daleau. — Arch. munic. de Bourg.

(2) Si l'on en croit la *Gallia Christiana*, t. II, p. 886, en procédant à des travaux de déblaiement, on aurait trouvé en 1658 les restes du premier abbé de Saint-Vincent. Voici comment elle s'exprime : « An. 1658, detectum est sepulchrum lapideum cum integro corpore, phiola aqua plena, et lamina plumbea in qua scriptum erat : Hic requiescit dominus Guirardus hujus ecclesiae abbas primus, qui eam rexit, annis triginta septem, minus viginti duobus diebus, anima cujus requiescat in coelestibus; obiit vero hic sanctus anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo sexagesimo primo. » Messire Antoine de Mauroy, abbé de Bourg, aurait fait transporter les ossements de son prédécesseur sous le chœur de l'église Saint-Giron, et fait graver sur les murs une inscription relatant le fait.

On y transporta de suite les cloches, les vases sacrés, les ornements et les fonts baptismaux retirés à grand'peine de dessous les ruines. Quant aux chanoines, ils se logèrent en ville comme ils purent, dispersés.

Cette église Saint-Giron, aujourd'hui démolie, et dont on ne connaît pas l'époque de la construction, est mentionnée pour la première fois dans un titre de 1343 ; elle était desservie par un vicaire amovible et destituable *ad nutum*. Comme humble succursale, elle n'avait eu jusque-là ni cloche, ni vases sacrés, ni fonts baptismaux, ni formes pour le clergé, ni banc pour la Jurade, et sur le frontispice du maître-autel on avait gravé une reproduction du sceau du chapitre : une couronne d'épines portant, entrelacés dans son centre, le monogramme du Christ et le chiffre de la Vierge.

L'église Saint-Vincent détruite, elle devenait tout à la fois la chapelle du chapitre et l'église paroissiale, prenant ainsi une importance que ne comportaient pas ses dimensions et son architecture plus que simple.

Il n'en reste aujourd'hui que la sacristie souterraine et une faible partie d'un contrefort, tout le reste ayant été démoli ; mais grâce aux procès-verbaux des visites archiépiscopales et aux registres des délibérations de la Jurade, il nous est possible de nous faire une idée assez exacte de ce monument et des réparations dont il fut l'objet à diverses reprises. Nous donnons ici, afin de n'avoir pas à y revenir, tout ce que nous savons sur Saint-Giron ; car, écrivant l'histoire de Bourg, nous ne pouvons nous dispenser de nous étendre un peu sur son église. Sous l'ancien régime, on le sait, l'esprit public s'inspirait presque toujours du sentiment religieux ; dans les petites localités surtout, l'église était tout à la fois le centre de la paroisse et celui de la communauté. Son clocher, si simple, si modeste qu'il fût, était pour les habitants un sujet d'attachement, en même temps qu'il leur servait de beffroi. Ses cloches, qui, la plupart du temps, appartenaient à la communauté, en étaient, en quelque sorte, l'organe ; elles marquaient et les heures de repos et les heures de prière ; dans les moments de danger, elles jetaient le cri d'alarme ;

elles convoquaient enfin les habitants pour délibérer sur quelque grave sujet.

On n'allait pas à l'église seulement pour prier, on y allait aussi pour connaître les nouvelles; car c'était au prône que le curé, mêlant le profane au sacré, instruisait ses paroissiens des événements politiques et des décisions administratives et judiciaires. C'était sous le porche de l'église ou sous les grands arbres qui, dans bien des endroits, l'ombrageaient, que se tenaient ces réunions où les habitants s'occupaient ensemble des intérêts communs. L'église était donc, à cette époque, un édifice communal de première importance. Cherchons à connaître celle que fréquentèrent nos pères (1).

On y descendait par un escalier de cinq marches. La nef avait 77 pieds de longueur, 20 de largeur et 35 de hauteur; elle était toute lambrissée. Du côté de l'évangile s'étendait un bas-côté voûté, dédié à « Nostre-Dame », mesurant 60 pieds de longueur sur 15 de largeur et 25 de hauteur. Dans le gros mur de l'église, du côté de l'épître, s'ouvrait la chapelle Saint-Joseph, longue de 15 pieds et large de 10.

L'église confrontait : du levant à un égout de la ville appelé la Goutinière; du midi au mur de ville, chemin entre deux; du couchant au cimetière, appelé cimetière Saint-Jacques; du nord en partie au presbytère et aux maisons qui bordent la rue du Château-Vieux.

Elle était parfaitement orientée, et, d'après un ancien plan, elle aurait avancé d'environ trois pieds sur le prolongement de l'Arc. Au nord-est, joignant l'église, à laquelle elle servait de passage, il y avait une chapelle dédiée à saint Jacques et du patronage de la maison noble de Langon. Ce petit édifice était voûté, mesurait 32 pieds de long sur 12 de large et possédait une tribune d'où l'on pouvait monter dans le clocher.

La sacristie était dans un souterrain voûté, sous la chapelle Saint-Jacques, et on y descendait derrière le grand autel par un escalier en bois.

(1) Pour tout ce qui suit : Registres de la Jurade de Bourg, *passim*; — Archives diocésaines, L 11, M 4; — F. Lacoste, *loc. cit.*

Le clocher s'élevait au dessus du chœur; c'était un carré long terminé par une flèche en bois recouverte d'ardoises.

La chaire était en pierre.

Telle était l'église Saint-Giron, qui, si on s'en rapportait au témoignage de M. de Saint-Gelais (1), abbé de Bourg, aurait dignement remplacé Saint-Vincent. Les habitants de la ville, au contraire, la déclaraient « trop petite, malsaine, peu commode, ressemblant plutôt à une cave qu'à un lieu fait pour rassembler les fidèles ». Il est vrai que la perspective de contribuer pour un tiers à la reconstruction de l'église détruite a bien pu faire voir Saint-Giron au bon abbé sous un jour favorable.

Quoi qu'il en soit, l'ancienne église ne fut point rebâtie, et l'on se contenta de faire de temps en temps des réparations à celle qui existait.

Une fois dispersés en ville, les chanoines observèrent très imparfaitement leur règle, de telle sorte que pour remédier autant que possible à un tel état de choses et faire cesser tout désordre et toutes discussions, le chapitre fut obligé de se réunir, en 1599, dans la chapelle Saint-Jacques, qui leur servit désormais de salle capitulaire, pour rédiger une sorte de règlement. Les fonctions de vicaire perpétuel étant remplies par un religieux de l'abbaye, il fut décidé notamment que « pour la commodité du peuple, la messe paroissiale, tant aux dimanches que austres festes accoutumées, serait sonnée à huit heures et demie, depuis le 14 septembre jusqu'au premier dimanche de caresme; et, depuis ledict dimanche de caresme jusqu'au 14 septembre, la messe se dirait précisément à huit heures, la faisant sonner quelque peu auparavant, durant la sonnerie de laquelle on dirait Tierce ».

L'entretien et les restaurations à faire à l'église incombaient pour partie à la communauté, pour le surplus au curé, c'est-à-dire à l'abbé, puisque le service paroissial était fait à Bourg

(1) Urbain de Lusignan de Saint-Gelais, évêque de Comminges, conseiller du roi en ses conseils et en sa cour de Parlement de Toulouse.

par un des religieux de l'abbaye. Les jurats s'en occupèrent avec assez de soin, mais ils eurent souvent des difficultés avec les différents abbés, qui, n'habitant pas la ville, n'y venant que fort rarement, étaient généralement peu disposés à payer leur part des dépenses.

Dès 1624, nous voyons les jurats faire refaire le chœur, ainsi que le constate une inscription qu'ils y firent placer et qui est actuellement, on ne s'explique pas trop pourquoi, au dessus de la porte de la salle de la justice de paix (1).

En 1662, le clocher commence à se lézarder; les jurats font appel à l'abbé commendataire, M. de Chaumont (2), lui faisant observer que s'il est tenu au tiers des dépenses à faire comme curé primitif de l'église, il est tenu à payer les deux autres tiers puisque Saint-Giron tient lieu de l'abbaye démolie, dont il avait seul la charge. Leur appel ne semble pas avoir été entendu.

En 1670, un bourgeois de la ville, Guillaume Augereau, désirant avoir une sépulture pour lui et ses descendants dans l'église, ainsi que droit de banc, offre de fournir la boiserie nécessaire pour faire une galerie « à prendre sous la voulte

(1) Cette inscription, gravée sur marbre noir, est ainsi conçue:

1624

Du règne de Louis Trezième Roy de France et de Navarre, ce cœur a esté fait et construit, estant maire de la presente ville de Bourg, Charles Jehan de Labadie, escuier, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, sieur de Lasserre en Chalosse, lieutenant de Monseigneur le duc de Luxembourg au gouvernement de ladicte ville, Juratz s^r Denis de Marias bourgeois de ladicte ville, M^r Arnault de Laroque a pnt recepveur au bureau de la contablierie de ladicte ville, Nicollas Blaise et Pierre Dupuy aussi bourgeois d'icelle ville, M. Estiene de Cabanes Procureur sindic de ladicte ville et M. Helies de Laborde clerc d'icelle.

(2) De Chaumont (Paul-Philippe), fils de Jean de Bois-Garnier et de Marie de Bailleul, originaire du diocèse de Paris, d'abord garde de la bibliothèque du roi, puis évêque de Dax en même temps qu'abbé de Bourg, mort le 24 mars 1697.

de Notre-Dame, à commencer joignant le lutrin de la part du couchant et à continuer de la part du nord jusqu'au pilier qui est au delà de la place où est de présent le crucifix ». Les jurats et le curé Pisannes acceptent cette offre généreuse. Les ouvriers consultés déclarent qu'ils veulent eux aussi contribuer à l'embellissement de leur église et font abandon de quatre journées de salaire chacun. Ce travail fut rapidement fait et le curé marqua la place de la sépulture de ce généreux donateur entre celles des familles de Boucaud, Chardavoine et d'Espagnet. Puis, M. de Chaumont, venu à Bourg sur ces entrefaites, trop heureux de voir son église s'orner sans qu'il eût à délier les cordons de sa bourse, s'empressa de délivrer à Augereau un titre de sépulture et de droit de banc, contresigné par son secrétaire et orné du sceau de ses armes.

En transportant de Saint-Vincent à Saint-Giron les cloches, on avait également transporté l'horloge municipale. Il y avait dans le clocher cinq cloches, dont trois appartenaient aux chanoines et deux à la Ville; l'une de ces dernières était celle de l'horloge; non seulement elle servait à indiquer les heures, mais c'était elle encore qui convoquait les jurats, sonnait les offices les jours de « festes annuelles, afin que dans ces jours les cérémonies fussent rendues plus éclatantes et plus augustes », ainsi que les funérailles de ceux qui avaient eu l'honneur « de passer par les charges; ceux qui n'y avoient point été admis ne pouvoient s'en servir qu'en payant à la fabrique de l'église la somme de 10 livres ». Dans la catastrophe de 1595, cette cloche avait eu quelques petites avaries qui la rendirent bientôt inservable, et l'on fut obligé d'en faire faire une autre par Michel Patanchon, fondeur de Bordeaux, moyennant le prix de 240 livres. A la demande des autorités, le frère Hélié Héraut, sacriste de l'abbaye et doyen d'âge des chanoines, fut chargé de la bénir. Mais dès le lendemain de la cérémonie, un *esprit fort* de l'endroit, que le rédacteur des délibérations de la Jurade qualifie d'« ennemi du repos et chagrin de ce que les soins des jurats avoient heureusement réussey dans une réparation aussy édifiante pour la gloire de Dieu qu'avantageuse pour le public »,

se hâta de prévenir les vicaires généraux que le frère Héraut avait empiété sur l'autorité épiscopale en faisant une cérémonie réservée à l'évêque et à ses vicaires généraux. Ceux-ci, au grand émoi de la population, frappèrent cette cloche d'interdit; mais sur les instances du maire et des jurats, ils levèrent bientôt l'interdiction, chargeant le curé de procéder à une nouvelle bénédiction (mars 1682).

En 1640, M. de Mauroy (1), alors abbé de Bourg, fit abandon au chapitre de l'emplacement et des ruines de l'église et du monastère Saint-Vincent; mais ces immeubles, loin d'être utiles au chapitre, lui étaient au contraire à charge, lui créant souvent des difficultés et l'obligeant à faire des dépenses; aussi songea-t-il bientôt à s'en défaire. Le 13 juin 1729, le corps du chapitre de l'abbaye, composé de MM. Gaston, chanoine et sacriste; Thomas Belloguet, chanoine régulier; Bernard Duboucaud, aumônier; Jacques Graves, chambrier; Etienne Dumeyniou, chanoine régulier, prieur de Saint-Pierre de Prignac et Marcamps; Nicolas Aubert, chanoine régulier, prieur de Cézac, capitulairement réuni dans la chapelle Saint-Jacques, délibéra la mise en vente de l'abbaye et rédigea là dessus un mémoire dont nous croyons intéressant de reproduire ici quelques passages qui font connaître l'état des lieux.

« Il ne subsiste presque plus que le seul clocher de l'église, laquelle a tombé dans la rivière de Dordogne le 1^{er} février 1595. Ce clocher, tout dégradé qu'il est, suppose pourtant que l'église à laquelle il servoit devoit être considérable; il est environné de quelques mazes qui faisoient partie de l'église et sa position n'est qu'à six toises du bord des rochers, lesquels sont battus par la rivière. » Les terrains qui environnent le clocher ne peuvent recevoir aucune construction nouvelle, ajoute le mémoire en question, car « 1^o le côté de la rivière n'offre à la vue, pour soutenir le terrain qui est au dessus, que des ruines d'anciens murs ou piliers qui servoient apparemment à soutenir l'ancienne église; 2^o du même côté de la rivière, il paroît encore des rochers dégradés et fendus desquels, ainsy

(1) Antoine de Mauroy, conseiller et aumônier du roi.

que des murs, il se détache de tems en tems des parties très considérables qui exposent la vie des passans et des habitans du voisinage; 3^o toutes ces diverses dégradations du côté de la rivière font appercevoir d'anciennes voûtes ou souterrains faits de main d'homme, mais tellement dégradés que leur seul aspect est effrayant...; 5^o la fondation du clocher ne sauroit être éloignée que de deux ou trois toises de l'extrémité de ces voûtes; 6^o si le clocher déterminoit sa chute de ce côté, comme cela est apparent, sa hauteur estant de treize toises excéderoit le terrain qui n'est que de six toises et par conséquent sa chute pourroit déranger la navigation de la Dordogne en cet endroit où se trouve un courant favorable et une profondeur très avantageuse pour les vaisseaux et barques qui viennent tous les ans chercher les vins du pays dès qu'ils sont faits ». Pour tous ces motifs, le mémoire concluait, et à bon droit, qu'il était de l'intérêt du chapitre de se défaire de ces ruines.

Dès que M. Denis de Saint-Savin, conseiller au parlement de Bordeaux, seigneur des maisons nobles de Lansac et Langon, eut connaissance des projets du chapitre, il lui offrit en échange de ces ruines, entièrement enclavées dans sa propriété, la borderie de Passetemps (1), à la Libarde. Le chapitre accepta l'offre avec empressement et l'affaire allait être terminée quand une opposition formée par un chicaneur la suspendit pour quatre ans. Enfin, le 1^{er} décembre 1733, le roi rendit l'arrêt si ardemment désiré, l'échange projeté fut réalisé l'année suivante, et les derniers vestiges de l'abbaye carlovingienne disparurent comme par enchantement.

De son côté, Saint-Giron se transforme. En 1742, le clocher est complètement refait. Le devis des travaux s'élève à la somme de 5,650 livres et porte notamment ce qui suit: « La voûte qui est au dessous du beffroi sera rétablie d'une toise carrée; le beffroi qui doit supporter les cinq cloches sera

(1) Cette borderie était d'une contenance de dix journaux environ; la Révolution s'en empara et la fit vendre; la ville de Bourg l'acheta alors pour le prix de 11,000 livres.

refait à neuf. Il sera fait un dôme, et au sommet du dôme un plafond en bois de chêne où il sera fait une trappe pour monter dans la lanterne. L'aiguille de la flèche sera de 36 pieds de long, les huit arêtiers auront 32 pieds chacun. » Le règlement des dépenses ne se fit point sans l'intervention de la justice, car le compte de l'entrepreneur Jean Moutonnet était sensiblement plus élevé que le devis de l'architecte Dardon ; il avait été fait des travaux non prévus par ce dernier, notamment une croix dorée qui surmontait le dôme et qui, à elle seule, coûtait 200 livres ; mais enfin la communauté dut s'exécuter et faire de forts prélèvements sur le bail du sel pour arriver à solder les comptes. Seulement, quand tout fut fini, réglé, on s'aperçut qu'on avait oublié l'horloge ; l'architecte, dans son plan, n'avait point ménagé de place pour elle, et les habitants de la ville se montrèrent fort mécontents. Heureusement que les jurats, « toujours attentifs au bien public », comme le dit le livre de leurs délibérations, s'empressèrent de présenter requête à M^{re} l'Intendant pour obtenir l'autorisation de placer l'horloge à « l'hostel commun, bien convenable par sa situation ; d'ailleurs, il seroit fait un cadran en perspective de la place publique où tous les bourgeois s'assemblent, lesquels auront l'agrément de voir les heures d'un coup d'œil ». La permission se fit un peu attendre, car en France on a toujours été formaliste et paperassier, mais enfin, en 1746, les jurats, à la grande satisfaction de leurs administrés, purent faire construire « un petit édifice au dessus de l'hostel commun et y placer l'horloge ».

Moins de quinze ans après, le clocher fut la proie des flammes. Voici du reste comment les jurats racontent le fait : « Le vingt-huit octobre 1760, un peu avant midy, un coup de temps et orage s'étant levé, la foudre et feu du ciel seroit tombé sur le clocher de l'église paroissiale Saint-Giron et a mis le feu à la pointe de la flèche, ce qu'ayant vu nous maire et jurats étant sur la place avons ordonné, pour la sûreté de l'église et de la ville, d'abattre le beffroi, fait commander les charpentiers et habitants de la ville, et nous sommes portés tant au clocher que autres lieux où le cas exigeoit, et avec le

secours on est parvenu, après que la flèche a été brûlée, ce qu'il n'a pas été possible d'éviter, à éteindre le feu vers les trois heures. »

Le lendemain, les jurats reviennent à Saint-Giron constater l'importance des dégâts : « Nous avons remarqué, disent-ils dans le procès-verbal de cette visite, que toute la flèche dudict clocher est entièrement consommée et brûlée, de même que la lanterne qui supportait ladite flèche, et que le feu qui l'a incendiée estoit sy violant et sy ardent qu'il a fait fondre les planches de plomb qui entouroient les piliers de lad. lanterne, que les débris du bois de la lanterne et flèche tombant enflammés sur le dôme du clocher ont considérablement endommagé la latefeuille et ardoize formant la couverture dudict dôme et a mis le feu à la lucarne du costé du levant, et que pareillement les débris ou morceaux enflammés étant tombés sur la charpente du sanctuaire de lad. église l'ont totalement brûlée et que, par le même effet de l'incendie, partie de la couverture et toit de la chapelle Saint-Jacques a été considérablement endommagée. »

Tout ces dégâts ne furent complètement réparés qu'au mois de mai 1770 ; il fallut dépenser plus de 2,000 livres pour remettre l'édifice à peu près dans l'état où il était auparavant.

Durant la tourmente révolutionnaire, cette église fut dépavée pour la recherche du salpêtre, puis transformée en magasin à fourrages ; par suite, lors de la réouverture des églises, elle était en si mauvais état qu'on prit la résolution de la démolir afin d'agrandir la promenade publique, ce qui fut fait peu d'années après, et la chapelle des RR. PP. Récollets, après avoir servi de salle de réunion aux sans-culottes, devint à son tour l'église paroissiale, toujours sous le vocable de saint Giron.

CHAPITRE VIII

Mariage de Louis XIII. — Son passage à Bourg. — Second voyage de Marie de Médicis en Guyenne et à Bourg. — Différend entre la Jurade et le gouverneur de Bourg. — Changement de gouverneur. — Hiver de 1622.

Après la mort d'Henri IV, les protestants, poussés par le prince de Condé et le duc de Bouillon, prirent de nouveau les armes, autant pour battre en brèche le crédit du maréchal d'Ancre que pour défendre la liberté de leur culte. Dans une assemblée qu'ils tinrent à Grenoble, ils décidèrent d'envoyer Jean de Favas, vicomte de Castets, soulever la Guienne, et d'empêcher, au besoin par la force, le mariage du roi avec l'Infante d'Espagne Anne d'Autriche, ainsi que celui de Madame avec l'Infant prince de Castille et fils de Philippe II.

Déclaré majeur depuis le 8 octobre 1614, Louis XIII se mit en route pour Bordeaux au mois de septembre de l'année suivante afin d'assister au mariage de sa sœur, qui devait s'y célébrer par procuration, tandis que le sien se célébrerait de la même manière et le même jour en Espagne. Il s'arrêta quelques jours à Poitiers et « le lundy 28 (1) il en partit avec la reyne sa mère et Madame sa sœur, accompagnez des princes,

(1) *Le Bonheur de la France ou les Allégresses publiques des bons François*, sans nom d'auteur. Imprimé à Paris, par Claude Percheron, sans date.

seigneurs et de toute l'armée qu'ils menoient, et arriva à Angoulesme le jeudy 1^{er} octobre sur le soir. Il n'y fit pas son entrée solennelle, sinon le lendemain, qui fut le vendredy, à cause qu'il y estoit arrivé trop tard. Le dimanche matin il en partit, et alla coucher à Barbezieux, et le lundy à Montlieu; et sur le tard, le roy assembla son Conseil, auquel fut résolu que Sa Majesté prendroit le chemin de Bourg, ville size sur l'embouchure de la Dordogne et Garonne, pour de là se transporter plus commodément et au plustost à Bourdeaux. Toutesfois l'on ne dit mot de ladicte résolution jusques au matin, tellement que plusieurs avoient desjà pris la route de Guistres pour de là passer à Libourne, comme l'on avoit pensé. Mais celuy que le roy tint estoit plus court et plus aysé pour le transport tant des personnes que des meubles les plus nécessaires à Leurs Majestés. »

Dès que le maréchal de Roquelaure, qui commandait en Guyenne, eut avis que le roi était en route pour Bordeaux, il fit faire de grands préparatifs pour la réception, puis se rendit à la frontière de la province afin de faire réparer les chemins par où Sa Majesté devait passer. Deux des jurats étaient allés en même temps jusqu'à Poitiers saluer le roi et sa suite. Louis XIII avait avec lui douze cents cavaliers et quatre mille hommes de pied.

Le 6 octobre il arriva « de bonne heure à Bourg, où il entra en habit de soldat, avec ses fourniments en escharpe, à cause d'une fausse allarme qu'il y eut en chemin; ce qui resjouyt fort tout le peuple et y en avoit qui pleuroient de joye ».

Plusieurs membres du Parlement l'y attendaient pour le complimenter. Le maire de Bourg, Pierre Eymar, lui fit aussi sa harangue (1). Pendant son séjour dans cette ville, un détachement des troupes bourgeoises monta la garde chez lui. « Cependant un des jurats de Bourdeaux, qui estoit allé au devant de Leurs Majestés, fut adverty à Montlieu de s'en aller promptement à Bourdeaux, pour envoyer à Bourg tous

(1) Dom Devienne, t. I, p. 193.

les batteaux, galions ou barques qu'on pourroit trouver (1). » Tout cela fut fait avec diligence. Les jurats Fonteneil et Darnal furent chargés de conduire la maison navale préparée pour la reine; ils arrivèrent à Bourg vers minuit.

De Guise, fort contrarié de ce que le roi abrégéait le chemin, se leva sur les quatre heures et, à la tête de ses dix-huit cents cavaliers, se dirigea à la rencontre du maréchal de Roquelaure, qui déjà était dans les environs de Guîtres avec quatre mille arquebusiers. Bordeaux y envoya trois cents hommes, et les maire et jurats de Bourg y joignirent cent bourgeois, commandés par Jean-Charles Labadie, le courageux blessé de Coutras. Le bruit s'était répandu qu'un fort parti de religionnaires voulait arrêter le roi à Guîtres. Déjà Louis XIII s'était mis en route, mais sur les instances de son entourage il dut rentrer à Bourg. « Leurs Majestés disnèrent à dix heures au château dudit Bourg, rapporte Darnal (2). M. de Fonteneil harangua, et présentasmes ladite maison navale. Leurs Majestés s'embarquèrent à deux heures après midy : sçavoir le roy, la reyne-mère et Madame sœur du roy dans la maison navale que nous avions présentée, tirée par quatre bons galions et soixante matelots du païs, habillez des livrées de la ville, tous bons soldats. La mer fut un peu fascheuse et le vent contraire; néanmoins, par la force des tireurs et pilotes, Leurs Majestés arrivèrent à Bourdeaux à cinq heures du soir », le mercredi 7 octobre.

« Le reste (de la cour) attendit une autre marée, ou alla passer au port de Cuzac la Dordogne, et la Garonne à La Bastide; néanmoins Monsieur le chancelier et beaucoup de conseillers d'État et autres passèrent par Libourne, et se rendirent à Bourdeaux quasi en même temps (3). »

Les mesures prises pour disperser les religionnaires s'ils se présentaient furent inutiles, et l'on sut, depuis, que les Pardaillan, Châteauneuf, Favas, Panissant, et autres chefs

(1) *Le Bonheur de la France.*

(2) Darnal, *Supplément des Chroniques*, p. 158.

(3) *Le Bonheur de la France.*

n'avaient pu réunir à Guîtres que 600 fantassins et 50 chevaux, dont le duc de Guise et Roquelaure auraient eu facilement raison, s'ils n'avaient pas eu la prudence de ne se pas montrer.

Les fêtes terminées, Louis XIII s'en retourna à Paris en passant par Libourne et par Guîtres; il revint en Guienne en l'année 1620 et séjourna à Bordeaux près d'un mois. De son côté, Marie de Médicis, la reine-mère, y revint aussi; elle arriva à Blaye le 10 juin 1621 (1), où elle trouva MM. de Lure et Dorat, qui lui présentèrent une maison navale; de là elle alla à Bourg rejoindre M^{sr} d'Orléans, frère du roi, et se rendit avec lui à Bordeaux.

Sur ces entrefaites, un assez grand différend s'éleva entre la Jurade de Bourg et le gouverneur de cette ville, qui était alors Arthur de Lusignan de Saint-Gelais (2), chevalier de Lansac, Saint-Savin et autres places. Ce dernier voulait empêcher les habitants d'aller de nuit par la ville avec des armes prohibées, et qu'en toutes assemblées publiques et privées la préséance fût adjugée à son lieutenant « par dessus le maire avec les clefs de la ville et le commandement sur les armes (3) ». Le maire et les jurats, de leur côté, demandaient que défense fût faite au seigneur de Lansac « d'user d'aucune voye de faict contre lesdicts habitants et qu'il demeurast responsable en son propre et privé nom de toutes les violances que les soldats de sa garnison pourroient faire auxdicts bourgeois, que les clefs de la ville leur fussent remises entre leurs mains durant la paix, et la préséance adjugée au maire en toutes assemblées par dessus le lieutenant, et que le chasteau du roy soit remis entre leurs mains pour la sûreté des prisons, suivant ce qui a esté observé de tout temps, comme aussy que deffenses fussent faisctes audict seigneur de Lansac de plus travailler ni contraindre par charrois et manœuvres lesdicts habi-

(1) Continuation de la *Chronique bourdeloise*, p. 4.

(2) Il avait remplacé comme gouverneur de Bourg Bernard de Cassagnet, seigneur de Tilladet et de Chuisseaux, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et capitaine aux gardes.

(3) Reg. des Délib. de la Jurade de Bourg, t. IV.

tants sans nostre expresse permission en cas de nécessité urgente ».

Des requêtes furent adressées au duc de Mayenne, alors gouverneur de Guienne, qui mit fin à la querelle par l'ordonnance suivante : « Nous avons faict très expresses inhibitions et deffenses auxdicts habitants de la ville de Bourg d'aller de nuict avec armes deffendues sous peyne de punition corporelle, et aulx soldats de la garnison d'user d'aucune voye de faict en leur endroit, dont ledict sieur de Lansac demeurera responsable en son propre et privé nom sans qu'il puisse contraindre les habitants à aucuns charrois qu'avec expresse permission. Nous avons adjugé audict maire sur ledict lieutenant la préséance à l'église et en toutes assemblées, demeurant néantmoins audict lieutenant le pouvoir sur les armes comme aussy les clefs de ville et chasteau du roy, à la charge de demeurer responsable des prisonniers, d'ouvrir les portes aux heures commodes et mesme durant la paix de commettre un portier à cet effet. »

De Lansac fut-il mécontent de l'ordonnance rendue par le duc de Mayenne ? Eut-il de nouvelles difficultés avec le maire et les jurats ? Nous l'ignorons ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que dès l'année suivante il se démit de son gouvernement de Bourg en faveur du duc de Luxembourg, qui déjà avait celui de Blaye.

C'était là un événement intéressant trop la ville de Bourg pour que le maire et les jurats ne s'en occupassent pas. Aussi trouvons-nous là dessus, dans les registres des délibérations de la Jurade, de longs et intéressants détails que nous croyons bon de reproduire textuellement (1) :

Aujourd'huy sixiesme avril mil six cens vingt ung, estant assemblés en conclave et Jurade de la ville de Bourg, MM. les maire et jurats d'icelle, assavoir M. Bertrand Rapet maire et procureur du roy en lad. ville, s^r Pierre Leportier, Jacques David, Izaac de Fulcies, s^r de Saint-Lange et Guillaume de Lafargue jurats, assistés

(1) Archives de Bourg, Reg. de la Jurade, t. IV.

de maistres Pierre Dollins et Raimond Balaret procureur et clerc
d'icelle dicte ville, ayant heu advis tant de M. de Lansac gouverneur
pour le roy de lad. ville, que de M^{sr} de Luxembourg (1) duc et pair de
France, par leurs lettres missives escriptes auxd. s^{rs} maire et jurats
et à eux mises en main par le s^r de Barault lieutenant de M^{sr} de
Luxembourg au gouvernement de Blaïe en datte des vingt troisiemes
et dernier mars dernier passé, que led. s^{sr} de Lansac sous le bon
plaisir du roy restoit desmis du gouvernement de lad. présente ville
de Bourg en fabueur dud. s^{sr} de Luxembourg et que le s^r de
Barault sestoit transporté exprès en lad. ville pour en prendre la
pocession réelle au nom dud. s^{sr} de Luxembourg. Ont, lesd.
s^{rs} maire et jurats ouy et ce requérant led. procureur de ville, arrêté
d'aller tous ensemble accompagnés de bourgeois et habitans des
plus notables et aparantés devant led. s^r de Barault quy est de présent
au chasteau et cytadelle, luy faire la réverance et offrir la bonne
völlonté et humble obeyssance de toute la communauté au service
du roy, sous led. s^{sr} de Luxembourg ou icelluy qui commandera
aud. gouvernement en son absence. Ce qu'a esté ainsy faict, tous à
l'instant estant iceux s^{rs} maire et jurats, procureur et clerc de ville
accompagnés de M. Georges Bernardy nagueres maire, M. Jehan
Eyquem juge d'Ambès, Guillaume Chardavoine, Daniel Paul, Louis
Chevallier, Jehan Vauzelles, M^o Jehan Oriol, M^o Jehan Charda-
voine, Guillaume Coulomb, Louis Gris cy-devant jurats, M^o Jehan
Peychaud le vieux, François Guaston et plusieurs autres en grand
nombre et ce en lad. cytadelle de lad. ville après lad. prinse de poc-
sion faicte par led. s^r de Barault, lequel nous auroit à tous en général
et en particulier remersiez pour led. s^{sr} de Luxembourg et promis
de rendre au susd. s^{sr} tesmoingnage de la bonne völlonté et affection.
Et lesquelles lettres missives susdatées, ouy et ce requérant led. pro-
cureur de ville, ont esté mises au tresor et archives de lad. ville et
transcriptes avec le contenu cy dessus au présent livre à telle fin que
de raison.

S'ensuit la teneur des susd. lettres:

(1) Léon d'Albert, duc de Luxembourg, second frère du connétable Charles de Luynes, connu sous le nom de Brantes, conseiller d'État, chevalier des ordres du roi, mort en 1630.

Messieurs, je ne diray pas comme la pluspart de vous autres quy serez bien aises de quoy le roy a heu agréable que je remisse mon gouvernement entre les mains de M. de Luxembourg comme j'ay faict, car j'auray toute ma vie regret de vous avoir esté ce que je ne vous suis plus à ceste heure, ny du voisinage, ny comme vostre gouverneur, je resteray seulement toujours affectionné à vous servir.

Signé: LANSAC.

A Saint-Germain ce vingt et troisieme de mars mil six cens vingt ung.

Messieurs, le roy m'ayant faict l'honneur d'avoir agréable la démission que M. de Lansac a faict en ma fabueur de son gouvernement et m'estant accomodé avec luy de tout le domaine qui luy appartient tant dedans que dehors vostre ville, j'ay bien voullu vous en donner advis et du choix que j'ay faict de M. de Barault mon lieutenant à Blaie pour en aller prendre possession attendant que je soye aultrement pourveu. Je me promets que ce changement ne vous sera point ennuyeux et que par l'obeyssance que vous rendrez a celluy qui vous commandera de ma part vous me donnerez ocasion de voir que vous voulez avoir pour moy pareille affection que je la desire avoir pour vous. Cest lacement que je vous prie de prendre et que desormais aux ocasions quy s'offriront je seray tres zelay de vous tesmoigner que je suis, Messieurs, vostre tres affectionné à vous faire service.

Signé: LUXEMBOURG.

De Paris ce dernier mars mil six cens vingt ung.

Le mesme jour sixiesme avril 1621 en jurade et conclave de lad. ville de Bourg, sur la proposition faicte par led. Leportier et sur icelle ouy et ce requerant led. procureur sindic, ont lesd. maire et jurats arresté que les bourgeois et habitans de lad. ville seront mandés et convoqués demain jour de jurade pour prendre leurs suffrages et advis de la response que lesd. sieurs maire et jurats doibvent faire tant aud. seigneur de Lansac que aud. seigneur de Luxembourg et que mémoire sera dressé par le procureur sindic de l'ordre antien observé entre les sieurs gouver-

neurs précédans ou leurs lieutenants commandant en leur absence au gouvernement de lad. ville et les sieurs maire, jurats et communauté d'icelle, pour estre communiqué à tous lesd. bourgeois en lad. convoquation et envoyé vers led. sr de Luxembourg avec suplication de continuer led. ordre.

Remarquons ici comment les choses se passaient à une époque qu'actuellement beaucoup de gens se plaisent à qualifier de barbare. Par le seul fait de leur élection, les maire et jurats ne se croyaient pas, comme certains de leurs successeurs modernes, autorisés à faire tout à leur guise; ils tenaient à avoir, sur chaque question de quelque importance, l'avis de leurs administrés. Ce système pouvait avoir des inconvénients, comme toute chose en ce monde; mais ne valait-il pas le nôtre? La volonté du peuple ne pouvait-elle pas se manifester et, qui plus est, être exécutée autant et mieux qu'aujourd'hui?

Allons, Augustin Thierry n'avait pas tort de dire que la liberté, chez nous, n'est pas née d'hier.

Mais poursuivons.

Advenant led. jour de lendemain mercredy, estant lesd. sieurs maire et jurats en conclave et jurade, acistés des sieurs procureur et clerc, après que suivant l'arresté du jour d'hier ils ont fait mander tous les bourgeois et habitans de lad. ville et qu'audict mandement se sont convoqués et compareus : M. Anthoine de Ribette advocat en la Cour du parlement de Boudeaux, juge royal de lad. ville, M. Jehan Eyquem juge d'Ambès, Daniel Paul, Louis Chevallier, Jehan Vauzelles, Jehan Oriol, Jehan Chardavoine, Guillaume Coullomb, Louis Gris, ci-devant jurats, M. Jehan Peychaud le vieux procureur postulant en icelle ville, Francois Gaston prévost, Guillaume Chety, Pierre Dupuy, Nicollas Blais, Jehan Lamber, Jehan et Anthoine Bonnefons, Jean de Lafargue, Jehan Chety, Jacques Peychaud, Guillaume Duverger, Benoist de Lafargue, Gervais Dumeyniou, Gervais Chéty, Couyaud, Jacques Milhory, Estienne Prévost, André Vignelleau, Gervais Chardavoine et Mathurin Etier. Par led. sieur maire a esté dict et remontré que

puisqu'il a pleu à nos s^{rs} le duc de Luxembourg et de Lansac faire l'honneur d'escrire à la ville, il trouve fort à propos et sont iceux s^{rs} maire et jurats obligés de leur faire response portant remerciement de cest advis et des bons offres qu'il leur a pleu faire à lad. ville par leurs lettres et que outre ce il soit député quelqu'un vers lesd. seigneurs en la ville de Paris, pour remercier de l'affection et bienveillance qu'ils promettent par icelles lettres, et offrir le très humble service de la communauté de lad. ville en général et en particulier audict seigneur de Luxembourg tant en lad. qualité de gouverneur à présent de lad. ville, que pour luy représenter l'ordre antien et de tous tems observé entre les s^{rs} gouverneurs précédans ou leurs lieutenans et mandans en leur absence en lad. ville et les s^{rs} maire et jurats, bourgeois et habitans de lad. ville, et suplier mond. s^{er} de Luxembourg voulloir continuer les ordres et conserver aux s^{rs} maire et jurats, bourgeois et habitans leurs franchises et libertés acoustumées, ce que néantmoins lesd. s^{rs} maire et jurats n'ont voullu faire sans au préalable le communiquer auxd. bourgeois et habitans, lesquels ils ont à ces fins mandés et convoqués aujourd'huy.

Sur quoy et après lecture faicte par led. procureur de ville dud. mémoire ensemble desd. lettres escriptes par lesd. s^{rs} de Luxembourg et de Lansac, ont tous lesd. bourgeois sus-nommés unanimement et d'ung commung acord trouvé lesd. mémoire et proposition dud. s^r maire fort à propos et l'ordre mentionné par led. mémoire avoir toujours esté ainsy observé et pratiqué entre les s^{rs} gouverneurs ou leurs lieutenans et lesd. s^{rs} maire et jurats et sont d'avis et trouvent bon que, suivant la proposition dud. s^r maire, il soit faict observé à mond. s^{er} de Luxembourg avecq toute sorte d'humilité et soubmission au service du roy sous les commandemens et obéissance dud. s^r de Luxembourg puisqu'il plaist à Sa Majesté qu'il soit notre gouverneur; et aussy response aud. seigneur de Lansac en remerciemens des offres portées par sa lettre. Et davantage que pour tesmoingnage plus amplement aud. s^{er} de Luxembourg des bonnes vollontés d'ung chascun il soit délégué quelqu'un vers iceluy seigneur par lesd. s^{rs} maire et jurats et aussy pour luy présenter et faire voir le susd. ordre avecq suplication de le voulloir continuer, et fabvoriser lad. ville de son amitié et bienveillance envers Sa Majesté.

H Mes
H très

^ tant ^ les

De quoy et de tout ce que dessus a esté octroyé acte aud. procureur de ville.

Le neuf avril suivant, une nouvelle assemblée des maire, jurats et habitants nomma le maire Rapet et le premier jurat Leportier délégués pour aller à Paris faire visite au duc de Luxembourg.

Ce voyage coûta 200 livres à la communauté.

Aux élections municipales qui suivirent, le duc de Luxembourg fut élu maire de la ville; mais comme il était toujours au service du roi, ce dernier écrivit à Bourg, au mois de juillet 1622, que pour éviter tout désordre et toute difficulté, il voulait que le gouvernement de la ville et le commandement de la place soient dans les mêmes mains; que par suite, en l'absence de son cousin le duc de Luxembourg, les habitants de Bourg devaient élire pour leur maire le capitaine Molère. C'était une grave atteinte portée aux privilèges et aux coutumes les plus anciennes de Bourg; aussi maire, jurats, bourgeois et manants s'en émurent à tel point qu'ils ne voulurent point reconnaître l'autorité du capitaine Molère; il fallut une nouvelle lettre de Louis XIII, plus expresse et plus menaçante, pour les décider à accepter ce maire provisoire. Mais Molère ne resta pas longtemps en place, car dès le mois d'août 1623, nous voyons Jean-Charles Labadie, lieutenant au gouvernement de la ville et château, devenir maire en l'absence du gouverneur.

L'année 1622 rappela celle de 1481. L'hiver fut si froid que les voitures, dit-on, pouvaient traverser la Garonne sur la glace. Une affreuse disette s'ensuivit, et la grande charité du cardinal de Sourdis ne parvint point à soulager toutes les misères.

CHAPITRE IX

Le collège de Bourg. — Fondation des Récollets et des Ursulines. — Procès entre l'abbaye et les Feuillants. — Curieux incident. — *Le Cid* en province. — Le Château du roi. — L'épidémie de 1647.

Au commencement du XVII^e siècle, à la place des bâtiments occupés aujourd'hui par le presbytère et la mairie, se trouvait un édifice probablement d'assez modeste apparence, mais qui cependant avait son importance, puisque c'était le collège. Depuis quand cet établissement existait-il ? Quels en étaient les professeurs ? Jean Delaborde et Jean de Rotundy, qui sont mentionnés comme régents, le premier en 1615 et le second en 1616, faisaient-ils partie du personnel de cet établissement ? Ou bien y avait-il déjà à Bourg un collège où l'on enseignait les humanités, tandis qu'à côté de simples régents apprenaient à lire et à écrire aux petits enfants ? C'est ce que nous rechercherons plus tard ; pour l'instant il nous suffit de constater que le collège existait et que l'immeuble où il était installé, appelé maison de Saint-Marian, appartenait à la communauté.

A cette même époque, le siège archiépiscopal de Bordeaux était occupé par le cardinal de Sourdis, dont le zèle et la sainteté lui valurent d'être appelé le Charles Borromée de la

Guienne. Au milieu des luttes entre catholiques et protestants, il pensait que les bons exemples et les prédications de saints religieux contribueraient, plus que tout autre moyen, à calmer les esprits et à ramener les égarés. Dans ce but, il multiplia les maisons religieuses, rappela les religieux minimes à Bordeaux, seconda M^{me} de Lestonnac dans la fondation de l'Institut des filles de Notre-Dame, etc. Bientôt, grâce à ses efforts, il n'y eut pas une ville de son diocèse qui ne possédât quelque couvent. Du reste, plus d'un laïque le secondèrent dans cette œuvre ; c'est ainsi qu'à Bourg l'installation des RR. PP. Récollets est due à l'initiative du frère du maire. La communauté leur donna la maison de Saint-Marian et transporta le collège non loin de là, dans la rue du Château-Vieux.

Voici comment les choses se passèrent, d'après une vieille brochure (1) :

« Louis Eyquem, conseiller du roi et son procureur en la sénéchaussée de Guyenne, fut le principal moteur de l'établissement des Récollets à Bourg, en Guyenne, dont il était originaire. Son frère, Jean Eyquem, était maire de la ville. Il lui représenta, aussi bien qu'aux jurats, les avantages que leur ville pourrait retirer de l'établissement d'une communauté. Il leur fit remarquer que la maison de Saint-Marian, appartenant à la communauté, où se tenait alors le collège, serait l'endroit le plus propre pour une maison religieuse. Sur cette proposition MM. les maire et jurats ordonnèrent, dans leur conseil tenu le 30 décembre 1626, que tous les bourgeois, manants et habitants de leur ville se rendraient le lendemain à la maison de ville, à huit heures du matin, pour délibérer sur une affaire d'importance.

» L'assemblée s'étant faite, il fut résolu qu'avant de rien statuer on en communiquerait à M^{gr} de Luxembourg, gouverneur de la ville, et qu'on demanderait la permission à Son

(1) *Notice ou abrégé historique de la fondation des Récollets de la Province de l'Immaculée Conception en Guyenne.* A Limoges, de l'imp. de P. Chapoulaud, MDCCLXXVIII.

Em. M^{gr} le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux. On nomma pour cet effet des députés, qui obtinrent toutes les permissions nécessaires. On fit une nouvelle assemblée le 1^{er} mai 1627. M. le maire Jean Eyquem interpella MM. les jurats et habitants pour savoir leur sentiment. L'acte qui en fut dressé porte qu'ils ont tous à haute voix, d'un commun accord, dit et déclaré qu'ils trouvent bon et qu'ils consentent qu'on donne la maison de Saint-Marian avec ses appartenances aux Pères Récollets pour y commencer le couvent, en ce que leur syndic donnera une autre maison pour y faire le collège. Le contrat est du 12 mai 1627.

» Le P. Silvestre Grandis, définitéur et commissaire député de la part du R. Père provincial, accompagné du P. Philippe Roque et de plusieurs autres religieux, accepta, au nom de la Province, l'offre de MM. de Bourg.

» La croix fut plantée le 18 juillet 1627.

» Son Em. M^{gr} le cardinal de Sourdis voulut bien faire lui-même la cérémonie; il la bénit, et après la cérémonie, il fit un sermon pathétique sur l'évangile qui était celui du huitième dimanche d'après la Pentecôte. Il exhorta le peuple à remercier Dieu du bonheur que la ville et les pays circonvoisins allaient recevoir, par les bons exemples et les saintes instructions des PP. Récollets qu'il venait d'établir.

» Bientôt après, on travailla à la construction du couvent.

» Les mémoires que nous trouvons dans nos archives nous apprennent qu'en l'année 1625, un novice du couvent de Bordeaux, nommé F. François d'Amaluy, fils de M^{re} Dama-luy, conseiller au Parlement de Bordeaux, son père étant mort, fit son testament avant sa profession. Il donna la somme de 15,000 livres, applicable à la construction d'un couvent dans l'endroit qui serait choisi par les supérieurs de la Province, à condition que ses héritiers seraient reconnus fondateurs à perpétuité et que leurs armes seraient placées dans l'église et en autres lieux du couvent.

» On a cru longtemps que cette somme avait été employée à bâtir le couvent de Bourg; mais en n'en trouve aucune preuve. Il est vrai qu'elle a été payée, comme il conste par la



quittance juridique de M. de Boucaud, conseiller au Parlement de Bordeaux et syndic des PP. Récollets, en date du 4 janvier 1628, homologuée au Parlement le 19 février, même année; mais il ne paraît pas quel emploi on en a fait.

» Il est encore vrai que M^{me} Sibille, veuve de M. Damaluy, fit faire en 1675 un acte au P. Robert-Seguín, provincial, pour l'obliger à faire mettre les armes de M. Damaluy dans l'église du couvent; mais nous ne voyons pas que cet acte ait eu aucune suite.

» Il reste que le couvent de Bourg fut bâti des aumônes des habitants et de leurs voisins. Il fut d'abord très petit; dans la suite, il a été considérablement augmenté. Sa situation est magnifique: il est situé sur un espèce de promontoire sur le bord de la Dordogne, à un grand quart de lieue de la jonction des deux rivières de Garonne et de Dordogne; c'est ce qu'on appelle le Bec-d'Ambès; il domine sur tout le pays d'Entre-deux-Mers, le Médoc, le Blayais, et la ville de Bordeaux. »

Bourg dut encore au cardinal de Sourdis la fondation du couvent des Ursulines chargées d'élever et d'instruire les petites filles.

En 1607 (1), sur les ordres du cardinal, la Révérende Mère de la Croix, supérieure du couvent de Bordeaux, vint à Bourg installer la première supérieure, Mère Françoise Clavet. Le 5 février 1618, le pape Paul V (2) approuva l'établissement du couvent de Bourg.

Il se composa tout d'abord de quatre religieuses; mais plus tard il en compta cinq avec trois novices et une tourière. La maison, située rue de Langon, pouvait loger convenablement douze religieuses et douze pensionnaires. Il y avait une chapelle, deux cours, un jardin, et bientôt, avec l'argent des dots, le couvent devint propriétaire du bourdieu appelé *A la Cartote*, proche la ville, produisant chaque année environ quatorze tonneaux de vin.

(1) Archives diocésaines, G 532, K 2.

(2) Archives municipales de Bourg.

Voici les noms des premières supérieures qui se succédèrent depuis la fondation jusque vers 1650 :

Françoise Clavet, de la Mercerie, de Gentileau, de Lus-saignat, d'Aubrin, de Lacan, de Vert, de Mauconseil, de Galiot, de Fortin, du Chalard, Eyquem, sœur du maire de Bourg.

C'est à peu près à la même époque (1611) qu'eut lieu un long et curieux procès entre l'abbaye Saint-Vincent et les Feuillants de Bordeaux. En 1602, M. de Saint-Gelais avait consenti à l'union du prieuré de Notre-Dame de Bayon, ordre de Saint-Augustin et membre dépendant de l'abbaye de Bourg, à l'office du prieuré claustral de Saint-Vincent, dont le revenu se trouvait être assez modique.

Le cardinal de Sourdis avait confirmé cette union le 18 avril de la même année. Mais en 1611, les Feuillants obtinrent de la reine-mère, dont ils avaient la protection toute-puissante, l'annexion de ce même prieuré à leur monastère de Bordeaux. De là colère et un interminable procès. Une ordonnance du Parlement, du 25 juillet 1655 (1), condamnant le prieur de Saint-Vincent à restituer aux Feuillants certains revenus, ne clôtura certainement point cette affaire.

Cependant le duc d'Épernon fut nommé gouverneur de la Guienne en 1622. On sait quelles furent ses difficultés avec le Parlement de Bordeaux et le cardinal de Sourdis, et les troubles qui en furent les conséquences, non seulement à Bordeaux, mais même dans toute la province.

La ville de Bourg ne resta point étrangère à ces événements. De Labadie, lieutenant du gouverneur de la ville, tenait d'Épernon au courant de ce qui se passait et il en recevait de chaleureux remerciements.

« Monsieur de Labadie, écrivait le duc au mois de janvier 1625 (2), vous m'avez fait plaisir de m'envoyer ce marchand pour m'informer de ce qui s'est passé au fort Louis; cette action vous doit d'autant plus estroictement obliger à faire

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XXIII.

(2) Collect. F. Daleau, de Bourg, papiers de la famille Labadie.

faire bon guet en vostre ville et vous garder soigneusement affin que les mauvais serviteurs du Roy ne puissent rien entreprendre sur votre repos, à quoi je m'assure que vous apporterez tout ce qui despendra de vostre vigilance, en laquelle me reposant, je demeuray, Monsieur de Labadie, vostre plus affectionné et meilleur amy. »

Au commencement de l'année 1634, Henri de Sourdis, l'archevêque-amiral, oubliant un instant et la politique et la guerre, fit une tournée pastorale sur cette rive du fleuve. Dans les premiers jours du mois de mai, il se trouva à Blaye, d'où il écrivit au maire de Bourg pour l'aviser qu'il arriverait le 12 dans sa ville, et que, conformément aux instructions royales, on ait soin de venir au devant de lui avec le dais.

Le 12 mai, en effet, le maire et toute la Jurade, accompagnés des bourgeois, se rendirent à la porte de Blaye avec le dais que portaient les jurats. En arrivant là, l'archevêque, escorté de plusieurs gentilshommes, descendit de son carrosse, écouta la harangue que lui fit le maire, Antoine de Ribette, avocat au Parlement, reçut les hommages très humbles des jurats, puis, après avoir exprimé à tous ses chaleureux remerciements et assuré les habitants de Bourg de ses bons services, il se plaça sous le dais et fit ainsi son entrée solennelle dans la ville (1).

Le cortège, en tête duquel marchaient les religieux des divers couvents et le clergé de la ville, se rendit à Saint-Giron. Sur tout le parcours les rues étaient ornées, et la foule témoignait par un respectueux empressement son plaisir de voir le futur vainqueur de Guétharia. A l'église on chanta le *Te Deum*, puis l'archevêque fut conduit, avec la même pompe, dans le logement qui lui avait été préparé par les chanoines de Saint-Vincent; il séjourna à Bourg trois jours.

Lorsque Richelieu fut ministre, la toute-puissance du duc d'Épernon en Guienne, ainsi que le faste quasi royal dont il faisait étalage dans son château de Cadillac, l'offusquèrent; il résolut de l'éloigner. L'Espagne, sur ces entrefaites, mena-

(1) Arch. de Bourg. Reg. de la Jurade, t. V.

çant d'envahir le midi de la France, Richelieu chargea d'Épernon d'aller les combattre ; celui-ci envoya à sa place son fils le duc de la Valette. A peine ce dernier fut-il parti que trente mille factieux ou mécontents se levèrent en masse et, sous le nom de *croquants*, parcoururent en maraudeurs le Périgord, le Quercy, l'Agenais, l'Angoumois et le Bordelais, pillant les églises et les châteaux. De la Valette, rappelé à la hâte, les rencontra à Sauvetat et leur infligea une sanglante défaite.

Ce soulèvement populaire s'était fait sentir à Bourg ; aussi le maire et les jurats reçurent-ils au mois de septembre 1635 la lettre suivante (1) :

Messieurs les mayre et jurats, après tous les maux et désordres quy ont esté commis dans tous les endroits de cette province, Sa Majesté, usant de sa bonté ordinaire plustôt que de la rigueur de sa justice, s'est résolue de promettre non seulement une abolition du passé, mais encore d'user de douceur et de solagement envers ses subjects pourvieu qu'ils sen rendent dignes par une entière soumission et obeyssance, qu'ils mettent les armes bas, et qu'ils souffrent l'imposition de ses tailles ; ayant donné connoissance des intentions de Sa Majesté aux habitans de ceste ville, ils y ont obey incontinent, j'estime que cet exemple servira à vos habitans pour en faire de mesme, affin que vous méritiez tous la grâce qui vous est proposée et que vous évitiez la paine qui est toute préparée à ceux qui s'obstineront en leur rebellion. Ayés soing, je vous prie, suivant l'intantion de Sa Majesté de faire incontinent et sans délai poser les armes à tous vos habitans et d'empêcher qu'il n'y ait nul desordre en la levée des tailles, suivant le devoir de vos charges ; en faisant les ungs et les autres vostre devoir, vous me donnerez subject et à mon fils le duc de la Valette de continuer nos offices vers Sa Majesté pour vostre soulagement et à moy de vous tesmoigner en général et en particulier que je suis, Messieurs les mayre et jurats,

Vostre affectionné et parfet amy :

Henri DE LA VALETTE.

(1) Archives de Bourg.

Voici également la relation d'un curieux incident qui nous est raconté par Philippe Fortin de la Hoguette, ce vaillant sergent-major de la citadelle de Blaye, dont M. Tamizey de Larroque nous a fait connaître la vie et la très intéressante correspondance dans le tome XVI des *Archives historiques de Saintonge* :

Je vous mandois aussy (1) qu'il s'estoit faite une penderie de deux de nos boutte-feux (2) que nous avons prins à Bourg, sans faire mention d'une particularité qui s'y est passée, mais parce que l'impertinence du peuple en fait un miracle par deça, qui ira peut-estre jusques à vous, j'ay pensé que je vous en debvois toucher un mot. L'histoire est qu'un nommé Galtery (3), praticien à Bourdeaux, vint dans le Bourges où il a du bien; il se mesla déguisé dans l'esmotion populaire et se trouva présent au bruslement qui y fut fait; il fut l'un de nos prisonniers quand nostre garnison fut assés heureuse que d'estaindre ce feu qui s'alloit allumer partout. Après avoir esté convaincu de ce crime et condamné, il fut mis entre les mains du bourreau qui se trouva si novice en son mestier que la petite corde rompit d'abord et la grosse se glissa sous les maschoires de son patient, qui ne lui fit pas grand mal.

Vous notterés que comme on le menoit au supplice, il cria toujours qu'il estoit innocent et disoit au peuple, qui estoit en grand nombre, qu'il mouroit pour leur cause; ce qui excita une si publique commisération que tout le monde pleuroit. Cela fist peur à l'exécuteur, à qui les piés et les mains tremblèrent, et laissa l'ouvrage imparfaite, tant il avoit de haste de se voir hors de là. On demanda le corps au vice-sénéchal, qui l'accorda, ne pensant donner qu'un

(1) Extrait d'une lettre du 23 septembre 1635 (cArch. hist. de Saintonge, t. XVI, p. 196 et ss.).

(2) Le mot boutte-feux désigne ici les chefs de la sédition.

(3) Il y avait à Bordeaux, en 1609, M^e François Galletry, avocat au Parlement, qui eut un fils, Bernard Galletry, avocat à la Cour. Un Jacques Galletry était procureur en la Cour et Chambre de l'Édit de Guienne et auditeur des comptes pour le roi en icelle Cour. Quels liens de parenté unissaient ces Galletry à celui dont il est question dans la lettre de la Hoguette, je n'ai pu m'en rendre compte.

cadavre; il fut porté dans une chapelle assés proche de là, où il commença à respirer; la compassion des femmes qui s'en approchèrent les premières, et l'intérêt que prist le peuple en ceste affaire fist crier miracle d'une vois publique. Les moines se mirent aussy de la partie, de sorte que si on l'eust voulu rependre, il se formoit sans doute une nouvelle sédition, qui peut-être eust été pire que la première. Moines, femmes et peuple s'avisèrent depuis, pour le sauver, de dire qu'il estoit mort. La mauvaise disposition en laquelle se trouvèrent alors les espritz du peuple fist que ceux qui avoient la puissance en main la dissimulèrent par prudence, et le zèle de sauver un homme qui sortoit d'un tel péril, que j'excuse en quelque sorte, fist sonner les cloches et enterrer une busche au lieu du mort prétendu. Pour conclusion, après avoir saigné ce prétendu deffunt et luy avoir faict tout ce qui pouvoit servir à le ressussiter, ce qui avoit réussi heureusement, on attendit que la nuict fust venue pour le transporter, de la chapelle où il estoit encore, en la maison d'un particulier, ce qui fut faict. Je ne sçay si ce mouvement local ou si les diverses prises qu'on luy donna de confection d'hyacinthe ou d'alchermès, ou les secousses de la potence luy eschauffèrent le sang en sorte que les compresses qu'on luy avoit mises à l'ouverture des veines des deux bras où il avoit esté saigné, ne furent pas capables de l'arrester; on s'en aperceut si tard qu'il ne fut pas possible d'y remédier. Et ainsi se finit le miracle, qui est si bien creu icy, que pour en désabuser toutes sortes de personnes on faict aujourd'huy, quoique dimanche, à la requeste du procureur du roy, ouïr des tesmoings qui ont veu le ressussité mort, on prend aussy l'audition des femmes qui l'ont enseveli, et lundy, au conspect de toute la justice et du peuple, on le fera déterrer et luy decouvrera-t-on le visage pour faire voir à ceux qui en douttent qu'il est mort en effect, et que Dieu ne faict point de miracles pour sauver les boutte-feux et les perturbateurs du repos public. Voillà l'histoire de nostre miracle dont le peuple est icy fort abusé.

Puisque j'ai sous les yeux les lettres de Fortin de la Hoguette, qu'on me permette d'en reproduire encore quelques lignes; il est vrai qu'elles seraient mieux à leur place dans l'histoire de Blaye, où je ne les ai point retrouvées; le

fait dont il s'agit est trop intéressant pour que le lecteur ne me pardonne pas de le relater dans celle de Bourg.

Dans une lettre datée de Blaye du 8 avril 1637 (1), on lit ce qui suit :

Il nous est venu de Paris une comédie qui est *le Cid*, si belle, selon mon sens, qu'elle surpasse de bien loin tout ce qui a jamais esté escript par les anciens et par les modernes en ce genre. Nous la représentons icy pour nous divertir et je suis l'un des acteurs : D. Diègue. Jugés si cela n'est pas rare de me voir, à cinquante-deux ans, estudier pour estre basteleur ! Si l'Académie s'en offence, je luy en demande pardon ; mais avant que de me condamner, je la supplie de lire la pièce, si elle ne l'a desjà faict ; mais pour la trouver belle, il la faut lire tout du long affin d'en voir, outre la diction, la tissure qui en est miraculeuse. Je l'ay leue trente fois et en suis encore en appétit.

Ainsi, trois mois à peine après que le chef-d'œuvre de Corneille eut charmé Paris, on le jouait dans les salons de Blaye, et pour avoir été un grand donneur de coups de sabre, ce brave sergent-major n'en savait pas moins apprécier et louer comme il faut les beautés incomparables du *Cid*.

Il y avait, avons-nous dit, à la porte de Blaye un ensemble de constructions qui servaient, en grande partie du moins, de prisons. On appelait cela le Château du Roi. Un état des lieux (2) dressé en 1646, en présence du gardien Jean Millory, nous permet de nous rendre compte de ce qu'était cet édifice. Je transcris les passages essentiels de cet état :

Porte d'entrée double fermant à clef avec deux bartabelles et deux verroux.

Petite chambre d'entrée donnant sur la chambre qui servait à mettre les Espagnols, porte double avec quatre bartabelles par devant fermant à clef avec un grand cadenas et une chaîne qui sert à retenir la porte et empêcher qu'elle ne s'ouvre qu'à demy ; derrière

(1) *Arch. hist. de la Saintonge*, t. XVI, p. 170.

(2) *Arch. municip. de Bourg*.

la porte deux grandes bartabelles de fer, une fenêtre, prenant jour du côté de la ville, doublée à double grille de fer; à côté de ladite chambre, un cabinet avec porte à deux bartabelles en fer par derrière.

A la sortie de la chambre, pour monter à celle au dessus, porte double avec loquet de fer.

Escalier. Chambre haute à deux portes, la première avec loquet et bartabelle derrière, une autre porte de sapin avec loquet, verrou et bartabelle en fer. Une fenêtre avec bartabelle et verrou; double plancher. A côté se trouve une petite chambre plus haute.

C'est là qu'à plusieurs reprises on enferma les prisonniers espagnols envoyés par le duc d'Épernon. En 1644 notamment il y en avait plusieurs; la municipalité, pour assurer leur bonne surveillance, avait décidé que les quatre compagnies de milice monteraient la garde à tour de rôle, et que les soldats seraient responsables de toute évasion. Malgré ces précautions, dans la nuit du 7 septembre, un coup de mousquet jeta l'alarme dans toute la ville (1).

Un des soldats de faction avait entendu du bruit dans la prison des Espagnols; ayant voulu savoir ce qui se passait, il avait cru voir quelqu'un traversant un jardin qui était en contre-bas de la salle où logeaient les prisonniers, et avait fait feu. Cinq de ceux-ci, en effet, s'étaient évadés en descendant dans ce jardin à l'aide de linges et de vêtements noués les uns aux autres.

Au coup de feu on accourut de toutes parts, la Jurade la première; après avoir constaté le fait, le maire envoya, mais inutilement, des émissaires dans toutes les directions à la poursuite des évadés.

Quelques années plus tard, la ville de Bourg est continuellement envahie par des troupes de passage qui y occasionnent de temps en temps des désordres et absorbent les ressources de la communauté. Bientôt les habitants refusent de loger les soldats, et ce n'est pas sans difficultés qu'on parvient à arranger les choses. En 1647, le maire et un jurat

(1) Arch. municip. de Bourg.

sont obligés d'aller à Saintes trouver M. de Lanson, intendant de Guienne, pour obtenir de lui la taxe des dépenses faites par ces troupes (1). Ce dernier dut même venir à Bourg pour mettre « quelque ordre à la licence avec laquelle vivoient quatre compagnies de cavalerie envoyées de Xaintonge (2) ».

Cette même année, une épidémie se déclara dans toute la région et jeta l'épouvante dans les populations. La *contagion*, comme on disait alors, fit tout d'abord son apparition à Bordeaux, mais gagna bientôt les villes voisines et s'étendit jusqu'en Saintonge et en Aunis.

Justement préoccupés, les jurats de Bourg prirent des mesures de précaution (3). Dès qu'à Blaye quelques cas furent signalés, on défendit aux matelots et à toutes personnes d'aller et de venir de cette ville, de même que l'entrée de Bourg fut interdite aux mendiants et étrangers venant de Bordeaux. Afin d'assurer la propreté des rues, on défendit, sous des peines sévères, de laisser errer les pourceaux, et les poissonnières durent jeter dans le ruisseau de la Goutinière tous leurs débris de poisson.

L'époque de la foire annuelle de Troque-sel approchant, les jurats convoquèrent tous les habitants pour savoir si, à cause de cette épidémie, il ne serait pas prudent de la supprimer. Après délibération, il fut en effet décidé que pour cette année la foire n'aurait pas lieu.

Malgré toutes les précautions prises, quelques cas se déclarèrent au mois d'octobre et une sorte de commission sanitaire fut organisée pour surveiller les maisons contaminées; elle se composait de MM. Dubreuil et Tournon, docteurs-médecins; Peychaud, apothicaire; Boye et Mauhic, chirurgiens.

Les personnes qui mouraient de cette maladie étaient enterrées, non pas en ville, mais hors les murs, dans le cimetière Saint-Esprit.


(1) Regist. de la Jurade, t. VI.

(2) Lettre du duc d'Épernon du 25 avril 1648. Voir *les Dessous de l'Histoire*, t. I, p. 392, par M. H. de Tranchère.

(3) Regist. de la Jurade, t. VI.

On fait venir de Blaye un sieur de Vinseguerre, désinfecteur-parfumeur, pour désinfecter toutes les maisons où il y avait eu des cas.

Enfin, au mois de novembre, de Ribette, jurat, est envoyé à Bordeaux pour obtenir un arrêt sur requête afin d'établir sur les habitants de la ville une taxe destinée à salarier un confesseur et un chirurgien spécialement chargés des gens pris par la contagion, et à subvenir aux frais des malades nécessaires; il était en outre chargé d'amener un chirurgien. Ses démarches furent couronnées de succès et peu de jours après il revint de Bordeaux avec le sieur Jean de Lamarque, compagnon-chirurgien, auquel on assura 100 livres par mois, plus son logement et sa nourriture; mais un mois après, l'épidémie ne sévissant plus, on le renvoya à Bordeaux.



CHAPITRE X

Origine de la Fronde en Guienne. — Lutte de Bordeaux contre le duc d'Épernon. — Lettres de ce dernier au maire de Bourg. — Bourg menace de se soulever. — Bataille de La Bastide. — Transport des blessés à Bourg. — Izaac de Labadie. — La Paix. — Arrestation des Princes. — Reprise des hostilités.

Nous entrons maintenant dans la période la plus malheureuse qu'ait eu à traverser la province de Guyenne. Aux maladies épidémiques dont nous venons de parler, s'ajouta bientôt le fléau non moins terrible de la guerre civile. De 1649 à 1653, elle fut littéralement mise à feu et à sang ; les villes riveraines de la Dordogne et de la Garonne, continuellement prises et reprises, ne furent à la fin que des monceaux de ruines.

La campagne elle aussi offrait partout un triste spectacle avec ses maisons brûlées, saccagées, ses champs incessamment foulés par les troupes. Comme bien l'on pense, la misère était fort grande.

La guerre de la Fronde, car c'est elle dont il s'agit, eut en Guienne trois phases assez distinctes.

La première phase eut pour cause la conduite du duc d'Épernon.

La seconde ne fut qu'un écho, un reflet de la Fronde parisienne.

La dernière, à laquelle on a donné le nom de l'Ormée, fut la plus violente, et aussi la moins justifiée.

Nous allons essayer de résumer ces douloureux événements, durant lesquels la ville de Bourg, comme au temps de la guerre de Cent ans, joua le rôle de place forte. Par sa position elle commandait le fleuve, exerçant par suite une influence considérable sur les opérations militaires; tout d'abord du parti du duc d'Épernon et du roi, elle prendra plus tard fait et cause pour les princes et se déclarera ormiste.

Le duc d'Épernon, gouverneur de la province, « vivait à Bordeaux comme un prince, nous dit Montglat (1), et traitait la noblesse et le Parlement avec une telle gloire et si fort de haut en bas qu'il irrita les esprits de tous les ordres du pays ». Aussi, ne cherchait-on qu'un prétexte pour se soulever non pas encore contre l'autorité royale, mais contre son orgueilleux et tyrannique représentant.

Or, en l'année 1648 (2), la récolte de blé fut généralement fort peu abondante; malgré cela le prix en étant moins élevé dans le Bordelais que partout ailleurs, des négociants demandèrent au duc d'Épernon et obtinrent de lui la permission d'exporter une certaine quantité de blé. Le Parlement, craignant une disette, défendit tout transport de blé hors de la province et obtint du Conseil une déclaration révoquant la permission donnée par le gouverneur.

Ce dernier, fort irrité, ne songea qu'à se venger, et sachant que les mouvements séditieux commençaient à Paris, il fit craindre à la cour que les Bordelais ne se joignissent aux habitants de la capitale et représenta qu'il n'avait ni assez d'autorité, ni assez de troupes pour contenir la ville de Bordeaux, si elle venait à s'écarter du devoir; en conséquence il demanda et obtint l'autorisation de construire une citadelle à Libourne. A cette nouvelle, l'émotion grandit, le Parlement

(1) *Mémoires de Montglat*, collect. Michaut et Poujoulat, III^e série, t. V, p. 219.

(2) Dom Devienne, *Hist. de Bordeaux*, t. I.

assemblé fit un appel au peuple l'adjurant de défendre à tout prix les privilèges et les franchises de la cité. Douze compagnies bourgeoises sont armées, équipées et pendant qu'on adresse des remontrances au roi et que l'on enjoint à tous consuls, syndics, habitants des villages et communautés voisins, de ne point fournir des hommes, de l'argent ou des matériaux pour aider à la construction de la citadelle de Libourne, les hostilités commencent.

De son côté, le duc, voulant activer les travaux, fait envoyer une nuée d'ouvriers; lui-même se rend à Libourne au mois de mars 1649, et fait un appel aux villes et communautés voisines.

J'ay ordonné, écrit-il alors (1), aux maire, jurats et habitans de Bourg, et en cas de besoing à ceux des lieux et juridictions voisines sur la rivière de Dordogne, de fournir au sieur Daniel Salmon le nombre de basteaux et de basteliers qu'il jugera nécessaire pour conduire en la présente ville de Libourne des pierres dont nous avons besoing pour le service du roy, suivant le pouvoir et commission que nous en donnons aud. Salmon, sur peine aux refusans de desobéissance et de punition exemplaire.

En même temps il renforce la garnison de Bourg, et le 30 mars il adresse à ce sujet à la Jurade de cette ville la lettre suivante (2) :

Estant nécessaire que la subsistance soit fournie sans retardement aux cinquante hommes dont nous avons jugé nécessaire pour le service du roy d'augmenter la garnison de la citadelle de Bourg, nous ordonnons aux maire, jurats et habitans de lad. ville de faire sans retardement les avances nécessaires pour lad. subsistance, pour en estre remboursés ponctuellement sur la provenance de celle que nous avons ordonné pour cet esfet estre deppartie sur le pays bourgès.

(1) Arch. municip. de Bourg.

(2) *Ibid.*

Le mois suivant il écrit de nouveau à la Jurade de Bourg (1) pour lui ordonner de faire tenir « un batteau avec quelques hommes armés sur le passage de la rivière afin d'arrêter ceux qu'on voudroit faire passer pour Bourdeaux et l'en adviser incontinent après et ce sur peine de la vie ».

Pendant ce temps ses troupes s'emparent du château de Vayres malgré les efforts des milices bordelaises.

Très sensible à ce premier échec, le Parlement donne pour commandant en chef à ses armées un gentilhomme réputé par sa valeur et ses talents militaires : Benjamin de Pierre-Buffières, marquis de Chambaret ou Chambret. Le peuple lui fait un accueil enthousiaste, termine à la hâte les derniers préparatifs de campagne et vole à sa suite à la rencontre des troupes du duc qui se trouvaient dans les environs de Camblanes. Ce premier engagement fut un succès pour de Chambret, car les épernonistes furent mis en déroute.

Sur ces entrefaites, arriva à Bordeaux le sieur d'Argenson, porteur des ordres du roi, et chargé par lui de mettre fin à un si déplorable état de choses. Mais ses offres, ses démarches, n'eurent d'autre résultat que d'augmenter les exigences du duc d'Épernon et d'exaspérer encore plus le peuple et le Parlement. Le siège de Libourne fut décidé. Le chevalier de Pichon, à la tête de la flotte, était chargé d'attaquer la ville du côté de la rivière, tandis que le marquis dirigerait l'assaut. Le 20 mai, les opérations du siège commencèrent; mais les épernonistes, plus nombreux et plus habitués au dur métier de la guerre, anéantirent aux trois quarts l'armée bordelaise; de Chambret lui-même resta sur le champ de bataille.

Ce désastre ne découragea point les Bordelais; ils choisirent un remplaçant à M. de Chambret et firent de nouveaux préparatifs de guerre. Pendant ce temps, l'archevêque de Bordeaux, ainsi que le comte de Cominges, capitaine des gardes de la reine, et enfin le maréchal Plessis-Praslin, firent successivement des tentatives d'accommodement; mais ni leurs démarches, ni la lecture d'un message royal ne purent calmer

(1) Arch. municip. de Bourg.

les fureurs du peuple et empêcher le Parlement de se mettre hardiment en révolte ouverte contre le roi. Le siège du Château-Trompette fut décidé. Le marquis de Sauvebœuf (1), surnommé *Sauve-peuple*, fut nommé général en chef et bientôt les opérations commencèrent. Au bout de peu de jours le château capitula, puis les troupes du Parlement s'emparèrent de Podensac, Langon et Saint-Macaire. Un instant les Bordelais avaient même songé à aller s'emparer de la ville de Bourg qui semblait du reste, à ce moment, vouloir abandonner le duc et faire cause commune avec eux; mais leur projet ayant transpiré, ils ne purent le réaliser. Voici du reste comment le comte de Cominges raconte le fait dans une lettre datée de Cadillac du 18 août 1649 (2) :

Je vous disois qu'ils avoient dessein de surprendre la ville et citadelle de Bourg, ce qui estoit un coup funeste nous ostant la navigation de la Dordogne, aiant un passage pour les troupes qu'ils attendent du Limousin conduites par Sauvebœuf. Aiant eu cet avis je fis monter M. d'Espéron à cheval. Nous marchasmes toute la nuit et arrivasmes au point du jour par devant Bourg. Cette arrivée inopinée surprit les habitans. Ils sont maintenant dans le devoir par la création d'un nouveau maire et eschevins et soixante hommes dans la citadelle.

Sur la rivière, la flotte bordelaise n'était point heureuse, car au mois de décembre le comte du Dognon (3) était entré dans le fleuve avec l'armée navale du roi, et ayant rencontré les rebelles près de Roque de Tau, il les combattit, leur prit deux bateaux et les pourchassa jusqu'à Lormont.

Peu de jours après une action plus décisive eut lieu à La Bastide. L'armée du Parlement, sous les ordres de Lusi-

(1) Antoine-Charles de Ferrières, marquis de Sauvebœuf, seigneur de Chéronac, la Mathie et autres places.

(2) *Arch. hist. de la Gironde*, t. IV.

(3) Louis Foucault de Saint-Germain-Beaupré, comte du Daugnion ou Dognon, gouverneur de Brouage, maréchal de France en 1653.

gnan (1), dè Théobon (2) et du jeune Chambret, fut admirable de bravoure. Le duc d'Épernon, qui assistait à la bataille du haut d'une colline, constatait avec colère les efforts héroïques de cette milice bourgeoise ; bientôt, craignant un désastre pour ses troupes, il fit sonner la retraite, et le soir même, abandonnant le champ de bataille, il partait pour son château de Cadillac.

Le lendemain du Dognon relâchait à sept lieues au dessous de Bordeaux et encombrait l'hôpital de Bourg de blessés (3) et le cimetière de Blaye de morts.

A cette bataille de La Bastide, se trouvait Izaac de Labadie de Bourg (4) ; il fut chargé par d'Épernon de l'attaque du fort, et, comme son parent à la bataille de Coutras, il se distingua par son courage ; il fut même blessé d'un coup de mousquetade au travers du corps. A Libourne, à Langon et dans d'autres circonstances il s'était également fait remarquer, ainsi qu'en fait foi ce certificat qui lui fut adressé quelques mois après par le duc d'Épernon :

Nous certifions à tous ceux qu'il appartiendra, que le sieur de Labadie a servi en qualité de volontaire dans les villes de Libourne et de Langon pendant qu'elles ont été assiégées par les troupes bourdeloises, et depuis en qualité de capitaine au régiment de Candalle, dans l'armée que nous avons commandé pour le service du Roy, et qu'en toutes les occasions il a donné beaucoup de preuves de son courage au service de Sa Majesté (5).

Dans les premiers jours du mois de janvier 1650, le maréchal de camp d'Alvimare présenta au Parlement les lettres de pacification. L'amnistie pour toutes les personnes compro-

(1) François II de Lusignan, marquis, baron de Galapian et Monbalen, lieutenant général des armées en Guienne.

(2) Jean de Rochefort de Saint-Angel, marquis de Théobon, capital de Puchagut.

(3) *Histoire des Mouvements de Bordeaux.*

(4) Collect. Daleau. Arch. de la famille Labadie.

(5) *Ibid.*

mises, l'ordre de démolir la citadelle de Libourne, et quelques autres concessions contenues dans la déclaration du roi, parurent suffisantes; aussi fut-elle bien accueillie par le peuple, et la paix fut signée le 7 janvier. Paix éphémère qui ne terminait que la première période de cette malheureuse guerre civile.

Les réjouissances qui suivirent à Bordeaux la signature de la paix étaient à peine finies qu'arriva la nouvelle de l'emprisonnement des princes de Condé et de Conti. Or, les Bordelais, à tort ou à raison, croyaient être redevables de cette paix aux instances de Condé, de telle sorte que cette nouvelle, dit Fonteneil (1), « frappa d'un grand estonnement tous ceux de cette ville et leur imprima fort avant dans l'esprit la défiance de la fermeté de la paix ».

Dans la pensée du cardinal-ministre cette double arrestation devait mettre fin à la guerre civile; malheureusement ses prévisions furent déçues, car aussitôt « les frondeurs ne songèrent qu'à y disposer les choses en renouvelant les mécontentemens du Parlement et de la ville de Bourdeaux afin de les obliger à prendre les intérêts de M. le Prince ».

La ville et le Parlement se laissèrent entraîner assez facilement, d'autant mieux que la cour faisait un crime à Condé d'avoir pris avec trop de chaleur la défense des intérêts de la Guienne et que le principal auteur des derniers troubles, le duc d'Épernon, était toujours gouverneur de la province. Aussi quand le 30 mai 1650, la princesse de Condé (2) vint à Bordeaux avec son jeune fils le duc d'Enghien, elle trouva des gens disposés à prendre sa défense. En réponse à ses supplications, le Parlement n'hésita guère à rendre un arrêt par lequel il se mettait ouvertement en révolte contre les ordres du roi. « Attendu, disait le président Daffis (3), les protestations et déclarations faites par lad. dame princesse et son inviolable fidélité au service du roi, Sa Majesté sera

(1) *Histoire des Mouvements de Bourdeaux*, p. 429.

(2) Claire-Clémence de Maillé-Brézé, fille d'Urbain de Maillé-Brézé, maréchal de France, et de Nicole du Plessis-Richelieu.

(3) Guillaume Daffis, baron de Langoiran et seigneur de Gondourville, président à mortier au Parlement de Bordeaux.

humblement suppliée agréer qu'elle et le jeune duc son fils restent dans Bordeaux en toute sûreté sous la sauvegarde du Parlement et celle de la justice. »

Presque aussitôt, on vit arriver à Bordeaux les ducs de Bouillon (1), de la Rochefoucauld (2), le comte de Meille (3), qui de concert avec le conseiller Lenet (4) prirent en mains les intérêts de la princesse et organisèrent la révolte. Ils réunirent quelques troupes mercenaires et s'emparèrent de Vayres et de Castelnau, puis ils cherchèrent du côté de La Teste et d'Arcachon à s'assurer un lieu de débarquement pour les secours demandés au dehors.

D'un autre côté, d'Épernon ne restait pas inactif; il surveillait tout ce qui se préparait dans la province et en donnait connaissance à Mazarin. « J'ay advis, lui écrivait-il dès la fin d'avril (5), que l'on a dessein de se saisir de Bergerac. Je vous en ay représenté la conséquence. Sy l'on ne se saisit de cette place le Périgord va se soulever, nous n'aurons plus de passage par la Dordogne, le surplus estant en propre à MM. de Bouillon et de la Force; c'est le pays le plus disposé à mal faire et où le Parlement de Bourdeaux a le plus de crédit. Il n'est pas moins nécessaire de songer à Bourc et d'y pourvoir. M. de Saint-Simon en est voisin et son départ de la cour donne du soupçon. » En même temps il reprenait les armes et ne tardait pas à s'emparer de l'île Saint-Georges, qu'il ne put, il est vrai, conserver longtemps.

Bientôt le Parlement pressé par l'entourage de la princesse s'unissait à la bourgeoisie, non seulement contre le gouverneur, mais encore contre le tout-puissant ministre, associant

(1) Frédéric-Maurice de la Tour d'Auvergne, duc de Bouillon, d'Albret et de Château-Thierry.

(2) François, duc de La Rochefoucauld, prince de Marsillac, auteur des *Maximes*.

(3) Henri de Foix, comte de Meille.

(4) Pierre Lenet, chevalier baron de Vantous, seigneur de Villet, conseiller ordinaire du roi, l'un des meneurs du parti des princes, auteur de *Mémoires* fort intéressants.

(5) *Arch. hist. de la Gironde*, t. III.

ainsi ces deux représentants du roi dans l'expression de la haine publique. C'était ce que voulaient les instigateurs de la révolte.

A ce moment, le maréchal de la Meilleraye (1), que le roi venait de placer à la tête des troupes envoyées en Guienne, avisa le Parlement que si on expulsait de Bordeaux la princesse de Condé, le duc d'Épernon serait relevé de ses fonctions de gouverneur. Le Parlement délibéra, hésita, puis, craignant que le peuple n'en vînt à quelque fâcheuse extrémité, se contenta, pour toute réponse, de tenter la reprise du château de Blanquefort et de l'île Saint-Georges, manifestant clairement par là son désir de continuer la lutte. Pourtant l'avenir n'avait rien de rassurant pour les frondeurs; ils manquaient de troupes et surtout d'argent. « Le plus grand de nos maux, dit Lenet, était la disette d'argent. » Malgré tous leurs efforts, le paiement des troupes et des serviteurs de la princesse s'effectuait difficilement. « Nous ne faisons que vivoter des sommes que j'avois empruntées », ajoute le même chroniqueur. Aussi, lorsqu'elle sut que les troupes royales approchaient, la princesse se décida à renouer d'anciennes relations avec l'agent de la cour d'Espagne, le baron de Watteville (2). Munis des pouvoirs nécessaires pour conclure une alliance, de Baas (3), de Sauvebœuf et de Sillery (4), se rendirent auprès de lui à Saint-Sébastien, non sans avoir couru les plus grands dangers en passant devant Blaye, où commandait le duc de Saint-Simon (5) tout dévoué au cardinal.

(1) Charles de la Porte, duc de la Meilleraye, parent du cardinal de Richelieu, créé maréchal de France en 1635.

(2) Charles, baron de Wattenweil ou Watteville ou même Batteville, agent de la cour d'Espagne.

(3) Jean-Charles de Baas, gentilhomme du Béarn, maréchal de camp après la paix et vice-roi des îles Sous-le-Vent en 1669.

(4) Louis-Roger Brulart, marquis de Puisieux et de Sillery, mestre de camp d'infanterie.

(5) Claude de Rouvroy, duc de Saint-Simon, père de l'illustre auteur des *Mémoires*.

Le baron de Watteville annonça aux représentants de la princesse qu'une petite flotte espagnole arriverait prochainement à Bordeaux sous les ordres de don José Ozorio, apportant non seulement des troupes, mais encore de l'argent en quantité suffisante pour faire face aux dépenses de la guerre.

Ozorio arriva en effet à Bordeaux, à la grande surprise du Parlement, dont les sentiments patriotiques se réveillèrent à la vue de ce représentant d'une puissance alors en guerre avec la France. À l'unanimité de ses membres, il décida l'arrestation de l'Espagnol. Mais, dès le lendemain, la populace se souleva contre la Cour qui, un instant, se trouva prisonnière dans sa salle d'audience.

Peu de temps après, le bruit se répandit que Mazarin et le jeune roi se mettaient en route pour venir à Bordeaux ; tout aussitôt le Parlement, répondant aux plus chers désirs de la princesse, rendit un arrêt ainsi conçu :

La Cour, sur ce qui a esté représenté que la ville n'estoit pas en assurance si le cardinal Mazarin y venoit, à cause de la protection qu'il a toujours accordée au duc d'Epèrnon, a arrêté qu'il ne seroit point reçu, ni aucunes des troupes qui pourroient donner de l'ombrage à la ville, et que le Roy sera très humblement supplié d'avoir pour agréable la présente délibération pour le bien de son service, repos et tranquillité de ses sujets. A esté aussi déclaré qu'on députeroit vers le Roy un président et quatre conseillers pour saluer L. L. M. M., avec défense toutes fois de voir directement ou indirectement le cardinal Mazarin, le duc d'Epèrnon, le premier président de Bordeaux Laire, Constant et autres qui ont vendu et trahy les intérêts de la ville, ni faire ou recevoir aucune proposition, ni traité *ex tacito senatus consulto*. A esté aussy arrêté qu'au premier acte d'hostilité on publiera l'arrêt du marquis d'Ancre contre le cardinal Mazarin ; ce faisant on le déclarera auteur des désordres de l'Estat et l'on enverra des lettres-circulaires aux autres Parlements de France contre luy.

CHAPITRE XI

Départ de la cour de Libourne. — Son arrivée à Bourg. — Négociations. — Siège de Bordeaux. — Paix du 29 septembre. — Départ du roi et de sa suite pour Bordeaux.

Cependant, Louis XIV avisa le Parlement de Paris, le 25 juillet, qu'il se disposait à marcher vers Bordeaux afin d'être plus près des opérations du siège de cette ville et aussi pour relever son autorité compromise par les liaisons des ducs de la Rochefoucauld et de Bouillon avec les Espagnols. Le jour suivant, le roi, la reine régente et leur cour se mettaient en route, passaient à Coutras et arrivaient à Libourne le 1^{er} août. Dès que le Parlement de Bordeaux sut le roi si près de lui, il envoya les présidents de Pichon (1) et de Grimard (2), avec les conseillers de Pomiers (3) et de Suduiraut, pour saluer Sa Majesté. Le roi écouta leurs doléances, mais chargea le chancelier de leur transmettre sa réponse. Celui-ci leur parla d'une façon « douce et capable

(1) Bernard de Pichon-Longueville, président au Parlement de Bordeaux.

(2) M^e Louis de Grimard, conseiller au Parlement de Bordeaux, nommé président de la seconde chambre en 1645. Son frère Jean, conseiller au Parlement, était seigneur de Thau.

(3) Sauvetat de Pomiers, conseiller au Parlement de Bordeaux.

de les convier à quelque repentir », dit M^{me} de Motteville, et un accord semblait sur le point d'être signé quand on apprit que les hostilités continuaient.

Mazarin avait dû être irrité de l'arrêt du Parlement que nous avons cité plus haut et dont le principal auteur était Lenet. Obéissant peut-être à ce sentiment de colère et espérant aussi jeter la terreur et la division dans Bordeaux, il avait fait attaquer le château de Vayres. Le gouverneur de cette place, Richon, s'étant rendu, fut pendu. A cette nouvelle, les députés reprirent la route de Bordeaux, où l'on s'empresse de répondre à la cruelle sévérité du ministre par un acte de même nature. Le malheureux Canolles, commandant de l'île Saint-Georges, fut pris et tué après avoir été condamné par une sorte de conseil de guerre présidé par M^{me} la Princesse et le duc d'Enghien. La cour songea alors à quitter Libourne pour se rapprocher davantage de Bordeaux, centre des opérations militaires.

Les jurats de Bourg (1), sachant le roi à Libourne, lui envoyèrent une députation pour lui présenter, ainsi qu'à la reine, les hommages de toute la communauté et savoir s'ils n'auraient pas l'honneur de les recevoir dans leur ville. A ce moment les projets étaient d'aller directement à Cadillac, sans passer par Bourg. Mais peu après on changea d'avis, si bien que le 25 août les maréchaux des logis du roi étaient à Bourg, vers deux heures de l'après-midi, afin de préparer les logements de Leurs Majestés et de toute la cour, qui devaient arriver dans deux ou trois jours. A cette nouvelle, le maire réunit les jurats à l'hôtel de ville; « surpris et ravis de joye d'avoir ce bonheur », dit le registre de la Jurade, il s'empresse d'accompagner les maréchaux des logis chez tous les habitants, auxquels il recommande « de tenir leurs maisons en bon estat pour tesmoigner de la joye et honneur que tous recepront par la présence de Leurs Majestés et de leur cour (2) ». A la demande du capitaine des guides, le maire

(1) Registres de la Jurade, t. VI.

(2) Id., t. VI.

donne des ordres pour que la route soit réparée et libre de tout obstacle depuis le pont du Moron, afin que les carrosses et chariots puissent passer sans encombre.

Enfin, le jurat Bonnefon est chargé d'aller immédiatement à Libourne assurer le roi et la reine qu'ils seront bien reçus à Bourg. Le sieur Mondon part avec lui et doit servir de guide au carrosse royal. Le lendemain 26, Bonnefon est présenté à la reine, « laquelle, dit le registre de la Jurade, il trouva en sa chambre où estoit M. le mareschal de Villeroy, gouverneur de Sa Majesté, où il leur fit entendre qu'il craignoit que Sa Majesté n'auroit pas la satisfaction qu'elle se promettoit audit Bourg, d'autant qu'il y avoit de grandes maladies, comme pourpre, disantrie et petite vérolle, dont il mouroit force monde, mais entre autres les petits enfans. Et que comme la cour est grosse et la ville petite, on ne pourra se loger que fort serré et que ces maladies se communiquent. Sur quoy la reyne se retournant vers mondit sieur mareschal lui auroit dit ce qu'on feroit à cela et qu'il falloit bien prendre garde à cause du roy. Alors ledit sieur mareschal auroit répondu que la cour étoit une plus grosse peste que tout cela et qu'il falloit y aller. Après quoy la reyne ayant honoré le sieur Bonnefon d'un remersiment lui auroit dit qu'on partiroit le lendemain à dix heures et qu'il se tint proche du carrosse du roy, ce qu'il fit ».

Louis XIV et sa suite arrivèrent à Bourg le 27, sur les cinq heures du soir. J'emprunte au même registre le récit de son entrée dans la ville, et de la réception qui lui fut faite :

Aujourd'hui samedy, 27^{me} jour du mois d'aoust 1650, environ vers les cinq heures du soir, le roy Louis XIV^{me} de nom arriva en cette ville, la reyne régente sa mère, M. le duc d'Anjou son frère, accompagnés de Mad^{le} d'Orléans, fille ainée de M. le duc d'Orléans et cousine germaine du roi, et de MM. de Guise et d'Ayguebone, premier secrétaire; de M. le cardinal Mazarin, chef du conseil du roy; M. de la Vrillière, premier secrétaire d'Estat en la province de Guyenne, en présence desquels et de grand nombre de seigneurs outres les nommés sy-dessous, Robert Chardavoine, maire de la ville,

accompagné de M. Nicolas Peychaud, Charles Gaston, Paul Darnou, Charles de Bonnefon et Bernard Vidau, clerk de ville, et nombre des principaux bourgeois, maire et jurats ayant leurs livrées, se présentèrent au roy, sous la gallerie de la cytadelle de ladite ville, ou estant lesdicts s^{rs} maire, jurats et bourgeois se mirent à genoux, et là le roy, la reyne régente sa mère et M. le duc d'Anjou, frère unique du roy demeurant debout, reçurent avecques tesmoignages de joy et d'allégresse la harangue qui fut faite par ledict s^r Char-davoine, après quoy ils furent remerciés par Leurs Majestés. Ensuite les clés de la ville furent présentées au roy par mondict s^r maire dans un bassin, attachées avecques deux rubans dont l'un estoit bleu et l'autre blanc, lesquelles auroient été prises par le roy et données à un des mousquetons de sa garde qui estoit à son costé. Le roy entra par la grande porte (1) de la ville ou depuis ladicte porte jusqu'à la sytadelle les rues et fenêtres des maisons estoient plaines des habitants de la ville qui crioient incessamment: « Vive le Roy », jusqu'à ce qu'il fut à son appartement. Il y avoit davantage à la suite du roy MM. le comte de Brienne et de Guenegaut.

Il y avoit un conseil des finances qui s'assembloit dans le réfectoire des pères Récollets de ladicte ville ou présidoit M. le trésorier général de l'espargne, M. de Marin, intendant des finances, assisté de trois maîtres des requêtes qui estoient MM. de Villemontre, de Maray et Mangot. Après quoy il fallut retirer les clés de la ville des mains des gardes du roy. Ensemble fut fait des présants par la communauté au roy et aux seigneurs de la cour, lesquels présants estoient du fruit, du vin du plus excellent quy se put rencontrer, qui leur fut présenté par le s^r Bonnefon, jurat, lequel rapporta que le roy l'avoit reçu avecque grande joy comme venant de ses plus fidèles subjects.

La cour était à peine installée que le président Le Bailleul et plusieurs conseillers du Parlement de Paris, accompagnés de M. du Coudray-Montpensier (2), arrivèrent pour négocier un arrangement entre la cour et Bordeaux. Mais leurs efforts furent inutiles, car s'ils trouvèrent du mécontentement et de

(1) La porte dite de Saint-André.

(2) Henri d'Escoubleau, marquis du Coudray-Montpensier, gentilhomme du duc d'Orléans, puis maréchal de camp.

la résistance chez la reine et le cardinal, ils trouvèrent plus encore d'exaltation et d'entêtement chez les Bordelais. Ils retournèrent donc à Paris faire part de l'échec de leurs démarches, mais le Parlement de Paris ne se découragea pas, et de nouveaux négociateurs furent envoyés. Le 30 août, Mazarin fit rendre un arrêt du Conseil en forme de déclaration contre le Parlement; cet acte, daté de Bourg, ne fit que surexciter encore plus les esprits (1). — Cependant les opérations militaires continuaient; tandis que l'Isle-Saint-Georges était le théâtre de combats où le chevalier de Lavalette trouvait la mort, et que le comte du Dognon se tenait près de Blaye avec son armée navale afin d'empêcher l'arrivée par eau de tout secours, le siège de Bordeaux avait lieu.

Voici comment les archives de Bourg parlent de cet événement :

Le lundi 5 septembre, la ville de Bourdeaux fut assiégée par l'armée du roy commandée par M. le mareschal de la Meilleraye; son lieutenant était M. le comte de Paluaut; laquelle armée estoit d'environ 10,000 hommes tant cavallerie que infanterie, lesquels ataquèrent ledict Bourdeaux par le faubourg Saint-Seurin, lequel fut emporté d'emblée, néanmoins avec un grand nombre de morts d'une part et d'autre. Mad^e la princesse de Condé estoit à Bourdeaux avecque M. le duc d'Anguin, son fils, âgé d'environ neuf ans. MM. de Bouillon et de la Rochefoucauld estoient généraux des Bordelois, lesquels par leur prudante et bonne conduite et la vaillance des habitans de Bourdeaux se deffendirent pendant quinze jours qu'ils se battoient nuit et jour à l'ataque d'une demy-lune, devant la porte Dijaux que les Bourdelois avoient fait, laquelle ils gardèrent toujours. Enfin le roy et son conseil entendant les prières et supplications qui leur estoient faites de ne continuer davantage la guerre à la ville de Bourdeaux, il fut arrêté une trêve laquelle dura jusqu'au premier octobre.

On dut cette trêve à l'intervention de deux membres du Parlement de Paris, MM. Clément Le Meusnier, sieur de

(1) Dom Devienne, *loc. cit.*, t. I, pp. 426 et ss.

Lartige, et François Bitaut, et d'un envoyé du duc d'Orléans, le marquis du Coudray-Montpensier, qui tous trois vinrent à Bourg.

Après avoir salué la reine, ils se rendirent à Bordeaux et exhortèrent le Parlement et le peuple si chaleureusement, se portant caution des promesses qui pourraient être faites par la cour (1), qu'ils obtinrent qu'une députation vînt avec eux à Bourg; elle se composait (2) de M. le président Latrène, des conseillers Pommiers, Francon, Lacroix-Maron, Blanc de Mauvesin et Despagnet, auxquels se joignirent Fouque, bourgeois; Dalon, avocat, et Blanc de Mauvesin fils, procureur syndic. Ces députés partirent pour Bourg le 13 septembre. Le cardinal les vit venir avec une certaine joie, car le siège de Bordeaux n'était pas sans lui causer de sérieuses préoccupations; ses troupes avaient essuyé quelques petits échecs et la perspective d'être obligé d'abandonner le siège de la ville rebelle lui était fort pénible. Ce ne fut pas sans peine qu'ils purent venir à Bourg, car le duc de Bouillon était de ceux qui voulaient la continuation de la guerre; aussi manœuvrait-il ses galiotes en rivière pour empêcher les députés du Parlement d'arriver à Bourg.

Une publication du temps nous retrace avec quelques détails tout ce qui se passa alors à Bourg; nous ne saurions donc mieux faire que d'en transcrire ici les principaux passages (3) :

Les députés sont arrivés mardi sur les deux heures après midy en la ville de Bourg, où sont de présent Leurs Majestés.

(1) *Mémoires de Monglat.*

(2) Dom Devienne, *Hist. de Bordeaux*, t. I, p. 422.

(3) *Relation véritable de ce qui s'est passé à Bourg à l'arrivée de Messieurs les Députés du Parlement de Paris près du Roy et de la Reynè Régente; avec la cessation d'armes accordée par Leurs Majestés tant en la ville qu'aux fauxbourgs; avec les ostages donnez de part et d'autre, et l'entrée de Messieurs les Députés dans la ville de Bordeaux, le 16 septembre 1650.* A Paris, chez Jacob Chevallier, rue Saint-Jean de Latran, devant le collège royal, M.DC.L.

Le sieur de Saintot, maistre des cérémonies, les attendoit à la porte de la ville, pour les conduire au logis qui leur estoit marqué; où estant lesdicts sieurs députez descendus, ils prièrent ledict sieur de Saintot d'en donner advis à Monsieur du Plessis-Guenegault, pour demander audience au roy et à la reyne, ce qui fut fait et accordé au lendemain sur les unze heures du matin, mesme dès le soir s'ils le desiroient.

Messieurs les députez de Bordeaux, au nombre d'un des présidens et quatre conseillers, le syndic de la ville et deux des principaux bourgeois arrivèrent le mesme jour et visitèrent Messieurs les députez du Parlement de Paris en corps, avec beaucoup de civilité et remerciement des peines qu'ils prenoient pour leurs intérêts. Incontinent après entre un de leurs greffiers avec lettre de Messieurs du Parlement de Bordeaux auxdicts sieurs députez qui avoient ordre d'aller à leur rencontre pour leur rendre ladicte lettre qui contenoit pareil remerciement; ensuite quantité de personnes de toutes sortes de conditions les visitoient le soir; les officiers du roy, de leur courtoisie, eurent le soing de leur faire apporter à soupper magnifiquement, Monsieur le marquis de Mortemer les visita pendant leur repas et beut à la santé du roy avec beaucoup de joye de les voir porteurs d'un tel pouvoir de la paix tant souhaitée de tout le monde.

Le lendemain matin l'audience leur fut donnée, où estoient le roy, la reyne, Monsieur le duc d'Anjou, Messieurs le mareschal de Villeroy, Servient, de Lavrillère, de Guenegault, et Lionne. Monsieur du Coudray-Montpensier y fut introduit. Monsieur Le Meusnier deduisit très agréablement le sujet de leur deputation, le besoin que la France avoit de la paix, les desordres que les gens de guerre faisoient aux environs de Paris, l'entrée des Espagnols dans le cœur de la France, le peu de résistance qu'ils trouvoient dans la campagne, et que tous ces désordres procédoient de l'absence de Sa Majesté, causée par le siège qu'elle avoit entrepris de la ville de Bordeaux; que les factions se formoient dans l'Estat de tous costez; que la paix estoit nécessaire; que le Parlement les avoit députez en présence de Monsieur le duc d'Orléans et de tout ce qu'il y avoit de considérable dans l'Estat, pour y contribuer et la négocier sous le bon plaisir de Leurs Majestés.

Monsieur Bitault représenta, après que ledit sieur Le Meusnier

eut finy, que leurs intentions estoient très sincères et respectueuses pour le service du roy et le bien de l'Estat, que la clémence estoit la principale vertu des roys qui les faisoit régner par amour et affection dans le cœur de leurs peuples; que la ville de Bordeaux pouvoit bien estre réduite par les armes du roy avec le temps, mais que les cœurs de ces peuples courageux seroient toujours ennuiez de leurs servitudes, que la bonté naturelle de la reyne faisoit espérer la grace entière de cette ville en conservant l'autorité royale, qu'ils y contriburoient de leur part avec toute la fidélité qu'ils doivent à Leurs Majestés.

La reyne receut leurs respects avec beaucoup de témoignage d'amitié et leur dit les soins qu'elle avoit eu pour mettre les peuples de la ville de Bordeaux en leur devoir, que la douceur n'y avoit opéré aucun advancement, enfin qu'elle avoit esté obligée, pour ne laisser deschoir entièrement l'autorité royale, de se résoudre à la faire assiéger et battre fortement, que le fauxbourg Saint-Surin avoit esté pris d'abord, que l'armée estant à couvert et la ville battüe incessamment de vingt pièces de canon qu'elle ne doutoit point d'y entrer par la bresche et en faire la justice, qu'elle croyoit qu'ils fussent plustost venus pour ayder à la faire comme bons serviteurs du roy que non pas prier pour des rebelles qui ne méritoient aucune grace.

Fut reparty par lesdits députez avec beaucoup d'instance pour obtenir la grace de Leurs Majestés d'entendre à des propositions de paix que le temps pressoit et les momens très importans.

La reyne les remit à son conseil et arresta une conférence sur les trois heures avec Messieurs le mareschal de Villeroy, Servient, du Plessis Guenegaud.

A deux heures, Messieurs les deputez de Bordeaux eurent leur audience; leur harangue fut soubmise du commencement, demandant à la reyne la paix avec humilité; mais une paix ferme et stable non subjecte à changement et altération, comme elle avoit esté par le passé, que leur avantage estoit de voir le roy et recevoir de luy ce don du ciel tant désiré de la province qui gémissoit sous le fais des passages des gens de guerre et de toutes sortes de misères, qu'ils s'attendoient à ce bien et à ce repos dans une conjecture dudit temps présent qui conspiroit par l'entremise de tous les corps

augustes à cimenter une paix si nécessaire à l'Estat, et à eux en particulier.

La reyne leur respondit assez froidement que leur déportement ne l'obligeoit pas à penser à leur soulagement, que néanmoins l'affection qu'elle avoit pour le repos de son Estat estoit un vif motif de renvoyer leurs supplications à son conseil.

Sur les trois heures, lesdits sieurs députez entrèrent à la conférence, où après plusieurs propositions ils arrestèrent de commencer par la sursceance d'armes et actes d'hostilité, à quoy ils trouvèrent grande resistance, enfin elle fut accordée et article dressez pour six jours, à compter du vendredy 16 septembre jusques à jeudy 22 à six heures du matin, lesquels actes d'hostilité cesseroient tant par terre que sur la rivière, tant dans la ville que fauxbourgs; que pour cet effet deux ostages seroient donnés de part et d'autre, seroient garands de l'exécution et prendre garde que rien ne soit innové au préjudice de ces articles; que lesdits sieurs Le Meusnier et Bitault, députez dudit Parlement, se transporteroient à Bordeaux pour faire exécuter ponctuellement les articles pour recevoir les intentions du Parlement et de la Ville, et leur entremettre à l'accomodement, ce qu'ils feront à deux heures précisément afin d'accélérer cette affaire qui semble être en bon chemin.

Durant cette trêve, les députés de Paris ne perdirent pas un instant; ils renouvelèrent leurs instances tant auprès de la cour que des Bordelais et la firent prolonger jusqu'au 1^{er} octobre. C'était là un nouvel acheminement vers la paix. Aussi, les conférences ne discontinuèrent-elles point à Bourg; et le cardinal Mazarin, qui espérait tirer avantage du désir que les Bordelais manifestaient d'obtenir la paix, dut néanmoins se relâcher, afin de ne pas différer trop longtemps une conclusion qui lui était du reste favorable. Les députés du Parlement (1) lui ayant à nouveau déclaré qu'ils n'accep-

(1) Ces députés étaient : M^e François Artus Le Comte, conseiller du roi et président du Parlement de Bordeaux; M^{es} Sauvat de Pomiers, Pierre de Blanc, Estienne Despagnet, Jean de Marran, conseillers en ladite Cour.

teraient rien de désavantageux ou de déshonorant pour leur ville, il se décida à signer le traité, le 28 septembre (1).

Aux termes de ce traité, rédigé et signé dans le réfectoire des Récollets (2), il fut convenu que le roi pardonnerait à ses sujets de Bordeaux; que la princesse de Condé et le duc d'Enghien se retireraient à Milly et que les ducs de Bouillon et de la Rochefoucauld retourneraient chez eux et donneraient leur parole de ne plus prendre les armes contre le roi. Tout cela fut exécuté dans le plus bref délai. « Dès le 3 octobre, dit Lenet (3) dans ses *Mémoires*, la princesse partit de Bordeaux dans une galère, accompagnée des ducs de Bouillon, de la Rochefoucauld, des comtes de Coligny, de Meille, de Lorge et quantité de noblesse et d'officiers. Elle fut accompagnée sur le port de quantité de personnes de condition de tous les ordres de Bordeaux et de plus de deux mille personnes du peuple, de tout âge et de tout sexe, qui, pleurant et soupirant, faisaient des imprécations contre le cardinal et comblaient de bénédictions la princesse et le jeune prince. Elle croyait prendre terre à Lormont et passer à Coutras, où chacun avait la liberté de l'accompagner et où elle avait permission de demeurer trois jours, quand elle rencontra sur la rivière le maréchal de la Meilleraye qui allait la visiter à Bordeaux et qui, après les devoirs rendus, lui conseilla de passer à Bourg pour y voir Leurs Majestés. Elle y résista fort, mais enfin, ayant pris l'avis des ducs qui lui dirent que Son Altesse ne pouvait mieux faire pour plusieurs raisons, elle se résolut à suivre les sentiments de ce maréchal. » Un autre chroniqueur du temps (4) nous apprend qu'en abordant Leurs Majestés, la princesse, le jeune duc et tous ceux qui les accompagnaient, se mirent à genoux et demandèrent pardon. La reine leur fit bon accueil et Mazarin eut de grandes

(1) Dom Devienne, *loc. cit.*, t. I, pp. 426 et ss.

(2) La déclaration signée par le roi pour la pacification de la Guienne se trouve reproduite dans le *Livre des privilèges de Bordeaux*, p. 301.

(3) Lenet, *Mémoires*, t. II, p. 447.

(4) Monglat, *Mémoires*, 1650.

conférences avec les ducs de Bouillon et de la Rochefoucauld, qu'il retint à dîner.

Deux jours après, le roi, la reine et leur suite quittaient Bourg pour aller à Bordeaux, d'où une galère à quarante rames avait été envoyée pour porter Leurs Majestés. M. de Fontane, jurat, qui était venu au nom de sa ville complimenter le roi, s'en retourna avec lui. La flotte du capitaine Moustri faisait escorte. Avant de s'embarquer, Leurs Majestés avaient entendu la messe, à sept heures du matin, dans la chapelle des RR. PP. Récollets.

Une lettre du cardinal Mazarin à Letellier, datée du 6 octobre, va nous donner d'intéressants détails sur cette traversée :


Leurs Majestés partirent hier matin de Bourg, s'étant embarquées sur une galère que la ville de Bordeaux avoit pris soin d'envoyer avec quelques autres galiottes pour le train de Sa Majesté. Ils ne l'avoient pas seulement ornée de tapisseries dedans et dehors, mais les jurats qui l'amènèrent avoient pourvu à une collation pour Leurs Majestés, où il y eut profusion de toutes sortes de confitures. Le temps favorisa la solennité de l'action, ne s'étant jamais vu un plus beau jour ni plus serein, quoique le jour d'auparavant et celui-ci aient été fort laids et fort pluvieux. Il ne se peut certainement rien concevoir de plus magnifique ni de plus beau que l'abord de Leurs Majestés dans le port. Toute la rivière étoit couverte de voiles, que le peuple, qui étoit sur la grève et aux fenêtres, voyoit venir de deux lieues de loin. Il y avoit quarante galères ou galiottes bien armées et vingt-trois grands vaisseaux ou brulots, sans compter les petites barques, que la cour avoit pris à loué pour le transport des valets et des équipages (1).

Les grands vaisseaux étaient sous les ordres de Duquesne, cette gloire de la marine française, et, nous dit un chroniqueur, « la galère du roy estoit au milieu de ceste forest de mats,

(1) Chéruel, *Hist. de la France pendant la minorité de Louis XIV*, t. IV, p. 163.

et ses voiles, de grosse toile d'argent sous les pavillons de taffetas blanc, ne sembloient pas moins enflés d'orgueil de sa royale charge que du vent qu'elle avoit en poupe, favorisée de la marée qui la hastoit d'arriver à son port; pour lequel prévenir, la ville avoit fait avancer un pont dans l'eau, couvert de rameaux et de festons, pour aller chercher son roy au milieu des flots de la mer (1) ».

(1) *Gazette de Renaudot*, n° 154.



CHAPITRE XII

Séjour de la cour à Bourg. — M^{lle} de Montpensier. — Le figuier du roi. — Les Récollets. — Voyage du roi à Blaye. — Mazarin et Robert Chardavoine. — Embarras financiers. — Générosité du roi; son départ pour Paris.

Le séjour à Libourne avait été peu agréable pour la cour; il y faisait, nous dit M^{lle} de Montpensier dans ses Mémoires, une telle chaleur que « pour en moins sentir l'incommodité, la reine demeurait tout le jour sur son lit sans s'habiller que le soir; aussi elle ne voyait personne ». Cet isolement dans lequel se tenait la régente n'était point pour plaire à son entourage qui, moins préoccupé des événements politiques, n'aurait pas demandé mieux que d'oublier de temps en temps la Fronde et les frondeurs dans des réceptions et des divertissements. Ce fut donc avec plaisir qu'on prit la route de Bourg, dont la situation pittoresque fut fort goûtée. Il faisait « le plus beau temps du monde »; la campagne environnante, superbe de végétation, eût été, pour tous les nobles désœuvrés, un lieu charmant de promenades. Malheureusement pour eux, la reine, à Bourg comme à Libourne, ne voulut pas se laisser distraire de ses soucis et des affaires de l'État, et ne consentit pas à se promener. M^{lle} de Montpensier avoue que ce fut pour elle une grande « mortification de ne bouger de sa chambre » et que sa principale distraction consista à regarder

par sa fenêtre arriver les bateaux. Elle était logée dans le haut de la ville, probablement chez le conseiller d'Espagnet. C'était dans cette maison que s'assemblaient les députés des Parlements de Paris et de Bordeaux (1).

Leurs Majestés logeaient à la porte de Blaye. Souvent les dames de compagnie se réunissaient dans la chambre de la reine et travaillaient avec elle à des ouvrages de tapisserie (2). C'est là que furent faites, si l'on en croit la tradition, les deux belles garnitures d'autel en perles que l'on conserve au presbytère, ainsi qu'un ornement d'église aujourd'hui disparu (3).

Quand le cardinal-ministre était à Bourg, il se tenait chez les RR. PP. Récollets, dont la chapelle servait d'oratoire à la cour.

Le roi aimait beaucoup à aller chez ces religieux; souvent on le voyait se promener dans le cloître, dans les jardins, dans les cours.

On raconte qu'un jour, étant dans le jardin des bons Pères, le roi Louis XIV, qui n'avait alors que douze ans, vit une figue bien mûre, dont il eut tout naturellement grande envie; il voulut la cueillir, mais la branche étant un peu trop haute, il ne pouvait l'attraper. Un des religieux vint à passer en cet instant et, pensant être agréable au roi, le prit dans ses bras et l'éleva à la hauteur du fruit convoité. Malheureusement, un garde qui se trouvait par là, interprétant trop au pied de la lettre la loi édictée contre tous ceux qui *porteraient la main sur le roi*, se saisit du pauvre moine et l'entraîna en prison malgré ses protestations. L'affaire fut immédiatement portée devant la reine, qui rendit justice au bon religieux et lui fit ouvrir les portes du cachot.

Longtemps ce figuier fut célèbre à Bourg; chaque année, c'était à qui aurait des fruits du *figuier du roi*.

(1) M^{lle} de Montpensier, *Mémoires*. — Bernardau, *Hist. de Bordeaux*. — Archives de Bourg.

(2) Id.

(3) *Notice ou Abrégé historique de la Fondation des Récollets*, loc. cit.

C'est dans le réfectoire des Récollets que fut discutée et signée la paix du 29 septembre 1650.

Ces religieux étaient très dévoués au roi, et quand Bourg fut aux mains des Espagnols, ils n'hésitèrent pas à le déclarer hautement. Voici, en effet, ce que rapporte un chroniqueur que j'ai déjà cité (1) :

« Le roi étant sorti de Bourg, le prince de Condé s'en empara et y mit pour commandant le général espagnol don Carlos, baron de Vatteville; ce seigneur étant venu au salut dans l'église des Récollets, il voulut qu'on nommât dans l'oraison le roi Philippe d'Espagne, au lieu de Louis roi de France. Le gardien et les religieux lui répondirent hardiment qu'ils ne connaissaient pas d'autre roi que le roi de France; qu'ils cesseraient plutôt de donner la bénédiction du Saint Sacrement que de rien faire contre leur devoir; qu'ils étaient assurés que Dieu leur pardonnerait plutôt de laisser cette cérémonie, quelque pieuse qu'elle fût, que la lâcheté d'abandonner leur roi.

» Cette fermeté étonna le gouverneur. Bien loin de marquer du ressentiment contre ces religieux, il les estima et leur donna des preuves de bienveillance; il fit même bâtir dans leur église une chapelle à l'honneur de Jésus-Christ. »

Peu de jours après son arrivée à Bourg, le roi alla à Blaye voir le duc de Saint-Simon et s'entretenir avec lui de l'état de la place; parti le matin, il revint le soir même; quelques-unes seulement des personnes de sa suite l'accompagnèrent dans ce voyage (2).

(1) *Notice ou Abrégé historique de la Fondation des Récollets*, loc. cit.

(2) D'après les Archives de Blaye, cette visite aurait eu lieu le 7 août; le roi, y est-il dit, « estoit party le matin (de Bourg) ayant laissé aud. Bourg une partie de sa cour. » Or le 7 août le roi était encore à Libourne, il y a donc une erreur de date. Peut-être le rédacteur du compte rendu de cette visite a-t-il écrit, par distraction, août pour septembre. C'est ce que je suis porté à admettre. Car si le roi était allé à Blaye de Libourne, à la date fixée, son passage à Bourg et le séjour d'une partie de la cour seraient certainement mentionnés dans le registre de la Jurade de cette ville qui relate, jour par jour, les événements un peu importants intéressant la communauté, ce qui n'est pas.

Quant à Mazarin, sur qui retombait tout le poids des affaires, il ne restait point inactif, et dans ses rares moments de loisir, il aimait à causer avec Robert Chardavoine, qui était alors le maire de Bourg. Il s'entretenait avec lui des événements, mais surtout de Bordeaux et de ses environs, et des dispositions qu'il y aurait à prendre pour hâter les opérations du siège de cette ville; presque toujours les conversations avaient lieu devant une carte du Bordelais, le cardinal cherchant à parfaitement connaître la topographie de cette région. Chaque fois qu'il parlait de prendre quelque mesure rigoureuse contre la ville révoltée, Robert Chardavoine lui disait : « C'est pourtant une bien belle ville. » Un jour qu'il était plus préoccupé que jamais de ce qui se passait à Bordeaux, Mazarin, impatienté d'entendre le maire lui répéter toujours cette même phrase, jeta la carte à terre en s'écriant : « Oui, belle ville, mais vilain peuple (1) ! »

Toutes les personnes qui composaient la suite de Leurs Majestés logeaient chez les principaux habitants de la ville. N'eût été le malheur des temps, Bourg aurait eu lieu de se réjouir de posséder dans ses murs tant de grands personnages. Il y avait, en effet, indépendamment du duc d'Anjou, frère du roi, et du cardinal Mazarin, M^{me} de Motteville, l'amie de prédilection d'Anne d'Autriche, auteur de *Mémoires* où il est surtout parlé de cette reine; M^{lle} de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, célèbre aussi pour ses *Mémoires* dans lesquels elle raconte assez agréablement une foule de petites anecdotes curieuses; Hugues de Lionne, conseiller d'État, alors secrétaire de la reine-mère et qui fut plus tard ambassadeur extraordinaire en Italie, puis chargé des affaires étrangères; Servien, diplomate, conseiller d'État, intendant de Guienne et, qui plus est, académicien; Auguste de Loménie, comte de Brienne, chargé des affaires étrangères; de Marin, intendant des finances; M. de la Vrillière, premier secrétaire d'État en la province de Guienne; le duc de Villeroy, maréchal de France, gouverneur de Louis XIV, etc.

(1) Bernardau : *Histoire de Bordeaux*, pp. 464 et 465.

Comme on le voit, c'était ce qu'il y avait de plus grand et de plus illustre ; mais si ce fut pour la ville un grand honneur de posséder la cour pendant plus d'un mois, ce fut surtout une lourde charge pour elle.

Dès les premiers jours de septembre (1), les jurats furent dans l'obligation de vendre douze journaux de padouens situés à Barbe afin de faire face aux premières dépenses ; mais le produit de cette vente fut bien vite absorbé, car il n'y avait pas seulement à faire les frais qu'entraînaient les réceptions des grands personnages, il y avait en plus à entretenir douze compagnies de gardes qui ne quittèrent Bourg que le lendemain du départ du roi. Durant les années précédentes, la communauté avait eu de lourdes charges à supporter, de grands sacrifices à faire, par suite de la guerre civile, des mauvaises récoltes, des épidémies, etc., etc., de telle sorte que, Louis XIV parti, elle se trouva fort embarrassée pour solder la note à payer. A cette époque on ne connaissait pas encore, ou du moins ce n'était pas la mode d'y avoir recours, ces combinaisons financières au moyen desquelles, bien souvent aujourd'hui, on ne sauve le présent qu'en préparant la ruine de l'avenir ; il fallait donc trouver du secours quelque part. Or, les jurats ne trouvèrent rien de mieux que de s'adresser au roi, de lui demander de vouloir bien payer lui-même ses dépenses en accordant à la communauté des dégrèvements. Dans ce but, MM. Artaud et Gaston se rendirent à Bordeaux et présentèrent leur requête à M. de Marin, qui les reçut très bien et leur fit espérer des secours (2).

A la vue de son jeune monarque, la ville de Bordeaux semblait avoir oublié ses malheurs, ses ressentiments ; on cria : Vive le roi ! on donna des repas, on tira des feux d'artifice ; les divertissements calmèrent un peu les esprits ; la paix, la tranquillité, parurent désormais assurées.

Le 14 octobre, le roi partit de Bordeaux pour s'en retourner à Paris. « Il s'embarqua pour Blaye, dans une galère riche-

(1) Archives de Bourg.

(2) Regist. de la Jurade de Bourg, t. VI.

ment ornée; le duc d'Anjou, son frère, se mit dans une autre galère où tout était en bleu : les voiles, les pavillons, les cordages et les rames. Le bâtiment, qui était aussi peint en bleu en dedans et en dehors, avait été parsemé de fleurs de lis d'or; ce qui faisait un très beau coup d'œil et réjouit beaucoup le jeune prince (1). »

Louis XIV, se souvenant de l'hospitalité qui lui avait été donnée par Bourg, acquiesça à la demande que lui avait fait parvenir cette ville, et ordonna, avant de quitter Blaye, qu'une somme de douze mille livres serait déduite sur les tailles dues par les habitants de la communauté, à raison de trois mille livres par an, pour les années 1647-1648-1649-1650 (2).

Les jurats avaient eu raison d'espérer en la générosité du roi, mais ils n'en avaient point fini pour cela avec les difficultés financières.

En 1649, ils avaient été forcés d'employer une bonne partie des ressources de la ville à réparer les murs d'enceinte depuis le fossé du Mail jusqu'au château du roi (3); or, au mois de décembre 1650, ils durent s'occuper de fermer une brèche qui s'était produite dans les fortifications, du côté de la rivière et proche la porte de l'église; pour couvrir cette dépense, ils vendirent les ormeaux qui étaient au Mail, la caisse de la communauté étant absolument vide.

(1) Dom Devienne, *loc. cit.*, t. I, p. 429.

(2) Regist. de la Jurade de Bourg, t. VI.

(3) Archives de Bourg : Regist. de la Jurade, t. VI.



CHAPITRE XIII

L'Ormée. — Condé en Charente. — Bourg est livré aux Espagnols. — Combat près de Saint-André de Cubzac. — Condé à Bourg. — Liste des vaisseaux espagnols en rivière. — D'Harcourt reprend Saintes. — Démarches des Ormistes auprès de l'Angleterre. — Échec de leurs négociations.

Pour la seconde fois, la guerre de la Fronde semblait terminée. Quand le jeune roi, le 14 octobre, reprit le chemin de la capitale, on pouvait espérer que Bordeaux et la province allaient enfin pouvoir soigner et guérir les plaies faites par la guerre civile. Le peuple ne demandait que cela; malheureusement, les princes et leurs conseillers étaient animés des mêmes sentiments, des mêmes passions qu'auparavant, et, comme toujours

Les petits ont pâti des sottises des grands,

la lutte fratricide recommença bientôt plus violente que jamais.

Il y avait à Bordeaux une faction comprenant, au dire d'un de ses chefs (1), « tous les Bourdellois qui vouloient la perte du duc d'Épernon; ceux qui avoient conçu l'espérance de s'enrichir de l'argent de l'Espagne ou qui croyoient s'avancer

(1) Lenet : *Mémoires*.

en charges et dignités dans la guerre; ceux qui croyoient pêcher en eau trouble, enfin ceux qui craignoient les châtimens. Tous estoient dans le sentiment de recommencer la guerre au printemps et de n'être jamais en repos que quand Condé seroit hors de prison ».

Nous avons vu que l'emprisonnement des princes avait été le prétexte d'un soulèvement; nous allons en voir se produire un autre à l'occasion de leur mise en liberté.

Pendant que Lenet et son collaborateur Du Myrat, comme lui conseiller au Parlement, s'agitent pour avoir de l'argent et des secours étrangers, un arrêt du Parlement de Paris, rendu le 7 février 1651, force le cardinal Mazarin à quitter la France, met Condé en liberté et lui fait avoir le gouvernement de la Guienne à la place du duc d'Épernon, exilé en son château de Loches.

Dès qu'il est libre, le prince de Condé reprend ses anciennes allures tyranniques, se montre plus exigeant que jamais et se rend odieux à la reine, à la cour, et même au parti de la vieille Fronde.

Obligé de quitter Paris, il se rend tout d'abord à Saint-Maur, puis chez le duc de Longueville, et arrive enfin à Bordeaux le 22 septembre pour prendre possession de son gouvernement. Au milieu des ovations qui lui furent faites, il sut plaire à la majorité du Parlement, qui s'allia avec les chefs du parti populaire. Ce parti tenait ses réunions près du Hâ, dans un lieu planté d'ormes, d'où est venu le nom de l'*Ormée* donné à ce groupe de révoltés. Les membres du Parlement qui ne s'étaient pas ralliés formaient le parti modéré de la Fronde.

L'*Ormée*, sous la conduite de l'avocat Villars et de l'ancien boucher Duretête, devint bientôt menaçante; elle voulut surveiller les princes, le Parlement, les jurats, s'ériger en tribunal; puis elle organisa des bandes pour dominer Bordeaux (1).

(1) Pour ces événements voir les différents historiens de la ville de Bordeaux : O'Reilly, Dom Devienne, etc...

Tout cela, bien entendu, ne se fit pas sans luttes.

Quant à Condé, sentant derrière lui un parti résolu à le seconder, il ne songea plus qu'à recommencer la guerre. Il avait conclu des négociations avec le comte de Fuensaldagne, représentant de l'Espagne en Flandre, et par son entremise avait obtenu du secours. Bientôt, à la tête de troupes mercenaires réunies et équipées par les soins de Jacques de Guyonnet (1), Condé va attaquer Cognac, d'où il est vigoureusement repoussé; mais il prend sa revanche en s'emparant de Saintes.

A ces nouvelles, le comte d'Harcourt (2), à la tête des troupes royales, se replie sur La Rochelle; puis les deux armées se rencontrent à Tonnay-Charente, où le marquis de Chouppes (3), lieutenant du prince, se fait battre. Pendant ce temps, Condé va s'établir à la Bergerie, afin de surveiller le cours de la rivière. Peu après, il reprend l'offensive, se dirige sur Taillebourg et, le 24 décembre 1651, établit son quartier général à Saint-Savinien, où il séjourne quelques jours (4).

Cependant l'amirale espagnol, baron de Watteville, répondant à l'appel des princes, était entré dans la Gironde avec sa flotte et s'était établi non loin de Talmont. C'est là que Lenet vint le trouver pour conclure, le 13 janvier 1652, un traité aux termes duquel Condé faisait remise de Bourg aux Espagnols, qui demandaient un port de refuge et un point d'appui en France pour leurs opérations militaires, en retour des secours qu'ils promettaient.

La ville de Bourg s'était ralliée au prince dès qu'il était

(1) Jacques de Guyonnet, conseiller-clerc depuis 1644, puis investi de la charge de lieutenant général de la marine en la province de Guienne, agent très actif des princes.

(2) Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, né en 1601, mort en 1666, fut un des grands généraux de son temps. Dans sa lutte contre Condé, il déploya beaucoup de vigueur et d'habileté.

(3) Aymar, marquis de Chouppes, né vers 1612, était commandant général de l'artillerie lorsqu'il entra dans le parti de Condé. Après la paix de Bordeaux, il servit en Catalogne et fut fait lieutenant général du Roussillon.

(4) *Arch. hist. de Saintonge et d'Aunis*, t. XX, p. 115.

devenu gouverneur de la province; du reste, afin de mieux se l'assurer, il avait fait nommer, au mois d'août, un maire de son choix, le sieur Marias.

« MM. les maire et jurats de la ville de Bourg, écrivait-il le 5 juillet 1651, la cognoissance que j'ay du mérite du s^r Marias m'oblige de vous dire que pour me faire plaisir vous fassies choix de sa personne pour la mairie de ladite ville, à la prochaine élection que vous en ferez; sur quoy ayant donné charge au s^r Chevalier Todias de vous faire savoir plus particulièrement mon intention, je n'ajoute rien à cette lettre, sinon pour vous asseurer que je suis vostre meilleur amy.

» Louis DE BOURBON (1). »

Bientôt les Espagnols s'installèrent à Bourg et se comportèrent plus en nation qui veut assurer une conquête qu'en alliés qui, après avoir donné le secours demandé, songent à se retirer. Ils y construisirent de solides fortifications, car, dans leur plan, Bourg devait être leur centre d'action et leur quartier général. Les amis les plus dévoués des princes, comme les présidents Viole et Daffis, le conseiller Dalesmes, y vinrent souvent conférer avec de Watteville.

D'Harcourt, qui avait reçu des renforts, vint à Saint-Jean d'Angély, se disposant à attaquer l'ennemi. Mais Condé voulut devancer l'armée royale et passer en Périgord; au lieu de traverser l'Angoumois, il revint donc sur ses pas et embarqua son infanterie dans le port de la Gironde le plus rapproché, d'où elle remonta la rivière jusqu'au Bec-d'Ambès. Il vint la rejoindre, à la tête de sa cavalerie, à Saint-André de Cubzac, et pensant avoir déjoué les plans de son adversaire, il revint à Saintes, puis se dirigea sur Royan avec son infanterie, où la flotte espagnole le prit et le conduisit à Bourg, où il ne fit que passer. Il avait laissé sa cavalerie entre la Seugne et le Né, afin de couvrir l'armée et de surveiller les mouvements de l'ennemi. D'Harcourt prévenu

(1) Registres de la Jurade, t. VI.

envoya de suite le maréchal de camp Bougy (1), avec cinquante chevaux, contre ce corps de troupes et lui fit infliger une sanglante défaite.

Baltazar (2) vint alors rejoindre Condé avec quatre régiments, puis alla s'établir à Jonzac, où le prince passa quelques instants et d'où il partit pour Bourg après avoir donné ses instructions. Mais d'Harcourt, très au courant de tous ces mouvements, déployait non moins d'activité pour empêcher la réunion des différents corps de troupes de son adversaire. Le 16 janvier 1652, il attaqua une des armées de Condé, à Saint-Antoine, près de Saint-André de Cubzac, et la mit en déroute (3).

Le lendemain de cette affaire, le prince, revenant de Saintonge, entra à Bourg avec ses escadrons en bon ordre; il y fut rejoint par Conti qui, à la nouvelle de la retraite de son frère, s'était empressé d'accourir à sa rencontre. Le soir même, un souper dans la citadelle réunissait six des principaux chefs de la révolte : le prince de Condé, le prince de Conti, l'agent d'Espagne, le comte de Marsin (4), le comte de Maure et le colonel Baltazar. Les dispositions à prendre y furent discutées et, dès le lendemain, de Watteville prenait le commandement de la place de Bourg, en attendant l'arrivée de don Ozorio, qui devait en être le commandant (5).

Un vaisseau espagnol chargé d'infanterie arrivait en même

(1) Jean Révérend, marquis de Bougy, maréchal de bataille au siège de Sens, s'attacha plus tard à Mazarin, qui l'envoya en Guienne. Après la paix de Bordeaux, il alla en Catalogne avec le grade de lieutenant général.

(2) Le colonel Baltazar est l'auteur d'une *Histoire de la Guerre de Guyenne* fort estimée, réimprimée en 1876 et annotée par Ch. Barry; Bordeaux, Ch. Lefebvre, éditeur.

(3) *Arch. hist. de Saintonge et d'Aunis*, t. XX, p. 115.

(4) Jean-Ferdinand de Marchin ou Marsin, marquis de Clermont, comte de Gravelle, baron de Dunes et de Modane, seigneur de Mézières, Ramazey et autres lieux, gouverneur de Stenay, général des armées du roi; excepté de l'amnistie de 1653, il fut banni de son pays et se retira dans sa terre de Modane, où il mourut en 1673.

(5) De Cosnac : *Souvenirs du règne de Louis XIV*, t. I. — Baltazar : *Guerre de Guyenne*, pp. 21 et suivantes.

temps. A la vue des troupes étrangères, les habitants de Bourg, pris de frayeur, voulurent se sauver à Bordeaux avec leurs meubles, mais on ne leur permit point d'abandonner la ville. D'Harcourt, se trouvant dans les environs, aurait voulu forcer Condé et s'emparer de Bourg, mais n'ayant avec lui que de la cavalerie, il n'osa attaquer une place aussi bien fortifiée, il se contenta de placer son camp de façon à l'inquiéter le plus possible. Accompagné du colonel Baltazar et de son frère, le prince s'avança jusqu'à une portée de pistolet de la cavalerie ennemie, puis, cette reconnaissance faite, il disposa ses troupes si avantageusement et de telle sorte, qu'elles parurent plus nombreuses qu'elles ne l'étaient en réalité au chevalier d'Aubeterre, que d'Harcourt avait également envoyé en reconnaissance et qui fut très vigoureusement repoussé par Baltazar. Bientôt, voyant qu'il lui était impossible de tenter une attaque contre la place, d'Harcourt se retira, disant qu'il menait son armée prendre ses quartiers le long des rivières de l'Isle et de la Dordogne (1).

Quant à Condé, il resta quelques jours à Bourg afin de se reposer de son aventureuse campagne. C'est de là qu'il écrit aux jurats de Bordeaux pour leur donner avis que de tous les côtés il lui revient que Mazarin va reprendre la direction des affaires et qu'il faut, pour lutter avantageusement contre un tel adversaire, « exécuter les résolutions prises touchant les suspects, fortifier les endroicts de Bordeaux qui seront jugés nécessaires, remestre les moulins à poudre, et augmenter les troupes de quelques régiments (2) ».

Il avait, en même temps, envoyé son frère le prince de Conti à Agen, afin d'être tenu au courant de ce qui se passait dans cette contrée.

De son côté, le baron de Watteville avait mis à la disposition du prince, en plus de quelques troupes de débarquement, des forces navales assez considérables, ainsi qu'on

(1) De Cosnac, *loc. cit.* — Baltazar : *Guerre de Guyenne*, pp. 22 et suivantes, édition Lefebvre.

(2) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XXVIII, p. 8.

en pourra juger par l'énumération ci-après des vaisseaux espagnols :

« A la Pallisse: la Concorde, le Lion Rouge, l'Adam et Eve, Saint-Charles, Sainte-Barbe, deux frégates biscaynes de dix à douze canons.

» A Saint-Sébastien: Tragaleguas, San-Yago de Cristin, deux pataches à faire brusleaux.

» A Tallemont: la Gloire, Sainte-Agnès.

» A Blaye: 4 biscaynes de six à dix pièces de canon et les deux pinasses.

» A Roque: Saint-Ignace.

» Devant Bourg: Notre-Dame d'Attoche, la Conception, Saint-Salvador, la Nativité de Notre-Dame, las Virgines, Saint-Philippe, El Principe d'Orange, plus deux grands vaisseaux servant de brusleaux, l'un nommé Saint-Antoine de Naples, et l'autre Saint-Antoine de Padoue (1). »

Cependant Conti avait cru pouvoir revenir à Bourg rejoindre son frère; mais à peine était-il en route que Saint-Luc lui enlevait Moissac et qu'Agen était menacé (2). Condé le renvoya aussitôt, et alla lui-même établir son quartier général à Libourne, dont il traça les fortifications. C'est de là, dit Lenet dans ses *Mémoires*, qu'il entra en négociations et qu'il traita avec le vieux maréchal de la Force. Puis il se dirigea sur Bergerac en passant par Périgueux. Bergerac fut également fortifié aux dépens du prince par le maréchal de la Force, qui s'y était rendu avec son fils le marquis de Castelnau, commandant de cette place.

En même temps, le comte d'Harcourt détacha son infanterie et l'envoya assiéger Saintes sous la conduite de Duplessis-Bellièvre et du marquis de Montausier. Ce corps d'armée se composait, dit un chroniqueur du temps, de trois mille chevaux et de six à sept cents fantassins; il arriva sous les murs de Saintes le 6 mars 1652. La ville, commandée par le

(1) De Cosnac, *loc. cit.*, t. I, p. 319.

(2) Id., t. I, p. 319 et suiv.

sieur Chambon (1), résista tout d'abord, mais le 13 mars elle se rendit. Les troupes composant la garnison purent en sortir « avecq armes et bagage, tambour batant, mèche alumée », pour être conduites à Bourg. Mais le désordre se mit dans ces troupes, dont une partie s'enrôla dans les armées du roi (2).

Durant ces événements, et tandis que Condé, Conti et leurs lieutenants luttèrent contre les armées royales, du côté d'Agen, de Cahors, de Périgueux, ou sur la Loire, l'Ormée, imitant la Ligue et devançant les jacobins, s'organisait à Bordeaux en une société publique, ayant ses lois, ses magistrats et son armée. Les principaux membres songeaient même à établir une république modèle qui devait, disaient-ils, assurer le repos et le bonheur de la province.

Dans ce but, ils envoyèrent Cleirac en Espagne, mais ce pays ne consentit point à donner son concours pour l'exécution d'un tel projet. Puis, sentant que l'argent se faisait pour eux de plus en plus rare et qu'avant longtemps ils seraient obligés de se soumettre, leurs troupes étant presque partout repoussées, ils se tournèrent du côté de l'Angleterre, rêvant d'établir une république avec le concours de ce pays. « La résolution est prise à Bordeaux de former la république, écrivait le duc de Saint-Simon au mois de février 1653; les villes de Montauban et de La Rochelle sont du complot; l'affaire doit éclater vers la fin du mois de mars par une puissante assistance des Anglois. Un nommé Labadie, de Bourg, fait les courses pour l'ajustement du concert. Après avoir été à La Rochelle, il est à présent à Montauban, où il a un frère ministre; il y doit être jusqu'au 12 de ce mois et revenir de là à Bordeaux par Nérac. Les huguenots sont les principaux auteurs de cette trame et M. de Théobon doit estre

(1) Chambon, maréchal de bataille à l'armée de Catalogne (1646-1647), devint gouverneur de la ville de Saintes pour le prince de Condé. Rentré à Bordeaux en 1652, les Ormistes le soupçonnèrent de trahison et le firent arrêter avec dessein de le pendre. Il dut la vie à l'intervention du prince de Conti.

(2) *Arch. hist. de Saintonge et d'Aunis*, t. XI, p. 377-378. — Livre de raison de Samuel Robert.

un des chefs de la guerre pour laquelle il y a des fonds prest à Montauban (1). »

Trois des principaux ormistes : des Tranquars (2), conseiller au Parlement; Blarru (3) et Dezert, furent désignés pour se rendre auprès de Cromwell, munis d'instructions votées par tous ceux qui à Bordeaux possédaient quelque soupçon d'autorité.

Aux termes de ces instructions, les députés bordelais devaient, en arrivant à Londres, s'aboucher avec MM. de Cugnac(4) et de Barrière(5), agents du prince de Condé, « pour, avec eux, faire tous traistés, associations et alliances avec Messieurs du Parlement d'Angleterre, afin d'obtenir d'eux les secours nécessaires d'hommes, de vaisseaux et d'argent pour la manutention de Bordeaux, de la province de Guyenne et restablissement des anciens privilèges ». En échange de ces secours demandés, les députés étaient autorisés à concéder aux Anglais « un port dans la rivière de Bordeaux pour la retraite et seureté de leurs vaisseaux, comme Castillon, Royan, Talmont, Pauillac ou Arcachon, lequel ils pourroient fortifier à leurs frais, ainsi que les Espagnols avoient fait à Bourg. On pourroit même, ajoutaient les instructions, leur permettre d'assiéger et prendre Blaye, à quoy nos troupes ayderoient en tout ce qui seroit possible. Ils pourroient encore faire une descente à La Rochelle et s'en emparer. Et comme le principal mobile des affaires de l'Estat est l'interest, et que celui de l'Angleterre est de faire naistre des affaires dans la France qui puissent l'occuper par une guerre intestine, ils proposeroient sans doute si Bordeaux ne voudroit point prendre une formé de gouvernement toute nouvelle et se servir de

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VII, p. 264.

(2) René Le Queux, écuyer, sieur des Tranquars, vicomte de Servanche, mort le 8 novembre 1660 dans son château des Tranquars, près Marennes (Charente-Inférieure).

(3) Jean Blarru, bourgeois et maistre orphèvre de Bordeaux.

(4) Pierre de Caumont, marquis de Cugnac, petit-fils du maréchal de la Force.

(5) Henri de Taillefer, sieur de Barrière, gentilhomme du Bordelais.

cette occasion pour mettre ceux de la religion dans leur intérêt et affirmer l'un par l'autre leur liberté commune ».

Ainsi donc, périsse la France plutôt que l'Ormée ! Les ormistes appellent à leur secours l'Espagne, l'Angleterre, leur offrant de leur livrer des places fortes, et ne demandant pas mieux, pour faciliter l'invasion de la France, que de rallumer la guerre de religion grâce aux officiers calvinistes et aux ministres anglicans qui sont dans leurs rangs !

Par bonheur, Cromwell n'accéda point aux désirs des Bordelais et, comme dit Loret dans sa *Gazette* :

Trancas et ses associez,
Que Bordeaux avait envoyez
A Crommüel parlementaire,
N'ont fait que l'eau toute claire.
Crommüel leur a répondu :
« J'aimerais mieux être pendu
Qu'avoir secouru vos murailles !
Allez, vous êtes des canailles !
Je n'ay déjà dessus les bras
Que trop de fâcheux embarras ;
Dites librement à l'Ormée
Que je n'ay point pour eux d'armée. »

Cette démarche auprès du gouvernement anglais est des premiers jours du mois d'avril 1653. Or le 17 de ce mois, Conti et sa sœur écrivaient à Condé : « Bazas s'est encore rendu tout nouvellement, et nous n'avons plus dans le party que Bourdeaux, Libourne, Bourg, Bergerac et Sainte-Foy, Tartas et Périgueux, car nous avons depuis trois jours perdu tous les ports de la Garonne. »

« La Fronde était donc condamnée à succomber à Bordeaux, comme elle avait fait à Paris. Tout devait échouer, grâce à Dieu : l'étoile de la France et de la royauté devait l'emporter (1). »

(1) Cousin : *M^{me} de Longueville pendant la Fronde*, p. 245.

CHAPITRE XIV

Rentrée du cardinal Mazarin en France. — Vendôme et de Candalle sont mis à la tête des armées en Guienne. — Inaction de Watteville. — M. de Guron. — Les Irlandais à Bourg. — Investissement de cette place. — Lettres de de Guron et de Vendôme à Mazarin.

Le cardinal Mazarin était rentré en France au mois de décembre 1652, amenant à sa suite huit mille mercenaires commandés par d'Hocquincourt (1). Il alla directement à Poitiers rejoindre la cour, puis une fois revenu à Paris, où son entrée fut celle d'un triomphateur, il songea de suite aux dispositions qu'il était nécessaire de prendre pour réduire la Guienne.

Peu de temps auparavant, le comte d'Harcourt, croyant avoir à se plaindre du roi, avait abandonné le commandement des troupes royales qui luttaient dans le Bordelais; le plus pressé était donc de le remplacer. Mazarin mit le duc de Vendôme (2) à la tête des forces navales, donna au duc de Candalle (3) la direction des troupes de terre et nomma

(1) Charles de Mouchy, marquis d'Hocquincourt, maréchal de France.

(2) César, duc de Vendôme, pair et maréchal de France, fils aîné de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées.

(3) Louis-Charles-Gaston de Nogaret de Foix, marquis de la Valette et duc de Candalle, fils du second duc d'Épernon et de Gabrielle-Angélique légitimée de France.

le comte d'Estrades (1) lieutenant général. Les opérations militaires entrèrent alors dans une phase nouvelle:

Marsin, à la nouvelle de la défection du comte d'Harcourt, pensant qu'il n'y avait plus personne pour lui opposer une sérieuse résistance, se mit en marche vers Bourg, pour de là mettre le siège devant Blaye et s'en emparer le plus rapidement possible (2). Il appela à son aide le baron de Watteville, qui était resté jusque-là dans l'inaction. Malgré les pressantes remontrances de Marsin, l'Espagnol ne fit rien pour prêter un concours effectif au parti des princes, et il sut trouver un prétexte pour ne point bouger. Du reste, il ne répondit pas mieux aux instances de du Dognon lorsque celui-ci le pria de venir joindre ses vaisseaux aux siens pour éloigner la flotte royale de l'île d'Oléron; qui plus est, le 12 décembre, il fit voile sur Saint-Sébastien, prétextant la nécessité de faire radoubier ses vaisseaux. Après cela, il n'est point étonnant que, dans ses *Mémoires*, Lenet parle durement et avec colère de ce baron espagnol.

Se voyant réduit à ses propres forces, Marsin comprit qu'il lui fallait renoncer à ses projets; il rebroussa chemin et remonta la Garonne (3).

De leur côté, Vendôme et Candalle, unissant leurs efforts et combinant des opérations dont Bordeaux était l'objectif, s'étaient mis sans retard en campagne.

De Candalle et d'Estrades, après s'être emparés de différentes places, pénétrèrent dans l'Entre-deux-Mers et songent bientôt à venir prendre Bourg, où une résistance opiniâtre semble être parfaitement organisée.

Pendant ce temps, la flotte du duc de Vendôme faisait voile vers la Gironde, malgré les tempêtes qui ralentissaient considérablement sa marche, et chassait devant elle les bâtiments espagnols et bordelais (4). Quant au duc, avançant

(1) Godefroy, comte d'Estrades, mestre de camp du régiment de Candalle, puis lieutenant général, devint maire perpétuel de Bordeaux.

(2) Baltazar : *Hist. de la Guerre de Guyenne*, p. 76.

(3) Id., p. 77.

(4) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VII, p. 275.

l'arrivée de ses vaisseaux, il se rendit par terre dans le Blayais pour aider au siège projeté. L'un de ses premiers soins en arrivant fut de faire brûler un navire flamand qui était devant Bourg, ainsi qu'une espèce de gabare venant de Saint-Sébastien, et apportant de l'argent et des munitions aux Espagnols (1).

La place de Bourg était alors commandée par don José Ozorio et comptait un nombre assez considérable de défenseurs ; indépendamment des milices que les princes y avaient mises et des Espagnols débarqués par de Watteville, il y avait un certain nombre d'Irlandais entretenus par l'Espagne, mais profondément catholiques et royalistes ; aussi ne prêtaient-ils main forte qu'à contre-cœur à des calvinistes et à des gens qui rêvaient d'organiser une république. Plus d'une fois ils s'insurgèrent et créèrent de sérieux embarras aux chefs de la ville.

Il y avait à Blaye, à côté du duc de Saint-Simon, gouverneur de cette place, M^{sr} de Guron, évêque nommé de Tulle (2), tout dévoué au cardinal Mazarin et qui lui adressait de fréquentes lettres pour le tenir au courant de tout ce qui se passait. Du reste, il n'était venu que pour cela et avait été accrédité comme agent secret auprès du duc de Vendôme. C'est ainsi que le 4 février 1653 (3), il lui annonce qu'une compagnie de ces Irlandais est sortie de Bourg et qu'il a des intelligences dans la place pour en faire sortir six cents autres. Peu de jours après, il lui fait part de l'arrivée devant Bourg de six frégates espagnoles qui ont débarqué douze cent trois hommes et d'une autre frégate à La Teste de Buch qui a mis à terre cinq cents hommes (4).

Vendôme, de son côté, entretient également une active correspondance avec le ministre ; aussi allons-nous faire de larges emprunts aux lettres de ces deux personnages : ce sera, croyons-nous, le meilleur moyen de bien faire connaître les

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. II, p. 88.

(2) Louis de Guron de Rechine-Voisin, sacré à Bordeaux le 1^{er} nov. 1653.

(3) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VII, p. 263.

(4) *Id.*, t. VII, p. 269.

différentes circonstances de l'investissement et de la capitulation de Bourg.

Le 25 février, Vendôme écrit à Mazarin qu'enfin une partie de la flotte vient d'entrer en rivière et a chassé devant elle les bâtiments espagnols et bordelais, qu'il est dès maintenant maître de la rivière et qu'avant peu il le sera de Bourdeaux si les secours qui lui sont promis de Toulon arrivent promptement (1).

« Nous mettons le régiment de Montausier dans trois châteaux du costé de Bourg, écrit de Guron le 13 mars (2), et nous avons fait monter deux frégates et une galère au dessus du costé de Quensac, pour fermer toutes les avenues de mer et de terre. On leur a fait passer du costé de Bourdeaux, par l'Entre-deux-Mers, cinquante charrettes de pain, ce qui n'arrivera plus. J'ay envoyé un religieux irlandois récollet, auquel j'ay donné un habit de séculier avec l'espée et la bote, pour cabaler avec les Irlandois, lequel me rendra réponse demain. C'est afin qu'ils nous livrent la ville qu'ils gardent ou bien qu'ils fassent sédition. Je n'espargneray rien, Monseigneur, pour faire réussir ce dessein. »

Le 17 du même mois, il écrit encore :

« Bourg est investi par terre et par mer tellement qu'il ne peut plus y entrer quoi que ce soit (3), ce qui m'a obligé de faire fournir du pain au régiment de Montausier, duquel seul nous nous servons. Marchin, ayant vu la disposition de nos quartiers d'hiver, a creu qu'on vouloit assiéger Libourne, où il fait venir une partie des Irlandois. Nous en ferons les grimaces pour réussir au dessein de Bourg et celui de Bourdeaux. On nous veut assurer qu'il n'y a que pour trois semaines de vivres dans Bourg. Marchin se veut mettre en estat, à ce qu'on nous mande, d'empescher nos quartiers; on y mettra ordre. »

Vendôme, ne voyant pas arriver les renforts promis et ne

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VII, p. 275.

(2) *Id.*, t. VII, p. 279.

(3) *Id.*, t. VII, p. 283.

recevant aucun ordre, s'impatiente et écrit, le 20 mars, au cardinal pour se plaindre (1) : « Une chose est constente, dit-il, que le siège et la prise de Bourg achevoit tout en cette province et ostoit aux Espagnols la pensée de revenir en rivière ny de venir secourir Bourdeaux. Pour ne m'envoier ni cavalerie, ni officiers d'artillerie, les Espagnols par mer viendront, et alors il sera non seulement impossible d'assiéger Bourg, mais même de tenir la rivière. »

Le même jour, de Guron écrit (2) : « Depuis que nous avons mis le régiment de Montausier dans les trois chasteaux devant Bourg, la garnison ne sort plus, et il n'y entre plus rien. La nuit de mardi au mercredi, il en sortit six Espagnols qui nous rapportent qu'ils sont au biscuit, que la misère est grande et qu'il y a une grande méfiance des Irlandois que nous fomentons. Depuis que la frégate et la galère est au dessus de Bourg, ceux du dedans ont fait brûler les maisons qui sont au port par appréhension soit de surprise ou de siège. Marchin, étant à Libourne et voiant nos quartiers le long de la Dronne, avoit fait passer la rivière à trois cents chevaux à la Roche-Chalais, auparavant que le régiment de la Meilleraye eut pris son poste. Ce passage ne leur a servi de quoi que ce soit. S'il plaisoit à V. E. d'envoier de la cavalerie à M. de Vendosme, Marchin n'oseroit faire ces tentatives. »

Les manœuvres de de Guron semblent avoir produit quelque effet, car, peu de jours après, Vendôme prévient Mazarin qu'à Bourg on vient de pendre « trois Espagnols naturels et deux Irlandois qui avoient dessein de révolter la garnison ». Dans une autre lettre, il déclare qu'il lui est impossible de prendre Bourg si on ne lui donne pas des secours en artillerie et cavalerie (3).

Le 28 mars, de Guron écrit (4) : « Quoique Bourg ne soit qu'investi, néanmoins il est pressé, car on ne donne plus que demi-ration et nous avons une lettre interceptée de don José

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VII, p. 284.

(2) *Id.*, t. VII, p. 293.

(3) *Id.*, t. VII, p. 317, et t. VIII, p. 435.

(4) *Id.*, t. VII, p. 311.

Ozorio qui presse fort un convoi. S'ils l'entreprennent avec leur cavalerie, nous aurons de la peine à l'empescher; néanmoins, comme c'est un païs de bois, nous ferons marcher l'infanterie aussitôt que nous en aurons advis. »

Dans une lettre qu'il écrit le 17 mai aux échevins de Bayonne, Vendôme, parlant des opérations du siège, dit : « Ceux qui sont dans Bourg ont aujourd'huy faict une sortie avec dessein de brusler et d'enlever les soldats d'un de nos quartiers; mais ils ont trouvé ceux qu'ils ont attaquez en si bon estat et si bien en deffense, que l'officier qui commandoit l'attaque y a esté tué avec plusieurs soldatz, d'autres blessez et faicts prisonniers; le reste s'est sauvé fort en desrouté (1). »

Le 7 juin, de Guron écrit encore (2): « Comme Bourg approche de l'extrémité et qu'il y a grand désordre entre les Irlandois et les Espagnols, parce que les premiers veulent sortir, M. de Vendosme est résolu de le faire attaquer par M. d'Estrades, d'autant plus que les advis portent que les ennemis n'ont que cette place ou La Teste pour secourir Bordeaux; et je crois que, cette place prise, il n'y a rien à craindre pour le secours, car il seroit fort aisé à M. de Candalle de prendre La Teste, et estant maistre de l'Entre-deux-Mers comme nous sommes, comme de la rivière par l'armée navale, nos forts et Lormont, le dégast fait de tous costés, il faut que Bordeaux tombe. »

A ce moment le bruit courait que l'Espagne réunissait à Saint-Sébastien une flotte considérable pour tenter une descente en France, et la cour se préoccupait vivement de cette attaque éventuelle. Mazarin en entretenait souvent le duc de Vendôme dans sa correspondance et lui faisait part de ses craintes et des mesures de prudence qu'il y avait lieu de prendre. De son côté, Vendôme, désireux d'être renseigné aussi exactement que possible sur ce qui se passait à Saint-Sébastien, échangeait des lettres avec le maire et les échevins de la ville de Bayonne; aussi pouvait-il écrire le 6 juin au

(1) A. Communay : *L'Ormée à Bordeaux, d'après le Journal de J. de Filhot*, p. 215.

(2) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VIII, p. 443.

ministre : « Les avis d'Espagne, de Passage, de Bayonne et des païs voisins de mon employ me viennent si précisément que j'en profiteray, et j'ose dire à V. E. que je les scay devant qu'ils lui arrivent. Autrement, je n'en saurois profiter et je n'épargne rien pour être bien adverty et pour faire le possible (1). » Quelques jours plus tard, il écrit du camp devant Bourg aux maire et échevins de Bayonne : « L'ordinaire de Bordeaux qui vient d'arriver ne m'a point apporté de vos lettres. Cela me donne quelque inquiétude parce que les ennemis publient que l'armée navale d'Espagne doit, de moment à autre, entrer en rivière, et cependant je n'ay point de vos nouvelles. Je m'assure que vous ne nous laisserez pas surprendre et que vous nous tiendrez précisément averti de leur venue. Nostre siège s'avance et nous sommes au troisième jour d'ouverture de tranchée ; nous serons ce soir ou demain attachez au bastion et nos batteries sont dressées en un lieu très avantageux. Il n'y a pas eu huict hommes de tuez et le malheur a voulu que M. le baron de Montesson, maréchal de camp, ait esté du nombre. Le vaisseau *le Soleil* se rendit hier soubz le pavillon. C'est un nouveau renfort pour notre armée, qui est certainement en très bon estat (2). »

Du reste, pour être bien sûr de pouvoir arrêter la flotte espagnole si elle voulait remonter la rivière et porter secours à Bordeaux, il avait fait construire, dans l'île Cazaux, un fort auquel il avait donné le nom de fort César (3), et dont Chavagnac avait le commandement.

Le 21 juin, Vendôme est au port de Vitescale et de là il écrit au ministre (4) :

« J'estois prest à vous depescher un courier exprès pour vous dire comme il m'est venu deux cens Irlandois de la garnison de Libourne qu'on avoit destinés, avecque les regimens de cavalerie de Larbousse et de la Roque, à faire tenter un secours de Bourg pour escorter un convoy ; que

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VIII, p. 435.

(2) A. Communay, *loc. cit.*, p. 222.

(3) Baltazar : *Hist. de la Guerre de Guyenne*, p. 180.

(4) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VIII, p. 453.

Gabaret avec la Lune, la Beaufort, frégate, le Saint-François et la Saint-Patris avecque quatre brulotz envoyez pour croiser la mer ont rencontré quatre frégates espagnoles ; trois feurent prises, la quatrième se sauva à la voile. Hier, M. d'Estrades avecque M. de Saintes (1) veinrent au camp, et aujourd'hui ils vont au fort Médoc et à Lormont, et lundy sans faute M. d'Estrades viendra au camp devant Bourg prendre son quartier. Sy nous pouvons, ainsy que j'espère, nous aurons tout à fait remédié au secours de Bordeaux par Bourg. Cependant j'ay mis l'avant-garde de l'armée navale postée soubz Casau pour empescher que les Espagnols ne puissent secourir Bourg. Sy l'armée navale espagnole vient tout ensemble, cette avant-garde se retirera au corps de l'armée ; s'ils viennent ainsy par esquades, ils seront combattus, pouvant asseurer V. E. que l'on est autant préparé que il se peut pour recevoir l'armée navale ennemie avecque une armée telle que celle du Roy et qu'on y ait fait certainement l'impossible ; les longueurs de M. de Candalle nous ayant empeschez de travailler dans l'Entre-deux-Mers que depuis le 9 de ce mois, je puis asseurer V. E., d'y avoir fait faire depuis ce temps-là un logement pour quatre cents hommes et une batterie de vingt canons et une autre de six à Lormont, et dès que les regimens de Montausier et de Vendosme seront dans ce quartier, nous pousserons le siège de Bourg, de façon que Dieu aydant, nous aurons la gloire, M. d'Estrades et moy, de chasser les Espagnols de France. »

Le 28, de Guron annonce que Vendôme et de Candalle vont attaquer Bourg, où il n'y a plus que cinq cents hommes de garnison, divisés et réduits à la chair de cheval : « Point de nouvelles de l'arrivée prochaine de l'armée navale espagnole en rivière... La tranchée de Bourg s'ouvrira ce soir (2). »

(1) M^{gr} Louis de Bassompierre, évêque de Saintes et fils du maréchal de France de ce nom.

(2) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VIII, p. 468.

CHAPITRE XV

Siège de Bourg. — Capitulation et mort d'Ozorio. — Traité de paix. — Arrestation du maire de Bourg. — Nouvelles élections. — M. de Montesson gouverneur.

Dans les derniers jours du mois de juin 1653, la place de Bourg est entièrement investie : de toutes parts elle est cernée par les troupes royales ; de Candalle et Vendôme sont là, prêts à commander l'attaque.

Je laisse encore au duc et à son agent secret le soin de nous retracer les diverses péripéties de ce siège.

A peine est-il arrivé au camp qui est devant Bourg que Vendôme écrit à Mazarin (1) : « Depuis que le chevalier de Mun est arrivé auprès de Votre Eminence, les choses ont changé de face. M. le duc de Candalle voulut venir dîner icy chez moy, de mesme qu'auparavant je l'avois esté voir chez luy. Nous tinmes un grand conseil de guerre, et examinant toutes choses, il y feut jugé à propos que je ferois le plus diligemment que je pourrois le siège de Bourg, et que luy prendroit trois quartiers depuis un des bords de la Garonne jusqu'à l'autre, enfermant tout Bordeaux par trois quartiers qui empescheroient absolument que rien ne sortit de Bordeaux ny entrat ; quand mesme ils débarqueroient quelques

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. VIII, p. 469.

gens à Teste de Buch, le principal pour le présent estant de faire le dégast des seigles et froments autour de Bourdeaux. Sur cette résolution, M^{gr} l'évêque de Saintes ayant mené à Blaye M. de Candalle coucher, parce qu'il se trouvoit un peu de fièvre, le lendemain je l'alay joindre comme il s'en aloit de Blaye à son quartier, et luy proposay, à cause du peu d'infanterie que j'avois, qu'il me prestat mille hommes pour faire une troisième attaque à Bourg affin de mettre cette affaire à fin au plustôt, M. d'Estrades et tous les officiers demeurant d'accord que par ce moyen la place ne pouvoit durer que fort peu. Lors, M. de Candalle offrit d'y passer lui-même et faire une attaque. J'en feus ravy, et de partager avecque luy toutes choses, vivant comme avec un de mes enfants; cejourd'hui la tranchée s'ouvrira. Ses troupes sont passées et postées, et sa personne vient aujourd'huy loger au petit Tayac pour y estre à ce soir; quoique ny luy ny moy n'ayons nuls officiers d'artillerie, nous ne laisserons pas de faire de nostre mieux, de quoi V. E. sera advertie, et par expres s'il y echet.

» Cependant j'estime qu'en fesant le siège nous remédions aux très prudentes recommandations portées dans la lettre de V. E. du 10, et que sy nous prenons cette place, comme je l'espère, vous pourrez assurer le Roy d'estre mestre de Bourdeaux dans peu. Que sy V. E. eust approuvé ce siège lorsque je le luy proposay par M. de Bréval, les Espagnols n'auroient jamais eu pensée de secourir Bourdeaux. Pour les Anglois, Bourg pris et l'armée postée soubz les forts et bateries, certainement ils ne nous feront pas grand mal, pourvu que l'armée navale du Roy soit renforcée des vaisseaux qui sont en levant et qui ont secouru Roses. Cependant je ne doute pas qu'il ne soit de la prudence de V. E. et de ses grandes lumières d'empescher toujours l'accomodement des Hollandois avec les Anglois, et de s'apuiier des premiers sy les derniers préfèrent l'amitié des rebelles bourdelois à celle de la France, puisqu'il est certain que quoyqu'ils ayent été battus, ils sont néanmoins assez forts pour tenir les Anglois en bride de n'oser de sy loing abandonner la Manche ny leurs costes. Cependant tous les officiers des deux armées me font cette grâce d'avouer qu'ils

n'avoient jamais compris la conséquence et l'importance de la prise de Bourg comme à présent. L'on y va travailler de la bonne manière et très fortement et sy fort que cela sera faict. M. le duc de Candalle retournera en Médoc et moy droict à Libourne avec M. d'Estrades, pendant que M. de Cominges qui est à Lormont fait le dégast du costé de l'Entre-deux-Mers... Je puis dire que Bourg pris, l'armée navale ne pouvant être affamée dans ses postes avantageux, il sera impossible que l'on la puisse combattre qu'avecque des incommodités horribles. »

Comme on le voit, la situation de Bourg était des plus critiques. Cernée de tous les côtés, n'ayant pour se défendre que des soldats divisés entre eux et ne cherchant qu'une occasion pour se mutiner, cette place devait fatalement succomber à bref délai. Les chefs de l'Ormée ne se faisaient aucune illusion à cet égard, et avaient les plus vives appréhensions sur l'issue de la lutte qu'ils soutenaient contre les armées du roi; ils n'entrevoyaient de chance de salut que dans une intervention étrangère, et l'Angleterre, comme l'Espagne, semblait résolue à les abandonner à leurs seules ressources. Une fois encore, le 1^{er} juillet, Conti, Marchin et Lenet écrivirent au marquis de Sainte-Croix, à don Diego de Cardena, au baron de Watteville et aux autres officiers espagnols qui se trouvaient à Saint-Sébastien, pour les supplier de venir à leur secours, Bourg étant à la dernière extrémité, ainsi que Bordeaux et tout le parti (1). Démarches inutiles.

Un document du 2 juillet nous donne d'intéressants détails sur la situation des deux villes (2) : « Bourg est fort pressé, y lisons-nous, la tranchée feust ouverte dimanche, la nuit, par trois endroits et portée fort prosche des bastions. Ce qui en facilita le travail feust une fausse attaque que nous fismes du côté de la mer, qui feust cause que tous ceux du dedans quittèrent les postes de terre pour aller à celuy de

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XV, p. 325.

(2) *Id.*, t. VIII, p. 473.

l'eau, où nous avons perdu deux officiers seulement. Nos généraux font merveilles. M. de Vendosme, malgré tout son monde, a esté dans la tranchée, où il a essuié beaucoup de mousquetades sans estre blessé. M. de Candalle pousse la sienne vigoureusement, et M. d'Estrades a avancé celle qu'il a ouverte jusques à cent pas du bastion. Dans samedi, j'espère que Bourg est à nous. Don Ozorio y est dans le dernier embarras. Il n'est point mestre des Hirlandois. Samedi dernier, un enseigne et quatre soldats se sauvèrent après avoir jetté en bas du haut des murailles un sentinelle espagnol, qu'on leur avoit donné pour les observer. Lundy qui feust hier quarante Hirlandois vouloient se sauver, mais il n'y en eust que huit qui peurent sortir et se sont veneus rendre dans nostre camps. »

De son côté Bordeaux crie : « Du pain, ou la paix ! »

Deux jours après, Vendôme écrit enfin à Mazarin que la prise de Bourg est un fait accompli. « Tout l'honneur des opérations, dit-il, doit en revenir à M. d'Estrades (1). » Il fait également l'éloge du comte de Montesson dont le frère vient d'être tué, et demande pour lui le gouvernement de la ville prise.

L'armée royale n'avait point trouvé la résistance à laquelle elle s'attendait. Ozorio, n'ayant probablement qu'une très médiocre confiance en la garnison au sein de laquelle fomentait perpétuellement quelque sédition, ne voyant point apparaître sur la rivière les vaisseaux espagnols, crut préférable de ne pas prolonger la lutte et capitula le 4 juillet.

Il se retira aussitôt à Saint-Sébastien, où il eut la tête tranchée pour s'être rendu après une résistance jugée insuffisante.

La capitulation de Bourg et la marche rapide de la flotte royale vers Lormont causèrent à Bordeaux la plus grande agitation. Tandis que les uns parcouraient les rues en criant : « Vivent le roi et la paix ! » d'autres couraient aux armes ; les jeunes gens s'emparaient de l'hôtel de la Bourse,

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XV, p. 331.

où l'Ormée tenait ses réunions, et Conti, tranquillement installé à l'Hôtel de Ville, négociait avec la cour. Bientôt Gourville (1), l'actif et adroit fondé de pouvoirs du cardinal, trouve moyen d'entrer dans la place. Les amis du prince de Condé, reconnaissant enfin qu'il leur est impossible de continuer plus longtemps la lutte, consentent à entrer en pourparlers. Les négociations furent rapidement menées et à la fin de juillet le traité de paix était signé.

Le 2 août, tandis que Conti quittait Bordeaux avec sa domesticité, ses bagages et son conseiller Villars, la princesse de Condé prenait la route de Blanquefort et de Lesparre, et la duchesse de Longueville s'en allait à Plassac.

Le lendemain, les ducs de Vendôme et de Candalle faisaient leur entrée triomphale dans Bordeaux.

Le traité de paix portait (2), entre autres choses, une amnistie générale, à l'exclusion des principaux meneurs : Villars, Duretête, Trancars, Blarru et Dezert. Le prince de Conti obtint la grâce de Villars, Duretête fut condamné à mort et exécuté, les trois autres se sauvèrent en Angleterre.

L'année suivante, quelques ormistes réfugiés à l'étranger voulurent revenir en Guienne et tenter un coup de main contre Bordeaux, mais leur complot fut déjoué.

« Ainsi finit la Fronde à Bordeaux, a écrit M. Cousin (3); ses destins étaient accomplis sans retour, et, quelques mois à peine écoulés, il n'en restait plus qu'un souvenir pénible dans la mémoire des honnêtes gens, et une date funeste dans notre histoire. »

Mais revenons à Bourg.

(1) Jean Hérault, sieur de Gourville, né à la Rochefoucauld le 11 juillet 1625, mort à Paris en 1703; a laissé des *Mémoires* auxquels nous renvoyons pour tout ce qui concerne la mission de ce personnage à Bordeaux. Voir aussi sur ces événements les *Mémoires* du R. P. Berthod, qui a joué, comme on sait, un rôle fort curieux, et le *Journal de Filhot*, publié par A. Communay; Bordeaux, Feret et fils, 1887.

(2) Pour ce traité comme pour tout ce qui se passa à Bordeaux, voir les différents historiens de cette ville : O'Reilly, Dom Devienne, etc.....

(3) Cousin : *Madame de Longueville pendant la Fronde*, p. 367.

Une fois maître de cette place, le premier soin du duc de Vendôme fut de faire arrêter le maire, Marias, qui par ses menées et ses discours avait puissamment aidé le parti des princes; il se montrait, dit le duc, « plus Espagnol que les Espagnols mesmes, et mérite le dernier châtiment » (1).

Le sieur Artaud fut élu maire à sa place.

Voici l'ordonnance envoyée à Bourg par le duc au sujet de cette élection (2) :

« Il est ordonné aux bourgeois et habitants de la ville de Bourg de procéder à la nomination des maire, jurats, procureur sindicq et clerc de ville et de faire prêter le serment en la manière acoustumée, scavoir aux sieurs Artaud pour maire, Treuille et Charles de Bonnefon pour premiers jurats, Charles Gaston pour procureur sindicq et Charles Vauzele pour le clerc de ville. Le tout sans préjudice des droits et privilèges d'icelle. Fait à Bourdeaux le 15^e jour d'aoust 1653.

» Signé : Cesar DE VANDOSME. »

Quelques Récollets ayant également manifesté des sentiments peu hostiles envers les Frondeurs, il renvoya tous les Pères du couvent et en fit venir d'autres dont les opinions lui étaient connues. Enfin il fit faire quelques réparations urgentes aux fortifications (3).

Le duc de Saint-Simon écrivit à Paris pour demander le gouvernement de Bourg en récompense des services qu'il avait rendus à la cause du roi durant la guerre; mais sur les instances du duc de Vendôme, M. de Montesson lui fut préféré, ce qui lui fut fort sensible (4).

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XV, p. 336.

(2) *Arch. de Bourg, Regist. de la Jurade*, t. VI.

(3) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XV, p. 336.

(4) *Id.*, t. XV, p. 366.



CHAPITRE XVI

Jean de Labadie (1).

A cette époque, la ville de Bourg n'eut pas seulement à souffrir des troubles, des horreurs de la guerre civile, de l'occupation étrangère, des sièges, mais elle connut encore l'agitation des esprits surexcités et des consciences troublées par des erreurs religieuses. Les discussions calvinistes, les querelles des molinistes, des jansénistes et autres, eurent un douloureux retentissement jusqu'en cette petite ville, dont un des enfants s'acquit, en cet ordre de choses, une célébrité d'assez mauvais aloi.

Indépendamment de l'intérêt historique que peut offrir la biographie de ce personnage, il s'en dégage une leçon qu'il est toujours bon de rappeler et de méditer; on y voit, en effet, ce que devient un esprit bien doué, lorsque, se laissant dominer par l'orgueil et les passions, il rejette le joug tutélaire du dogme et de la morale.

Pour ces différents motifs, il m'a semblé que quelques pages consacrées au fils du lieutenant du gouverneur de Bourg devaient trouver place ici.

(1) *Labadie et le Carmel de la Gravelle*, par Ant. de Lantenay; — les dictionnaires de Moreri et de Feller; — *la France protestante*; — Voltaire: *le Siècle de Louis XIV*.

Charles-Jean de Labadie, écuyer, lieutenant du gouverneur de Bourg, dont nous avons signalé les exploits guerriers, se maria avec M^{lle} Marie de Coybo, au mois de février 1599. De cette union naquirent sept enfants; le dernier est celui dont nous allons nous occuper.

Jean de Labadie vint au monde le 13 février 1610; sa naissance fut accueillie avec bonheur par ses parents. Son père, maire de Bourg cette année-là, voulut associer toute la ville à sa joie. Durant huit jours, il ouvrit les salons de la citadelle et donna à ses concitoyens, à ses amis et même à des invités étrangers, des banquets et des fêtes.

Lorsqu'il eut atteint sa septième année, on mit Jean à Bordeaux chez les Jésuites pour lui faire faire ses études. Dès les premiers jours, il se montra élève intelligent et studieux, ayant un attrait tout particulier pour les exercices de piété, et de bonne heure manifesta le désir de se faire prêtre.

Tonsuré en 1622, Jean déclara à sa famille qu'il voulait entrer dans la congrégation où il était élevé. Son père s'y opposa, et dans l'espoir de modifier un peu ses idées, il le fit sortir de chez les Jésuites et le mit au collège de Guienne. Mais son père étant venu à mourir en 1625, il retourna chez ses anciens maîtres, et trois ans plus tard fit ses vœux simples.

Doué d'une intelligence vive, ardente, mais chétif de corps, d'une santé excessivement délicate, il se grisa de ses succès scolaires et devint bientôt d'une exaltation fort grande. Se croyant destiné à jouer dans le monde un rôle extraordinaire, il acceptait assez mal les conseils de ses supérieurs. On raconte qu'un jour, au collège de Bordeaux, relevant d'une longue et dangereuse maladie, il conduisit son médecin dans la chapelle, monta les degrés de l'autel et dit : « Mon cher, je vous ay celé jusques à présent un secret de la dernière importance que je vais vous révéler : je suis envoyé de Dieu pour convertir le monde. J'ay ordre de sa part de choisir des apôtres pour m'aider dans un si grand dessein; vous êtes le premier que je choisis. » L'air et le ton avec lesquels il prononça ces paroles firent une telle impression sur le pauvre médecin qu'il en devint fou.

Les Jésuites, tout naturellement, ne voulurent point accepter dans leur ordre un tel sujet, qui, se croyant au dessus de tous, rejetait avis, conseils et règlements. Il sortit donc de chez eux au mois d'avril 1639 et vint à Bourg pour y soigner sa santé et sa mère alors malade. A ce moment, vivait aux environs de Bourg une villageoise, d'une piété aussi exagérée que mal entendue, qui disait avoir des visions dans lesquelles Dieu lui faisait connaître que, l'esprit faux et hypocrite régnant depuis trop longtemps dans le monde, il allait le renouveler.

Jean de Labadie voulut entrer en relation avec cette vieille dévote; à cet effet, il envoya vers elle son frère et un avocat; elle leur dit que Dieu voulant renouveler le monde, Jean de Labadie devait être le Jean préparant les voies à Jésus-Christ. Comme bien on pense, cette réponse n'était pas de nature à calmer notre homme; il en prit prétexte, au contraire, pour affirmer plus que jamais la grandeur de sa mission.

Au mois de juillet de la même année, il partit pour Paris et voulut entrer à l'Oratoire; mais là on vit de suite à qui l'on avait affaire et on ne voulut point l'admettre.

Il se mit alors à prêcher; sa parole ne manquant ni de facilité, ni d'éloquence, il obtint des succès, notamment à Saint-Nicolas du Chardonnet. L'évêque d'Amiens, Mgr François Le Fèvre de Caumartin, alla l'entendre à Saint-Séverin, fut séduit par sa manière de parler et l'attira à Amiens. Il prêcha dans cette ville l'Avent de 1639 et le Carême de 1640.

Lorsque la cour se rendit au siège d'Arras, elle s'arrêta à Amiens, et Messieurs du chapitre, ayant une affaire à traiter avec le cardinal de Richelieu, choisirent de Labadie et deux chanoines pour députés. Le cardinal lui fit bon accueil, lui accorda ce qu'il demandait et l'invita à prêcher le lendemain, jour de la Visitation de la Vierge, ce qu'il fit. En descendant de chaire, il reçut les félicitations du ministre pour la façon dont il avait parlé; aussi disait-il, peu de jours après, que depuis longtemps il savait que Dieu avait donné à Richelieu puissance en terre, et qu'il ne croyait pas que, depuis les premiers Césars, il y eût un homme qui en eût reçu une pareille, ni que le monde eût vu un aussi grand politique.

Jugement qui diffère complètement de celui qu'il portait un peu auparavant et dans lequel il disait que ce même Richelieu était un antéchrist.

Un mot aimable du tout puissant ministre avait, comme on voit, modifié le sens des *visions*.

Enhardi par ses succès, de Labadie se mit bientôt à parler de sa mission dans le monde et à critiquer tous les confesseurs et directeurs d'Amiens, si bien qu'une partie de la population de cette ville se souleva contre lui et que l'évêque, comprenant enfin quel était cet homme, le renvoya de son diocèse.

Au mois d'août 1644, il revint à Paris et séjourna quelques mois à Port-Royal. Ayant fait connaissance de M^{gr} Litolphi Maroni, évêque de Bazas, il se rendit en cette ville, où il se fit appeler M. de Saint-Nicolas.

Au mois de novembre de la même année, il se rendit à Bourg et prêcha dans l'église Saint-Giron. Les idées qu'il développa en chaire soulevèrent contre lui une vraie tempête. L'archevêque de Bordeaux, voulant savoir à quoi s'en tenir, chargea Antoine Fornier, son promoteur, d'informer sur les faits. A sa requête, Jean Darmays, docteur en théologie, prêtre, vicaire perpétuel de Saint-Giron et vicaire forain de l'archevêché de Bordeaux, cita trois témoins dont les dépositions confirmèrent en partie les articles de l'accusation.

Il protesta contre l'accusation et chercha à justifier ses propositions jugées erronées, mais sa justification était moins que concluante.

Après cela, l'évêque de Bazas ne voulant pas le recevoir, il va à Toulouse, où l'archevêque le frappe bientôt d'interdiction.

Il se dirige alors vers le Carmel de la Graville, près Bazas, et y arrive au mois de novembre 1649. Séduits par ses manières, par ses paroles, les solitaires de la Graville le prirent pour un saint; il sut leur en imposer à tel point qu'il ne tarda pas à donner libre carrière à son imagination. Abusant de la naïveté et de la crédulité de ces pauvres moines, il parvint à leur persuader que le jugement dernier allait arriver

infailliblement en 1666, qu'il se ferait en France et qu'il était le prophète destiné à préparer les voies du Seigneur.

Pour mieux les convaincre, il chercha à frapper leur imagination par de prétendus miracles. Au moyen d'une ridicule et grotesque supercherie, il singea un jour le miracle des noces de Cana. Il parlait sans cesse de ses visions, de ses entretiens avec la Sainte Vierge, parodiait toutes les cérémonies. Pendant longtemps, il se fit suivre d'un agneau, puis, un beau jour de Jeudi saint, le tua et le fit manger à ces pauvres religieux. Pendant les offices, il faisait chanter des cantiques de sa composition, quelquefois même il faisait danser devant le Saint Sacrement et lui-même marquait la cadence.

Entre temps, il débitait des vers où Jésus-Christ lui adressait des paroles; en voici un échantillon :

Jean, mon fils, à mon nom fidèle,
Enfin moy-mesme te révèle
Les grands desseins que j'ay sur toi.
Ecoute les mots de ma bouche,
Et pour savoir ce qui te touche,
N'aye plus d'oracle que moy.

Va donc sur la terre et sur l'onde
Me représenter dans le monde,
Semer mon royaume et ma croix,
Me faire aimer, me faire suivre,
Me faire enfin comme revivre
Dans tes œuvres et dans ta voix.

Va, je t'imprime mon visage;
Porte dignement mon image
Par la ressemblance d'esprit;
Pour cet effet, parmi les hommes,
Je désire que tu te nommes
Désormais : Jean de Jésus-Christ.

Sur ces entrefaites, l'évêque de Bazas étant mort, son successeur, Martineau de Turé, ne tarda pas à s'apercevoir de ce

qui se passait à la Graville et de la conduite moins que chaste de ce visionnaire. Pour y mettre bon ordre, il envoya un de ses vicaires généraux; mais à son approche Labadie prit la fuite, retourna à Toulouse, où il prit le nom de de Sainte-Marthe, puis se retira à Castets, dans le château du comte de Favas, fervent protestant.

Durant les séjours qu'il avait faits à Paris, il avait fréquenté quelques jansénistes et étudié leurs doctrines, dont il s'inspira toujours dans la suite. Or, on sait que du jansénisme au protestantisme il n'y a pas bien loin; aussi ne doit-on pas s'étonner de voir Jean de Labadie, le 16 octobre 1650, abjurer à Montauban et se faire nommer ministre protestant.

Un zèle inconsidéré lui aliéna bientôt la plus grande partie de son nouveau troupeau; son collègue Arbussy, loin de lui prêter assistance, le traita avec une extrême sévérité.

Une affaire scandaleuse dans laquelle il fut impliqué acheva de le déconsidérer auprès des habitants de Montauban. Peu après, ayant fait naître des troubles à l'occasion de l'enterrement d'une femme convertie, un ordre d'exil arriva de la cour.

Il se retira à Orange, où il parvint à se faire nommer pasteur extraordinaire, le 28 octobre 1657. Mais deux ans plus tard, prévoyant l'occupation française, il se rendit à Genève avec l'intention d'aller à Londres.

Son éloquence lui valut des admirateurs et des disciples dévoués, on le retint; on lui accorda même des lettres de bourgeoisie.

Middelbourg ayant perdu son pasteur, on lui fit offrir la place, qu'il accepta. Il se rendit à son poste accompagné de Pierre du Lignon et de Pierre Yvon, ses disciples préférés, et de Marie de Schurman, qui s'était attachée à lui et ne l'abandonna jamais.

De Middelbourg, il alla prêcher à Amsterdam, attaqua les ministres wallons, qui obtinrent contre lui, en 1667, du synode de Leyde, un arrêt de suspension. Malgré cela, soutenu par un certain nombre de partisans, il continua ses prédications. L'année suivante, le synode de Flessingue

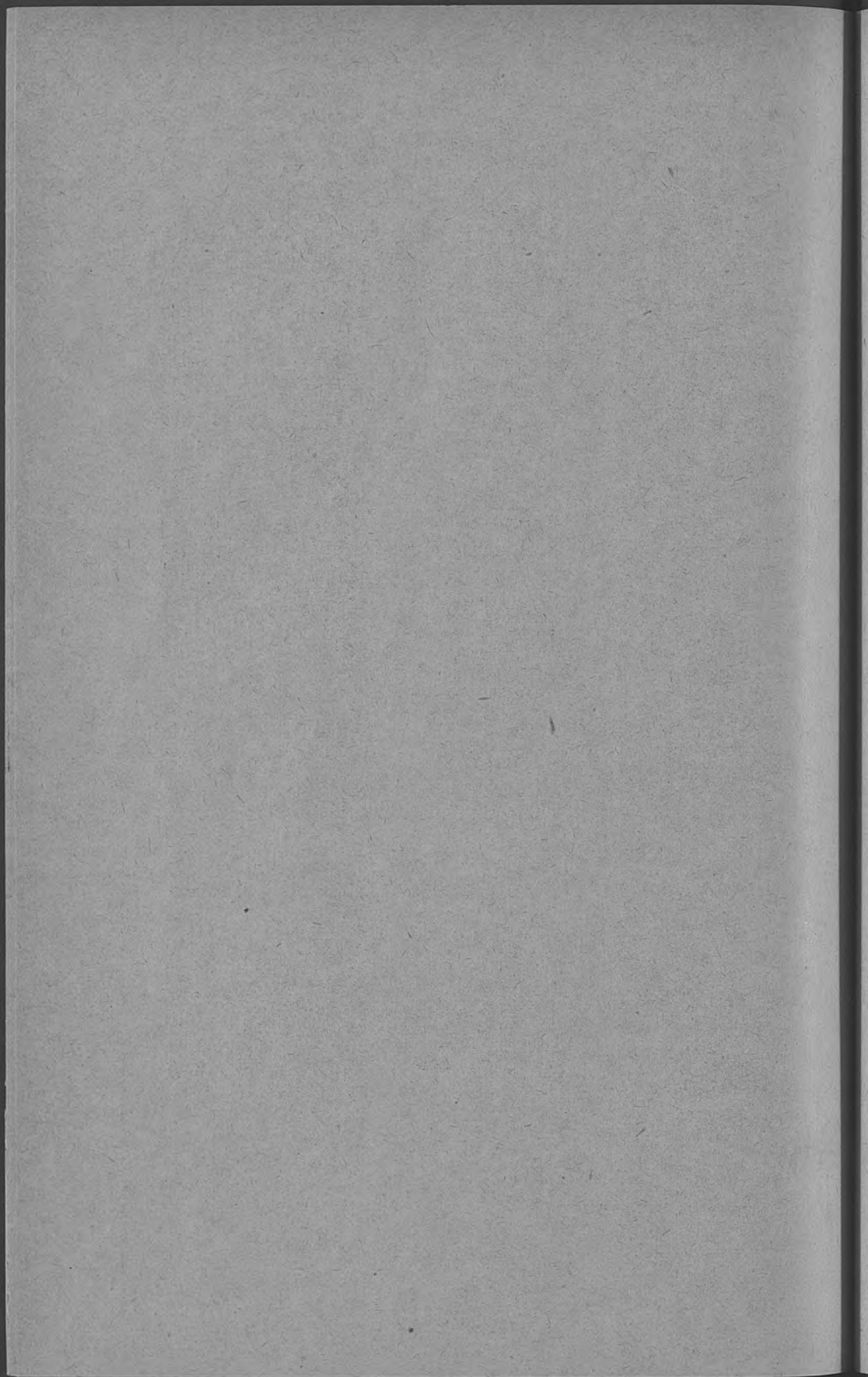
recourut à l'autorité des États de Zélande, qui cherchèrent à négocier un accommodement ; mais Labadie ralluma bientôt les querelles, rejeta l'intervention des États et se mit ouvertement en révolte contre les synodes. Celui de Dordrecht le déposa et l'excommunia en 1669 ; mais, loin de se soumettre, il se rendit au temple, suivi de la foule, força les portes et prêcha. Néanmoins, il fut bientôt obligé de se retirer dans une petite localité appelée Veere, où il fonda une église avec l'aide de quelques disciples qui s'étaient attachés à lui ; les États lui donnèrent ordre de s'éloigner de la province, par crainte, sans doute, de nouveaux désordres.

Il revint alors à Amsterdam, où il se fit bien venir du premier bourgmestre, qui lui accorda sa protection. Il ouvrit des conventicules, créa une imprimerie pour la publication de ses écrits ; puis, devant de nouvelles difficultés, il dut accepter l'hospitalité que lui offrit la princesse palatine Élisabeth, abbesse d'Hereford. Un an après, il fut encore obligé de s'enfuir à Altona, où il mourut en 1674, dans les bras de sa fidèle compagne, Marie de Schurman.

Dans les dernières années de sa vie, il avait essayé de créer une secte ; ses disciples prirent le nom de *Labadistes*. Sa doctrine enseignait que la perfection consiste en une union intime avec Dieu, qui affranchit l'homme des liens corporels et rend indifférents tous les actes des sens. C'était, sous une autre forme, prêcher la morale libre.

Il aurait voulu s'établir dans l'île de Nordstrand et s'associer la célèbre Antoinette Bourignon ; mais elle n'accepta point ses propositions et lui répondit, assez durement : « Chacun a son Saint-Esprit, le mien vaut mieux que le vôtre. »

Il laissa trente et un volumes de discussions philosophiques et religieuses. Pierre Yvon fut son successeur comme chef de la secte, qui, du reste, ne survécut pas longtemps à son fondateur.



CHAPITRE XVII

Démolition de la citadelle de Bourg. — La paix avec l'Espagne. — Transport des canons à Bordeaux. — De Vernon gouverneur militaire. — Les habitants ne veulent pas le reconnaître. — La milice de Bourg. — Son organisation. — Les rues de Bourg.

La guerre de la Fronde terminée, Bourg change complètement d'existence. Jusque-là cette petite ville a servi de rempart à sa métropole; toute sa vie n'a été qu'une suite de combats soutenus pour aider à la défense de ce que Bordeaux appelait ses prérogatives, ses droits, ses libertés. Mais à partir de 1654, Louis XIV, poursuivant le plan inauguré par Richelieu, chercha à substituer partout le mécanisme administratif à la vie organique. Dès lors, le pouvoir central tendit à tout attirer à lui, à tout absorber, de sorte que les collectivités, les communautés, perdirent peu à peu leur indépendance. Système déplorable, dont la Révolution devait un jour abuser pour ne laisser aux pieds de l'État tout-puissant que des individus isolés et diminués. Par suite, le traité de 1379, qui jusque-là avait exercé une réelle influence sur les rapports de Bordeaux avec les villes filleules, ne sera plus à l'avenir que lettre morte. Toutes ces communautés verront s'émietter leur indépendance à mesure que leur vie se confondra de plus en plus avec celle de l'État.

Tout d'abord, Bourg cesse d'être une place forte; aussi

allons-nous assister à la démolition de sa citadelle ; puis nous verrons bientôt toutes les atteintes qui seront portées à ses libertés municipales.

On jugea que Blaye suffirait amplement pour protéger et défendre l'accès de la Dordogne et de la Garonne, aussi, tandis que des hommes illustres comme Vauban travaillaient à réparer et à compléter les fortifications de cette place, Bourg voyait tomber sa citadelle et ses canons s'en aller ailleurs. Sans doute on lui laissa encore quelques remparts, sa milice, de temps à autre on lui envoya des troupes à loger, mais toutes ces choses étaient des charges qui pesaient lourdement sur ses finances sans lui apporter la moindre gloire. Désormais nous n'aurons plus à parler de batailles, à retracer les émouvantes péripéties d'un siège ; ce qui va nous occuper, c'est la vie d'une petite ville dont le calme et la monotonie ne sont rompus de temps en temps que par quelques mesquines querelles entre bourgeois, entre jurats, entre chanoines.

Peut-être ne devons-nous point nous plaindre de cette tranquillité, car, grâce à elle, il nous sera plus facile d'étudier les mœurs et les institutions d'autrefois.

A peine entré dans Bourg, le duc de Vendôme écrivit au cardinal Mazarin : « Plus je vais en avant, plus aussy je remarque combien Bourg est utile pour le service du Roy, et les avantages que sa prise apporte ; cela me feroit conseiller à Votre Éminence que le Roy achaptast ou eschangeat cette terre qui vous tient absolument la Dordogne (1). » Peu de jours après il écrivait encore au grand ministre : « Pour maintenir Bordeaux dans son devoir, je suis obligé de vous dire que Bourg est, pour cet effet, une citadelle assurée. C'est pourquoi Votre Éminence sursoiera, s'il luy plaist, l'exécution de la résolution qu'Elle a prise d'en raser les fortifications jusques à ce que MM. de Tulle et d'Estrades, qui en cognoissent la conséquence, l'aient encore mieux fait remarquer à Votre Éminence (2). »

(1) *Arch. hist. de la Gironde*, t. XV, p. 336.

(2) *Id.*, t. XV, p. 373.

Au mois d'octobre 1654, Mazarin, à raison, sans doute, des appréhensions que Bordeaux et les menées des Ormistes réfugiés à l'étranger peuvent encore lui donner, mais surtout à cause de la guerre d'Espagne, recommande à d'Estrades de s'occuper activement de la défense de Bourg, car si cette place, dit-il, « estoit tout à fait dépourvue, la flotte entrant dans la rivière, les ennemis pourroient s'en rendre maistres » (1). Mais le mois suivant, le danger lui semblant conjuré, au moins en partie, il ne voulut tenir aucun compte des avis du duc de Vendôme et commença à mettre son projet à exécution. Par l'intermédiaire de d'Estrades, alors maire de Bordeaux, il fit parvenir aux maire et jurats de Bourg un ordre du roi enjoignant de faire raser et démolir tous les forts, bastions, redoutes, « et généralement tout ce qui a été fait, bâti et construit par les Espagnols es environs de ladite ville, à la réserve de la citadelle ». Le sieur Désaugiers, maréchal de bataille des armées de Sa Majesté, fut à cet effet commis, et les habitants des juridictions de Bourg, du Cubzaguais et du Fronsadais furent tenus de lui fournir les ouvriers nécessaires (2).

Au mois de février 1660, le roi envoya à Bourg une lettre par laquelle il annonçait la conclusion de la paix avec l'Espagne et son prochain mariage avec l'Infante.

Comme le demandait le roi, cette lettre fut publiée au son du tambour; les bourgeois et habitants convoqués assistèrent au chant du *Te Deum* dans l'église Saint-Giron, et sur la place publique il y eut un magnifique feu de joie pour fêter ces deux grands événements (3). Alors, n'ayant plus à craindre l'entrée en Gironde d'une flotte espagnole, Louis XIV donna ordre au sieur Poupert, l'un de ses ingénieurs, de démolir la citadelle de Bourg. Pour je ne sais quel motif, cet ingénieur ne se pressa point à commencer les travaux, et les choses restèrent en leur état jusqu'au mois de juin 1663. A ce moment le roi renouvelle son ordre de démolition; l'ordonnance datée du 18 juin est ainsi conçue (4) : « Sa Majesté

(1) Arch. hist. de la Gironde, t. VIII, p. 488.

(2) Reg. des délib. de la Jurade de Bourg, t. VI.

(3-4) Arch. de Bourg. Regist. VI des délibérations de la Jurade.

ayant résolu de faire raser les fortifications du château de Bourg-sur-Mer, afin de le réduire en maison particulière, Sa Majesté avoit il y a déjà quelque temps donné les ordres nécessaires pour cet effet au sieur Poupart, l'un de ses ingénieurs; comme, pour des considérations qui regardent le bien de Sa Majesté et celui de ses subjects, il est important qu'il n'y soit apporté davantage de retard, elle mande et ordonne de nouveau au sieur Poupart de se transporter incessamment en la ville de Bourg pour faire faire, avec toute la diligence qui se pourra, desmolir de fond en comble les fortifications du chasteau tant anciennes que nouvelles, et aux habitans des lieux circonvoisins d'y venir travailler par corvée suivant les commandemens qui leur seront envoyés et en cas de refus, seront contraints par toutes voyes. Enjoint Sa Majesté au sieur Le Jay de donner à ces fins les ordres nécessaires et tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, à quoi vacquera le sieur Poupart nonobstant toutes oppositions et refus. »

Le 18 septembre suivant, le marquis de Saint-Luc, lieutenant des armées du roi en la généralité de Guienne, ordonne au sieur de Vernon, commandant de la citadelle de Bourg, de licencier la garnison et de remettre la garde du château avec ses magasins d'armes et d'artillerie aux maire et jurats. Ceux-ci, le 29 du même mois, avisent M. de Saint-Luc que, désireux d'exécuter ses ordres avec tout le zèle possible, ils ont fait mettre les habitans sous les armes pour accompagner le sieur Poupart à la citadelle; qu'ensuite ils ont donné congé à la garnison et qu'à sa place ils ont installé, pour toute la durée des travaux, une des compagnies de la ville; qu'enfin, après avoir rassemblé les paroisses de la juridiction, ils leur ont transmis les ordres de Sa Majesté et de son lieutenant (1).

Les travaux commencèrent immédiatement et M^{gr} l'intendant vint à plusieurs reprises les visiter.

Le 12 janvier 1664, les jurats écrivirent à M. Le Jay que les murailles étaient entièrement démolies, mais qu'ils ne cesseraient de travailler que lorsque tout serait terminé, le priant

(1) Reg. des délib. de la Jurade de Bourg, t. VI.

de leur faire obtenir un secours de 150 doublerons pour payer les frais de réparations à la maison de ville. Plusieurs communes de la juridiction, notamment celle de Villeneuve, n'avaient point envoyé le nombre prescrit de travailleurs; aussi le maire Dumeyniou, pour obéir aux instructions de Claude Pellot, intendant de la généralité de Guienne et successeur de Le Jay, fut-il obligé de condamner les jurats de ces communes à des amendes (1).

Désormais, ainsi que le voulait Louis XIV, la citadelle ne fut plus qu'une charmante résidence privée. Quant à la ville, elle garda une enceinte de murailles démantelées flanquées de quelques tours en ruines et percées de trois portes comme au temps des Anglais, conservant ainsi l'apparence d'une place forte, mais rien que l'apparence, car au mois de septembre 1665 on lui enleva vingt-deux pièces de canon qui furent transportées dans le château Trompette (2). Malgré cela, elle eut encore un gouverneur militaire; au sieur de Montesson avait en effet succédé, en 1654 (3), le sieur de Séton, chevalier, seigneur de Lavenage, conseiller ordinaire du roi, lieutenant des gardes du corps, maréchal de camp, qui mourut en 1663. Le sieur de Vernon prit sa place, mais les jurats et les habitants firent des difficultés pour le reconnaître, disant que puisque la citadelle n'existait plus, il leur était inutile d'avoir un gouverneur militaire, vis-à-vis duquel ils avaient des obligations assez onéreuses (4). Leurs réclamations furent inutiles; le 14 sep-

H 6

(1-2-3) Reg. de la Jurade, t. VI.

(4) Le registre de la Jurade de l'époque n'indique pas d'une façon précise les redevances auxquelles la ville était tenue envers ce personnage; mais en parcourant les notes concernant les dépenses faites par la communauté, on y voit figurer différentes sommes pour du vin en bouteilles, et surtout pour des jambons. On lui en envoyait chaque année un nombre relativement considérable; qu'on en juge par ces deux notes : « 4 décembre 1658 : 78 livres pour les trois douzaines de jambons envoyés par la Jurade à M. de Lavenage. — 31 décembre 1660 : a esté arresté que le sieur Dumeyniou l'un des jurats se transportera en la ville de Bourdeaux pour faire achapt de quatre douzaines de jambons pour envoyer à M. de Lavenage à Paris. » Certaine ville du Rouergue envoyait également, paraît-il, au maréchal de Noailles des jambons par douzaine. Il est vrai qu'à Paris c'était l'usage de se *décarêmer* en mangeant du jambon.

tembre 1665, le roi leur écrivit à ce sujet (1) : « Chers et bien amés, le sieur de Vernon, nostre lieutenant au gouvernement de nostre ville de Bourg-sur-Mer et pays bourgès, nous a fait entendre que depuis la desmolition des fortifications du chasteau vous faites difficultés de le recognoistre en sa charge, prétendant qu'elle ne subsiste plus à cause de lad. desmolition; et comme par le moyen d'icelle nous n'avons point entendu révoquer ladite charge et que nous désirons que ledit sieur de Vernon en continue, sa vie durant, les fonctions, Nous vous faisons ceste lettre pour vous mander et ordonner très expressément de le recognoistre doresnavant en ladite qualité de nostre lieutenant en nostre ville. »

Il fallut bien s'incliner devant la volonté formelle du roi.

Bourg, avons-nous dit, conserva également sa milice. Voici quelle en était l'organisation (2) :

Elle se composait de quatre compagnies comprenant chacune : un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, deux sergents, deux caporaux, deux anspessades (3) et un nombre de soldats qui, d'abord de trente, fut porté ensuite à cinquante-cinq.

A cette milice étaient encore attachés : un enseigne, un major et un aide-major. Les officiers nommés par les jurats prêtaient serment de bien et fidèlement exercer leur charge et d'exécuter les ordres de la Jurade.

Lorsqu'arrivait une ordonnance royale enjoignant de choisir des jeunes gens pour la milice, l'opération avait lieu en présence des jurats et des collecteurs. On mettait dans un chapeau autant de billets qu'il y avait de jeunes gens convoqués; quelques-uns de ces billets étaient marqués en noir et ceux qui les tiraient étaient désignés pour faire partie de la milice.

Le maire tenait le chapeau à une certaine hauteur et un jurat, en mettant la main dedans, indiquait celui pour qui il allait tirer un billet.

(1) Reg. de la Jurade, t. VI.

(2) Arch. de Bourg, Reg. des délib. de la Jurade, *passim*.

(3) Un anspessade était un officier d'infanterie d'un rang inférieur au caporal.

Comme Bourg était une ville murée, avec juridiction royale, les bourgeois ne tiraient jamais au sort pour la milice.

La milice avait un drapeau de même étoffe que celui de Bordeaux; au milieu il portait un écusson aux armes de la ville. Le maire, en sa qualité de chef des milices de la ville, gardait le drapeau chez lui.

Elle avait également deux tambours qui étaient tenus, sous peine d'une amende de cinq livres et même de prison, d'être à leur poste avec leur caisse chaque fois que les troupes étaient sous les armes.

Au mois de juin 1766, le duc de Richelieu fixa comme suit le costume des officiers de Bourg : habit, veste et culotte écarlates, parement et collet blancs, boutons et épaulettes d'argent, chapeau bordé d'argent.

Pendant la foire de Troque-Sel, il était d'usage qu'une patrouille composée de six soldats, d'un sergent et d'un officier se rendît chaque soir vers huit heures à l'Hôtel de Ville pour de là circuler pendant toute la nuit « par les rues, faubourgs, champ de foire, coins et carrefours ». En même temps, des gardes étaient postés en différents endroits pour arrêter les malfaiteurs. En 1761, sur l'ordre du gouverneur de Guienne, le duc de Richelieu, une patrouille circula chaque nuit depuis dix heures du soir jusqu'à la pointe du jour; mais en 1763, le duc de Lorge ne maintint cette patrouille que pour les dimanches et fêtes, les jours de marché et pendant la foire.

Le procès-verbal de la visite faite le 23 août 1733 par M^{sr} de Maniban, archevêque de Bordeaux, nous donne une idée de ce que pouvait être la population de Bourg à cette époque; il y est dit, en effet, qu'il y avait cent quatre-vingt-quatorze feux dans la ville proprement dite et cent neuf dans « le faubourg qui est en bas de la ville » (1).

L'intérieur de la ville avait à peu près la même disposition qu'aujourd'hui; nous possédons les noms anciens d'une bonne partie des rues qu'il est facile de retrouver encore aujourd'hui malgré quelques dénominations différentes.

(1) Arch. Dioc., L. 11.

De la porte de Blaye à celle de Saint-André, la grande artère qui constitue actuellement la principale voie de Bourg portait le nom de « rue de l'Hôpital » depuis la porte de Blaye jusqu'au détour, celui de « rue des Récollets » depuis cet endroit jusqu'à la place des Halles, et ensuite celui de « Grande rue Saint-André » où une maison encore bien conservée rappelle le mode de construction usité au xv^e siècle.

Sur cette rue principale venaient aboutir celle de Saint-Martin, qui a conservé son ancien nom, celle d'Ambarèmes et celle de la Goutinière existant encore; puis, tout près de la porte de Blaye, la rue des Vignaux, qui porte toujours ce même nom.

De la place de l'Hôtel de Ville partait la rue de la Bataillière qui, allant du couchant au levant, aboutissait à un petit carrefour proche la porte du Port. Sous cette porte passait également la rue du Port, qui commençait aussi place de l'Hôtel de Ville.

Cette porte du Port, la seule qui soit à peu près intacte, était dominée par des prisons; sur sa face Est se trouvent encore sculptées les armes de la famille des Androns.

Il y avait également la rue de Langon, aujourd'hui impasse Langon, où était le couvent des Ursulines; puis, tout proche les Récollets et l'église Saint-Giron, la rue du Château-Vieux où se trouvait le collège et dans laquelle s'ouvrait la rue Eyquem qui conduisait à la place de l'Arc.

Contre la citadelle se prolongeait la rue Pallezau, où nous verrons s'installer le premier bureau de poste.

Il y avait encore la rue de la Font ou de la Fontaine, la place La Lande, etc. (1).


Tout proche la porte de Blaye, mais en dehors des murs d'enceinte, il existe un petit chemin qui, partant de Cambes, va rejoindre la route de Blaye; il porte le nom assez significatif de chemin de Passe-Bureau, en souvenir sans doute du

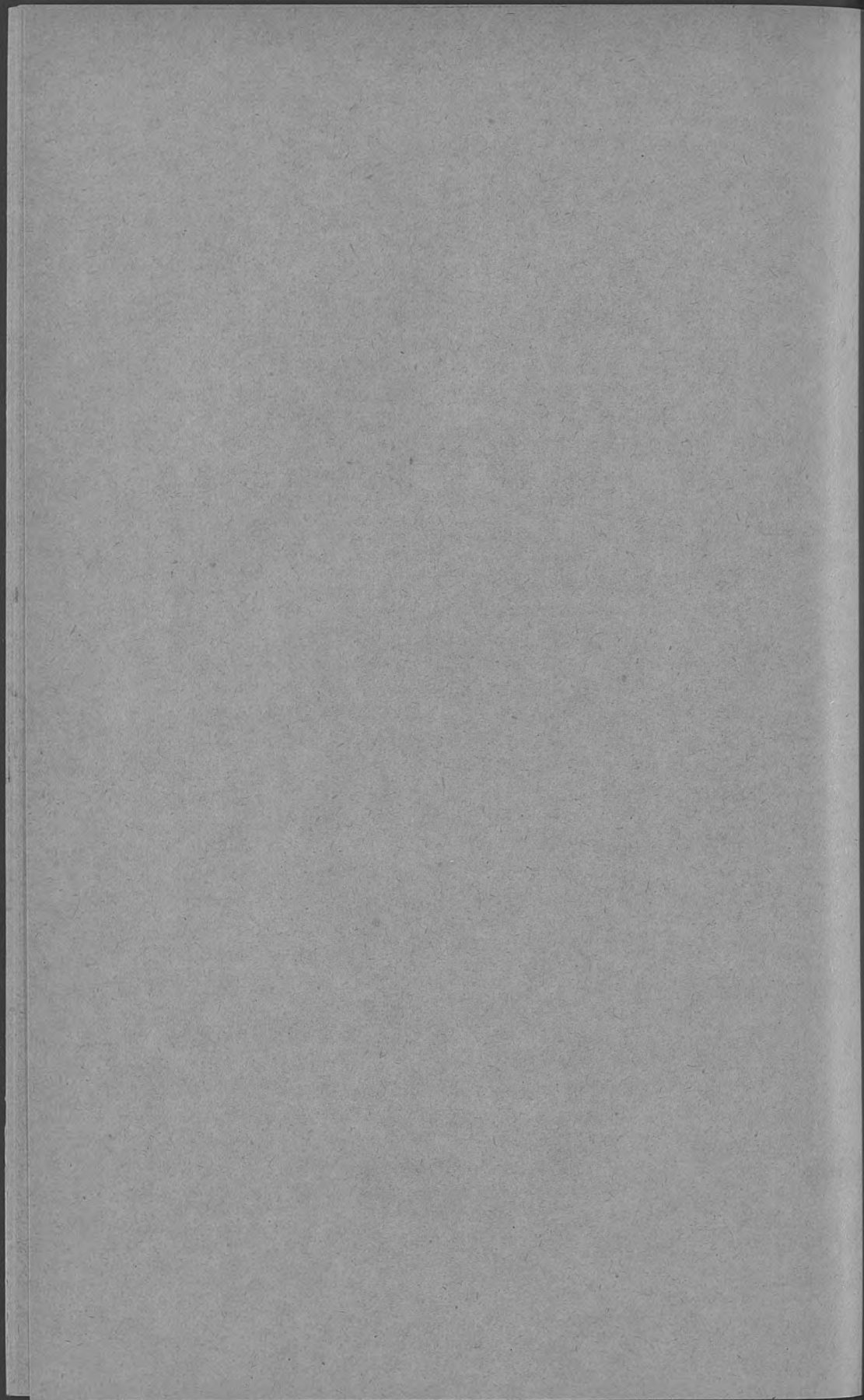
(1) Cette énumération des rues est forcément très incomplète. Je ne mentionne ici que les principales, celles dont il est parlé dans les archives de Bourg.

grand maître d'artillerie de Charles VII qui, lors du siège de Bourg, vint par là installer ses canons sur les accidents de terrain qui sont en cet endroit, et d'où il pouvait aisément bombarder la citadelle.

Dans la partie Nord, il y avait au pied des murs d'enceinte un fossé, long de 146 toises sur 13 toises $1/2$ de largeur et 4 toises $1/2$ de profondeur, le long duquel se trouvait un chemin couvert, appelé alors Pâté, et actuellement le Mail. Ce chemin servait à l'entrée des marchandises et denrées dont la ville avait besoin ; les troupes de passage y faisaient toujours halte. Il correspondait au levant à une demi-lune, ou place d'armes, près de la porte de Saint-André, où les troupes en quartier d'hiver ou de rafraîchissement, ainsi que les milices de la ville, avaient coutume de passer les revues ; au couchant il aboutissait proche la porte de Blaye et joignait d'autres ouvrages de défense qu'il semblait relier à la demi-lune. Lorsque la ville cessa d'être place forte, les fossés furent malgré tout conservés avec soin par la Jurade qui, dans un placet envoyé au ministre, les déclare « un des plus beaux ouvrages du royaume » (1). Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils avaient encore leur petite utilité, puisqu'il y poussait de l'herbe en abondance et que les bonnes femmes y allaient faire paître leurs animaux. Quant au chemin, il fut transformé en une promenade dont l'ombrage est aujourd'hui encore fort apprécié.

(1) Arch. de Bourg.





CHAPITRE XVIII

Ensablement du fleuve et projet de canal de la Jurade. — Louis XIV à Bordeaux. — Mort de la duchesse de Saint-Simon. — Visite au maréchal d'Albret. — Lettre au duc de Luxembourg. — La prise de Maestricht. — Bourg envahi de troupes. — Le logement des troupes sous l'ancien régime. — Querelle entre de Pastorat et la Jurade. — Mort du maréchal d'Albret; une députation de la Jurade va à Pons.

A cette époque comme aujourd'hui, l'envasement du fleuve préoccupait tous ceux qui s'intéressaient à la navigation et chacun préconisait un système pour améliorer le cours de la rivière et enrayer la marche des bancs de sable. Le Bec d'Ambès s'allongeait lentement, mais d'une façon continue; par suite la ville de Bourg se voyait, avec regret, de plus en plus séparée de la route suivie par les bateaux qui, remontant le fleuve, se dirigeaient vers Bordeaux. L'avenir de son petit port de commerce lui semblait compromis; or la Jurade qui, il faut lui rendre cette justice, défendait avec un soin jaloux les intérêts de la communauté, s'en préoccupait plus que personne et cherchait à faire adopter le projet lui paraissant être le plus favorable à Bourg. Voici celui qu'en 1659 elle présenta au roi; je copie une page du Registre des délibérations de la Jurade où il est exposé :

Aujourd'huy vingt neuf janvier mil six cens cinquante neuf, estant assemblés dans l'hostel de ville, MM. Eymard maire, de Lafargue,

Fréneau, de Bonnefont et Dumeyniou jurats, MM. Louis Pilet procureur syndic, et Jean Chausignaud clerc assesseur, assistés de MM. le juge, lieutenant, procureur du roy et de tous les bourgeois et habitans de la ville et banlieuve appelés et convoqués en la forme ordinaire a esté représenté par le dict procureur syndic qu'a raison des sables qui se forment de jour en jour vers le bout du Bec d'Ambès et aultrement, soit à raison du grand courant d'eau qui est aud. lieu par l'assemblage et division des deux rivières de Garonne et Dordogne, ou aultrement par les orages ordinaires et quasy continuels qui se lèvent aud. lieu tant à raison de l'assemblage desd. deux rivières que de la descouverte du lieu, il arrive annuellement et quasy journellement divers inconveniens par la perte et naufrage de divers bateaux, d'autant plus qu'estant nécessité de passer aud. lieu pour se rendre d'une rivière à l'autre lorsque l'orage les surprend ils n'ont aucun lieu de retraite ny d'assurance et la plus part du temps sont plus tost sumergé qu'il ne leur puisse arriver aucun secours, au moyen de quoy soit pour l'utilité publique et de ceux qui naviguent dans l'une et dans l'autre rivière, soit encore pour la commodité particulière du trajet de cette ville et pourvoir aux inconveniens qui ne sont que trop fréquens, il seroit à propos de conduire un canal d'une rivière à l'autre traversant par Ambes par le moyen duquel non seulement les bateaux en cas d'orage se pourroient mettre à l'abry, mais encore tous les inconveniens ordinaires cesseroient par ce moyen. Mais d'autant que tel ouvrage ne se peut faire sans le consentement de Sa Majesté et que volontiers quelques habitans particuliers du susd. Ambes dans le fond desquels ce canal pourroit estre conduit s'y pourroient opposer, led. procureur syndic estime qu'il seroit à propos de se pourvoir devant Sa Majesté et tascher d'obtenir du roy cette permission, nonobstant toutes oppositions qui pourroient estre formées par les habitans particuliers dud. lieu d'Ambes, en tout cas en les indemnisant d'autant plus que tout le public et le pais retireroient un notable profit dudit canal par les raisons cy-dessus rapportées.

Sur quoy et après que chacun des assistans a opiné sur cette proposition et que d'un commun accord et consentement elle a esté jugée en toutes sortes profitable soit pour le public ou le particulier, a esté accordé et résolu qu'on se pourvoira devant Sa Majesté pour

tascher d'obtenir la dicte permission et qu'à ces fins mémoires en seront dressés pour envoyer au Conseil. Délibéré a Bourg en jurade, les jour mois et an que dessus.

Je ne sais si ce canal eût été un remède aussi efficace que le prétendait le procureur-syndic, mais à coup sûr il aurait valu au moins autant que les travaux que nous avons vu entreprendre en ce siècle de progrès; quoi qu'il en soit, la Jurade de Bourg en fut pour sa peine, car son projet resta lettre morte.

Au mois de juin de l'année suivante, Louis XIV, revenant de Bayonne, s'arrêta à Bordeaux; il était accompagné de la reine Marie-Thérèse, du duc d'Anjou, du cardinal Mazarin, de la reine-mère et d'un grand nombre de gentilshommes de la cour. On lui fit une réception magnifique. M. Eymard, maire de Bourg, avec MM. Dumeyniou et Mauhic, jurats, allèrent à Bordeaux présenter à Leurs Majestés l'assurance de l'entière obéissance de la communauté. Le roi leur fit un excellent accueil (1).

Le 9 décembre 1670, le maire et deux jurats vont à Blaye assister au service célébré en l'église Saint-Sauveur pour le repos de l'âme de M^{me} la duchesse de Saint-Simon. Le 11 mai suivant, ils vont à Pons, saluer de la part de la communauté le maréchal d'Albret et le féliciter du choix que le roi a fait de son illustre personne pour le gouvernement de la province, et lui demander sa protection (2).

A la nouvelle des victoires remportées par le duc de Luxembourg en Hollande, les jurats de Bourg lui écrivent la lettre suivante, datée du 21 mai 1673 :

Monseigneur, le bruit de vos armes et de vos victoires qui ont porté la consternation et le dernier désordre dans l'esprit aussy bien que dans les armées des ennemis de l'Estat, qui ont causé de la surprinse et de l'admiration a toute la terre et qui ont méritté

(1) Délib. de la Jurade de Bourg, t. VI.

(2) Idem.

des louanges si parfaites et si extraordinaires de la bouche de notre Invincible monarque, qu'elles ont donné de l'emulation pour ne dire pas de la jalousie a tout ce qu'il y a de plus grand dans le royaume, aiant excité notre zèle a faire des vœux pour la continuation de votre prospérité qui feroit celle de l'Estat, la gloire de notre prince et le repos de ses sujets, après avoir joint nos déclamations à celles de tout le royaume, auroit exigé de nous il y a desja longtemps un tesmoignage respectueux de nostre sensibilité a ce qui vous touche, si nous n'avions pas jugé qu'il estoit de notre prudence de ne vous pas détourner pour un moment de vos grandes occupations par la lecture d'une lettre; mais enfin, Monseigneur, comme nous avons vu que ce scrupule alloit nous mestre hors d'estat de vous rendre nos respectueuses soumissions et vous assurer de nos obeissances, parce que les bezoins de l'Estat ne vous laisseroient jamais sans occupation et que vos nouvelles victoires estoient des voies et des chemins pour aller a d'autres jusques a ce que les ennemis de l'Estat feussent entièrement soubmis a vos armes, nous avons franchi ces difficultés et nous sommes donné la liberté de vous assurer que parmi les fidelles subjects de Sa Majesté il ni en a point a qui vostre gloire ait donné tant d'admiration ni qui ont été si sensibles a vos avantages. Nous savons, Monseigneur, que c'est le moindre effect que pouvoit produire la recognoissance de tant de bienfaits et de protections que nostre ville et toute la terre de Bourg a receu de l'illustre famille de Luxembourg a qui elle a eu l'honneur d'obéir pendant un très longtemps et de qui elle est vassale et tributaire, mais comme vous n'ignorez pas aussy que c'est tout ce que nostre impuissance nous permet, nous espérons que cela mesme attirera sur nous une particulière protection de Vostre Grandeur, que nous vous demandons avec un très profond respect, puisque nous vous sommes singulièrement dévoués en qualité de vos très humbles, très obéissans et soubmis serviteurs (1).

Un mois après arrivait à Bourg la nouvelle de la prise de Maestricht, et un ordre émanant de l'archevêque enjoignant

(1) Archives de Bourg, Regl. VII.

de chanter un *Te Deum* solennel à l'occasion de cette grande victoire. Après les vêpres, le maire et les jurats en livrée se rendirent donc à l'église Saint-Giron assister à ce chant, et à huit heures du soir il y eut sur la place publique feu de joie (1).

L'année suivante Bourg est envahi par les milices de toute la juridiction ainsi que par celles du Cubzaguais et par des régiments de Montendre, du Fronsadais et de Saint-Émilion. Ce ne sont alors qu'allées et venues de jurats et de bourgeois allant trouver M. de Bigot, receveur des tailles, pour obtenir de lui quelques secours, ou se rendant auprès de M. de Montégut, gouverneur du Château-Trompette, pour le supplier de débarrasser la ville de toutes ces troupes, car Bourg ne pouvait pas subvenir à leur entretien, la misère étant grande; et puis, malgré toutes les précautions prises par les autorités, il y avait chaque jour des désordres (2).

Sous l'ancien régime, l'impôt le plus désastreux pour les populations fut incontestablement le logement des troupes. Les habitants ne cessaient de se récrier, de protester; mais bon gré, mal gré, chaque fois qu'arrivait un régiment ou quelque escadron de cavalerie, et cela se présentait souvent, il fallait qu'ils assurassent le logement et les vivres aux hommes et aux chevaux, à peine d'amendes, de prison, etc. Quelques personnes occupant des situations privilégiées en étaient seules exemptées, comme les ecclésiastiques, les gentilshommes faisant profession des armes, les chefs des compagnies d'officiers royaux, les maires et échevins, les receveurs et commis des tailles, les trésoriers receveurs généraux et particuliers, les commis du papier timbré. On ne saurait se faire une idée juste de la désolation que laissaient après elles ces troupes dont la licence était fort mal réprimée, et qui comptaient dans leurs rangs des Espagnols, des Italiens, des Allemands, etc... A l'époque de la Fronde surtout, les excès furent épouvantables. La guerre civile terminée, Louis XIV

(1) Reg. de la Jurade, t. VII.

(2) Reg. des délibérations, t. VII.

chercha à mettre de l'ordre dans l'administration des troupes et à établir une discipline sévère afin d'assurer, autant que possible, la sécurité des petites localités. Sans doute il n'exempta point les communautés des charges qu'entraînait le logement des soldats, mais du moins la répartition en fut-elle plus équitable. Des entrepreneurs furent chargés de fournir à la troupe en marche les vivres et rations dont elle avait besoin et des impôts spéciaux furent levés sur les contribuables pour payer ces fournisseurs.

Le *taillon* (1) avait été créé sous Henri II pour subvenir à ces dépenses, mais bientôt cet impôt fut détourné de sa destination; aussi les petites communautés ne purent-elles un peu respirer, malgré l'augmentation des charges, que lorsque la police et les logements militaires furent confiés aux intendants.

Plus tard, sous Louis XV, les municipalités devaient faire une revue des soldats qui venaient loger dans la localité, en dresser une liste qu'ils envoyaient en double au ministre de la guerre, avec les certificats des fournitures faites par les entrepreneurs spéciaux. Le prix de ces fournitures était avancé à ces derniers par les communautés qui étaient ensuite remboursées par l'État.

D'après cela on peut deviner en quel état fut mise la ville de Bourg par cette invasion de soldats, et quels furent les ennuis des habitants; il survint alors un incident, sans importance par lui-même, mais qui fit diversion, et peint assez bien l'époque.

C'était au mois de juin 1674; des prières publiques étaient

(1) J'ai trouvé plusieurs états de répartition du *taillon* concernant notamment la commune de Mombrier, et datant d'un peu après la Fronde; voici l'entête de l'un d'eux : « Sest le taillon du soldat qui doit servir pour la milice suivant que le roy l'a ordonné pour lequel la paroisse de Monbric doit fournir l'habit complet avec son espée ainsy qu'il est ordonné par la comission envoyée, dont le tout revient à 30 livres suivant qu'il a esté arrêté. Lesquelles 30 livres sont desparties sur les contribuables de lad. paroisse au sol la livre et à proportion de ce que chascun paye, ce qui a esté proceddé par les collecteurs qui sont en charge comme s'en suit. »

faites pour implorer l'assistance du ciel en faveur des armées du roi. Durant plusieurs jours il y eut dans ce but des offices et des prédications en l'église Saint-Giron. Or une chaire fut placée en face de celle du prédicateur pour que M. Gaston de Bellade, chevalier, seigneur de Pastorat, et commandant de la milice de Bourg, à qui elle était destinée, pût mieux entendre les sermons. Les sergents, pleins d'attentions pour le commandant, crurent bien faire en recouvrant le siège de toile. Mais le maire et les jurats à la vue de cette chaire et de ce siège ainsi drapé s'indignèrent, pensant que de Pastorat avait voulu empiéter sur leurs prérogatives. Ils voulurent faire enlever la chaire et le siège avec sa toile ; de Pastorat à son tour se mit en colère, enleva les sentinelles qui étaient aux portes de la ville et les remplaça par des soldats de Cubzac, puis exigea qu'on lui remît les clefs de la ville. La Jurade en appela à M. de Montégut, qui blâma la conduite du chevalier de Pastorat. Celui-ci, de plus en plus irrité, ne chercha qu'une occasion favorable pour exercer sa vengeance.

Le jour de la « feste à M^r saint Jean » on dressa comme d'habitude « à son honneur et dévotion » un bûcher sur la place publique, où les maire et jurats en corps se rendirent pour y mettre le feu, pendant que le chapitre faisait « les cérémonies de l'esglise ». Or, de Bellade avait résolu de mettre le feu au bûcher et d'user pour cela « de force et violence » s'il le fallait. Pour exécuter son projet, il avait fait mettre sous les armes les milices de la ville avec ordre formel d'avoir leurs armes chargées à balle et de tirer sur les jurats quand il en donnerait le commandement. Mais voyant les jurats parfaitement résolus à maintenir leurs droits, il capitula, et demanda la permission de faire un feu de Saint-Jean en son particulier ; on la lui accorda. Malheureusement son feu de joie fut l'occasion de troubles et de désordres tels, que le prieur, le maire, un jurat et un bourgeois allèrent se plaindre à M. de Montégut ; celui-ci leur remit une lettre de blâme pour M. de Bellade. De retour à Bourg, ils remirent la lettre à de Bellade qui tout naturellement les reçut fort mal ; ils

dressèrent alors procès-verbal de ses paroles insolentes et l'envoyèrent à M^{gr} l'évêque de Dax, abbé de Bourg. Celui-ci leur obtint une lettre du maréchal d'Albret où il était dit que si quelque différend survenait encore avec M. de Pastorat, ce serait M. de Montégut qui interviendrait (1).

Là dessus les colères s'apaisèrent, le calme revint dans les esprits, et pour que la satisfaction des habitants de Bourg fût complète, les troupes qui étaient en garnison s'en allèrent. Mais pas pour longtemps, car le 10 avril suivant de nouveaux régiments et escadrons envahirent la ville. Pour lui venir en aide, le maréchal d'Albret (2) mit à contribution toutes les paroisses de la juridiction. La fourniture des vivres et fourrages fut ainsi répartie : la paroisse de Bourg devait 77 places; Tauriac, 10; Saint-Mariens, 12; Mombrier, 6; Civrac, 6; Gauriac, 17; Saint-Savin, 13; Lansac, 14; Pugnac, 6; Samonac, 3; Bayon, 9; Lafosse, 2; Villeneuve, 15; Saint-Ciers de Canesse, 15; Saint-Seurin, 1; Teuillac, 5; Saint-Trojean, 2; Comps, 2; La Libarde, 1. Chaque place se composait de 3 pintes d'avoine par jour, mesure du Cubza-guais, 16 livres de foin, 6 livres de paille, un pot de vin, 24 onces de pain entre bis et blanc, trois quarts de livre de viande bœuf ou mouton, une livre pesant 40 onces. Ces vivres et fourrages étaient remis par avance de trois jours en trois jours au syndic de Bourg, et ensuite les jurats en faisaient la distribution.


Au mois de septembre 1676, le gouverneur de la province, le maréchal d'Albret, mourut et son corps fut transporté à Pons; la Jurade de Bourg, à raison « des debvoirs dus à un gouverneur qui les a toujours considéré », décide qu'elle enverra une députation pour « rendre civillité à Madame la mareschale, et assister aux cérémonies, sy l'occasion s'y présente, des honneurs funèbres du mareschal ». En consé-

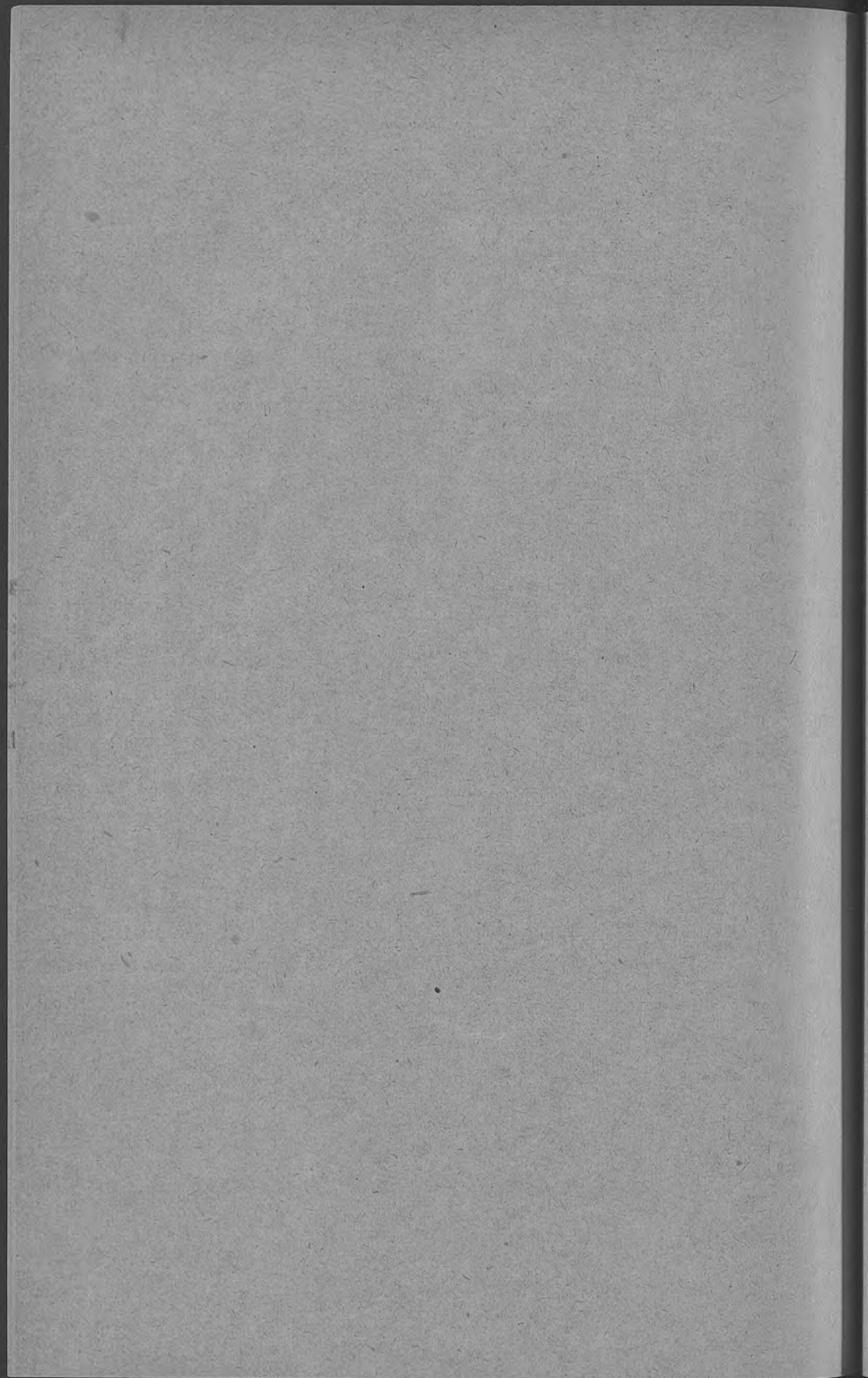
(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. VII.

(2) César-Phébus d'Albret, sire de Pons, comte de Miossens, né en 1614, mort à Bordeaux le 3 septembre 1676, maréchal de camp, lieutenant général des armées du roi, maréchal de France en 1653, et gouverneur de la Guyenne depuis 1670.

quence le maire Pastorat, Duverger, jurat, et Bonnefont, procureur-syndic, « ont esté dans la ville de Pons, où ils ont rendu visite à Madame la mareschale d'Albret, à Madame d'Albret sa fille, à Madame la comtesse de Miossan, auxquelles ils ont tesmoigné le desplaisir qu'a la communauté de la mort de Monseigneur le mareschal; lesquelles dames nous ont tesmoigné estre fort satisfaites de la visite que nous leur avons rendue et promis nous servir dans l'occasion » (1).

(1) Regr. des délib. de la Jurade, t. VII.





CHAPITRE XIX

La paix de Nimègue. — Naissance du duc de Bourgogne. — Réjouissances publiques à Bourg. — Installation d'un bureau de poste.

Au mois de mai 1679, la paix de Nimègue vint couronner dignement les exploits des deux illustres guerriers, Luxembourg et Créqui, et marquer l'apogée de la gloire de Louis XIV. Ce grand événement fut solennellement annoncé et fêté dans toutes les villes et communautés du royaume. Voici, d'après le Registre de la Jurade, ce qui se passa à Bourg à cette occasion (1) :

Nous maire et jurats avons assisté en livrée au *Te Deum* chanté par MM. les chanoines en l'église Saint Giron, de là estant revenus à l'hostel de ville, nous sommes montés à cheval marchant au devant de nous nos sergens a pied avec leur alebarde et un tembourg, et le s^r Eymard major, le s^r Laborde lieutenant d'une compagnie faisant les fonctions d'ayde major, aussy montés à cheval, et dans cet ordre nous sommes acheminés au devant le marché et place publique et de là au bout de la grand'rhue et à la place vis à vis le jardin des Recollets qui regarde la porte de l'hospital et de là à la grande porte et continuant en la plasse publique du port, à chacun desquels endroits après que le tembourg

(1) Reg. des délibérations de la Jurade, t. VIII.

a heu basteu avons fait publier par Jacques Gruaud clerc accesseur la paix. Et vers le soir, environ les six à sept heures, avons fait dresser un bucher en la place publique vis à vis l'hostel de ville et avons fait mander tous les officiers et bourgeois de la présente ville de se rendre aud. hostel, d'ou nous sommes sortis en livrée suivis des officiers et bourgeois, et nous sommes acheminés en cest estat aud. bucher, et après qu'un flambeau allumé nous auroit esté mis en main par Gruaud clerc accesseur, nous, maire susdit, aurions mis le feu aud. bucher et en mesme temps crié à haulte vois : « Vive le Roy et la Paix », ce qui auroit esté suivi par tous les assistans.

Le 25 août 1682, un des lieutenants généraux de Guienne remit au corps de ville la lettre suivante :

Messieurs, la naissance de M^{gr} le duc de Bourgogne est sy avantageuse à l'Estat qu'on ne scauroit assez la célébrer, vous ne manquerez pas de faire des feux de joye au plutost et de marquer de la manière la plus authentique qu'il vous sera possible, la joye que les peuples doivent avoir d'un si grand bonheur. Je serai très aise, du reste, de témoigner que je suis, Messieurs, votre très affectionné à vous servir. — AMBRE (1).

Aussitôt, la Jurade se réunit pour délibérer, et sur la requête du procureur-syndic, elle décida que pendant trois jours toutes les boutiques de la ville seraient fermées et qu'il serait enjoint à tous bourgeois, manants et habitants de la ville de « fester les susd. trois jours » ; faisant, de plus, défense expresse de se livrer à aucun travail à peine de 50 livres d'amende, ordonnant aux capitaines des milices de faire mettre leurs compagnies sous les armes. Le troisième jour les habitants devaient, aussitôt après le feu de joie, garnir les fenêtres des maisons de lumières, faire des feux de joie particuliers devant leurs portes et faire « généralement tout ce qui peut donner une démonstration sensible de la joye que le public doit ressentir de l'heureuse naissance de M^{gr} le duc de Bourgogne ».

(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. VIII.

Conformément aux ordres de la Jurade, le 27 août « les quatre compagnies de la ville s'estant mises sous les armes vinrent se ranger en bataille devant la maison de ville où l'on vit esclatter par les descharges et les mousquetades que l'on y fit, l'empressement qu'ils avoient de seconder les intentions de leurs magistrats. Le 28 on continua et le 29 qui estoit le jour destiné pour la conclusion des cérémonies, MM. les maire et jurats s'assemblèrent en corps sur les dix heures du matin à l'hostel de ville où le son des cloches commença pour ne finir qu'à la fin du jour. Ils se disposèrent à régler tous les préparatifs que l'on avoit destinés pour la solennité de la feste. Ils furent entendre la messe avec la cérémonie accoutumée et ils furent salués à leur retour par tous les habitans qui estoient en armes et lesquels on avoit rangés dans la place de la ville, et par diverses descharges auxquelles succédèrent les cris de : Vive le Roy, la Reyne, M^{gr} le Dauphin, Mad^{me} la Dauphine et M^{gr} le duc de Bourgogne. Pour lors, on lascha avec assez d'industrie deux fontaines de vin que l'on avoit disposées aux extrémités de la porte de l'hostel de ville, où l'on avoit exposé deux rochers artificiels desquels le vin sortoit d'une manière assez libérale. On but à la santé de toute la famille royale, et après quelques cérémonies qui se passèrent là dessus, le commun peuple eut la liberté de satisfaire sa joye et son inclination. Dans le mesme temps tous les endroits de la maison de ville furent ornés, on y éleva les armes de France, de M^{gr} le Dauphin, de Mad^{me} la Dauphine et de M^{gr} le duc de Bourgogne qui furent ornées de fleurs et de festons de laurier. On décora ensuite un théâtre d'une figure triangulaire, qui avoit été eslevé sur trois pieds d'estaux à l'extrémité de la place, sur lequel on disposa un feu d'artifice pour le faire valoir dans l'occasion. MM. les maire et jurats furent entendre vespres qui furent chantées en leur présence et de MM. les officiers royaux de la ville, et ensuite le *Te Deum* qui finit par les cris de Vive le Roy, M^{gr} le Dauphin et M^{gr} le duc de Bourgogne, qui furent réitérés plusieurs fois au bruit des tambours, fifres, violons et hautbois et de la mousqueterie que l'on avoit postée aux environs de l'église.

MM. les maire et jurats et les plus notables bourgeois de la ville qui les accompagnoient, au nombre desquels estoient MM. les gentilshommes de la juridiction qui jouissent du privilège de bourgeoisie de la ville en conséquence des titres qui leur ont été concédés par la communauté, se rendirent dans le même ordre qu'ils estoient venus en lad. église, dans l'hostel de ville où ils restèrent quelque temps et où ils furent régalez par la symphonie des violons et hautbois qui jouèrent jusques vers sept heures du soir qu'ils en sortirent pour aller occuper les tables que l'on avoit dressées dans la place pour y manger publiquement; elles furent servies non pas magnifiquement mais du moins avec assez d'ordre et de propreté, ce qui est assez rare dans semblable occasion. Pendant tout ce jour chascun se resjouit à sa manière. Les Dames qui semblent par la délicatesse de leur sexe estre dispensées des occasions où le danger n'est que trop souvent de la partie, ne s'arrêtèrent pas à leur timidité naturelle, les plus considérables s'assemblèrent et s'estant vestues en amazones marchèrent avec un ordre galant et martial tout ensemble par tous les endroits de la ville, où elles parurent armées et tirèrent des coups de pistolets avec toute l'adresse possible, sans qu'elles y eussent été instruites que par l'envie qu'elles avoient de se signaler dans cette journée consacrée à la joye et au plaisir. Elles firent dresser deux grands théâtres au fond de la place et vis à vis des tables qu'on avoit dressé pour les hommes, sur lesquels on avoit disposé des tables que l'on avoit orné de diverses verdures, qui furent aussy couvertes de quantités de mets, chacun beut et se resjouit. Les santés n'y furent point oubliées, on commença par celle de toute la famille royale que l'on accompagna des cris de joye ordinaires. Les dames y respondirent aussy souvent que leur sobriété le leur permit, mais du moins très souvent par les divers coups de pistolets qu'elles tirèrent. Dans ce moment toute la place publique fut illuminée par les diverses chandelles que l'on avoit mis aux fenestres. Tout l'hostel de ville parut en feu et les fontaines de vin redoublèrent, le clocher de l'église fut pareillement illuminé et dans toutes les rues de la ville on vit la mesme

chose, si bien que la nuit qui commençoit sembloit estre chassée par la lumière des diverses chandelles desquelles les maisons estoient garnies. Après que tous les repas publics furent finis on disposa un bucher vers lequel MM. les maire et jurats marchèrent dans l'ordre précédent, toute la place et les avenues estoient bordées par les compagnies qui estoient soubz les armes. Tous les plus considérables suivirent cet ordre et les dames se joignirent au gros de la troupe pour faire la gayeté dans l'occasion. M. le maire à qui sont defférés tous les honneurs dans cette ville mit le feu au bucher et cria ensuite : Vive le Roy. Tout le peuple y répondit et à ces cris succédèrent diverses descharges de mousqueterie et de boettes qu'on avoit disposé dans la place. MM. les maire et jurats avec ceux qui les accompagnoient se placèrent ensuite sur ces théâtres que les tables des dames avoient occupés et le reste du peuple, c'est-à-dire ceux qui n'estoient pas en armes, occupèrent divers endroits, les dames furent dans ceux qu'on leur avoit disposé et ensuite on fit jouer le feu d'artifice qui réussit d'une manière à surpasser l'attente que l'on en avoit eu. On avoit disposé une machine à laquelle M. le maire mit le feu qui prit à un dragon artificiel et par le moyen duquel toutes les lances à feu dont le théâtre estoit bordé furent allumées. Il fut jetté une très grande quantité de fusées volantes ; le feu se prit ensuite à diverses roues qui se trouvèrent couronnées de diverses flammes en tourbillon, une quantité de pétards et de serpentaux jouèrent en mesme temps, et cela donna un plaisir indicible à tous les spectateurs. Ensuite le bal commença dans la maison de M. le maire, où il s'estoit tenu les deux jours précédens. Tout le monde y fut receu et l'on y dansa au son des violons et hautbois jusques à quatre heures du matin. Le lendemain une compagnie d'élite des plus apparens en la ville et de la jeunesse se mit soubz les armes et se promena tout le jour par la ville et elle fit diverses descharges et diverses évolutions. Ceux qui la composoient disnèrent publiquement dans la place et en suite M. le maire donna à souper où tous les honnestes gens furent receus. On alluma un feu de joye devant sa maison, on y jetta diverses

fusées volantes, on y fit jouer plusieurs pétards et beaucoup de serpentaux et tout y fut exécuté avec une grande industrie; et ensuite le bal commença comme tous les jours précédens. ce fut la conclusion des plaisirs qui finirent lorsque on estoit presque hors d'état de les soutenir par les veilles et par les autres fatigues que l'on avoit souffertes pendant trois jours que la joye dura. » « On aura peine à croire, ajoute Peychaud, clerc assesseur, auquel j'ai emprunté la narration de ces fêtes, qu'une communauté dont les revenus sont sy médiocres ayt pu subvenir à toutes ces dépenses; il est vray qu'on y a surpassé l'attente de ceux qui en avoient la direction... Enfin tout se passa fort heureusement et ce fut presque l'unique endroit dans la province où il n'arriva aucun accident; il est vray qu'on prit tout le soin possible de les éviter; cela fait voir que toutes ces joyes quoiqu'apparemment dans l'excès ont pourtant esté fort judicieuses (1). »

J'ai cru devoir rapporter ici la narration complète de ces fêtes, due à la plume d'un des témoins, parce qu'elle nous montre ce qu'étaient les réjouissances publiques sous l'ancien régime. Certes, l'entrain, la gaité, n'y faisaient point défaut, et si nos ancêtres étaient moins riches que nous, il faut reconnaître qu'ils n'étaient point plus malheureux; chez eux, contentement se passait assez bien de richesse. Du reste, on a fait remarquer bien souvent qu'à mesure que les idées générales et l'aisance se sont répandues, les vieilles coutumes ont peu à peu reculé; tant il est vrai que le bonheur ne dépend pas de la fortune. Il est à noter aussi qu'à cette époque où le mot égalité n'était pas inscrit partout, il existait une grande familiarité entre toutes les classes. La danse était un des plaisirs favoris, et sur la place publique, comme dans les salons de M. le maire, peuple, nobles et bourgeois dansaient ensemble. Peychaud, le clerc, nous le dit formellement : « tout le monde y fut reçu. » Ne semble-t-il pas que cette sorte de camaraderie devait compenser dans une certaine mesure les privilèges des classes supérieures? Actuellement, nous avons,

(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. VIII.

en théorie tout au moins, l'égalité en tout et pour tout; il n'y a plus de classes à proprement parler, mais seulement des positions sociales plus ou moins prisées, accessibles à tous; et pourtant on ne fréquente que les gens de son rang.

Les feux d'artifice, d'origine italienne et introduits en France seulement au xvi^e siècle, ne figuraient encore que dans les fêtes des grandes villes; aussi celui du mois d'août 1682 dut-il faire réellement un très grand plaisir aux habitants de Bourg.

Quant aux fontaines de vin, on sait qu'elles étaient en usage depuis le xiv^e siècle.

Il n'y avait point non plus de fêtes sans festins; la sobriété n'était pas toujours observée, car ces hommes, habitués à ne pas satisfaire tous les jours leur appétit, ne savaient point se contraindre lorsque se présentait l'occasion de manger et de boire sans mesure. « Boire un peu sec, et seulement jusqu'à chanter, rire et s'embrasser, épanouit la rate, bannit les inimitiés et lie la société », a écrit le marquis de Mirabeau; malheureusement, après avoir bu jusqu'à s'embrasser, on buvait jusqu'à se battre, et souvent, hélas! sous l'influence du vin, les plus charmantes fêtes dégénéraient en bagarres et en scènes absolument regrettables. A Bourg, on sut en cette occasion éviter cet excès.

Il n'en fut pas ainsi quelques années plus tard. Dans une soirée donnée par M^{lle} de Rappet, en 1695, le fils Maray, ému sans doute, plus que de raison, par de copieuses libations, se prit de querelle avec Elie Lafosse et à la sortie du bal alla l'attendre au coin d'une rue et lui tira un coup de pistolet à brûle-pourpoint. Le coup heureusement ne fut pas mortel; Lafosse en fut quitte pour être soigné pendant plusieurs mois par Coulaud de Lacombe, maître chirurgien de Bourg, et Peychaud, apothicaire; quant à Maray, il fut incarcéré dans la prison de Blaye et se vit attaquer en dommages et intérêts par sa victime qui obtint gain de cause, car nous avons eu sous les yeux un acte par lequel Lafosse cédait à Georges de Labadie, moyennant 500 livres, « tous les droits, noms, raisons et actions, dépens, dommages et intérêts qu'il a ou

pourroit avoir à prétendre à l'encontre dud. Ellie Maray pour raison des excès et assassin nocturne commis en sa personne » (1).

Si à Bourg on savait se réjouir à l'occasion des naissances, des victoires, on savait également prendre part aux événements malheureux qui venaient affliger la France ou son roi, et prier pour les morts. Voici ce que nous lisons encore dans les Registres de la Jurade (2) sur le service solennel qui fut célébré, au mois de septembre 1683, pour le repos de l'âme de la reine qui venait de mourir :

Sur l'avis que le corps de ville a eu du mandement envoyé par M^{sr} l'archevesque de Bordeaux aux s^{rs} Religieux et curé de la présente ville, pour faire un service solennel pour le repos de l'âme de la reyne, comme il y alloit de l'intérêt et de l'honneur de la ville de marquer le déplaisir que le royaume souffre de la mort d'une si grande princesse, et que la Communauté se trouvoit engagée à donner des preuves de son zèle, et à donner des marques extérieures du déplaisir que les habitans ressentent intérieurement de cette perte, après achat de luminaires en écusson les maire et jurats rendent une ordonnance le 14 septembre par laquelle il est expressément inhibé et deffendu à tous bourgeois, manans et habitans de la ville, fauxbourg et banlieu de ne faire aucune œuvre manuelle, et à tous marchands de fermer boutique pendant la journée entière de ce jour, auquel le service solennel avoit été prescrit. En exécution de quoi, nous maire et jurats avons été en deuil et en livrées dans l'église paroissiale S^t Girons environ 10 à 11 heures de ce jourd'hui matin, ayant à nostre suite des anciens et principaux bourgeois de la ville, où nous avons assisté au service solennel et à la cérémonie funèbre qui s'est faite à la mémoire et pour le repos de l'âme de la défunte reyne, et par nos soins il a été dressé une chapelle ardente entourée d'écussons dans le chœur de lad. église et vis à vis de nos places, garnie de quantité de cierges blancs et de creppe et dans l'intervalle de la messe qui a été célébrée, le R. P. Constantin

(1) Coll. Daleau.

(2) T. VIII.

religieux récolet, un des habiles prédicateurs de cet ordre, a presché l'oraison funèbre de la reine. A laquelle pompe et cérémonie funèbre plusieurs ecclésiastiques des paroisses circonvoisines ont assisté avec tous les pères Récollets de l'ordre de S^t François, ensemble la plus grande et saine partie des bourgeois et habitants de cette ville, qui ont dans cette occasion marqué leur zèle et leur fidélité, mesme les artisans et marchans ont tenu leurs boutiques fermées et ont cessé leurs travaux pendant la présente journée, comme aussi partie de MM. les gentilshommes bourgeois et autres ont assisté à lad. cérémonie. La dépense n'a été faite que pour honorer la mémoire d'une reine que tout le royaume regrette avec une juste douleur et pour l'honneur de la communauté, afin que nos successeurs, maires et jurats, connaissent la ferveur et sincérité de nostre zèle pour le bien de l'Estat et pour le service de nostre Roy.

Les bateliers qui naviguaient entre Bourg et Bordeaux avaient l'habitude de transporter les lettres ; mais, un beau jour, menacés d'emprisonnement pour ce fait, ils refusèrent de continuer. La ville s'en émut et le maire, accompagné du procureur-syndic, se rendit à Bordeaux auprès de M. de Faucon (1), intendant de la province, afin d'obtenir qu'il fût permis aux bateliers de continuer à transporter les lettres jusqu'à l'établissement d'un courrier. Le secrétaire de l'Intendant l'adressa à M. Baudelot, intéressé « au party des postes ». Celui-ci se montra fort irrité parce que disait-il, ayant établi un commis à Bourg, il avait appris qu'on l'avait insulté et que même on lui avait arraché les paquets des mains sans lui payer les droits ; ce dont il allait aviser M. de Louvois, intendant général des postes. Le maire ayant représenté que le corps de ville n'avait eu aucune connaissance de l'établissement de ce commis, qui avait eu le grand tort de ne pas présenter sa commission à la Jurade, il fut convenu que M. Baudelot ordonnerait à ce

(1) Charles de Faucon, seigneur de Ris, marquis de Charleval, comte de Bacqueville, conseiller au Parlement de Rouen, maître des requêtes, intendant à Moulins, et à Bordeaux depuis 1678 jusqu'en juin 1686 ; il devint alors premier président au Parlement de Rouen.



commis de s'adresser aux magistrats de la ville, qui de leur côté veilleraient à ce qu'il ne fût point contrevenu aux règlements par les bateliers ou toutes autres personnes.

Peu de temps après, c'est-à-dire le 8 avril 1683, le sieur Baudelot envoya à Bourg un arrêt du Conseil d'État du 18 janvier 1680 et un extrait du bail général fait par le roi des revenus et droits des ports de lettres et paquets dans toutes les villes du royaume, avec l'ordre général donné par Sa Majesté à M. de Louvois au sujet des départs des courriers de la ville de Bordeaux à partir du 1^{er} mars 1683. Le tout fut proclamé et affiché dans la ville et les lettres durent être remises au bureau installé à cet effet. Ce bureau fut établi dans la maison de Charles Vigorre, bourgeois et maître cordonnier, rue Palezeau; en même temps les bateliers eurent ordre de recevoir des mains dudit Vigorre tous paquets et lettres à destination de Bordeaux et de rapporter de Bordeaux toutes les correspondances pour Bourg, le tout moyennant un salaire convenable (1).

Tel fut le premier bureau de poste installé à Bourg. C'était le moment où Louvois soumettait les postes à une organisation plus sérieuse, réglait la taxe des lettres d'après la distance parcourue et travaillait à établir des services à peu près réguliers entre tous les centres de quelque importance. Les Messageries de l'Université, primitivement chargées du transport des étudiants, furent réunies au domaine du roi à partir de 1572 et le fermier des postes dut se charger des lettres. Déjà Louis XIV rentrant à Paris après la Fronde avait établi dans sa capitale ce qu'on appelait la « petite poste », dont la mission était de porter les paquets et les lettres dans les divers quartiers de la ville. C'est du moins ce que Loret nous apprend dans sa *Muse historique* :

« Des boîtes nombreuses et drues
Aux petites et grandes rues,

(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. VIII.

Où par soi-même ou ses laquais,
On pourra porter des paquets,
Et dedans à toute heure mettre
Avis, billet, missive ou lettre,
Que des gens commis pour cela
Iront chercher et prendre là,
Pour, d'une diligence habile,
Les porter par toute la ville. »



CHAPITRE XX

Organisation de la Jurade sous la monarchie française. — Charles VII et Louis XI. — Statuts réglant les élections. — Serment du maire et des jurats. — Candidatures officielles. — Résistance de la Jurade de Bourg. — Dénombrement des privilèges. — Mise aux enchères des franchises municipales. — Un Conseil de Prud'hommes remplace les Assemblées générales.

On sait comment s'acheva le règne de Louis XIV, et quelles furent les difficultés et les adversités qui en attristèrent les dernières années.

Les archives de Bourg sont à peu près muettes sur ces événements auxquels la ville n'eut point l'occasion de se mêler directement; aussi les passerons-nous sous silence pour consacrer quelques pages à l'étude de l'organisation municipale. Déjà, dans un précédent chapitre, nous avons essayé de connaître ce qu'elle était sous la domination anglaise; tâchons maintenant de savoir ce qu'elle fut sous la monarchie française.

Après la seconde reddition de la Guienne, le roi Charles VII, pour récompenser la conduite de Bourg, lui avait assuré, avons-nous dit, par une nouvelle charte, le maintien à tout jamais de ses anciens privilèges; Louis XI, dominé par l'effroi que lui causait la ligue formée contre lui par les grands feudataires, fut amené à chercher un appui dans les classes ennemies ou jalouses des grands. Plusieurs villes durent à

cette circonstance la concession de privilèges presque tous empreints de sentiments nobles et généreux. La même raison lui fit appeler aux affaires des hommes de rang inférieur. C'est aussi pour se concilier l'esprit des provinces que nous le voyons, lui que son caractère, sa politique et les circonstances poussaient sans cesse au despotisme, adresser directement à des États provinciaux des titres portant création ou confirmation de privilèges. N'est-ce pas à la demande des trois ordres de la Guienne qu'en 1462 il accorda l'érection du Parlement de Bordeaux?

Pour les institutions municipales il eut des égards assez constants, confirmant la forme d'élection populaire là où elle était établie, l'accordant même quand il instituait des consulats.

En confirmant à la ville de Blaye le droit d'élection populaire de ses magistrats municipaux, il ajouta : « Ainsi qu'il est accoustumé de faire, par chascun an, es villes voisines et prouchaines de ladicte ville de Blaye, comme Bourg, Libourne, Saint Emilion (1). »

Si parfois il dérogea à ces égards qu'il montra si souvent pour les institutions municipales, c'est qu'il y fut amené par des motifs de police publique. Les confirmations nombreuses des privilèges sont une preuve incontestable de son respect pour ces institutions et les concessions nouvelles qui ne dérogent pas à l'ancien état de choses ajoutent encore à cette vérité. Nous voyons une autre preuve de ses dispositions bienveillantes envers les communes, dans les actes nombreux de son gouvernement concédant ou confirmant le droit d'ouvrir des marchés, ou de tenir des foires. La liste des villes qui obtinrent cette dernière faveur serait longue; contentons-nous de citer Bordeaux et Bourg.

Les rois, qui succédèrent à Louis XI sur le trône de France jusqu'au commencement du xvii^e siècle, respectèrent en grande partie ces constitutions et ces privilèges, de telle sorte que Bourg continua à nommer ses maires et ses jurats.

(1) Arch. municip. de la ville de Blaye.

Je transcris les statuts qui réglaient ces élections :

Le jour de Saint Monmolin, huictiesme d'aoust, on a accoustumé de proceder à l'élection de deux nouveaux jurats dans l'esglize paroissielle, pour succéder aux deux plus anciens quy ont achepvé le temps de deux années de leur exercice.

Après ceste élection, les deux nouveaux jurats, ayant presté le serment, s'assemblent avecq les deux anciens quy restent, et tous quatre avecq le maire, procedent dans ladicte esglize à la nomination de deux bourgeois de ladicte ville, des plus apparans et capables qu'ils peuvent recognoistre pour estre maire pendant deux ans, et pour tous deux estre présentés à M. le grand sénéchal de Guienne, affin qu'il confirme l'un des deux bourgeois, tel qu'il estime, pour estre maire au lieu et place de l'ancien qui a fini son exercice de deux ans.

Ceste confirmation estant faicte, le bourgeois est mandé de venir dans ladicte esglize, le jour de Saint Laurant, dixiesme du mois d'aoust, où il preste le serment au cas requis.

Dès lors que le maire nouvellement esleu a presté le serment, il s'assemble dans la mesme esglize avecq les quatre jurats et on procede à la nomination d'un procureur scindicq et d'un clerqq accesseur pour estre dans la charge pendant deux ans, au lieu et place du procureur et du clerqq quy ont achepvé leurs deux années d'exercice (1).

Ce règlement était complété par différents arrêts de la Cour appelée plusieurs fois à statuer sur des cas particuliers. Ainsi suivant ces arrêts : « Le père ne pouvait pas élire le fils ; le frère, le frère ; le beau-père, le gendre ; l'oncle, le neveu, pour leur succéder dans les charges municipales, à peine de nullité des élections.

» Aucun bourgeois ne pouvait entrer en charge, s'il n'y avait quatre ans d'écoulés depuis qu'il avait cessé ses fonctions, à peine également de nullité des élections.

» Un bourgeois âgé de soixante-dix ans et plus ne pouvait pas être élu.

(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. VII.

» Tout bourgeois prévenu de crime, qui a usurpé le bien public, ne peut être admis aux charges municipales, pas plus que celui qui plaide contre la ville (1). »

Enfin, d'après les anciens privilèges, pour être maire il fallait être bourgeois de Bourg.

Voici les formules des différents serments exigés par les statuts.

Serment du maire et des jurats lors de l'élection de deux nouveaux jurats :

Vous jurats et maire promettez par le Dieu vivant, par les saints Evangiles, que vous eslirez bien et loialement deux jurats nouveaux les plus suffisans, fidèles et loiaux au Roy nostre sire, et amateurs du bien de la commune, bourgeois et habitans d'icelle, à vostre loial pouvoir.

Serment des deux nouveaux jurats nommés :

Vous promettez, jurats, devant Dieu et sur les saints Evangiles, que vous serez subjects et obéissans au maire quy sera la présente année par vous esleu et confirmé par M. le grand sénéchal de Guienne ou son lieutenant, garderez et aimerez le bien et service du Roy et de la ville et maintiendrez les habitans d'icelle en bonne paix, en leurs franchises, status, privilèges et libertés qu'ils ont de tous temps coustume jouir et user, ensemble que vous conseillerez led. maire en toutes les affaires quy concerneront le service et fidellité du Roy et de lad. ville le mieux qu'il vous sera possible, selon Dieu, conscience et raison, que vous aurez pour agréable, ne contreviendrez aux arrêts, ordonnances faictes par vos prédécesseurs maires et jurats.

Enfin le serment que devait prêter le maire le jour de la Saint-Laurent était ainsi conçu :

Vous promettez par le Dieu vivant que vous serez bon, fidel et loial au Roy de France nostre souverain et à la ville de Bourg, aux

(1) Ces règlements, ainsi que les formules de serment ci-après, sont extraits des Reg. des délib. de la Jurade, t. VII et autres.

bourgeois et habitans d'icelle, que vous les maintiendrez et gouvernerez bien loialement et fidellement en leurs franchises, privilèges, usages et libertés, et establissemens, à vostre loyal pouvoir, le tout selon raison et justice.

La cérémonie de la prestation de serment du maire était fort solennelle. Le jour de la fête de saint Laurent toute la Jurade se réunissait en l'église Saint-Giron; le banc municipal était garni de drap bleu décoré des armes de la ville. Le moment venu, le maire, dont les fonctions expiraient, prenait par la main le nouvel élu, le conduisait au grand autel où étaient exposés le missel, le *Te igitur* et la croix. Là, le nouveau maire se mettait à genoux, et la main droite étendue sur le missel récitait à haute voix la formule de serment ci-dessus reproduite; puis il était reconduit à la stalle du maire par son prédécesseur.

Pour les jurats, le cérémonial était à peu près le même; le maire revêtu de la livrée après les avoir conduits à l'autel les accompagnait au banc de la magistrature.

Le jour de la Saint-Mommolin, après l'élection, il y avait grand festin à l'hôtel de ville.

Aussi donc, après comme avant la conquête, Bourg jouit d'une entière indépendance en matière d'élections municipales. Mais en 1620 Louis XIII ouvre l'ère de la candidature officielle. Il écrit en effet, ainsi que nous l'avons déjà dit, une lettre ordonnant « d'eslire et admettre ledit sieur Molère en ladite charge de maire et le recognoistre comme personne en qui nous avons confiance et que nous scavons estre porté au repos et tranquillité de nos subjectz et de nostre ville ».

A l'avenir les jurats se réuniront encore pour élire le maire, mais plus d'une fois le conclave sera précédé d'une missive gouvernementale disant : « De par le Roy, il est ordonné aux maire et jurats de Bourg d'eslire pour maire... » Si le candidat royal réunit toutes les conditions requises par les statuts de la commune, on s'exécutera de bonne grâce, mais, s'il lui en manque une seule, il n'en sera plus de même. On protestera, on enverra copie des coutumes et privilèges de la ville, on déléguera des jurats vers M. le sénéchal;

on dressera la liste des personnes capables de remplir les fonctions de maire, etc. Le 10 août 1675, Gaston de Bellade, chevalier, seigneur de Pastourat, mais non bourgeois, dont l'élection est confirmée par le gouverneur, le maréchal d'Albret, n'est agréé par la ville qu'à cause « des debvoirs que nous debvons à un gouverneur qu'y nous a toujours considérés ». Mais à peine le duc d'Albret est-il mort, qu'on va prier son successeur, le duc de Roquelaure, « de maintenir la bourgeoisie dans les privilèges de la ville, notamment au sujet de l'eslection du maire, lequel d'après les privilèges ne peut estre qu'un bourgeois habitant ladicte ville ».

Le duc fait un excellent accueil aux délégués, et leur donne de belles assurances, ce qui ne l'empêche pas, peu d'années après, de confirmer l'élection « de Jehan de Coutures, advocat au Parlement de Bourdeaux et juge royal de la présente ville, lequel avoit un procès avec le corps de ville au subject de la préséance ».

A cette nouvelle, le procureur syndic s'élève contre une telle nomination et convoque les bourgeois qui envahissent « l'hostel de ville armés d'espées et de bastons » ; on s'empare de la lettre de confirmation et on la met en pièces. Dans l'espoir de tout arranger, le duc ordonne « que le sieur de Coutures se désiste de son procès ; après quoy qu'il soit procédé à sa prestation de serment ». Les bourgeois, ne voulant pas accepter ce genre de conciliation, en appellent au Parlement, qui « suspend les nouveaux magistrats et continue les anciens dans les fonctions de leur charge ». Peu après, la Cour du Parlement de Guienne, sur la requête du procureur général, rend un arrêt par lequel il est ordonné « aux maire et jurats de s'assembler pour eslire un maire, quatre jurats, un procureur scyndiq et un clerc pour exercer lesdites charges, sçavoir deux jurats pendant une année, deux autres ainsy que le maire et procureur scindiq et clerc de ville, pendant deux années, pour *restablir l'ancien usage quy fut interrompu l'année dernière* » (1).

(1) Tous ces faits sont relatés dans les Registres des délibérations de la Jurade.

Notez que ceci se passait en 1685, en plein règne de Louis XIV, l'oppresseur du peuple, au dire de certains historiens!! Du reste, les bourgeois de Bourg n'avaient pas craint, le 10 juillet 1668, d'imiter leurs devanciers de 1271, et de faire l'aveu et dénombrement des droits et privilèges de leur commune.

Disent les maire, jurats et bourgeois de Bourg, avoir droict de tenir une maison commune pour y faire toutes les assemblées de ville, pour dellibérer pour le service du roy et du publicq, et pour cet effect, ont ladicte maison consistant en plusieurs chambres basses et hautes, bastie de pierres et couverte de tuilles.

Aussy ont tout droit de justice criminelle et politique dans ladicte ville et banliefve de Bourg, haulte, basse, moyenne, mère et mixte.

Plus ont aussy l'uzage des rues, de quelques petits lieux et places quy servent d'entrées et issues et descharges à la dicte ville, et toutes choses quy sont dictes droit d'immunité et communauté.

Devantaige ont droict et uzage de la rivière quy est au devant la ville, à pescher, naviguer et à leurs affaires utiles et nécessaires.

De plus ont droict de prandre et lepvver les revenus du greffe de ladicte ville, droict de halle, plassage, lestage et mesurage d'icelle, tant de bled, sel, huile, que aultres chozes mesurées tant en lad. ville et banliefve d'icelle que au port et havre de lad. ville et rivière estant au devant d'icelle.

Aussy ont droict de prandre le debvoir du vin appelé le cartonage, sur le vin vendu en destailh en lad. ville et banliefve d'icelle, quy est le prix de six pots de vin par chascune barrique revenant au debvoir de quinze ung, qu'ils ont de tout temps prins et lepvé pour le tout convertir, comme ils font, aux affaires et charges communes de ladicte ville et administration de la justice d'icelle.

Comme aussy tiennent et possèdent certains paduens et possessions en la pallu de Barbe, pour lesquels paduens lad. communauté paye au roy certains deniers appellés les allois quy est deux deniers par feu, payable le lendemain de chascune feste de Noël.

De plus, ont les dicts sieur maire, jurats et procureur scindiq, droict de faire tenir boucherie les jours de samedy et festes annuelles entre les portes du grand portailh de lad. ville, pour raison de quoy

chascun marchant paye à lad. ville pour chascun chef de gros bestail et de pourceaux une pisse marchande et raisonnable, et pour chascun mouton, brebis, chèvre, boucqs et austre meneu bestail quy sera vendu audict lieu tant en gros qu'en destailh, la quarte partie d'un cartier.

Aussy lad. ville a accoustumé de tenir foire aud. lieu de Bourg, entre autres la foire meslée, la foire de troque de sel, de bled, quy tient et dure huict jours à commencer le premier jour de septembre jusques à la feste de Nostre Dame quy est le huictiesme jour du mesme mois, franche de toute chose au roy, tout au long de la rivière de Dordogne.

En oultre, lad. ville et bourgeois ont droict et coustume de tenir et vendre sel chascun en leur particulier, tout au long de l'an, sy bon leur semble, à tous marchans quy en veulent achepter, en payant au roy le droict quy luy est dheub, quy est de vingt un deniers (1).

Ce document, on en conviendra, supporte assez bien la comparaison avec celui de 1271; sans doute le ton en est plus humble, mais les temps sont bien changés, le roi régnant est celui qui en prenant les rênes du gouvernement a dit : « L'État c'est moi. »

Ainsi donc, à la fin du ^{xvii}^e siècle, à part quelques cas de candidatures à peu près forcées, le régime communal avait conservé ses vieux fondements et son principe de liberté et d'indépendance. Mais à ce moment éclata la guerre avec l'Allemagne, dont les dépenses furent telles que le gouvernement ne put les couvrir qu'avec des expédients financiers. On créa d'abord des offices vénaux, puis on en vint à s'emparer des magistratures urbaines et de tous les emplois à la nomination des villes, à les ériger en offices héréditaires et à les vendre le plus cher possible soit à des particuliers, soit aux villes elles-mêmes. Un maire perpétuel et des assesseurs

(1) Les privilèges de Bourg ont été confirmés en 1451 par Charles VII; en 1550 par Henri II; en 1560 par François II; en 1582 par Henri III; en 1606 par lettres patentes d'Henri IV; en 1654 par lettres patentes de Louis XIV; et en 1727 par lettres patentes de Louis XV.

furent imposés à toutes les municipalités qui cessaient d'être électives, à moins qu'elles n'eussent acquis de leurs deniers les nouveaux offices, pour les éteindre. C'était, en résumé, la mise aux enchères des vieilles franchises municipales. Bourg ne put racheter les siennes, ses charges absorbant la presque totalité de ses revenus; c'est pourquoi une lettre du roi, du mois de décembre 1692, crée le sieur de Marias, escuyer, seigneur de la maison noble de la Croix, maire perpétuel de Bourg; « lequel après avoir été complimenté par deux jurats dans la maison du sieur Cosson d'Esconge, où il estoit descendu, s'est ensuite rendu à l'hostel de ville où le maire l'a revestue de la livrée et installé dans le siège de maire » (1).

Toujours à bout de ressources, le roi crée de nouveaux offices héréditaires et perpétuels, tels que ceux de conseillers royaux et d'assesseurs du maire. Ces nouveaux édiles, d'après les Registres de la Jurade de Bourg, n'avaient point part à l'exercice de la justice criminelle, n'avaient pas droit d'assister aux élections des jurats et marchaient avant ces derniers dans les cérémonies publiques.

Tous ces expédients mirent quelque argent dans les caisses de l'État, mais en 1702 elles se trouvèrent encore vides: aussi créa-t-on un nouvel office, celui de lieutenant de maire; c'est Jean de Vauzelle, ci-devant procureur du roi, qui au mois d'octobre de cette même année en devint le titulaire à Bourg (2).

Enfin deux ans plus tard, les places de premier et troisième jurats furent érigées en titres perpétuels et héréditaires.

Dans les derniers temps de son règne, Louis XIV, tout en s'accusant d'avoir trop aimé la guerre, rendit aux communes la liberté des élections (3).

Louis XV, à peine sur le trône, s'empresse de rétablir l'ordre qui s'observait avant 1690, dans l'administration de

(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. IX.

(2) Id., t. X.

(3) Id., t. XII.

toutes les villes et communautés, « soit qu'elles aient acquis ou réuni les dits offices, sous quelque titre que ce puisse être, pour avoir la liberté de les faire exercer en tout ou en partie, ou pour jouir seulement des gages et droits y attribués, soit que les dits offices aient été vendus à des particuliers; nous avons résolu, ajoute-t-il, de supprimer tous les offices sans exception, et de rendre à toutes les villes, communautés et paroisses de notre royaume la liberté qu'elles avoient d'élire et de nommer des maires, échevins, etc. »

Malheureusement, le gouvernement du nouveau monarque ne fut pas plus économe des deniers publics que ne l'avait été celui de son aïeul, et en présence de la catastrophe de Law et des coffres vides, Louis XV en revint bien vite aux errements de Louis XIV. Il mit à nouveau les offices municipaux en vente et défendit de procéder à de nouvelles élections qui, du reste, se trouvaient suspendues depuis le mois d'août 1741. Mais l'arrêt du Conseil du roi du 10 octobre 1747, portant réunion de tous les offices municipaux de la généralité de Bordeaux, autorisait de procéder à de nouvelles élections sur l'avis de M. de Tourny; de telle sorte qu'à Bourg, au mois d'août 1748, on put, comme par le passé, élire Jean-François de Laborde pour maire. Du reste, à l'exception des places de procureur et de second jurat, achetées l'une mille et l'autre deux mille livres, la commune de Bourg, faute de preneurs, et de l'avis même du roi, revint à l'élection (1).

En 1750, le corps de ville de Bourg porta lui-même une grave atteinte à la vieille indépendance communale. Il décida en effet, que dorénavant les assemblées générales des bourgeois et habitants n'auraient plus lieu et qu'elles seraient remplacées par un Conseil de prud'hommes composé de huit anciens magistrats, nommés et choisis, après l'élection du maire, par la Jurade elle-même. Ce Conseil était appelé à délibérer avec la Jurade dans toutes les affaires qui antérieurement étaient soumises aux Assemblées générales (2).

(1) Reg. des délib. de la Jurade, t. XVII.

(2) Id., t. XVIII.

Louis XVI, en 1778, supprima les deux charges de procureur-syndic et de second jurat, et nomma les officiers municipaux (1).

Ainsi qu'on a dû le remarquer, à chaque crise financière, l'État s'est empressé de vendre les charges municipales; c'est donc, comme l'a fait observer Augustin Thierry, un coup d'État fiscal plutôt que politique qui a fait abolir en droit le vieux régime municipal, ne lui laissant en fait qu'une existence précaire et conditionnelle.

Il m'a semblé que la liste des maires qui se sont succédé à l'hôtel de ville de Bourg était le complément indispensable de cette histoire de la Jurade. Malheureusement mes recherches n'ont pas été couronnées d'un plein succès, car il existe de nombreuses lacunes dans mon travail; je n'hésite pas néanmoins à le donner tel quel.

Liste des maires de Bourg jusqu'en 1789 :

	Années d'exercice.		Années d'exercice.
Ayquard Forton.....	1273	Léonard Grellet.....	1572
D'Hostède.....	1330	De Lansac, le jeune	1578
Arnaud Olivier.....	1363	Guillaume Chevalier....	1579
Arnaud Johan.....	1379	Guillaume Rivereau....	1583
Arnaud de Peychi.....	1406	Gervais Eyquem.....	1599
Bertrand de la Trau....	1412	Charles Jehan Delabadie	1601-03
Johanin Lorrion.....	1490	Pierre Aymard.....	1603-05
Hélie Graney.....	1491	Louis Dumeyniou.....	1605-07
Guillaume Grenier.....	1515	Louis Dumeyniou.....	1607-09
Odet Maulny.....	1525	Delabadie.....	1609-11
Robert Rappet.....	1565	Delabadie.....	1611-13
Pierre de la Louze.....	1567	Delabadie.....	1613-15
Hugues Chardavoine...	1569	Pierre Aymard.....	1615-17

(1) Id., t. XXII.

	Années d'exercice.		Années d'exercice.
François Aymard.....	1617	Pierre Rappet.....	1679-81
Georges de Bernardy...	1617-19	Jean Delaborde.....	1681-83
Bertrand Rappet.....	1619-21	Arnaud Duverger.....	1683-85
Georges de Bernardy...	1621	De Coutures.....	1685-86
Duc de Luxembourg....	1622-29	Georges de Labadie	1686-88
Molère, maire provisoire	1629	Mosnier de Rousset....	1688-90
Jehan Eyquem.....	1629-31	Jean Delaborde.....	1690-92
Arnaud de Laroque....	1631-33	Gelibert de Laroque....	1692-93
Anthoine de Ribette	1633-35	De Marias, maire perpétuel....	1693-1703
Pierre Reynaud.....	1635-37	De Marias fils, maire perpétuel..	1703-17
Arnaud de Laroque....	1637-39	Jean Delaborde.....	1717-19
Anthoine de Ribette	1639-41	François Dulac.....	1719-21
Louis Dumeyniou.....	1641-43	Pierre Aney.....	1724
Touron.....	1643-45	Duverger.....	1729-31
Pierre d'Olive.....	1645-47	Pierre Peychaud.....	1731-33
Antoine Aymard.....	1647-49	Arnaud Despaignet....	1733-38
Robert Chardavoine....	1649-51	Jean Artaud.....	1738-41
Marias.....	1651-53	Martin Tasteaud... ..	1741-48
Artaud.....	1653-55	François Delaborde....	1748-50
Robert Chardavoine....	1655-57	Charles Peychaud.....	1750-52
Antoine Aymard.....	1657-59	Nicolas Dupuy.....	1752-54
Antoine Aymard.....	1659-61	Louis de Cazelles.....	1754-56
Mathieu de Lamothe ...	1661-63	Elie Lafosse.....	1756-58
Saubat Dumeyniou....	1663-65	Elie Lafosse.....	1760
Jean de Coutures.....	1665-67	Nicolas Dupuy.....	1760-62
Antoine Aymard.....	1667-69	Jean Peychaud.....	1762-64
Saubat Dumeyniou....	1669-71	Luc Lafosse.....	1764-66
Bernard Pastoureau....	1671-73	Jean Labadie.....	1766-71
Michel Moran.....	1673-75	Charles Peychaud.....	1771-78
Gaston de Pastorat....	1675-77	Bignon de Laborde....	1778-88
Dumeyniou.....	1677-79		

CHAPITRE XXI

Le maire juge en matière criminelle. — Ventes et reventes de la prévôté royale. — Privilèges et franchises de Bourg au XVIII^e siècle. — Situation précaire des habitants. — Le droit de préséance. — La livrée des jurats. — Les sergents. — Le feu de la Saint-Jean. — Funérailles du maire.

En vertu des plus anciens privilèges, le maire et les jurats étaient juges, non seulement en matière de police, mais encore en matière criminelle. C'était là une des prérogatives auxquelles la ville tenait le plus, car à presque toutes les pages de ses archives on trouve des notes comme celle-ci : « C'est dans les privilèges concédés par les ducs de Guienne et continués par nos rois depuis la réunion de cette province à la couronne que se trouve établi le droit de juridiction criminelle qui est le plus considérable de tous. On a souvent consulté lesdits privilèges au sujet de la justice criminelle ; les plus grands hommes de la province les ont toujours trouvés inexpugnables. »

Une des sentences de mort rendue, le 16 mai 1654, par le maire et les jurats, s'est conservée ; en voici la teneur :

Veu la requête du procureur syndic, les maire et jurats de Bourg, juges criminels et de police, ont déclaré et déclarent

Lionne Barrateau suffisamment atteinte et convaincue de parricide à elle mis sus. Pour réparation duquel l'ont condamnée et condamnent à estre traînée et conduite par l'executeur de la haute justice au devant des portes de l'esglise parroissiale de St Giron, de l'hospital St Lazare et de l'hostel commun de la présente ville, et là, à genoux, les fers aux pieds, la hart au col, teste nue, ayant une chemise de toille vestue et une torche de cire jaune au poing du poids de deux livres, demander pardon à Dieu, au Roy et à la Justice, et déclarer que temmérairement et malicieusement elle a commis le crime de parricide dont est question ; et, ce faict, elle sera traînée et conduite sur une claie par les cantons et carrefours accoustumés de la présante ville et menée au devant le marché et place publique pour là estant estre pandue et estranglée par le dict executeur de la haute justice à une potence qui sera à ces fins par lui posée et dressée, et de là son corps porté par ledit executeur aux fourches patibulaires pour estre exposé à la voirie. Condemnent en outre ladicte Barrateau à cent livres d'amande envers la ville et aux despans de l'instance envers ledit procureur scindiq, la taxe réservée. Artaud, maire. Signifié a esté la présante par moy greffier soussigné à ladicte Barrateau dans les prisons de l'hostel de ville. Delaborde.

Mais quoique ayant haute, basse et moyenne justice, la municipalité de Bourg ne jugeait point en dernier ressort ; ses arrêts étaient susceptibles d'appel devant le Parlement de Bordeaux. Nous trouvons en effet dans les archives de Blaye un arrêt du Parlement confirmant une sentence de mort prononcée par le maire de Bourg.

Les marques extérieures du droit de haute justice étaient les fourches patibulaires et le pilori. En arrivant près des portes d'une ville où était le siège de la justice, on voyait ces fourches qui consistaient en des colonnes supportant des traverses en bois où l'on suspendait les corps des criminels. Le pilori se dressait ordinairement sur la place publique et se composait d'un poteau avec un carcan et des chaînes ; on y exposait les condamnés. Celui de Bourg était à l'un des angles de la halle ; la chaîne existe encore et fait partie de la

collection de M. F. Daleau. J'ignore où se trouvaient les fourches patibulaires (1).

Après comme avant l'ordonnance de 1566, dite de Moulins, la municipalité de Bourg continua à avoir la juridiction criminelle et, par une faveur, peut-être unique, la conserva jusqu'en 1789. Quand aux paroisses de Tauriac, Lansac, Samonac, Pugnac, Civrac, Saint-Mariens, Lafosse, Saint-Seurin, La Libarde, Saint-Trojean, Bayon, Gauriac, Ville-neuve et Comps, qui primitivement relevaient de la juridiction de Bourg, elles formèrent une prévôté royale qui ne tarda pas à être mise aux enchères. Du reste, dès le 12 janvier 1279, le roi d'Angleterre avait interdit à la jurade de Bourg d'exercer la justice en dehors des portes de la ville.

Cette prévôté fut adjugée une première fois, le 15 décembre 1595, à Josué de Vincens, conseiller et vicomte de Cézac, à Louis de Grimard, président, et à d'autres, qui la revendirent bientôt. Plus tard elle devint, je ne sais trop comment, propriété royale, mais Louis XIII, ayant aussi besoin d'argent, la fit mettre de nouveau aux enchères, le 23 avril 1641, avec le droit de nomination aux offices. D'après l'acte que nous avons eu sous les yeux, ces offices valaient : celui de juge, 9,000 livres ; celui de lieutenant, 300 livres, et celui de procureur du roi, 3,000 livres. Les adjudicataires furent le sieur de Pommier, sieur de Faucon, et Pierre de Boucaud, conseiller du roi en la Cour du Parlement de Bordeaux, moyennant la somme de 9,000 livres et le sol par livre.

On peut facilement présumer le sort que ces ventes et reventes successives réservaient aux habitants. En changeant de maîtres, ils devenaient justiciables de ces justices de village que Loyseau qualifie à bon droit de « mangeries de village ». Les juges ne se croyaient établis que pour servir

(1) Une petite éminence, peu éloignée de la ville, dominant tout à la fois la route de Bourg à Saint-André et la rivière, porte encore aujourd'hui le nom *Des Justices* ; à côté, s'élève le vieux moulin à vent de *Nul s'y Frotte*. Les fourches patibulaires de Bourg s'élevaient-elles en cet endroit ? Ce nom *Des Justices* semblerait du moins l'indiquer.

leurs maîtres, de telle sorte qu'ils contribuaient dans une large mesure à établir et à favoriser le despotisme des seigneurs.

A la fin du ^{xvii}e siècle, sur cent dix juridictions qui se trouvaient dans la sénéchaussée de Guienne, huit à peine étaient encore justices royales. Ainsi, par le seul effet de sa mauvaise gestion financière, la Monarchie française fut conduite à aliéner le droit régalien par excellence et à désertier son premier devoir envers son peuple. Ce fut incontestablement sa plus grande faute.

Rarement, hélas ! les leçons de l'histoire sont écoutées ; aujourd'hui comme alors la mauvaise gestion des finances de l'État entrave les réformes les plus utiles, maintient des abus révoltants, et fait prendre des mesures bien souvent contraires aux intérêts les plus chers de la France. Cette parole d'un de nos hommes d'État sera toujours vraie : « Faites-moi de bonnes finances et je vous ferai de bonne politique. »

Le maire de Bourg exerçait également la justice civile en vertu des plus anciens privilèges de la ville, mais l'ordonnance de Moulins la lui ôta et la confia à des juges royaux.

Malgré tout, Bourg a toujours le lot de la commune la plus favorisée, puisque sa municipalité reste soumise à l'élection et conserve la juridiction criminelle sur la ville et la banlieue ; bien plus, dans le Registre des délibérations de la Jurade, nous trouvons, à la date du 7 janvier 1763, l'énumération des autres droits, privilèges et franchises dont on lui a laissé la jouissance à peu près complète. Voici ce document, moins les passages relatifs à l'élection des maire et jurats et à leur juridiction, plus haut relatés :

Les maire et jurats ont droit de majorité.

Tous les habitans ne sont pas bourgeois de droit ny reputé l'être ; il n'y a de bourgeois que ceux qui ont été reçus par lesd. maire et jurats qui en donnent les lettres de bourgeoisie, lesquelles ne s'accordent qu'après enquette de bonne vie et mœurs et avoir fait prêter serment de fidélité au roy, et il faut que le sujet qui veut se

faire recevoir soit d'une grande probité, qu'il ait maison en ville et bien de campagne, ainsi que cela se pratique a Bordeaux, dont la ville de Bourg est première filleule.

Observation. — Les réceptions de bourgeoisie outre qu'elles payent au Roy le controlle ordinaire, elles produisent encore au Roy des droits plus considérables en ce que le bourgeois lorsqu'il passe des actes qui sont relatifs à sa qualité, comme mariage, testament, donation et substitution, les droits sont plus considérables que celui qui n'est pas bourgeois, conformément au tarif de septembre 1722.

Les maire et jurats ne perçoivent aucun droit pour la réception des bourgeois.

Les bourgeois, conformément à leurs privilèges, peuvent vendre, eschanger le vin qu'ils recueillent dans leur cru, sur le port de la ville pour le transporter ou bon leur semble comme les bourgeois de Bordeaux. Lorsqu'ils le chargent pour leur compte ils ne payent à la Comptable qu'un sol avec les autres droits dus au Roy. Si c'est du vin acheté et qu'ils l'envoient aussi pour leur compte ils payent onze sols, et si c'est pour l'étranger par commission ou autrement ils payent 21 sols, en outre ils payent au bureau tous les autres droits dus au Roy, qui vont à près de 24 livres par tonneau.

En outre les memes bourgeois peuvent faire venir des marchandises pour leur compte et consommation et ils ne payent qu'un droit appelé *courtage*, qui est le cinquième du droit d'entrée que payent les étrangers; si ces marchandises sortent de la ville pour quelque autre lieu que ce soit de la sénéchaussée, elles payent les droits en entier. Ils peuvent aussi faire venir des marchandises de Saintonge pour leur compte et consommation en payant seulement une billette que l'on prend au bureau de cette ville.

Les maire et jurats ont aussi le privilège de faire venir 70 pipes de sel chaque année pour la provision des habitans qui ne payent au convoy d'entrée que 8 livres par pipe au lieu que l'excédant de 70 pipes payent au même droit du convoy 28 livres par pipe.

Il n'y a que les bourgeois qui peuvent vendre leur vin au détail en cette ville, depuis le premier de septembre jusqu'à Noël, et les autres mois tous les habitans ont aussi le droit de vendre leur vin.

Sur ce vin vendu en détail les maire et jurats perçoivent six pots par barrique, c'est le droit de cartonnage.

Il n'y a que le vin des bourgeois et habitans de Bourg qu'ils ont recueilli dans leur cru qui ait droit d'entrer dans la ville.

Les bourgeois sont exempts de franc-fiefs pour les biens nobles qu'ils possèdent.

Il y a à Bourg une foire franche qui dure huit jours, du premier au huit septembre.

Il y a aussi un petit marché tous les samedys qui est pour la vache, brebis et cochons morts que l'on vend au détail.

Mais tout cela ne suffisait point à assurer le bien-être des habitans de Bourg, parce que l'État, toujours à court d'argent, s'ingéniait, non pas à faire des économies, mais à grever le peuple d'impôts de plus en plus lourds, et ne savait trouver ni le temps ni les moyens de développer le commerce. « Toutes les charges dues au Roy, est-il dit dans une observation écrite à la suite du document ci-dessus transcrit, sont très considérables pour les habitans de la ville de Bourg, à cause de leur indigence, les conterolles surtout lorsque les actes sont relatifs à leur qualité suivant les différentes claces, et ce qu'il y a de plus malheureux pour eux, c'est qu'ils sont privés de tout commerce, qu'il ne s'en fait aucun dans la ville de Bourg et pour plus grand mal, ils n'ont aucuns chemins praticables pour l'usage dud. commerce soit d'entrée soit d'issue. »

En toutes circonstances, le maire de Bourg avait droit de préséance, de même que c'était lui qui dans les occasions solennelles portait la parole pour la communauté. Bien souvent ce droit de préséance lui fut contesté et lui occasionna plus d'un ennui, mais toujours il le revendiqua hautement et obtint gain de cause. En 1583, le lieutenant du gouverneur de la citadelle eut un procès avec le juge royal au sujet de ce droit; le roi envoya sur les lieux M. Le Camus, seigneur de Poncarré, pour mettre fin à la querelle; après enquête, il déclara que le maire précéderait le lieutenant du gouverneur, lequel précéderait à son tour le juge royal. Cette décision fut

sanctionnée par un arrêt du Conseil et des lettres patentes du roi. Malgré cela, M. de Coutures, également juge, prétendit, au mois de janvier 1675, avoir droit de préséance sur le maire; la ville s'en émut, tous les bourgeois se joignirent à la Jurade pour protester, et ils le firent si fort, que de Coutures, intimidé, déclara qu'il suivrait les anciennes coutumes (1).

Mais l'épisode le plus curieux auquel ait donné lieu cette revendication du droit de préséance, est celui que nous raconte le secrétaire de la Jurade. C'était peu de temps après la création de l'office de lieutenant de maire; au surplus, je transcris la narration rédigée par celui qui en fut l'un des témoins :

Le douziesme jour de juin 1707, jour de dimanche et feste de Pentecoste, nous lieutenant de maire et jurats, assistés du procureur scindicq, estant rendeus en corps et livrée, à l'heure ordinaire de la grand messe, pour l'entendre et assister aux cérémonies d'une feste aussy solennelle, et nous estant placés dans le banc du corps de la Jurade, garny entièrement d'un drap bleu où sont les armes de la ville, comme nous estions à prier Dieu, un peu avant que le sieur prieur de Bourg ne montast au grand hostel pour chanter la grand messe avecq les autres chanoines, est survenu dans l'esglize le sieur Lamothe, juge ordinaire de ceste ville, lequel nous ayant veu dans nos places revesteus de nos livrées, s'est plassé au dehors du cœur derrière les chanoines, près de la demoiselle sa femme et de la nommée Chatillon, et après avoir cauzé quelques moments avecq sa femme et ceste fille, il est entré dans le cœur tout esmeu et transporté et a fait effort d'entrer dans le banc où nous estions plassés, ce qui a obligé nous, lieutenant de maire, de le sòmmer, de la part du Roy, de se mettre à sa plasse qui est à gauche vis-à-vis la nostre, que personne n'occupe, et pour esviter qu'il ne se jettast sur nous, nous avons fait poster à l'entrée du banc Arnaud Castaigner, un de nos vallets de ville, revesteu de sa cazaque qui porte les armes de la ville, de mesmè que nostre banc. Sur lequel vallet de ville ledict sieur Lamothe s'est jetté plusieurs fois, pour, l'ayant prins

(1) Reg. de la Jurade, *passim*.

par les manches de sa cazaque, l'oster de son poste, à quoy n'ayant peu réussir dans le dessain viollant qu'il faisait paroistre de nous vouloir insulter, il a fait lecture d'un édict de sa Majesté qui est tout contre luy mesme, pour tascher d'insinuer au meneu peuple que le roy ordonnoit qu'il se mettroit à nostre place droite, ce qui a engagé le procureur du roy, pour diciper ceste fausse idée et ceste mauvaise équivoque, de faire lecture à haute voix des principaux articles dudict édict de 1706 et notamment de l'article 55 qui nous confirme et maintient souverainement dans la coustume locale et dans les uzages et jouissances de ceste place droite. Et d'abord que les sieurs chanoines ont entendu lecture de cest article, ils ont commencé à chanter, et ensuite le sieur prieur a commencé à dire la messe, nous lieutenant de maire ayant esté contrainct de sommer le s^r Lamothe de se contenir à sa plasse, où de sortir de l'esglize pour faire cesser le scandalle qu'il a causé dans un lieu saint, par le moyen duquel il a retardé près d'une demy heure au grand estonnement du peuple qui a obligé le s^r Lamothe de se retirer, et, par sa sortie, toutes chozes ont demeuré dans la tranquillité ordinaire et nous avons jouy paisiblement des honneurs et honorifiques en la manière accoustumée et comme il s'est toujours pratiqué de temps immémorial.

Dans les grandes solennités, quand la Jurade avait à exercer son autorité, soit pour le service du roi, soit pour les affaires de la communauté, maire et jurats devaient être revêtus de la livrée du roi. Cette livrée varia à plusieurs reprises. Le 25 décembre 1658, ils inaugurèrent les chaperons rouges et blancs. En 1700 ils portaient habit et manteau avec collet, et épée au côté. M^{sr} de Bezons ayant imposé, en 1692, au corps de ville une dépense de cinq cents livres de dix en dix ans pour l'achat de robes et de chaperons, au mois de septembre 1705, à la demande du procureur syndic, il fut décidé que dorénavant la Jurade porterait la robe de damas rouge et blanc. Malheureusement, on n'était pas riche à Bourg et le damas coûtait cher, car en 1708, ces robes n'étaient ni achetées, ni commandées, et les magistrats allaient en corps vêtus de « robe noire, manteau rouge, manteau gris et manteau noir ».

Le lieutenant de maire trouva cette livrée mesquine, peu digne, et se chargea d'aller à Bordeaux pour faire l'emplette projetée. Mais toujours pour le même motif il ne la fit point; de telle sorte qu'au mois de mai 1721, la vieille livrée était tellement usée, râpée par plus de vingt années de service, qu'on acheta enfin l'étoffe nécessaire pour refaire les chapeçons, remettant à des temps meilleurs l'achat des robes de damas (1).

La Jurade avait à son service des sergents pour veiller à l'exécution des ordonnances municipales, et qui portaient les halberdiers aux processions; ces sergents, au nombre de deux primitivement, puis de trois, avaient un manteau dans l'exercice de leurs fonctions; mais on reconnut que ce vêtement leur était fort incommode; aussi on décida, en 1674, qu'ils auraient des casaques pareilles à celles des soldats du guet de Bordeaux, sur lesquelles seraient posés deux écussons aux armes de la ville; ils portaient également le sabre avec bandoulière.

Maire, jurats, clerc, sergents, etc., devaient endosser la livrée dans presque toutes les solennités civiles et religieuses; ainsi le voulaient d'anciens usages qui avaient presque force de loi, et ne pas se soumettre à leurs prescriptions c'était encourir des désagréments fort graves. Au mois de janvier 1700, le clerc assesseur ayant affecté de paraître aux cérémonies en habit gris et blanc avec une cravate et un chapeau à la catalane, fut, ni plus ni moins, destitué.

A l'église, la Jurade avait un banc spécial placé dans le chœur, du côté droit; en face, du côté gauche, était celui des officiers royaux.

Les dimanches et jours de fêtes, le maire et les jurats avaient droit à certains honneurs auxquels ils tenaient beaucoup. « C'est un des malheurs de notre siècle, disait Loyseau, que le rang n'est en lieu quelconque si opiniâstement recherché qu'en la maison de Dieu, où l'humilité nous est le plus commandée. » Tous ces droits, auxquels la vanité

(1) Reg. de la Jurade, *passim*.

des maires et jurats attachait une grande importance, soulevaient souvent des difficultés et engendraient même parfois des procès. Un beau jour d'Assomption, le chanoine Oriol ayant refusé de « bailler aux maire et jurats l'offerte et l'encens comme à l'accoustume », les jurats résolurent de ne plus assister aux offices; pour les faire revenir sur cette décision, il fallut que le prieur allât les trouver et leur donnât l'assurance formelle que pareil fait ne se renouvellerait plus. Malgré cette promesse, quelques années plus tard, en 1684, le chanoine Graves refusa également d'encenser le maire et les jurats, le jour de l'Ascension. Ceux-ci fort irrités allèrent se plaindre au président du Parlement et à M. de Boucaud, conseiller, qui firent homologuer un règlement aux termes duquel : « après l'encensement des chanoines, le maire seroit encensé de deux coups d'encensoir, et les autres membres de la Jurade jusqu'au cleric d'un seul coup » (1).

Pour les grandes fêtes, « les jurats, procureur et cleric de la ville alloient trouver le s^r maire dans sa maison et tous ensemble partoient pour aller à l'église, avec leurs livrées, au devant d'eux les sergents avec leur hallebarde ».

Le jour des Rameaux, non seulement ils avaient la livrée mais encore ils portaient tous un rameau à la main, et à la fin de la messe ils suivaient la procession qui se rendait sur la place du marché entendre le sermon qui, ce jour-là, se donnait en plein air.

Le 23 juin, veille de la « feste à Monsieur S^t Jean, les jurats, procureur et cleric vont trouver le s^r maire, après souppé, et tous ensemble partent avec leur livrée, au devant d'eux les sergents, pour aller à l'église, et sortent, en procession, vont au devant la plasse publique et led. s^r Maire doit mettre le feu de Monsieur S^t Jean, et le cleric de ville baille aud. s^r Maire la torche pour allumer led. feu, ils font trois tours aux environs et ce après vont rendre grâce à Dieu à l'esglise » (2).

(1) Reg. de la Jurade.


(2) Id.

A l'enterrement d'un jurat, le corps de ville en livrée y assiste; quatre bourgeois tiennent les coins du drap, deux autres portent la livrée du défunt sur un bassin couvert d'un crêpe. Les funérailles du maire étaient beaucoup plus solennelles encore, ainsi qu'on va le voir. Le 23 février 1775, le maire Charles Peychaud étant mort, les jurats se réunissent pour arrêter les honneurs funèbres qui doivent lui être rendus. En consultant les archives, ils trouvent qu'en 1617, les obsèques de François Aymard, alors maire, furent faites aux frais de la communauté, qu'il en fut de même en 1625 pour Jean-Charles de Labadie, et que pour ce dernier, les troupes bourgeoises de même que celles de la garnison se mirent sous les armes, les premières ayant la préséance sur les secondes.

En conséquence, la Jurade mande à l'hostel de ville le major Lafosse et « lui ordonne de faire commander pour quatre heures les quatre compagnies de la ville avec tous les officiers et tous leurs attributs sans exception, pour se trouver à l'hostel de ville »; elle ordonne les cierges, la poudre et autres choses nécessaires en pareille occasion, elle fait écrire à MM. les curés de Lansac, La Libarde, Saint-Seurin, Camillac et autres, pour les prier « de se trouver avec M. le curé de Bourg, ses acolytes et la Communauté des R. P. Recollets de cette ville pour faire la cérémonie en l'église »; elle fait prier MM. les anciens maires et jurats, par billets d'invitation de se joindre à elle pour conduire le deuil et porter les glands du drap mortuaire. « Enfin, à six heures du soir, le 23 février, toutes les cloches sonnant, nous sommes sortis de l'hostel de ville en habit noir et nos chapeaux à la main, à la tête de nos quatre compagnies de troupes rangées sur deux lignes, le fusil sur l'épaule, les tambours battant, accompagnés de MM. les notables bourgeois que nous avons fait aussi inviter, et sommes arrivés en cet ordre au devant de la porte dud. défunt M. le Maire, sur le corps duquel nous avons jeté de l'eau bénite, et avons fait mettre sur le cercueil son chaperon de livrée et l'épée en sautoir; ensuite, avons fait faire demi-tour à droite et à gauche aux troupes et fait ren-

verser le fusil et le drapeau et débander les tambours. Le clergé étant arrivé, a fait la levée du corps, nous avons été à l'église avec ordre, sans aucun dérangement, pendant qu'on chantoit le nocturne les troupes ont fait deux décharges et l'enterrement achevé les troupes ont défilé par devant l'autel Notre-Dame et ont fait une troisième et dernière décharge sur la tombe, les officiers ont salué au drapeau et au fusil, ainsi qu'il leur avoit été ordonné, ensuite, nous sommes retournés sur la place et devant l'hostel de ville où nous avons ordonné un détachement pour conduire et apporter le drapeau chez M. le premier jurat, et le reste des troupes a été remercié et congédié (1). »

(1) Reg. de la Jurade.



CHAPITRE XXII

Surveillance active de la Jurade. — Taxe du pain et de la viande. — Boulangers, bouchers, marchands de bois. — Vente du vin. — Cabarets et hôtelleries. — Frais d'hôtel en 1681. — Les bateliers. — Les perruquiers. — Maîtrises d'apothicaires. — Les médecins et chirurgiens. — Les professions libérales. — Les bourgeois. — Entretien des rues.

La Jurade, avons-nous dit, avait l'exercice de la police dans la ville et la banlieue; à ce titre, elle faisait des règlements, s'occupait avec activité de tous et de tout. Rien n'échappait à sa vigilance. Du reste, elle ne permettait à personne de se mêler de ce qu'elle considérait tout à la fois comme un droit privilégié et comme un devoir sacré. Au mois d'août 1655, le juge de la juridiction s'avisa de vouloir faire arrêter et emprisonner un individu; le maire Artaud s'en aperçut, protesta aussitôt avec énergie et porta l'affaire devant la Cour afin de faire reconnaître, une fois de plus, que des officiers municipaux seuls relevait la police de la ville.

Plusieurs fois, chaque année, la Jurade établissait la taxe du pain et de la viande, d'après les circonstances plus ou moins favorables que traversaient le commerce et l'agriculture, sauvegardant ainsi, dans la mesure du possible, les intérêts des vendeurs et ceux des consommateurs. Un jour, Jean Bonnet (1), bailli des boulangers, vint lui représenter

(1) Registres de la Jurade, t. XVI.

que les blés et les farines avaient considérablement augmenté sur les marchés de Blaye et de Saint-Savin, la priant d'avoir égard aux pertes considérables que les boulangers de la ville ne pouvaient manquer de faire si la taxe du pain n'était pas élevée proportionnellement à l'augmentation du prix des grains. Devant le bien fondé de cette réclamation, maire et jurats s'empressent de fixer par une ordonnance le prix du choine à 2 sols 4 deniers la livre de 16 onces, celui du pain commun à 1 sol 10 deniers la livre et celui du pain brun à 1 sol 4 deniers. Mais quelques mois plus tard, le prix du blé ayant diminué, une nouvelle ordonnance mit le choine à 2 sols 3 deniers, le pain commun à 1 sol 9 deniers et le pain brun à 1 sol 4 deniers. Si par hasard quelque infraction aux taxes et règlements venait à être commise, le coupable était sévèrement puni. Ainsi, Jean Bourcier (1), ayant été surpris vendant des pains mal cuits et trop petits d'une once, eut sa marchandise confisquée au profit des pauvres et se vit infliger une amende de 30 livres applicable pour une moitié à l'hôpital et pour l'autre moitié à l'église. Une autre fois, un jurat inspectant la boulangerie de Landry (2) trouva son pain absolument mauvais; aussi lui infligea-t-il les mêmes peines qu'à Bourcier. Le mois suivant, Landry étant encore en faute, on lui confisqua ses marchandises et on le condamna à une amende de 50 livres au profit de l'hôpital et des pauvres secourus par les Dames de charité.

Les bouchers étaient soumis à la même surveillance. François Martin (3) ayant vendu aux gouvernantes des sieurs Ribette et Graves la livre de bœuf 6 sols 8 deniers, au lieu de 6 sols 4 deniers, est mandé à l'hôtel de ville et se voit condamné à une amende de 50 livres applicable par tiers à l'église Saint-Giron, à la Confrérie du Saint-Sacrement et à l'hôpital. Sa femme qui l'avait accompagné à la mairie n'ayant pas su retenir sa langue fut condamnée, pour manque

(1) Registres de la Jurade, t. XI.

(2) Id., t. XVII.

(3) Id., t. XI.

de respect à l'autorité, à deux jours de prison au pain sec et à l'eau.

Le samedi de chaque semaine (1), il se tenait un marché près la grande porte, où les habitants de la juridiction avaient seuls le droit de vendre de la vache, du porc et de la brebis. Jusqu'à dix heures du matin, ces bouchers forains étaient tenus de vendre des saucisses et du cochon aux bourgeois et habitants de la ville; cette heure passée, ils pouvaient vendre aux revendeuses qui, généralement, s'associaient pour acheter toute une bête, qu'elles allaient ensuite revendre au détail dans les rues.

Les bouchers de la ville ne devaient pas tuer et vendre chez eux de la viande de vache. Dans sa tournée d'inspection, le jurat ayant encore trouvé Martin en défaut sur ce point, confisqua la vache qui fut distribuée aux pauvres et le condamna à 50 livres d'amende. Toutes les marchandises étaient vérifiées, même les faïssonats. « Averti que le nommé Jean Gemon (2), lisons-nous dans le Registre de la Jurade, distribuoit des faïssonats aux habitants sans être de geauge, non seulement pour la longueur, mais encore pour la grosseur, et comme le public pourroit souffrir de cette entreprise, le procureur syndic requiert que le sieur Gemon soit mandé au présent hostel de ville pour faire la vérification desd. faïssonats. Le sieur Gemon s'y étant rendu avec un desd. faïssonats, lequel ayant été geaugé se seroit trouvé court en longueur de trois pouces et autant en grosseur, attendu laquelle contravention lesd. faïssonats auroient été confisquables, mais comme le public auroit souffert par le grand besoin et dizette de bois qu'il y a dans la ville, et sans tirer à conséquence, avons permis au sieur Gemon de vendre lesd. faïssonats non sur le pied de 20 livres le cent comme il les débitoit, mais sur celui de 16 livres, et veu la contravention commise, l'avons condamné et condamnons à la somme de 10 livres d'amende, et jusqu'au paiement d'icelle, ordonnons que le sieur Gemon tiendra prison clause. »

(1) Reg. de la Jurade, t. XIV.

(2) Id., t. XVII.

Chaque année, deux jurats, accompagnés du secrétaire-greffier, se transportaient chez tous les marchands de la ville et des faubourgs pour y faire la vérification des poids et mesures, de même que chez tous les marchands forains qui étalaient pendant le cours des foires (1).

Tout ce qui concernait les vignes et le vin (2) était l'objet de la sollicitude des magistrats. Ainsi, avant les vendanges, il était défendu à toute personne d'aller dans les vignes prendre des raisins, d'y laisser courir les chiens sans avoir au cou un bâton d'un pied et demi de long, appelé « tal-le-bot », à peine de 5 livres d'amende et de la mort du chien. Défense était faite de commencer les vendanges sans que la cloche ait sonné.

En vertu des privilèges de la ville, il était défendu à tout bourgeois, manant et habitant de vendre ou débiter à *pots et à pintes* dans la ville, ses faubourgs et sa banlieue, du vin qui ne fût pas de cru bourgeois, depuis le premier septembre jusqu'à Noël. Un jurat était délégué pour passer l'inspection des caves des cabaretiers, et chaque année, au mois d'août, on réunissait à l'hôtel de ville tous ceux qui débitaient du vin pour leur faire déclarer le vin qu'ils avaient et leur renouveler la défense de contrevenir aux anciens usages et privilèges, à peine de confiscation du vin et de 50 livres d'amende.

On sait que dès le xvi^e siècle, les cabarets en France furent l'objet d'une surveillance toute spéciale. On les considérait comme des causes de ruine pour les individus et les familles; on déplorait les blasphèmes qui s'y proféraient, le bruit qui s'y faisait et les crimes qui bien souvent s'y préparaient. Certains cahiers du temps disent que le dimanche, les hommes dépensaient à la taverne ce qu'ils avaient gagné durant la semaine; aussi quelques-uns vont-ils jusqu'à demander la peine de mort et la confiscation des biens tant contre le tavernier que contre ses clients. Au xviii^e siècle,

(1) Reg. de la Jurade, t. XX.

(2) Id., tt. VI, VII, VIII, XVIII, XXIII.

Vauban estimait qu'il y avait en France quarante mille cabarets.

A Bourg, comme ailleurs, leur néfaste influence se faisait sentir; les procès-verbaux des visites archiépiscopales disent, en effet, que les vices dominants étaient l'ivrognerie et la médisance. Ne pouvant supprimer entièrement ces établissements, on cherchait du moins à en entraver la multiplication, et à en atténuer les mauvais effets par des règlements et une surveillance active.

De nos jours, cette plaie sociale a pris un développement que rien n'arrête et dont l'action sur les masses est plus funeste encore parce que les cabarets ne vendent plus du vin, mais de l'alcool plus ou moins déguisé. Sans doute, on écrit de belles pages sur les déplorables effets de l'alcoolisme, mais les pouvoirs restent à peu près inactifs; il est vrai que l'impôt sur l'alcool emplît les caisses de l'État. Tant il est certain que de mauvaises finances conduisent toujours à une mauvaise politique. L'ancienne monarchie, par besoin d'argent, trafiqua des offices municipaux et de la justice; pour le même motif aujourd'hui on bat monnaie au détriment de la santé publique et de bien d'autres choses.

A Bourg les tavernes étaient soumises à une réglementation sévère. Au mois de septembre 1647 (1), sur la requête du procureur syndic, il fut ordonné à tous « hostes et cabaretiers » de ne pas vendre du vin les dimanches et jours de fêtes pendant le service divin, sauf aux étrangers de passage, et de ne pas tenir de jeux de cartes ou autres pendant le même temps, à peine de 100 livres d'amende et de punition exemplaire. En 1670, la Jurade convoqua tous les « hostes et cabaretiers » à l'hôtel de ville (2), et le maire, après leur avoir dit l'importance qu'il y avait à observer les anciennes défenses faites « au subject de ne bailler a boire et manger ny souffrir aucuns jeux de cartes et de berlans dans leurs maisons pendant la célébration de la messe paroissiale et des

(1) Reg. de la Jurade, t. VI.

(2) Id., t. VII.

vespres », renouvela la défense et déclara que les contrevenants seront punis d'une amende de 10 livres pour la première désobéissance, d'une amende de 50 livres et de la prison pour la seconde, et d'une punition exemplaire pour la troisième.

Il était également défendu aux cabaretiers de vendre du vin à qui que ce soit après la retraite sonnée, à peine de 50 livres d'amende et de la prison (1).

Du reste, ne s'installait pas en ville boulanger, boucher, cabaretier, qui voulait. Il fallait, avant de monter boutique, demander autorisation à la Jurade, et cette dernière ne l'accordait pas à tout le monde. Ceux qu'elle autorisait devaient prêter serment de bien servir le public et d'obéir aux règlements et usages de la ville. Boulangers et bouchers renouvelaient ce serment après chaque élection de maire (2). Quand un boulanger était admis à faire partie de la maîtrise de boulanger, il devait donner à chaque magistrat 12 livres de « sucre honorifique », et tous les ans, la veille de la fête des Rois, tout boulanger était tenu, suivant une vieille coutume, de porter à chaque jurat « un gasteau bienséant, convenable et digne à estre présenté à des magistrats » (3).

Au mois de janvier 1707, Jean Bonnet, bourgeois (4), vint déclarer qu'il a, depuis son mariage, demeuré en compagnie de son beau-père, Pierre Damizelle, tenant « hostellerie » portant pour enseigne « le Dauphin », mais qu'étant obligé d'aller demeurer ailleurs, il demandait la permission de tenir en particulier une hôtellerie dans la Grande Rue, ayant pour enseigne « la Ville de Versailles ». On lui accorda la permission qu'il demandait, mais, en même temps, on lui fit prêter serment de bien et « fidèlement » servir le public et de se conformer aux statuts et règlements de police concernant « les hostes ».

(1) Reg. de la Jurade, t. XXI.

(2) Id., t. VI.

(3) Id., t. XVIII.

(4) Id., t. XI.

Qu'on me permette de laisser un instant de côté la police municipale, pour faire une petite digression à propos des hôtels de ce temps.

Les voyageurs séjournant à Bourg devaient être assez nombreux, si l'on en juge d'après la quantité d'hôtelleries qu'il y avait aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Dans les archives et anciens titres qu'il m'a été possible de consulter, j'en ai trouvé un certain nombre de mentionnées. Une s'appelait « à la Samaritaine »; une autre portait pour enseigne « à la Ville de Versailles »; Pierre Damizelle gérait celle du « Dauphin »; il y en avait une tenue par Simon Vigan, etc... Ce fut en cette dernière que Laurent Ferbos, conseiller du roi, électeur de l'élection de Guienne, prit logis au mois de décembre 1681 (1).

Il était venu à Bourg avec mission de mettre un terme aux abus qui s'étaient glissés, depuis plusieurs années, dans la levée des deniers royaux. La note qu'il eut à payer au sieur Vigan, le jour de son départ, s'est conservée et nous apprend ce que coûtait alors la vie d'hôtel; c'est pour cela qu'il m'a paru intéressant d'en parler.

Ce Ferbos n'était pas le premier venu et voyageait, sans doute, avec et tout le confort de l'époque. Il resta une semaine et sa note s'éleva à la somme de 53 livres 17 sols. Voici le détail de ses dépenses pour une journée:

Le 16. Le matin : une bouteille de vin.....	4 ^s
Deux sols de pain.....	2
Saucisses.....	6
Plus à dîner du pain.....	5
Plus une soupe garnie.....	1 ^l 5
Plus une fricassée.....	10
Plus une paire pigeons.....	16
Plus pour le dessert.....	5
Plus du bois pour tout le jour.....	12
Plus au souper du pain.....	6

(1) Coll. Daleau, papiers Labadie.

Un chapon.....	I	2 ^s
Trois pigeonneaux.....	I	14
Un membre mouton.....		16
Dessert.....		8
TOTAL.....		8 ^l 11 ^s

Les bateliers (1) de Bourg étaient, eux aussi, soumis à certains règlements, ceux-là surtout qui étaient chargés du transport des voyageurs. Ils devaient toujours avoir leurs bateaux à leur rang, en bon état, bien appareillés et montés par trois hommes d'équipage; ils ne devaient partir qu'aux heures de la marée et se tenir, en toutes circonstances, à la disposition des magistrats, tant pour le service du roi que pour celui du public. En 1707, pour obvier à tous les abus et à toutes les contestations, il fut établi que le nombre des bateaux, faisant le passage de Bourg à Bordeaux et de Bordeaux à Bourg, serait de huit. Chaque bateau devait être couvert pour la commodité des voyageurs et conduit par un maître matelot, un bon homme et un garçon capable de ramer. Ces bateaux étaient obligés d'aller à Bordeaux à chaque marée et à tour de rôle; le prix de la traversée était de 4 sols par personne; et moyennant 40 sols tout voyageur pouvait les obliger à faire la traversée. De Bordeaux, le bateau dit de *marée*, seul, prenait des voyageurs. Tout autre bateau qui consentait à prendre des passagers était passible d'une amende de 10 livres et obligé de verser au patron du bateau de marée l'argent qu'il avait perçu des voyageurs.

Un jour (22 décembre 1736), la Jurade ayant constaté que les bateaux de deux matelots étaient en mauvais état, manda ces derniers à l'hôtel de ville, et leur fit défense formelle de transporter des voyageurs tant que leurs bateaux n'auront pas été radoubés et garnis d'agrès neufs.

Tous ces métiers, dont nous venons de parler, étaient organisés en corporations à Bourg comme dans presque

(1) Reg. de la Jurade, tt. VII, XI, XV, XXI.

toutes les villes du royaume. Nous n'avons pu retrouver leurs statuts, mais il est, à plusieurs reprises, fait mention des maîtrises des boulangers et des bouchers, dans les registres de la Jurade. Les maîtres boulangers nommaient un bailli choisi parmi eux, dont l'élection était soumise à l'agrément de la Jurade. En entrant en fonction, il prêtait serment de bien et fidèlement remplir sa charge. Pour être reçu maître boulanger, il fallait être reconnu capable par le bailli (1). L'organisation presque républicaine de ces corporations donna souvent des inquiétudes au pouvoir, aussi la royauté chercha-t-elle à exercer sur elles une action efficace, et elle y parvint, si bien qu'en 1725 Louis XV créa de sa propre autorité six maîtres en chaque art et métier pour la ville de Paris, et qu'en 1738 il donna à Nicolas Sallefranque et Jean Lacombe, perruquiers de Bourg, des lettres patentes de maîtrise de barbier, perruquier, baigneur et étuviste.

Une autre maîtrise, celle des pharmaciens, fut organisée au mois de juin 1682 (2). A cet effet, le sieur Bertrand, subdélégué du médecin ordinaire du roi, vint à Bourg et installa cette jurande ou maîtrise à laquelle il annexa Saint-André de Cubzac, pour procéder « à l'advenir tant eux que leurs légitimes successeurs, à la réception des aspirants et autres fonctions à eux attribuées selon les statuts et ordonnances royaux ». Les membres composant cette maîtrise étaient Louis Peychaud, Louis Duverger, François Grosset, de Bourg, et Jean Germain, de Saint-André de Cubzac, maîtres apothicaires. Peychaud en fut établi garde-doyen, syndic et bailli, de sorte que le sieur Bertrand lui transmit tous ses pouvoirs, tant pour ledit « établissement, que pour empêcher tous chirurgiens, barbiers et empiriques d'exercer l'art de pharmacie sous quelque prétexte que ce fut, aux peynes portées par les statuts et ordonnances ».

Comme on le voit, il y avait alors autant de pharmaciens que de nos jours; quant aux médecins, ils n'étaient pas

(1) Reg. de la Jurade, t. XX.

(2) Id., t. VIII.

moins nombreux et ne pouvaient s'installer dans la ville sans l'assentiment de la Jurade qui, avant de leur donner l'autorisation, s'enquérât sur leurs titres et leur moralité.

Depuis Molière, il est assez difficile de parler des médecins de ce temps sans faire sourire; pourtant il ne faudrait pas trop généraliser les spirituelles satires du grand écrivain. Quand on veut se donner la peine d'y regarder de près, on devine aisément que derrière des coutumes, souvent ridicules, des erreurs grossières, se cachait ordinairement une vie toute de labeur et de dévouement.

Il y avait des médecins et des chirurgiens. Les premiers avaient presque toujours fait des études et étaient munis de brevets et de diplômes qui en faisaient foi. Quant aux autres, ils n'étaient bien souvent que des empiriques, sachant tout juste pratiquer la saignée et arracher les dents, faisant de la médecine à peu près comme nos rebouteurs modernes. Ordinairement ils s'établissaient dans les campagnes, loin de toute surveillance. En 1661, un Pierre Robert était chirurgien à Pugnac, un Jean Viaud l'était à Lansac, en 1656; Jean Auquier pratiquait à Gauriac, etc... Ce n'était point du reste en toute tranquillité qu'ils exerçaient leur métier, car lorsqu'ils étaient connus de l'autorité compétente, ils recevaient une sommation d'avoir à subir les examens prescrits ou à ne plus faire de médecine. C'est ce qui arriva à Jean Pelletant, chirurgien à Saint-Christoly, à Denis Viaud, chirurgien à Lafosse, et à Jean Peraud, chirurgien à Mombrier. Au mois de juin 1660, ils reçurent du lieutenant du premier barbier du roi assignation devant le grand Conseil, pour qu'ils aient à passer devant lui un examen et qu'ils prissent « des lettres » (1).

Ceux qui étaient diplômés s'installaient presque toujours dans les villes et s'appelaient des « maîtres chirurgiens ». Grâce à la surveillance de la Jurade, ceux de Bourg étaient de ce nombre. Leur situation devait être assez modeste, car les apothicaires et même les barbiers leur faisaient, pour

(1) Minutes de Rivière, notaire à Mombrier.

certaines opérations, une concurrence sinon tout à fait légale, du moins tolérée, permise par d'anciens usages. C'est ainsi que nous voyons l'apothicaire Peychaud prendre 1 livre 10 sols pour deux saignées au bras, et 1 livre 4 sols pour l'extraction d'une dent (1).

La Jurade imposait à tout médecin de la ville un tarif et des conditions, en dédommagement desquelles elle lui assurait un traitement annuel et le déchargeait de certains impôts et du logement des gens de guerre. Ainsi, en 1671, elle accepte le docteur Jean-Jacques Bonnet (2), le décharge des charges publiques, à l'exception de la taille, et pendant trois ans lui donne soixante livres à titre d'indemnité de logement. En 1741, les gages du docteur Lafage (3) sont portés à 200 livres, mais il ne doit prendre, dans la ville et les faubourgs, que 15 sols par ordonnance et 10 sols par visite, sans qu'il puisse prendre les deux droits à la fois; de plus, il est tenu de soigner gratuitement les malades pauvres à la charge des Dames de la charité. Le 21 février 1787 (4), la Jurade « reconnaissant que rien n'est plus utile à la ville et aux habitants qu'un bon médecin, chirurgien et chimiste, puisqu'ils n'ont sacrifié leur jeunesse et leurs veilles que pour pénétrer et connoître les maladies et procurer la santé des malades », convoque l'assemblée générale des habitants, et après lecture d'un rapport favorable sur les talents de Jean-Baptiste-Henri Monbalon (5), docteur de Montpellier,

(1) Coll. Daleau.

(2) Reg. de la Jurade, t. VII.

(3) Id., t. XVI.

(4) Id., t. XXIII.

(5) Né à Sorde (Landes), le 15 juillet 1755, mort à Bordeaux le 21 septembre 1837, ce Monbalon devint un personnage d'une certaine notoriété. En 1789, il est élu membre de l'Assemblée électorale tenue à Bordeaux. En 1790, membre du Directoire du département, il est chargé de diverses études importantes; il devint membre du Conseil général du département et commissaire du gouvernement en 1793. En 1794, il passa devant le Comité révolutionnaire, mais fut mis en liberté. Il devint ensuite médecin de l'hôpital Saint-André et membre du Jury pour la formation des écoles. En 1804, il fut nommé conservateur de la Bibliothèque municipale et resta près de vingt ans conseiller municipal de Bordeaux.

médecin de Bayonne, on l'agréa comme médecin de Bourg, avec 500 livres de gages, à condition qu'il ne prenne que 30 sols par visite et qu'il soigne les pauvres gratis.

Certains écrivains, ignorants ou de mauvaise foi, ont accrédité cette opinion que l'ancienne société française était une sorte d'agglomération de castes, assez semblables à celles des Indes, où les individus et les familles se trouvaient en quelque sorte emprisonnés, sans pouvoir en sortir par le travail et l'intelligence. Rien n'est pourtant plus faux. Sans doute, la société était alors basée sur l'inégalité, mais sa hiérarchie parfaitement ordonnée présentait des degrés différents accessibles à tous. Comme aujourd'hui, un grand nombre de professions libérales étaient à la portée des plus humbles et leur fournissaient les moyens d'améliorer leur condition matérielle tout en élevant leur niveau social. Le clergé, la magistrature rurale, les finances, l'enseignement, mettaient à la disposition des basses classes une foule d'emplois permettant aux gens un peu instruits et intelligents de s'élever au dessus de leur condition native. Bernard Palissy nous apprend que tout bon laboureur de son temps voulait faire de son fils un monsieur. Dans les communes voisines de Bourg, nous avons vu des chirurgiens, mais il y avait aussi des notaires, des employés des tailles, etc., issus pour la plupart de familles de paysans, de cultivateurs; les plus laborieux parvinrent à améliorer le sort de leur famille; leurs fils, instruits dans quelque collège de la province, devinrent parfois avocats au Parlement, ou membres d'une juridiction supérieure. Sans sortir du Bourgeois, nous pourrions citer plus d'un exemple à l'appui de ce que nous avançons, si nous n'étions retenu par la crainte de froisser l'amour-propre de familles du reste parfaitement honorables. La vanité est une des nombreuses faiblesses de l'humanité, avec laquelle l'historien est parfois obligé de compter. On parle à tout propos du grand-père qui était officier ou avocat, mais on tait soigneusement le nom du trisaïeul qui fut un modeste régent de campagne, ou un rustique vigneron.

Nous pourrions tout aussi bien citer des bourgeois devenus nobles; car si tout le monde pouvait avec du travail et de la

conduite arriver à la bourgeoisie, bon nombre de bourgeois parvenus à de hautes situations recevaient des lettres de noblesse.

C'était la Jurade qui délivrait les lettres de bourgeoisie; elle les accordait à tout individu qu'elle en jugeait digne, habitant Bourg depuis au moins un an; elle ne considérait ni la fortune, ni la profession de la personne, mais seulement son honorabilité et son attachement aux intérêts de la communauté. « Estant dheuement assurés de la prudhomie du sieur X..., lisons-nous dans les diverses lettres qui nous sont tombées sous les yeux, et en considération des bons et loyaux services que nous espérons que luy et les siens rendront à l'advenir au public et communauté de lad. ville et conclave d'icelle; l'avons receu et recevons par ces présentes bourgeois d'icelle avec les honneurs, franchises et libertés qui appartiennent à lad. ville et qui despendent de lad. bourgeoisie, moyennant que ledit s^r X... a promis et juré par serment faict aux saintcs Evangiles de nostre Seigneur, d'estre bon et fidelle serviteur au Roy, à la ville, Jurade et conseil d'icelle, garder, maintenir et augmenter de tout son pouvoir les droits, devoirs, privilèges, franchises et libertés et contribuer aux frais de réparation de lad. ville quand il en sera requis et aultrement faire tout bon devoir et office de bon et fidelle bourgeois et d'obéir aux commandemens de ses magistrats et de ne rien faire à leur préjudice. C'est pourquoy nous mandons à tous nos officiers, etc. »


Aussi, en parcourant les archives de Bourg, nous voyons figurer parmi les bourgeois une foule de modestes industriels et artisans, qui par suite entrent tôt ou tard dans les conseils de la ville, tandis que des nobles, des personnages de marque, sont tenus à l'écart.

La Jurade s'occupait également de l'entretien des rues, et veillait à ce qu'elles fussent propres. Dans les comptes inscrits sur les registres de ses délibérations, figure assez souvent celui du paveur, et de temps en temps les ordonnances de police contenaient des prescriptions dans le genre de celles-ci : « En outre, ordonnent à tous bourgeois, manans et habi-

tans de la présente ville et port d'icelle, de faire nettoyer les rues chacun devant chez soy, trois jours après la publication de la présente ordonnance, et de n'y jeter à l'advenir aucun bourrier ni ordures, mais de les porter ou faire porter hors la ville ou à la fosse des R. P. Recollets de la présente ville; font aussi inhibition et deffense de garder et nourrir aucuns pourceaux et les laisser vaguer par les rues, mais enjoignent à tous ceux qui en ont de les faire tuer ou nourrir à la campagne, trois jours pareillement après publication de la présente ordonnance; permettant à toutes les personnes qui en trouveroient, le délai passé, de les tuer (1). »

De tous ces faits il ressort que jamais l'industrie, la voirie et le commerce n'ont été plus soigneusement réglementés et surveillés dans les villes que dans les siècles passés, et il est regrettable d'avoir à constater que sous ce rapport, en dépit des progrès de la science, notre époque a plutôt marché à reculons qu'avancé.

(1) Reg. de la Jurade, t. VII.



CHAPITRE XXIII

L'école et l'assistance publique à Bourg.

Voilà certes un titre de chapitre qui fera sourire plus d'un esprit fort, et pourtant l'histoire de Bourg vient, à son tour, démontrer que sous l'ancien régime on s'occupait de l'instruction de la jeunesse et que l'on secourait les déshérités de la fortune.

Le désir du progrès, dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre physique et matériel, a toujours été une des principales préoccupations de l'humanité, bien qu'il soit exposé à de grandes et nombreuses déceptions ; et l'on ne peut s'empêcher de reconnaître que chacun des pouvoirs qui ont exercé une action sur la société a concouru au développement de ce progrès. Le clergé, la noblesse, la royauté, malgré les fautes, les défaillances, les erreurs qu'on peut leur reprocher, ne se sont point affranchis de ce devoir, et il faut être d'une insigne mauvaise foi ou d'une grande ignorance pour ne pas admettre que notre société moderne leur doit en grande partie ce qu'elle a de meilleur. Mais ce fut l'honneur de la communauté de s'être aidée elle-même, d'avoir contribué avec ses seules ressources, dans une large mesure, à l'entretien des écoles et à l'exercice de la charité.

Jusque vers la fin du xvr^e siècle, les écoles furent générale-

ment fondées par le clergé ou par les seigneurs, quelquefois par le pouvoir royal. Les curés choisissaient les clercs pour enseigner les enfants, recommandant aux parents de ne pas négliger de les faire instruire. Leurs efforts semblent avoir été couronnés de succès, puisqu'un ambassadeur vénitien, après un séjour en France, s'en retournait chez lui disant qu'en ce pays, il n'y avait personne qui ne sût lire et écrire. Cette assertion, fort exagérée sans doute, prouve du moins que l'instruction était largement donnée par ces « escholes et collèges espanduz par toutes les villes et villages du royaume ». Au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, sauf de rares exceptions, ce furent les communautés qui louèrent, achetèrent ou construisirent les maisons destinées aux écoles et qui s'imposèrent souvent de très grands sacrifices pour subvenir à l'insuffisance des rétributions que les parents payaient aux maîtres. Bourgneuve fit point exception à cette règle générale : sa Jurade s'occupa de l'instruction des enfants avec cette activité que nous lui avons vu déployer dans la défense et l'administration des intérêts matériels de la commune. Nous avons dit que dès les premières années du ^{xvii}^e siècle, le collège était installé rue du Château-Vieux; il y eut presque toujours deux régents, surtout à partir du commencement du ^{xviii}^e siècle, l'un chargé d'enseigner les premiers éléments et l'autre enseignant le latin et les humanités. A la suite de la Fronde, la communauté était tellement pauvre qu'elle se vit dans l'obligation, faute d'argent, de fermer l'école pendant trois ans; mais « les enfants laissés ainsi dans l'oisiveté prenaient de telles habitudes de libertinage », qu'elle s'empressa, dès que la chose lui fut possible, de rétablir le régent dans ses anciennes fonctions. En 1640, Julien Chausiquand, qui était en même temps vicaire perpétuel de Saint-Pierre de Camillac, et avait pour adjoint Jacques de Labadie, succédait à Jean de Rotundy, qui lui-même avait eu pour prédécesseur un nommé Jean de Laborde (1).

Six ans après, arriva de Nantes un nommé Jean Chau-

(1) Reg. de la Jurade, tt. III, IV, V, VI.

siquand, que la Jurade prit pour régent. Trouvant sans doute, le métier peu lucratif, il se mit un beau jour à vendre du vin, négligeant sa classe pour donner plus d'extension à son commerce. La Jurade s'en aperçut bien vite et commença par le rappeler à l'ordre et lui interdire tout négoce. En 1655, ayant de nouveau constaté son peu de zèle, elle le destitua et lui fit signifier d'avoir à vider, sous quinze jours, la maison collégiale de la ville (1).

Faute de mieux, peut-être, ou espérant que sa destitution l'avait corrigé, on le nomma de nouveau régent en 1656 (2). Il ne fit point alors le commerce, mais se mit à exiger des parents des rétributions beaucoup trop élevées; force fut à la Jurade de le rappeler encore à l'ordre et de fixer par une ordonnance le prix de la pension. Aux termes de ce nouveau règlement, Chausiquand dut se contenter, à peine de cinq cents livres d'amende, de 8 sols par mois pour les enfants qui apprenaient à lire, de 15 sols pour ceux qui apprenaient la lecture, « l'écriture et les contrats », de 20 sols pour ceux qui apprenaient l'arithmétique, enfin de 20 livres pour ceux qui apprenaient le grec et le latin. En outre, la communauté lui assura 35 écus de gages par an, et une indemnité de 30 livres, aussi par an, pour tenir le collège dans sa maison.

En 1670, un sieur Roche (3) se présenta pour succéder à Chausiquand. Il se prétendait capable de conduire les enfants jusqu'en quatrième; mais bientôt, on s'aperçut que son bagage littéraire et scientifique était par trop modeste; aussi on le destitua, lui laissant simplement la faculté de donner des leçons aux enfants que les parents voudraient bien lui confier.

A sa place, la Jurade nomma le sieur Labeyllie (4), « m^e escrivain de Bordeaux », homme intelligent et capable, et lui fit à peu près les mêmes conditions qu'à Chausiquand; en plus,

(1) Reg. de la Jurade, t. VI.

(2) Id., t. VI.

(3) Id., t. VII.

(4) Id., t. VII.

elle le dispensa des charges publiques et porta le chiffre des gages à 55 livres.

Un peu plus tard, les finances de Bourg étant sans doute plus prospères, on porta les gages du régent Laudonier (1) à 150 livres, mais en même temps, on diminua les rétributions payées par les parents; les enfants pouvaient faire leurs études de latin pour 30 sols par mois.

Au mois d'août 1706, un Irlandais nommé Corneille Croly (2), maître ès arts, licencié en lois, offrit de venir s'installer à Bourg pour enseigner les humanités, la rhétorique et le droit; à l'appui de sa demande, il produisit des attestations des RR. PP. Jésuites et des professeurs de Bordeaux. La Jurade prit des informations et finit par l'accepter, après lui avoir fait prêter serment qu'il n'enseignerait « rien de contraire aux bonnes mœurs et à la religion catholique ». On lui donna 300 livres de gages annuels, à la condition qu'il ne recevrait par mois des parents de ses élèves que 20 sols par chaque enfant de la ville; quant aux enfants étrangers, il pouvait leur faire payer le prix convenu avec eux.

La lecture, l'écriture, les chiffres et tous les éléments étaient enseignés par un autre régent, Henry Pascault (3).

C'est ainsi que sous l'œil vigilant de l'administration municipale, l'instruction était donnée aux enfants de Bourg, sous l'ancien régime.

Malgré ses soins, le corps de ville n'eut pas toujours la main heureuse, et les maîtres qu'il accepta ne répondirent pas tous à son attente, mais il n'hésita jamais à user des mesures de rigueur et à prendre toutes les précautions possibles avant d'accepter un régent; non seulement, il s'enquêrait sur sa conduite, mais encore il lui faisait passer un examen. C'est ainsi que Méon fut examiné par MM. Moreau, chanoine, et Lafage, docteur en médecine (4); que Joseph

(1) Reg. de la Jurade, t. VIII.

(2) Id., t. XI.

(3) Id., t. XI.

(4) Id., t. XVII.

Labourdette le fut également dans l'hôtel de ville par le curé de Bourg et le P. Bazille, récollet, qui lui firent expliquer Horace et Quinte-Curce, etc. (1).

Il ne faudrait pas croire que l'école était peu fréquentée; voici un extrait des recommandations faites à l'un des régents, qui démontre le contraire et prouve également que l'éducation n'était pas plus négligée que l'instruction.

« Il sera tenu de bien et soigneusement exercer sa charge et eslever les enfants en la crainte de Dieu, à l'assiduité et civillité; mesme au cas qu'il ne fut pas suffisant pour vaquer à l'éducation de la jeunesse, aux susdits exercices, veu le grand nombre d'escoliers, il sera tenu de prendre quelques personnes capables pour l'aider (2). »

Les formules creuses ou mensongères qui font loi aujourd'hui n'étaient point connues alors; mais il me semble qu'elles font assez triste figure en face de ces vingt sols par mois, moyennant lesquels on pouvait faire enseigner à Bourg le grec, le latin, la rhétorique et même le droit. Notez que depuis la Révolution, on n'y enseigne plus que le français.

Pour compléter cet aperçu, je donne la liste des régents de Bourg dressée d'après les Registres de la Jurade :

Jehan de Laborde; — Jehan de Rotundy, jusqu'à 1639; — Chausiquand, 1640-1646; — Chausiquand, 1646-1648; interdit, puis rétabli en 1656; — Jehan Roche et Labeyllie, 1670; — Bertrand Espaignet fils, 1682; — Jean Laudonier, 1688; — Trigau, 1694; — Maurice Lambert, 1700; — Croly, 1706; — Henry Pascault, 1706; — Pierre Labourdette, 1735; — de Méon, 1736; — Théa, 1739; — Pierre Blondy de Lacroix, 1739; — Barthélemy Cassagne, 1740; — Barret, 1741; — de Méon, 1746; — Moriatus Donney, 1747; — Foulon, 1748; puis Gayé; — Blondy de Lacroix, pour la seconde fois, 1762; — Joseph Labourdette, 1776; il était encore régent en l'an X et cumulait les deux régences depuis plusieurs années.

(1) Reg. de la Jurade, t. XXIII.

(2) Id., t. VII.

Voilà pour les garçons.

Les petites filles étaient confiées aux bons soins des Dames Ursulines dont un couvent avait été créé à Bourg, ainsi que nous l'avons dit, par M^{gr} de Sourdis. Dans ce couvent, il y avait, d'après un document de l'époque, « plusieurs maîtresses capables et assidues » (1).

En 1792, la Révolution chassa les religieuses et transforma les bâtiments en maison de détention au nom du progrès !

C'est la charité chrétienne qui a été la première fondatrice des hôpitaux, hospices et autres établissements de ce genre. Plusieurs gros volumes ne suffiraient point pour faire connaître toutes les institutions charitables dont l'humanité lui est redevable.

Dans l'origine, ce fut le clergé presque seul qui se chargea du soin des pauvres, des veuves, des orphelins, des étrangers. Lorsqu'il eut des revenus fixes, il en consacra un quart aux pauvres, et on vit alors s'élever de toutes parts, à côté des églises et des monastères, des *Maisons de Dieu*, ou hôpitaux destinés à recevoir, non seulement les malades, mais encore les pauvres et les pèlerins. Le nombre s'en accrut encore à l'époque des Croisades, par suite de l'importation en Europe de maladies contagieuses désignées en bloc sous le nom de lèpre, d'où le nom de *léproseries* donné à ces nouveaux hôpitaux. Les rois et les riches personnages contribuèrent à leur entretien ; des ordres religieux se consacrèrent exclusivement au soin des infirmes et des malades.

Plus tard, vers le xiv^e siècle, le clergé s'étant relâché de son ancienne discipline, des conciles décidèrent que dorénavant les hôpitaux seraient administrés par des laïques ; des ordonnances royales vinrent ensuite organiser la réforme demandée par les autorités ecclésiastiques et décidèrent notamment que les administrateurs de ces établissements ne seraient ni des membres du clergé, ni des nobles, ni des

(1) Sur cette question de l'instruction publique à Bourg sous l'ancien régime, lire un très intéressant article de M. l'abbé F. Lacoste (*Rev. Cath.*, 10 décembre 1889).

fonctionnaires publics, mais de simples bourgeois, bons pères de famille, économes et instruits des affaires; les curés, les religieux étaient simplement chargés d'apporter les consolations de la religion aux malades.

Voilà en quelques mots l'origine des hôpitaux tels que celui qui existait à Bourg et dont nous allons nous occuper.

L'époque de sa fondation nous est inconnue, mais nous savons qu'elle est fort ancienne, car le 27 août 1295 un sieur Guillaume Lecourt, bourgeois de Beauvais-sous-Matha, légua par son testament (1), à l'hôpital de Bourg, « *quinque solidos semel solvendos* ». Il est également mentionné dans une pièce conservée aux Archives départementales de la Gironde, série G, n° 241, datant du commencement du xiv^e siècle, de même que dans les comptes de l'Archevêché de l'année 1378; mais il est impossible d'entrevoir quelle était son importance à cette époque.

En 1658, le roi ayant donné à M. de la Venage, gouverneur de Bourg, un très beau chai situé à Martin-Coulomb, ce dernier en fit cadeau à la communauté pour y installer « l'hospital St Lazare qui est en cette ville »: Afin de se procurer les fonds nécessaires pour cela, on ne trouva rien de mieux que d'obliger le régent à tenir le collège chez lui, et de mettre en vente l'immeuble communal, situé dans la rue du Château-Vieux « ou souloit être led. collège » (2).

La vente produisit 3,000 livres et l'hôpital fut organisé dans son nouveau local (3).

Son administration se composait d'un syndic, d'un trésorier et d'un gardien; un apothicaire et un médecin étaient chargés de donner leurs soins aux malades. Tous étaient nommés et révoqués par l'administration municipale avec le concours du curé.

Ses revenus étaient fort modestes, la communauté n'étant pas riche, — 50 écus de fixe et 10 de casuel; — malgré cela un

(1) *Arch. hist. de Saintonge*, t. I, p. 164.

(2) *Reg. de la Jurade*, t. VI-VII.

(3) *Id.*, t. VI.

certain nombre de pauvres infirmes y trouvaient asile. On y logeait aussi des voyageurs, des étrangers, et il vint un moment où, faute de surveillance de la part du gardien, il se peupla de gens suspects et de mauvaise vie. Le procureur syndic (1) s'en émut et représenta à la Jurade que l'hôpital Saint-Lazare, établi « pour la retraite et le repos des pauvres malades, était tellement profané, qu'au lieu de servir à entretenir un commerce de charité, on y tenait un infâme commerce ». Sur ce rapport, il fut décidé que le syndic de l'hôpital ne devait délivrer de billets d'admission qu'aux pauvres réellement malades et que ceux-ci seraient au préalable soumis à la visite du médecin et de l'apothicaire; défense fut faite, sous peine de destitution, de recevoir toute autre personne et d'exiger ou d'accepter aucune gratification des gens qui y seraient admis.

En 1742 (2), la communauté donna à l'hôpital un terrain mesurant 30 pieds au carré, situé hors les murs, confrontant du couchant au grand chemin royal de Bourg à Blaye, pour y établir son cimetière.

Il y avait, en plus de cet hôpital, une Société de Dames pour le soulagement des pauvres malades (3). Elle fut établie en 1634, et possédait quelques biens et revenus; son directeur était le curé. Une autre confrérie assistait les pauvres atteints de maladies contagieuses, et payait les médicaments.

Un arrêt de la Cour du Parlement, en date du 14 février 1748 (4), ordonna aux pauvres et mendiants de se retirer au lieu de leur origine, ou de leur domicile, parce que là il devait être pourvu à leur subsistance. La Jurade voulut savoir quelles charges allaient lui incomber de ce chef, et fit le recensement des pauvres de la commune. Il s'en trouva soixante-treize, savoir : vingt-deux grands pauvres, cinquante et un petits enfants. Quatre bourgeois se chargèrent de nourrir

(1) Reg. de la Jurade, t. VII.

(2) Id., t. XVI.

(3) Id., *passim*, et Arch. dioc., L 11.


(4) Id., t. XVII.

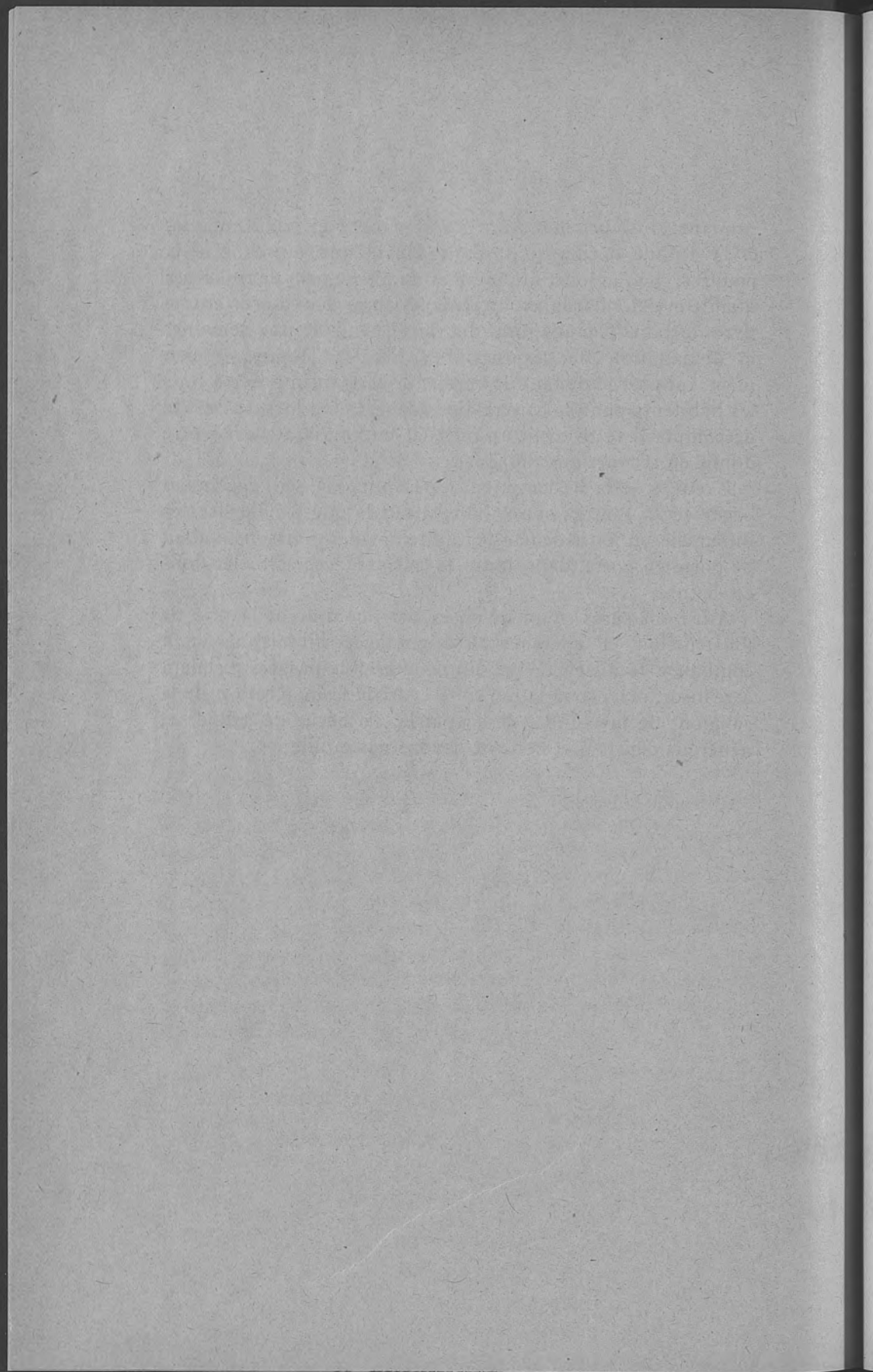
pendant plusieurs mois un grand pauvre et trois enfants, et la Jurade décida qu'il serait fourni aux autres grands pauvres, chaque jour, une livre et demie de pain de troisième qualité et deux liards, et aux enfants aussi deux liards et une livre de pain. Chaque jurat dut faire, pendant une semaine, la distribution de ces secours; Nicolas Dupuy, ancien jurat, fut chargé de faire la recette de la taxe imposée à tous les habitants pour se couvrir des dépenses. Si lors de l'arrêté de compte il se trouvait un reliquat en caisse, il devait être donné en secours aux passants.

L'œuvre de la Rédemption des Captifs (1) était également organisée à Bourg; son syndic faisait la quête à l'église les dimanches et jours de fêtes, et au temps des moissons il allait de porte en porte, dans toute la paroisse, recueillir les dons en nature.

Ainsi nos pères, quoi qu'on en dise, connurent le prix de l'instruction et cherchèrent à soulager l'infortune et à combattre la misère. Sans doute de grands progrès restaient à réaliser, mais sous la multiple et féconde inspiration de la religion, de la famille, de la patrie, ils firent de grands et généreux efforts que nous ne devons pas oublier.

(1) Reg. de la Jurade, t. X.





CHAPITRE XXIV

L'hôtel de la Jurade. — Charges et revenus de la communauté. — Les verreries de Bourg. — Une pépinière de mûriers blancs.

Après avoir retracé l'histoire de la Jurade, il est naturel de faire celle de l'édifice où elle tenait ses réunions, appelé « hostel de ville », ou encore « hostel de la Jurade ». Celui de Bourg existe toujours, il est même le plus joli monument de la ville, et sert actuellement de justice de paix.

Il semble avoir toujours occupé le même emplacement.

Quel était l'aspect, du monument primitif, nous l'ignorons; tout ce que nous savons, c'est qu'il se composait d'une chambre d'audience, d'un logement pour un geôlier et de diverses prisons bien grillées. En 1697 (1), il était en si mauvais état que la Jurade tint ses séances chez le maire en attendant que l'on pût le réparer. Malheureusement, la situation financière de la communauté était loin d'être florissante, aussi ne put-on faire rapidement les travaux utiles.

En 1741 (2), on refit à neuf la croisée de la salle des réunions et on répara le mur de la Goutinière, ainsi que les cheminées. Mais ce ne fut qu'en 1747 que l'on se décida à

(1) Reg. de la Jurade, t. IX.

(2) Pour ce qui concerne ces réparations, voir Reg. de la Jurade, tt. XVI, XVII, XVIII, XXI.

entreprendre de grands travaux. On venait alors de reconstruire le clocher de Saint-Giron, et l'architecte, on s'en souvient, avait oublié de replacer l'horloge ; par suite, la Jurade fut obligée, pour satisfaire les habitants, de la placer à l'hôtel de ville. On consulta les bourgeois sur cette affaire et tous furent d'avis qu'il fallait tout d'abord rebâtir la façade de l'« hostel de la Jurade », et pour son embellissement y faire « un grand portail, au dessus duquel seroit placé un écusson avec les armes de la ville et de grandes croisées ». M. de Tourny ayant approuvé le projet, on fit dresser un devis et pour payer les premiers travaux, la ville contracta un emprunt de 2,000 livres l'année suivante.

Au mois de juin 1749, les travaux, mis à l'adjudication, furent entrepris par le sieur Pailhot, maître tailleur de pierre de Saint-Seurin de Bordeaux, pour la somme de 4,920 livres.

Il fut stipulé que l'ouvrage devrait être terminé dans un délai de trois mois à peine de dommages, et que le prix lui serait payé, savoir : 2,000 livres sous trois jours, 1,000 livres dans le mois de septembre, 500 livres en octobre ; qu'enfin, pour le solde, on lui souscrirait des billets aussitôt que le travail achevé aurait été visité et agréé par les experts.

La pierre employée fut extraite des carrières de la Lustre.

La menuiserie fut faite par Jean Ollivier.

Au mois de mars 1750, la façade et le petit dôme qui la surmonte étaient achevés ; on s'empessa d'y placer la cloche municipale qui, antérieurement, était dans le clocher de Saint-Giron.

La couverture du dôme coûta 238 livres.

Enfin, au mois d'avril 1766, une députation de la Jurade alla faire visite à M^{re} le duc de Richelieu, gouverneur de la province, et lui exposa qu'étant « à mesme de faire décorer l'hôtel de ville et de le rendre agréable par des peintures dans lesquelles sont représentées les armes du Roy, ils prient Sa Grandeur de vouloir bien leur permettre d'y faire aussi placer les siennes et que la communauté lui en seroit infiniment obligée. A quoy led. seigneur maréchal leur auroit répondu avec un air de bonté que cela lui feroit plaisir ».

Ainsi s'acheva la décoration intérieure de l'édifice.

Pour perpétuer le souvenir de ces importants travaux, le corps de ville fit graver sur une plaque de marbre, qui existe toujours, l'inscription suivante :

Du règne de Louis quinze
Le Marquis de Tourny intendant
de cette province,

A esté fait le dome et la façade de l'
hostel de ville estant en charge M^{rs}
Jean François de Laborde maire, François
Gellibert, Guillaume Peychaud, Nicolas
Dupuy, Joseph Eslié Lafosse jurats, Michel
Moran procureur du roy et Jean fran-
çois Dulac secrétaire, l'an 1750.

Essayons maintenant d'établir quelles étaient les charges et quels étaient les revenus de la communauté. Comme aujourd'hui, son budget comprenait des dépenses obligatoires et des dépenses facultatives. Mais quand il se présentait une dépense imprévue un peu forte, on consultait les habitants pour savoir si on devait la faire et comment on y subviendrait.

Par le temps de suffrage universel où nous vivons, tout le monde paie, mais presque personne ne sait le plus souvent ni pourquoi ni comment.

Dans l'énumération, que nous allons faire des charges de la commune, on remarquera que bon nombre prouvent combien autrefois étaient mêlés les intérêts de l'Église et ceux de la communauté.

Location de la maison d'école.....	30 ^l
Les gages des régents allant en 1706 jusqu'à.....	450
Les réparations de l' « horlogeur » en 1750.....	50
Les réparations aux édifices.....	mémoire
Le pavage des rues.....	id.
L'indemnité au clerc de ville.....	15 ^l

Les frais pour le tirage de la milice.,.....	mémoire
Les gages des valets de ville, une paire de souliers, etc.	58 ¹
Le geôlier.....	30
Le feu de la Saint-Jean et le banquet des officiers de la ville, qui le suivait (1771).....	25.12
Les frais du banquet du jour de la Saint-Mommolin en 1670.....	92
Le dîner le jour de la procession à Notre-Dame de Montuzet.....	40
Les autres frais nécessités par cette fête (1671).....	42
Aux chapelains de Saint-Marias et de Notre-Dame de la Paix pour les messes qu'ils doivent dire dans le cours de l'année.....	60
Aux trois donneurs de pain bénit les jours de dimanches et fêtes, une paire de souliers coûtant chacune 3 livres.	9
Au prédicateur de Carême et d'Avent.....	15
Au curé, pour la messe du Jeudi saint.....	5.14
Pour le cierge pascal.....	7
Pour les chandelles des magistrats le jour de la Chandeleur et autres solennités et les flambeaux qui servent au feu de la Saint-Jean (1766).....	138.10

A tout cela, il faut ajouter les frais de voyages à Bordeaux et même à Paris, que le maire ou quelque jurat est obligé de faire pour les affaires de la ville;

Les frais des réceptions de grands personnages, banquets, vins d'honneur, etc. (1);

Le logement des troupes de passage.

Enfin, le pauvre contribuable avait à payer, en plus de tout cela, les impôts dus au Roy, comme le Don gratuit (2), les

(1) En 1767, le vin d'honneur, les rafraîchissements offerts au duc de Richelieu ainsi que les autres frais faits pour sa réception montèrent à 260 livres 12 sols.

(2) En 1660, Bourg avait à payer pour le Don gratuit 3,000 livres; heureusement que, grâce aux démarches de M. de Lavenage, cette somme fut réduite à 1,600 livres.

tailles (1), etc., et ce n'étaient ni les moins lourds ni les moins inégalement répartis.

En 1692, les charges municipales s'élevaient ensemble à la somme de 1,330 livres, tandis qu'en 1782 leur total se montait au chiffre de 2,991 livres 13 sols.

Passons maintenant aux ressources, aux revenus de la ville.

Comme presque toutes les communes d'alors, Bourg possédait des biens communaux qui servaient ordinairement de pâquis, sur lesquels tous les habitants avaient le droit de faire paître des bestiaux, et des biens patrimoniaux qui étaient loués, exploités ou même aliénés au profit de tous. Au mois de septembre 1676, de Laborde est déclaré fermier de tous les droits et revenus communs pour la somme de 950 livres. En 1707, Jean Duverger, receveur des deniers patrimoniaux, présente à la Jurade un état de sa gestion depuis le 25 septembre 1703, jusqu'au 19 février 1707, dans lequel les recettes s'élèvent à 5,902 livres.

A peu près à la même date, les droits de cartonnage (2), de minage (3) et de banquage étaient loués annuellement 825 livres.

(1) Les *tailles*, impôts levés surtout sur les roturiers en proportion de leurs biens et de leurs revenus. Voici l'état de répartition de la taille pour la juridiction de Bourg en 1649 : Bourg, 288 livres; Tauriac, 144 livres; Mombrier, 68 livres; Gauriac, 172 livres; Saint-Seurin, 12 livres; Lansac, 116 livres; Pugnac, 77 livres; Samonac, 48 livres; Bayon, 128 livres; Lafosse, 28 livres; Villeneuve, 88 livres; Saint-Ciers, 152 livres; Teuillac, 43 livres; Saint-Trojan, 23 livres; Comps, 24 livres; La Libarde, 54 livres.

(2) Une ordonnance de la Jurade défendait de vendre du vin au détail et d'ouvrir taverne avant d'en avoir fait la déclaration à l'hôtel de ville; les barriques de vin devaient porter la marque de la ville et tout débitant devait payer au fermier des revenus de la ville 6 pots par barrique; c'était le droit de *cartonnage*.

(3) De même les blés et farines venant de la Saintonge ou d'ailleurs, avant d'être vendus devaient être pesés, mesurés au minage de la ville, et pour cela il était payé un droit.

Le droits de mesurage (1), lestage et amarrage donnaient encore quelques revenus à la commune.

En 1782, tous ces revenus se montaient à 3,365 livres par an.

Entre les impositions communales et les contributions royales, dont nous avons déjà dit un mot, il existait cette différence fondamentale, que les premières étaient consenties par les habitants, qu'elles étaient acquittées par tous et qu'il leur en était rendu compte; tandis que les secondes, très inégalement réparties, étaient déterminées sans le consentement des contribuables et dépensées sans leur aveu.

Je n'ai point à entrer ici dans de longs détails sur ces contributions royales, Bourg ayant eu de ce chef les mêmes charges que toutes les autres villes de France, et ses archives ne relatant rien de bien particulier à ce sujet. Je me contenterai de donner des chiffres établis par un érudit charentais qui montrent quel était le montant des impôts dont étaient grevées les terres.

D'après M. Touzaud (2), les impositions sur le revenu des terres étaient les suivantes : 1/10 pour la rente ou agrier seigneurial; 1/11 pour la dîme du clergé; 1/12 pour la taille du roi. Soit en tout une proportion de 27,42 %.

Actuellement, l'agriculture paie, si l'on en croit un de nos derniers ministres, 27 % sur ses revenus, et les valeurs mobilières, 10 à 12 %.

Il n'y eut jamais à Bourg de grandes industries; la seule dont il est fait mention dans les archives et qui semble avoir eu quelque importance est la fabrication du verre et surtout des bouteilles. Malgré mes recherches, il m'est impossible d'en faire l'histoire, faute de documents; je ne puis que transcrire ici quelques renseignements.

(1) Le droit de *mesurage* se percevait à raison d'un sol par quartier de blé et autres denrées arrivant sur le port de la ville. Le droit de *lestage* était de 16 sols par chaque barque ou vaisseau qui délestait. Le droit d'*amarrage* se percevait sur chaque bateau qui stationnait dans le port; il y avait en plus le droit de cent sardines par chaque bateau qui en apportait à Bourg.

(2) *Bull. de la Soc. d'Arch. de la Charente*, 1894, t. IV, p. LXXI.

Dans un acte passé à Bourg avec le duc d'Épernon, figure un sieur Girard Pageot, peintre et vitrier (1).

En 1771 (2) existait une verrerie fondée par Balthazar, gentilhomme verrier de Witzbourg. Pour donner plus d'extension à son entreprise, il s'associa les sieurs Charancé et Sartres.

Cette verrerie était installée sur le port, dans la rue qui porte actuellement le nom de rue des Verreries.

Bientôt s'éleva tout près de là une concurrence redoutable; un Anglais, le sieur Mitchell, sollicita tout d'abord le privilège exclusif de faire fabriquer des verres et des bouteilles, puis demanda pour sa manufacture et pour celle d'un sieur Fonberg, établie également à Bourg, l'exclusion de tout autre verrier dans un rayon de dix lieues; mais il ne semble pas avoir obtenu ce privilège.

Ces verreries attirèrent naturellement à Bourg un certain nombre d'ouvriers étrangers qui, les jours de fêtes et les dimanches, sous prétexte de chasser, faisaient des dégâts considérables dans les campagnes. Ils parcouraient les champs alors que le blé était en épis et que la vendange était sur pied, maltraitant les propriétaires qui voulaient leur faire des remontrances. Quand la chasse était infructueuse, ils dévastaient les poulaillers.

Quelques jeunes gens de la ville, qui allaient avec eux, furent punis par le corps de ville; mais quand celui-ci voulut sévir contre les ouvriers étrangers, ils alléguèrent des privilèges spéciaux. Le maire et les jurats s'adressèrent alors à M^{re} Boucher, intendant, qui fit signifier au mois de novembre 1739, aux ouvriers de la verrerie royale, défense expresse de chasser.

En 1743 (3), deux jurats sont députés pour faire la visite ordonnée par l'intendant dans la verrerie royale, située sur le port, et voir si les bouteilles ont les dimensions réglementaires.

(1) Soc. Arch. de Bordeaux, t. X, p. 161.

(2) F. Michel, *Hist. du Commerce et de la Navigation à Bordeaux*, t. II, p. 365.

(3) Regist. de la Jurade, t. XVI.

Un nommé Pierre Bonnet semble être à cette époque le directeur de cette verrerie.

Un acte du notaire Peychaud, en date du 7 septembre 1764, fait sommation, à la requête de la Jurade, au sieur Guilhem aîné, négociant à Bordeaux, propriétaire de la verrerie de Bourg, d'avoir à enlever une girouette qu'il avait fait mettre sur les bâtiments.

Peu d'années après, ce Guilhem vint à mourir et quelques-uns des ouvriers, escomptant sans doute la faiblesse de sa veuve (1), cherchèrent à organiser une sorte de grève. Deux d'entre eux, Léonard Roche et François Marsès, la mirent en demeure de leur donner congé par écrit, afin qu'ils pussent se placer ailleurs, ou d'augmenter leurs salaires. Elle leur fit répondre qu'il ne pouvait être question de congé ou d'augmentation de salaire qu'à la fin de l'année; que ce serait la ruine de la verrerie si les ouvriers pouvaient quitter à leur gré ou se faire augmenter selon leur fantaisie. La justice, saisie de cette affaire, donna gain de cause à la veuve Guilhem et tout rentra dans le calme.

Voilà tout ce que nous savons sur les verreries de Bourg.

Louis XIV chercha à développer en France l'industrie de la soie; dans ce but, il encouragea l'élevage des vers à soie et la culture du mûrier blanc; aussi n'est-il pas étonnant de trouver une lettre de l'intendant de Guyenne, Bazin de Bezons, adressée au maire de Bourg (2), lui disant qu'il a traité avec le sieur Thomé de Carpentras, vicaire perpétuel de la Libarde, pour qu'il établisse une pépinière de cet arbre à Bourg, afin de fournir des plants à tous ceux qui en désireraient, et donnant ordre à la Jurade de lui procurer le terrain nécessaire pour l'établissement de cette pépinière. L'ordre de l'intendant fut exécuté. Thomé choisit un terrain situé à Croutes, appartenant à un sieur Jean Nazereau; mais nous ignorons complètement ce qu'il advint de cette pépinière et de la culture du mûrier blanc dans les environs de Bourg.

(1) Arch. départementales de la Gironde, S C 292.

(2) Reg. de la Jurade, t. VIII.

CHAPITRE XXV

Les chanoines de Saint-Vincent. — Leurs querelles avec les vicaires perpétuels. —
Suppression du chapitre. — Listes des abbés et des curés.

Achevons maintenant l'histoire du chapitre de Saint-Vincent, dont nous avons dit quelques mots lorsque nous avons raconté celle de l'abbaye.

Le règlement arrêté dans la réunion capitulaire de 1599 mit un peu d'ordre. Un religieux de l'abbaye remplissait les fonctions de vicaire perpétuel et la paix eût été complète sans le curieux procès qui s'éleva en 1611 entre l'abbaye de Bourg et les Feuillants de Bordeaux, au sujet du prieuré de Notre-Dame de Bayon (1).

En 1640, la mense qui jusque là avait été commune entre l'abbé et les chanoines fut divisée en trois parts : la première appartient à l'abbé, la seconde au chapitre, et la troisième à l'abbé à la charge de subvenir aux besoins généraux de l'église Saint-Giron et de payer annuellement 300 livres au vicaire, 100 livres au prédicateur de l'avent et du carême, ainsi que 30 écus pour la messe matutinale des dimanches et fêtes.

L'abbé, dont la part comprenait 210 fiefs, abandonna au chapitre l'emplacement de l'ancienne abbaye et les dîmes

(1) Arch. de la Gironde, 5^e carton.

des paroisses de Tauriac et de Pugnac, se réservant, avec la dîme de Saint-Giron, une propriété située à une extrémité de la ville, au lieu appelé les Salargues. C'est dans cette propriété (1) que messire Antoine de Mauroy, abbé commendataire de Saint-Vincent, fixa sa demeure; ce fut là que, dans la suite, ses successeurs se rendirent pour la cérémonie de la prise de possession. Depuis ce temps, cette propriété porte le nom d'Abbaye.

M. de Mauroy avait dans ses projets de transformer un des bâtiments en chapelle (2), mais il se contenta pour l'instant d'un petit oratoire installé dans un pavillon. A sa mort, la chapelle était encore à faire, et ses successeurs, considérant cette propriété comme un simple pied-à-terre, se contentèrent d'y laisser un fermier pour recevoir les rentes et agrières de leurs fiefs.

Les choses auraient été à peu près si les religieux avaient habité le monastère; mais dispersés en ville comme ils l'étaient depuis la fameuse catastrophe, peu à peu ils oublièrent la vie monastique et les meilleurs règlements finissaient assez vite par être de simples lettres mortes. Depuis longtemps déjà, celui de 1599 était abandonné, et pour maintenir l'ordre il fallut aviser de nouveau.

On ne trouva rien de mieux que de faire sur le revenu une retenue proportionnelle au temps d'absence; en même temps on rétablit la pointe du chœur, de telle sorte que chaque jour à la fin du premier psaume des offices et à l'épître de la messe, l'hebdomadier, ou le plus ancien, pointait les absents; puis à la fin de chaque mois on distribuait à chacun 10 sols pour matines, 2 sols pour prime, 10 sols pour la messe, 8 sols pour vêpres et le double aux fêtes de Noël, Pâques, Pentecôte, Saint Sacrement, Assomption, saint Augustin, saint Giron, saint Vincent et Toussaint; pour cela, on prélevait chaque année 500 livres sur le revenu de la communauté. Cette nouvelle organisation produisit les meilleurs résultats, si

(1) Arch. diocés., Q 26, f° 364.

(2) Id., J 2.

bien qu'en 1742, le prieur de Saint-Romain de Blaye citait à ses religieux le chapitre de Bourg comme un des mieux réglés du royaume; et qui plus est, le zèle des chanoines devint tel que tous voulaient officier, et que l'archevêque dut intervenir en 1663. Il fut alors convenu « que d'hors en avant, le s^r Oriol, prieur claustral, et les autres prieurs ses successeurs, officieront les quatre festes annuelles, le jour de la Feste Dieu, le jour de Nostre Dame d'Aoust, le jour de saint Augustin, qu'ils donneront la bénédiction le dimanche dans l'octave et la bénédiction au prédicateur le mesme dimanche, ainsy que tous les dimanches de l'avent et de caresme, et qu'ils feront les cérémonies du feu de Saint-Jehan, et celles des *Te Deum* demandés par le Roy, privativement et à l'exclusion des autres religieux, quand mesme ils seroient de semaine (1) ».

L'ordre et la tranquillité régnèrent pour un temps; mais malheureusement, on abandonna à des étrangers la vicairie perpétuelle dont jouissaient de tout temps les sacristains de l'abbaye. Ces nouveaux venus se montrèrent exigeants, et le chapitre, pour avoir la paix, leur fit concession sur concession, si bien qu'un beau jour Jean Pisannes, vicaire perpétuel, se crut assez fort pour parler et agir en maître à Saint-Giron. Son successeur, François Mercier, marcha sur ses traces et comme lui s'efforça de « faire nettre tous les jours des questions, au moyen de plusieurs prétendus debvoirs qu'ils prétendent leur estre dhuz, ce qui cause grand bruit en ville » (2).

Mais le plus querelleur fut Élie Sauvanelle, bachelier en théologie, qui devint vicaire perpétuel de Bourg en 1716. Il s'attaqua d'abord à la Jurade, puis à M^{gr} l'intendant, et finit par obtenir les réparations qu'il désirait pour le presbytère. Interprétant à sa manière une déclaration royale défendant aux moines de quitter leur monastère pour aller officier dans les églises où il y avait des vicaires, mais faisant une exception en faveur des chanoines, il s'empara de la clef du tabernacle

(1) Arch. de l'abbaye de Bourg, collect. Dumeyniou, d'après F. Lacoste, in *Rev. Cath.*, août-septembre 1890.

(2) Reg. de la Jurade, t. VII.

d'abord, et de celle de la sacristie ensuite. Tout cela ne suffisant pas à son humeur batailleuse, le 22 août 1732 (1), veille de la Saint-Laurent, avant de donner la bénédiction, il fait remarquer aux assistants qu'il n'a pas les ornements nécessaires, que le « soleil » dont il se sert a été emprunté. Puis il remet à la Jurade, avec sa plainte, le testament de feu M. de Mauroy, abbé de Bourg, ainsi qu'un mémoire écrit à la main, portant état et inventaire des vases sacrés et ornements qui étaient jadis dans la sacristie. Or, comme il était de notoriété publique que la plus grande partie de ces vases et ornements était entre les mains des chanoines, et que le testament de M. de Mauroy stipulait qu'ils devaient servir à l'usage commun des chanoines et du curé, le corps de ville envoya une députation auprès des chanoines Graves, du Bucaud et Gaston. Ceux-ci, trop heureux d'avoir l'occasion de se venger des tracasseries de M^e Sauvanelle, refusèrent de donner les objets en question. Le procureur et le curé vont alors à Bordeaux porter plainte et demander ce qu'ils doivent faire. L'archevêque, sans prendre parti ni pour les uns ni pour les autres, ordonne qu'il soit acheté un « soleil d'argent qui se monte sur le pied de la custode et sur lequel les armes de la ville seront gravées ».

Cette décision de l'archevêque ne satisfait point Sauvanelle qui, plus agressif que jamais, un beau jour se rend à l'église quelques instants avant les vêpres, prend la place du prieur et fait asseoir sa gouvernante dans la stalle des chanoines. Bientôt, le chapitre arrive, s'émeut, proteste, parlemente, mais en vain : le terrible vicaire tient à sa conquête et ne craint pas d'user du poing pour la défendre ; dans son ardeur et aidé de « son secours domestique », il met un des chanoines hors de combat.

Cette scène, on en conviendra, était assurément aussi comique que celle immortalisée par Boileau dans son *Lutrin*. Avec elle, tout aussi bien,

On aurait pu faire une autre Odyssée.

(1) Arch. de l'abbaye, *loc. cit.*

Mais les chanoines ne le prirent point en riant, et obtinrent en l'audience de la Tournelle une condamnation contre Sauvanelle. Celui-ci ne s'en émut nullement, porta la question des prérogatives devant le sénéchal, fit si bien qu'il eut gain de cause, et se fit délivrer par la Cour un arrêt de saisie sur tous les fruits, dîmes, rentes et autres revenus du chapitre. Voici, d'après le syndic, comment il exécuta la sentence : « Il fit des commandemens au chapitre le 23 mars 1733 de luy payer la somme de 1615 livres 17 sols pour les après-dînées, amendes et épices de la sentence du sénéchal, et 133 livres 7 sols pour les 16 deniers par livre; et, faute de payement, il fit procéder par saisie sur les fruits décimaux pendans par les racines, dans la paroisse de Tauriac, comme aussy sur l'œuvre d'une pièce de pred appartenante au prieur; il fit également procéder par saisie le 24 mars 1733 sur les fruits pendans par les racines, dans certaines vignes appartenantes au chapitre; en sorte que la compagnie se trouvant entièrement dépouillée tant des fruits de la mense commune que des bénéfices en particuliers, fut obligée de luy payer la somme de 600 livres le sixiesme juillet à compte de celle de 1367 livres pour les dépens, et de promettre de payer le restant dans certains termes fixez par une police; il fallut payer le commissaire général qui avoit esté établi sur les fruits saisis, et tascher par des payemens forcez de se tirer des mains dudit Sauvanelle (1). »

Nos pauvres chanoines durent payer tout cela, et n'eurent d'autre consolation que de protester plus énergiquement que jamais. Dans ces pénibles circonstances, ils pensaient pouvoir compter sur la Jurade de Bourg. Celle-ci avait délivré, au mois de décembre 1728, un certificat qui justifiait l'espoir du chapitre. On y lisait entre autres choses : « Certifions tenir de nos pères, ayeuls et ancêtres, que le chapitre collégial de Saint-Vincent de Bourg faisoit toutes les fonctions et offices

(1) Arch. de l'abbaye, coll. Dumeyniou, d'après F. Lacoste, in *Rev. Cath.*, août et septembre 1890.

du chœur et solennels, dans l'église de Saint-Vincent, matrice, pendant le tems qu'elle a subsisté; comme bénédiction aux prédicateurs pendant l'avent et le caresme, qui sont payez de la mense du chapitre, bénédiction des palmes, des luminaires à la Purification, des fonts baptismaux, et que led. chapitre chantoit le *Te Deum*, faisoit généralement toutes les processions, etc. Déclarons au surplus avoir vu et ouï dire à nos pères et ayeuls, que les prédécesseurs du sieur Sauvanelle, curé-vicaire perpétuel, assistoient avec acolites et choristes gagez par le chapitre aux grandes messes et vespres des dimanches et festes, à la suite du chapitre, n'y ayant jamais eu deux offices, les vicaires perpétuels ne faisant point d'offices particuliers; et de plus, que lesd. vicaires perpétuels assistoient aux *Te Deum* chantez par le chapitre pour les armes victorieuses du Roy et la naissance des Enfans de France, aux processions et notamment à celle de Nostre-Dame d'Aoust, etc. De plus, que lesd. vicaires perpétuels assistoient aux enterremens où le chapitre estoit appelé, et où l'un des chanoines portoit l'étole à l'exclusion du curé. Et enfin, attestons que le chapitre a joui de temps immémorial de tous les honneurs, prééminences et prérogatives dans l'église Saint-Giron, comme dans celle de Saint-Vincent matrice (1). »

Après des déclarations aussi formelles, l'appui du corps de ville semblaît donc assuré aux chanoines. Mais les succès de Sauvanelle en imposèrent tellement aux jurats qu'en 1733 ils furent d'un avis diamétralement opposé, prouvant une fois de plus par leur volte-face que

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

Enfin, l'archevêque se décida à intervenir; seulement, en présence du belliqueux vicaire, il fut d'une modération, d'une prudence extrêmes. Les chanoines étant dans leur droit, il ne voulait point leur donner tort, pas plus qu'il ne voulait

(1) Arch. de l'abbaye, coll. Dumeyniou, *loc. cit.*

sévir contre Sauvanelle qui méritait pourtant une leçon. Pour se tirer d'embarras, il ne trouva rien de mieux que de ne se point prononcer sur le fond du débat, et de décider, le 17 août 1733, « qu'à l'avenir, les processions et offices se feroient séparément par le curé et les chanoines ».

Passablement mécontent de la sentence archiépiscopale, le chapitre ne songea qu'à prendre sa revanche. Or, le 10 mars 1734, le curé avait fait sonner à huit heures du matin pour annoncer la cérémonie des cendres et le sermon qui devait la suivre. Les chanoines se rendirent à l'église, saisirent par la manche le vicaire et les choristes afin de prendre leur place dans le banc du chœur. Puis, quand le prédicateur voulut monter en chaire, le prieur l'arrêta, et malgré ses observations et les prières des bourgeois présents, il fut obligé de se retirer sans prêcher. De part et d'autre, on en appela à l'autorité de l'archevêque qui les renvoya devant des avocats, et en attendant que ceux-ci aient prononcé la sentence arbitrale, il défendit au curé et aux chanoines de donner désormais la bénédiction au prédicateur (1).

Tout cela ne faisait qu'irriter un peu plus Sauvanelle qui se préparait à de nouvelles luttes lorsqu'il mourut.

Nos chanoines entrevirent alors avec joie un avenir plein de calme et de tranquillité; mais, hélas!

La Discorde, à l'aspect d'un calme qui l'offense,
Fait siffler ses serpents, s'excite à la vengeance.

Bientôt les hostilités recommencent à propos d'un lutrin.

Sicard, en prenant la place de Sauvanelle, avait hérité de son humeur querelleuse. « Du temps de Sauvanelle, raconte encore le syndic, régnoit une rapine horrible; tout ce qui appartenait aux chanoines et qu'ils perdoient de vue leur estoit enlevé; on leur prit jusqu'au battant de leur cloche; la clé du lutrin ayant esté oubliée, le curé s'en saisit, mit les livres dehors, bonheur qu'il ne les enleva pas; on fut obligé

(1) Reg. de la Jurade, t. XV.

de les emporter. On espéroit mieux du sieur Sicard. On les remit, il y a quelques jours, sur le pupitre; mais à la face du public, le curé les jeta à terre, protestant que s'il les retrouvait, il les déchireroit. La paroisse a une armoire pour mettre les siens dont elle n'use que les dimanches et festes, le lutrin ne sert qu'à serrer les bassins dont on quête dans l'église, les chanoines ont besoin de leurs livres trois fois le jour, ils sont d'une pesanteur à charger un homme fort, il est comme impossible de les porter à chaque office; il seroit bien plus raisonnable et plus conforme aux jugements rendus de leur laisser pour serrer leurs livres, le lutrin dont ils jouissent depuis plus de cent ans (1). »

Cette querelle fut probablement la dernière, car les jours du chapitre étaient comptés. Ce fut inutilement qu'il demanda, en 1754, sa sécularisation ou la régularisation du curé.

Louis XV avait condamné les chapitres réguliers. MM. Le Berton, vicaire général, et Lagardère, promoteur du diocèse, vinrent à Bourg le 13 mars 1774, pour faire l'enquête. La Jurade, consultée, déclara que les chanoines « sont inutiles vu qu'ils vivent contre leur règle, étant épars en divers logemens, n'ayant ni maison claustrale ni église ». Puis, voulant tirer bon parti de la circonstance, elle demanda (2) : « 1° qu'une partie de la mense du chapitre soit affectée à augmenter la pension du curé qui n'est que vicaire perpétuel à simple portion congrue; 2° que led. curé étant seul à remplir les fonctions curiales, on établisse, à perpétuité, deux places de vicaires, et qu'en cas de vacance, les fonds destinés à ce sujet soient réversibles, pendant lad. vacance, aux pauvres de la charité et de l'hôpital; 3° l'hôpital n'étant pas doté, qu'on fixe une somme à prendre sur les revenus dud. chapitre pour le soulagement dud. hôpital et des pauvres de la charité; 4° la paroisse de Tauriac qui a quinze cens communians n'ayant qu'un vicaire perpétuel à portion congrue, ce qui fait que beaucoup, surtout dans la classe des laboureurs, manquent

(1) Arch. dioc., J 2.

(2) Reg. de la Jurade, t. XXI.

la messe parce qu'il n'y en a qu'une, qu'on établisse un vicaire amovible dont l'honoraire sera perçu sur les revenus décimaux de lad. paroisse, dont le chapitre de Bourg est décimateur, à la charge par M. l'abbé de contribuer, suivant son obligation, pour une somme annuelle de deux cens livres à laquelle led. s^r abbé s'est assujetti par la transaction passée entre luy et le chapitre lorsqu'ils séparèrent la mense totale de leurs revenus communs; 5^o la dignité de chambrier dud. chapitre étañt décimateur de la paroisse de la Libarde et le curé-vicaire perpétuel à portion congrue, qu'on augmente les revenus dudit curé et que le surplus de ce qui aura été fixé soit pris sur les fruits décimaux de lad. dignité. »

Cette demande de la Jurade ne fut point écoutée; renouvelée au mois d'août 1782, elle n'eut pas plus de succès, malgré les bonnes paroles de M^{sr} de Cicé (1), et la déclaration faite par les jurats, d'après laquelle la suppression du chapitre de Saint-Vincent devait produire les plus tristes effets.

Le 31 décembre 1774, M^{sr} le prince de Rohan avait décrété la suppression du chapitre de Bourg. La dispersion de ses membres suivit de près, et il ne resta dans la ville que deux chanoines : le prieur Félix Daleau, mort le 3 décembre 1790, et le chambrier Nicolas Brou de Lachaise, d'assez triste mémoire.

Malgré tout, l'abbaye subsistait encore, du moins nominale-ment, puisqu'en 1787, M. Joseph d'Héral, vicaire général de Bordeaux, prenait possession du siège abbatial de Bourg. Puis, vint la Révolution, qui fit tout disparaître.

Comme complément à ce que je viens de dire, je donne ci-dessous la liste des abbés de Bourg et celle des curés (2).

LISTE DES ABBÉS :

Guirardus, 1124-1161.

Guillaume Amalvin.


(1) Reg. de la Jurade, t. XXIII.

(2) Id., *passim*. Consulter aussi : *l'Abbaye Saint-Vincent de Bourg*, par F. Lacoste, in *Rev. Cath.*, août et septembre 1890.

Pierre I.
Raymond, 1376.
Jean du Cay, vers 1434-1458.
Thomas de la Barre, 1492.
Pierre II Andron de Lansac, 1503.
Robert de la Chassaigne, 1504, fils d'un président au Parlement.
François de Saint-Gelais, vers 1557.
Urbain de Lusignan de Saint-Gelais, 1581-1602.
Gabriel Juliot, du diocèse de Langres, 1614.
Jean Durand, 1633.
Antoine de Mauroy, 1637-1658.
Paul-Philippe de Chaumont, évêque de Dax, mort en 1697.
François Blouin, du diocèse d'Angers, 1697.
N. d'Élizagaray, 1716.
Boulangier, 1721.
Claude-François d'Houteville, membre de l'Académie, 1736-1742.
Geoffroy-Dominique-Charles de Bragelongne, 1743.
Bernard-Jean d'Huart, 1749.
Emmanuel-Alexandre-Joseph d'Héral, 1787.

LISTE DES CURÉS :

Pierre Mémin.
Oriol, vicaire perpétuel, 1595.
Anthoine Mahaud, vicaire perpétuel, 1609.
Jean Dalmays, vicaire perpétuel, 1618-1650.
François Chiniac, 1651-1658.
Jean Pisannes, 1658-1679.
François Mercier, 1680-1716.
Ellie Sauvanelle, 1716-1745.
Sicard, 1746-1774.
Barthélemy Duverger, 1774; était curé pendant la Révolution.



CHAPITRE XXVI

La sanctification du dimanche. — Vente de la viande et des cassemuseaux en carême. — Les blasphémateurs. — Procès entre Sauvanelle et la Jurade. — La cloche municipale et les chanoines. — Police des rues pendant les processions. — La Jurade à l'église. — Notre-Dame de Montuzet. — Les confréries.

Sous l'ancien régime, la paroisse et la communauté eurent à peu près les mêmes intérêts et souvent les mêmes agents. Aujourd'hui que la séparation entre le temporel et le spirituel s'accroît de plus en plus, un tel état de choses nous étonne. Mais alors on trouvait tout naturel de voir des prélats diriger les affaires de l'État, et des laïques s'occuper des intérêts de l'Église. C'est que, sous l'empire de sentiments religieux beaucoup plus profonds, tous les citoyens fréquentaient l'église et confondaient dans une même affection le clocher et l'hôtel de ville, la religion et la patrie.

Nous allons voir quels furent, à Bourg, les rapports, les relations entre l'élément laïque et l'élément ecclésiastique, et nous constaterons que là, comme ailleurs, loin de se combattre, ainsi qu'aujourd'hui, ils se prêtaient une mutuelle assistance. Sans doute, plus d'un curé grincheux souleva de mesquines querelles, comme aussi le maire, souvent trop à cheval sur ses droits et prérogatives, cria au scandale parce que l'enfant de chœur ne lui avait pas donné le nombre de coups d'encensoir voulu par les usages locaux. Mais les

dimanches et les jours de fêtes, le maire et les jurats assistaient dans leur banc aux offices, prenaient une part active aux processions, aux cérémonies diverses, écoutaient le prône où le curé portait à la connaissance de tous ses paroissiens les actes administratifs de la Jurade. Celle-ci punissait les blasphémateurs, surveillait l'observation du repos dominical, même celle du carême. Le curé intervenait encore dans le choix des régents, des administrateurs de l'hôpital, et dans tout ce qui concernait l'assistance publique, etc.

Tout, bien certainement, n'était point pour le mieux dans le meilleur des mondes, le chapitre qui précède suffit à lui seul pour démontrer le contraire, mais du moins la famille communale n'était pas partagée en deux camps opposés; celui de l'église et celui de l'hôtel de la Jurade.

Répondant à l'une des prescriptions les plus formelles de l'Église catholique, plus d'une fois l'ancienne royauté chercha à assurer le repos dominical et la sanctification du jour du Seigneur. S'inspirant de cet exemple venant du trône, la Jurade de Bourg s'efforça, elle aussi, de faire cesser tout travail ce jour-là, dans la ville et sa banlieue. C'est ainsi que le 4 mars 1655, sur la requête du procureur-syndic (1), « les sieurs jurats ont fait et font très expresse inhibition et défense à tous marchands et autres de lad. ville et faubourgs de tenir leurs boutiques ouvertes les jours de dimanche et de feste à peyne de 100 sols d'amende contre chacun d'eux; aux marchands vendant blés et autres grains de lad. ville et estrangers de vendre ny mesurer lesd. jours de dimanche et de feste, à peyne de 10 livres d'amende contre chacun d'eux et confiscation de leurs marchandises, ny les faire transporter hors de la maison; aux meusniers et autres d'entrer ny sortir en lad. ville et faubourg, les mesmes jours, leurs ânes et autres montures chargées de blés, farines ny autres choses réservées pour les boulangers de la ville, à peyne de confiscation du tout et de 10 livres d'amende contre chacun d'eux et de tenir prison jusques à effectuer paiement; à tous hostes de vendre

(1) Reg. de la Jurade, t. VI.

ni débiter du vin ny autres choses aux bourgeois et habitants de la ville à la réserve des estrangers passant lesd. jours, pendant le service divin, à peyne de 20 livres d'amende contre chacun d'eux et de tenir prison jusqu'à effectuer paiement. Afin qu'il soit notoire à tous, la présente ordonnance sera lhuée et affichée aux lieux accoutumés en lad. ville de Bourg».

De semblables prescriptions ne faisaient point l'affaire des « hostes et cabaretiers »; aussi fallait-il les leur rappeler souvent et sévir de temps en temps.

En 1658 (1), nouvelles ordonnances défendant en outre « de tolérer les insolens et mauvais chrestiens qui renient le nom de Dieu, mais de les saisir et conduire aux magistrats ».

Une ordonnance générale de police du 20 janvier 1672 (2), réitère toutes ces défenses.

Malgré cela, et au mépris des exhortations du curé, on continue à tenir boutique et à blasphémer le dimanche; la Jurade se décide alors à punir. Ainsi, le 5 septembre 1688 (3), après en avoir conféré avec François Mercier, curé, elle condamne à 10 sols d'amende « applicables au luminère et réparations de l'église », certains marchands de drap, toile et quincaillerie, ayant ouvert banc et boutique le saint jour de dimanche.

Au mois de février 1774 (4), l'archevêque de Bordeaux ordonna des prières publiques pour obtenir du ciel la cessation de pluies trop abondantes qui compromettaient les récoltes. Comme on était en temps de carnaval, les jurats, afin d'empêcher que la ferveur des fidèles soit troublée, et pour mieux assurer l'efficacité des prières, en ne tolérant aucun scandale, firent défense « à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de se masquer ny faire aucune partie de mascarade pendant tout le temps que se continueront les prières publiques, sous peine de 50 livres

(1) Reg. de la Jurade, t. VI.

(2) Id., t. VII.

(3) Id., t. VIII.

(4) Id., t. XX.

d'amende, même de la prison et autres plus grandes peines, suivant l'exigence du cas ».

Pendant le carême, la taxe sur la viande était beaucoup plus élevée, et les bouchers ne pouvant vendre que le dimanche ils tuaient fort peu ; si bien que dans le courant de la semaine, il était à peu près impossible de trouver de la viande à Bourg. Le curé Sauvanelle, en 1734 (1), demanda au corps de ville qu'il y eût un boucher de désigné pour tuer « des veaux, moutons et agneaux pendant le carême pour faire des bouillons aux personnes qui peuvent tomber malades ». Immédiatement, la Jurade décida qu'elle instituera un boucher pour tuer jusqu'au dimanche des Rameaux et qu'elle choisira celui qui donnera à meilleur marché et fera le plus d'aumônes aux dames de la charité.

Trois ans plus tard, le procureur-syndic, toujours animé d'un pieux zèle, expose aux maire et jurats « que le s^r Landry boulanger (2) fait tous les jours des cassemusaux et les fait débiter publiquement pendant le saint temps de carême, qui n'a été institué par l'Église que pour mortifier la chair et les sens, afin que les chrétiens fissent pénitence. Cependant, comme ces sortes de marchandises peuvent donner lieu aux fidèles de rompre leurs jeûnes et que, d'ailleurs, il est scandaleux que le débit s'en fasse publiquement, ce qui est très sévèrement défendu dans les villes bien policées et particulièrement à Bordeaux, qu'outre cela, les œufs et le lait deviennent rares et qu'on les achète plus cher. Sur quoy il est défendu aux boulangers de vendre ni débiter des cassemusaux pendant le carême à peine de 50 livres d'amende ».

Il faut avouer que les temps sont bien changés ; nos officiers municipaux se moquent pas mal du carême, et nos bonnes dévotes, en temps d'abstinence, grignotent autre chose que des cassemuseaux !! Et puis, un curé qui aurait dans sa paroisse un conseil municipal animé d'un zèle aussi chrétien, se croirait dans l'antichambre du ciel ; or, Sauva-

(1) Reg. de la Jurade, t. XV.

(2) Id., *loc. cit.*

nelle, l'irascible Sauvanelle, ne décolerait pas. Non content de jouer du poing avec les chanoines, il trouva moyen d'avoir un retentissant procès avec la Jurade, dans lequel il aurait eu le bon rôle s'il avait su être moins violent. Malgré les ordonnances royales et municipales, l'usage s'était introduit à Bourg de tenir marché le dimanche « même le dimanche de la première semaine de septembre pendant la foire ».

Dans ses prênes, le curé tonna contre un tel abus; n'obtenant rien, il s'adressa aux magistrats, leur faisant observer qu'ils étaient tenus « par les lois divines et humaines » d'y mettre un terme; mais ceux-ci faisant la sourde oreille, il s'oublia jusqu'à les traiter de « lâches et indignes ». Là dessus grande colère du corps de ville et ce long procès dont les phases diverses ne nous sont pas connues, mais qui ne fut point gagné par le curé de Bourg, puisque le marché du dimanche n'a pas cessé d'avoir lieu, et que Sauvanelle fut condamné par l'officialité à 8 livres d'amende pour avoir injurié les magistrats au prône (1).

A peu près à la même époque, les jurats avaient maille à partir avec les chanoines. En bons voisins, on était convenu depuis longtemps que les chanoines annonceraient leurs offices avec la cloche municipale, et qu'en retour ils encenseraient le maire et les jurats; or, en 1730, nos braves religieux prétendaient avoir droit de propriété sur la susdite cloche et oubliaient souvent d'encenser le corps de ville; mais ils ne furent pas plus heureux qu'avec Sauvanelle : le sénéchal d'abord, l'archevêque ensuite, leur donnèrent tort (2).

Ces chicanes n'altéraient en rien la foi du mairé et des jurats que nous voyons, pendant ce temps, aller à la messe le dimanche, assister en corps et avec les livrées aux vêpres et au sermon le 15 août, ordonner, la veille de la Fête-Dieu, « à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de nettoyer les rues chacun devant chez soi et notamment celles par où devra passer la procession du Corpus

(1) Reg. de la Jurade, t. XVI.

(2) Arch. de Bourg, carton II.

Christi, les tenir libres de toutes immondices, pierres et autres choses, à peine de 5 livres d'amende » (1). Pour cette procession, la Jurade avait l'usage d'inviter par lettre quatre bourgeois, dont deux anciens magistrats, à porter le dais et les flambeaux qui le précédaient. Les anciens jurats avaient les premières places. A l'approche de la Révolution, la piété ayant beaucoup diminué, il arrivait parfois que les bourgeois désignés pour porter le dais ne répondaient point à l'invitation, de telle sorte qu'au dernier moment, on était obligé de prendre, dit le registre de la Jurade, « des gens de dernière qualité et vêtus d'une manière indécente » (2).

Pour parer à cet inconvénient, le corps de ville décida que le major commanderait chaque année deux capitaines pour porter les flambeaux, deux lieutenants de pied pour porter le dais aux places de derrière et deux sous-lieutenants pour porter le dais aux places de devant.

Pour les Rogations, les chanoines de Saint-Vincent, avec leur croix et leur bannière, le vicaire perpétuel, quatre choristes, deux jurats et le procureur-syndic en livrées, suivis d'une foule nombreuse, se rendaient en procession à l'église de Camillac. Le curé les attendait avec le porte-croix, au pied de la croix qui était proche l'église, et présentait l'eau bénite à tout le clergé et aux jurats, puis la procession entrait à l'église où on chantait une grand'messe suivie du *Libera*; après quoi elle retournait à Bourg. Un jour, le curé de Camillac, Dardennes, oublia de présenter l'eau bénite aux jurats; ceux-ci en furent froissés et déclarèrent que ce curé était « chiche d'eau bénite et les méprisoit » (3).

Le jour de Pâques, à l'issue du sermon, un des jurats faisait la quête pour le prédicateur de carême.

Au surplus, je transcris, en grande partie du moins, un document qui se trouve dans les archives de Bourg et qui donne de curieux renseignements sur les usages pieux de la

(1) Rég. de la Jurade, t. XVI.

(2) Id., t. XXII.

(3) Id., t. XIII.

Jurade; il est intitulé « Instruction à MM^{rs} les maire et jurats de la ville de Bourg pour se ressouvenir à l'honneur qu'on doit à Jésus-Christ chascune année quy commence le jour de M^r S^t Mommolin, huitiesme d'aoust quand on fait les maire, jurats, procureur et clerc de ville ».

« Le huitiesme j^{ou}r d'aoust jour de feste de M^r S^t Mommolin, par les antiennes privilèges et statuts, on a de coutume led. jour faire eslire lesd. maire et jurats et pour confirmer le maire, on va led. jour ou lendemain à Bourdeaux trouver M^r le Grand Sénéchal de Guienne ou en son absence M^r le lieutenant général pour obtenir sa confirmation.

» Le quinziesme jour d'aoust, jour de N^e Dame, lesd. s^{rs} maire et jurats debvront aler à l'offrande de la grand'messe de S^t Giron de la présente ville sans livrée.

» Le seiziesme dud. mois d'aoust, jour de S^t Rocq, on va en procession générale autour de la ville sans livrée.

» Le dernier jour dud. mois d'aoust quy est le jour du sacre de l'esglise S^t Giron de lad. ville on va à l'offrande sans livrée.

» Le vingt neufiesme de septembre, jour de S^t Michel, maire et jurats partent de la maison commune pour l'église avec leurs livrées, et ainsi le huit décembre feste de N^e Dame, et le jour de la feste de tous les saints.

» La vigile de la feste de la nativité de N. S. maire, jurats, procureur et clerc font leurs pasques.

» Le lendemain, jour de Nouel, lesd. jurats, procureur et clerc de ville vont trouver le maire dans son logis et partent ensemble pour aller à l'esglise avec leurs livrées et au devant d'eux, les sergens avec leurs hallebardes et vont à l'offrande avec leurs livrées. »

Le premier jour de l'année ainsi que le jour des Rois, ils vont à la messe et à l'offrande sans livrées.

« Pour la feste des S^{ts} Fabien et Sébastien, procession générale autour de la ville, les maire et jurats y vont sans livrées et non à l'offrande.

» Le second de febvrier et feste de N^e Dame de la Chandeleur, les jurats, procureur et clerc de ville vont trouver led.

s^r maire dans son logis et partent tous ensemble avecq leurs livrées, au devant d'eux les sergens avec leur hallebarde, pour aller à l'esglize, vont à la grand'messe avecq leur chandelle et livrée et vont à l'offrande. »

Le jour des Cendres ils vont à la messe recevoir les cendres; le 25 mars, jour de Notre-Dame, ils vont à la messe sans livrées.

« Le jour de feste des Rameaux, lesd. jurats, procureur et clerc de ville vont trouver le s^r maire dans sa maison et tous ensemble partent pour aller à l'esglize avec leurs livrées, au devant d'eux les sergens et un rameau chascun à la main vont à la grand'messe et à l'offrande avec leurs livrées, et à la fin de la messe, partent de lad. esglise et en procession pour aller au marché entendre la parolle de Dieu et à la fin du sermon, vont rendre grâces à Dieu à l'esglize. »

Le jour du Jeudi saint, ils font les pâques; le jour de la Résurrection, ils assistent à la grand'messe ainsi que le jour de la Quasimodo.

Pour la Saint-Marc, ils suivent la procession qui va à Sainte-Barbe.

Pour les Rogations, ils suivaient également les processions qui allaient à Saint-Michel, à la Libarde, et à Camillac; il en était de même le jeudi de l'Ascension.

Le jour de la Fête-Dieu, ils allaient à la messe avec le même cérémonial que pour les Rameaux, mais « la messe achevée, ils allaient avec les livrées en procession générale aux carefours accoutumés de la ville, suivant la sainte chapelle où est le précieux corps de Nostre Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ ».

Même cérémonial, le jour de l'octave.

« Le vingt troisieme jour de juin veille de M^r S^t Jean lesd. jurats, procureur et clerc vont trouver led. maire après souppé et tous ensemble partent avec leur livrée, au devant d'eux les sergens pour aller à l'esglise, sortent en procession, vont au devant la place publique et le s^r maire doit mettre le feu de M^r S^t Jean et le clerc de ville baille aud. s^r maire la torche pour allumer led. feu, ils font trois tours aux environs et ce après vont rendre grâces à Dieu à l'esglise. »

A une époque que les registres de la Jurade ne précisent pas, une épidémie fit de grands ravages à Bourg et dans les environs; la mortalité était telle que la population y vit un châtement de Dieu. Pour apaiser « l'ire du ciel », on fit vœu d'aller chaque année, le mardi de la Pentecôte, en procession à Notre-Dame de Montuzet, près de Plassac.

Cette chapelle, dont le fondateur aurait été Charlemagne, d'après la tradition, était un lieu de pèlerinage très fréquenté. A Bordeaux, il y avait des confréries de marins auxquelles Louis XI avait concédé certains privilèges, et qui étaient les plus assidus pèlerins de Montuzet (1).

Certains jours de l'année, le petit port de Plassac voyait débarquer plus de vingt paroisses venant des différents points de la contrée et se rendant à la petite chapelle.

Bourg, comme presque toutes les communes riveraines, se rendait en bateau jusqu'à Plassac. C'était la Jurade qui avait la direction de ce pèlerinage, et c'était avec les deniers communaux qu'elle payait tous les frais de transport, du prédicateur, du repas, etc... Elle invitait le chapitre à se joindre au curé, afin de donner plus d'éclat à la cérémonie. On entendait la messe à la chapelle; un sermon était prêché par un prédicateur choisi par le corps de ville, mais agréé par le curé. Au sortir de la messe, on allait dans un bois voisin, où un copieux repas était servi. Si j'en crois le procureur syndic, la piété des pèlerins de Bourg était jusque là fort édifiante; mais une fois à l'ombre de la ramée, assis autour de plats succulents et de bouteilles pleines de vins généreux, ils oubliaient totalement la peste des temps passés et les pieuses exhortations du prédicateur; des amis des environs venaient souvent grossir le nombre des convives et ajouter encore au bruit et à l'animation qui présidaient à ce festin champêtre; bien heureux quand la journée se terminait sans disputes (2).

A Bourg, comme ailleurs, il y avait des confréries ou

(1) Bernadeau : *Ann. de Bordeaux*, p. 108.

(2) Registres de la Jurade, *passim*.

St Luc

associations religieuses annexées aux corporations ouvrières dont nous avons parlé. Les archives mentionnent celles de Saint-Joseph, de Saint-Luc, de Saint-André, de Saint-Éloi (1). Or, toutes ces confréries étaient tenues d'assister aux différentes processions qui avaient lieu. A celle du jour de la Fête-Dieu, chacune d'elles devait fournir un homme portant une chandelle blanche du poids de deux livres pour se tenir à côté du Saint Sacrement. Afin d'éviter toutes discussions, le corps de ville avait assigné sa place à chaque confrérie dans le cortège.

Du reste, la Jurade s'intéressait à la création de ces associations religieuses; ainsi au mois de décembre 1683, elle trouva de son devoir de faire des instances auprès de l'archevêque de Bordeaux, pour que la Confrérie du Très Saint-Sacrement fût instituée à Bourg.

C'était la Jurade qui nommait les fabriciens (fabricateurs) et surveillait leur gestion (2).

Chaque année, le 9 décembre (3), jour de saint Giron, patron de la paroisse, il y avait fête solennelle à Bourg, et grande foire.

Ainsi que cela se pratique encore aujourd'hui, le jour du Jeudi saint des dames qu'étaient à la porte de l'église; or le registre de la paroisse Saint-Giron nous apprend que la fabrique avait l'habitude d'offrir en cette circonstance, à chacune de ces dames, six oranges, à titre de remerciement sans doute.

(1) Reg. de la Jurade, tt. VI, VIII et autres.

(2) Id., t. XV.

(3) Id., t. XVII.



CHAPITRE XXVII

Mort de Louis XIV. — La Régence. — Désordres financiers et corruption des mœurs. — Mesures sanitaires prises à Bourg pendant la peste de Marseille. — Disette de 1748. — Naissance du duc d'Aquitaine. — Visite de l'archevêque accompagné de M. de Tourny. — Visite du duc de Richelieu. — Avènement de Louis XVI. — Son sacre. — Naissance du dauphin. — Conclusion.

Les événements politiques qui se succédèrent sous la Régence, sous le règne de Louis XV et durant les premières années de celui de Louis XVI, ont laissé fort peu de traces dans les archives de Bourg. Pendant près d'un siècle cette petite ville, confinée dans son enceinte de murailles en ruines, ne semble être sortie de sa morne tranquillité que pour célébrer des victoires, ou fêter des naissances royales. Sa vie communale ne fut un peu troublée que par les changements apportés dans la législation et dont nous avons parlé, ou encore par les fléaux qui vinrent fondre sur la France. Il ne nous reste donc plus qu'à emprunter aux Registres des délibérations de la Jurade quelques pages où ces faits sont relatés et ces fêtes décrites en détail, pour achever la peinture de la vie de cette petite ville sous l'ancien régime.

Le 13 septembre 1715 (1), on reçut à Bourg une lettre de la Jurade de Bordeaux donnant avis de la mort de Louis XIV

(1) Pour tout ce qui suit, voir les Registres de la Jurade, tt. XII à XXII.

et invitant à témoigner au nouveau roi Louis XV soumission et fidélité.

Quelques jours après, arriva copie d'une lettre du monarque, annonçant qu'il a déclaré son « tres cher et tres amé oncle », le duc d'Orléans, régent du royaume. « Nos peuples, y était-il dit, doivent attendre toute sorte de bonheur et de tranquillité sous la régence d'un prince qui joint à toutes les grandes qualités celles qui sont nécessaires pour soutenir le poids des affaires et dont Dieu bénira sans doute les soins. » Puis, le 6 novembre, les officiers des milices bourgeoises, depuis le major jusqu'au garçon major, prêtèrent serment de fidélité à Louis XV devant la Jurade « qui leur fit lever la main d'être obéissants aux ordres du roi et à eux leurs magistrats ».

L'autorité absolue que venait d'exercer un roi de génie passait ainsi aux mains d'un prince perdu de vices. Avec le duc d'Orléans on vit le palais souillé de toutes les orgies, et dans la cour régna une véritable émulation de turpitudes qui devaient totalement détruire l'idée morale du pouvoir, ainsi que la dignité de la royauté.

Le système financier de Law, devenu celui de l'État, développait dans les rangs de la haute société une fureur de gain jusque-là inconnue, que les édits de la régence ne faisaient qu'encourager. Le peuple suivit bientôt le mouvement, et alors s'ouvrit l'ère des scandales. La corruption fut à son comble. On avait cru assurer l'augmentation de la richesse, et l'on n'avait organisé que le pillage, car la cupidité était mêlée de barbarie.

Pourtant au milieu de ce débordement d'idées et de mœurs la main de Dieu se faisait sentir. Marseille était la fatale victime de la peste. Cette épouvantable maladie y sévissait avec une telle violence que toute la France en frémit. Tandis que Belsunce à la tête de son clergé donnait l'exemple d'un courage héroïque, on prenait partout des mesures sanitaires. A Bourg, les bateaux venant de la Méditerranée ne purent approcher qu'après avoir fait quarantaine, et des ordonnances municipales assurèrent la parfaite propreté des rues.

Cependant Louis XV arrivait à sa majorité et la déplorable

régence du duc d'Orléans prenait fin. Malheureusement le roi n'avait pas été préparé aux grands devoirs du pouvoir suprême par son éducation. Dès son jeune âge, on l'avait habitué aux goûts frivoles, aux plaisirs faciles. De telle sorte que son âme amollie n'avait aucune des énergies nécessaires pour arracher l'État aux funestes errements de la régence, qui préparaient si bien l'effroyable convulsion qui allait terminer le siècle.

La politique suivit donc sa marche insensée au milieu des désolations publiques.

Les pluies, les intempéries des saisons compromettaient gravement les récoltes, aussi les denrées de première nécessité atteignaient-elles des prix élevés. La disette engendra des émeutes que la force put seule comprimer, car les secours envoyés par le gouvernement étaient absolument insuffisants. Au mois d'avril 1748, M. de Tourny, intendant de la généralité de Bordeaux, accorda à la communauté de Bourg 240 boisseaux de seigle et 100 boisseaux de froment pour la consommation de la ville et de sa banlieue, mais les habitants des dix-neuf paroisses de la juridiction, qui souffraient également de la disette, prétendirent qu'une partie de ces grains devrait leur être délivrée, puisque ni Blaye, ni Libourne, ni Saint-Savin n'en pouvaient fournir. On ne voulut point écouter leur réclamation, et aux observations qu'on put leur faire, ils déclarèrent que dans leur état de misère ils n'avaient qu'à venir en chercher les armes à la main. Une émeute se préparait. La Jurade, justement émue, délégua un de ses membres vers M. de Tourny, qui pour éviter des malheurs donna le blé à la ville et le seigle à la campagne, et fit acheter par la Jurade de Bourg 456 livres de riz au prix de 30 livres le quintal, 100 boisseaux de froment à 16 livres le boisseau et 80 boisseaux de fèves au prix de 12 livres l'un. La taxe du pain fut alors établie comme suit : le choine à quatre sols la livre; le pain commun à 3 sols 2 deniers et le pain brun à 2 sols 2 deniers. Peu de jours après, M. de Tourny envoya de nouveaux secours. Malgré tout cela la misère augmentait; dès les premiers jours du

mois suivant, Peychaud, procureur syndic, retourna auprès de l'Intendant pour lui faire l'exposé de la misère qui régnait dans tout le pays et lui demander de nouveaux secours. Faute de ressources, M. de Tourny ne put que l'exhorter à la patience en attendant de nouveaux arrivages de grains, et lui assurer que tout ce qu'on lui pouvait conter sur la misère publique ne saurait égaler « ce que lui-même en pensoit ».

Cependant l'administration plus sage, plus ordonnée du cardinal de Fleury combla une partie des déficits, supprima l'impôt du cinquantième, diminua les tailles et parvint à guérir les ravages faits par la disette. Le commerce et l'agriculture reprirent une vie nouvelle et la confiance se réveilla dans les âmes.

Des réjouissances publiques fêtèrent la naissance du duc d'Aquitaine. A Bourg on chanta un *Te Deum*, on fit des illuminations et un feu de joie. Peu de mois après, M^{gr} Louis-Jacques d'Audibert de Lussan, archevêque de Bordeaux, accompagné de M. de Tourny, venait faire sa visite pastorale et donner le sacrement de confirmation. Voici le compte rendu de la réception qui fut faite à ces deux illustres personnages :

Aujourd'hui 8 mai 1754 M^{sr} Illustrissime et Révérendissime Louis-Jacques d'Audibert de Lussan archevêque de Bordeaux et M^{sr} le marquis de Tourny intendant de la province, sont arrivés en cette ville, ils ont débarqué du même bateau au port de M. de Saint-Savin. MM. les maire et jurats les ont reçu au port et complimenté séparément, les troupes bourgeoises mises sous les armes, lesdits seigneurs ont été conduits au château de M. de Saint-Savin par lesd. sieur maire et les jurats, les troupes bordant la haye de toute part, les tambours battant au champ; il a été fait une décharge de mousqueterie à la porte dud. château, lesd. troupes défilant; et l'on a laissé une garde à la porte desd. seigneurs qu'ils ont renvoyé en remerciant le corps de la Jurade. L'après-midi le corps de la Jurade en robe va présenter ses respects auxd. seigneurs en leur offrant le vin d'honneur double.

Ce jourd'hui, 9 mai, les troupes bourgeoises étant sous les

armes et bordant les rues à double haye depuis l'église Saint-Giron jusqu'au château de M. de Saint-Savin, le corps de magistrature en robe et en chaperon de livrée ont été processionnellement avec le s^r curé et autres ecclésiastiques chercher led. s^r archevêque aud. château, ou étant led. seigneur à la porte revêtu de ses habits pontificaux, chape et mitre, le s^r curé lui a fait baiser la croix et ayant entonné le *Te Deum* led. seigneur se seroit placé sous le dais qui avoit été préparé, porté par les quatre jurats, les s^{rs} maire, procureur et syndic à côté du dais et tout le cortège revenu à l'église processionnellement passant dans le défilé des troupes, les tambours et fifres battant au champ, serions arrivés à l'église paroissiale S^t Giron, à la porte de laquelle led. s^r Duverger curé en chape blanche auroit présenté aud. seign^r archevêque l'aspersoir et encensoir et après avoir été encensé par le curé, mond. s^{sr} archevêque avec le corps de magistrature et le corps ecclésiastique seroient entrés dans l'église. Après la prière faite auroit fait une exhortation au peuple, célébré la sainte messe, donné le saint sacrement de confirmation au peuple, fait la visite des fonts baptismaux, l'absoute des morts tant dans l'église que cimetière, la visite des vases sacrés, a donné la bénédiction du Très Saint Sacrement. Ensuite de quoy led. s^{sr} archevêque en rochet et camail auroit été racompagné au château dud. s^r de Saint-Savin, sans être sous le dais, précédé seulement des ecclésiastiques et de la magistrature, passant dans le défilé des troupes dans le même ordre qu'allant à l'église.

Le 3 juin 1767, c'est le duc de Richelieu qui arrive à Bourg sans avoir prévenu; néanmoins c'est au bruit du canon que les jurats présents et les officiers des troupes bourgeoises vont le recevoir sur le port. Puis on lui sert à déjeuner à l'hôtel de ville, et sur sa demande on lui fait visiter la ville. « On le conduit par la grande rue, on sort par la porte S^t André; on passe le long de la corderie, on rentre par la porte de Blaye; de là on se rend chez Mad^{me} de Lansac pour y examiner une tour adossée au mur de la ville, qui menace ruine, sorti de chez lad. dame on passe par la rue des Récollets et on se rend de suite au port »; prêt à s'embarquer, le

duc témoigne aux jurats sa satisfaction et les assure de sa protection; les jurats le remercient très humblement, puis lui font hommage de cent bouteilles de vin.

Lorsque Louis XV mourut, la décadence des forces nationales était manifeste, malgré l'élégance fastueuse qui couvrait mal les misères morales et matérielles. Pour conjurer le mal, les philosophes, ou, pour les appeler par leur vrai nom, les économistes, ne trouvaient rien de mieux que de semer partout des idées inconnues jusque là contre l'antique constitution des États et contre l'Église, creusant ainsi plus profondément le gouffre où tout allait s'abîmer.

Louis XVI, le nouveau monarque, avait toutes les qualités qui constituent le bon citoyen, le parfait chrétien, mais il lui manquait l'énergie de la volonté et la puissance de génie si nécessaires à un roi; aussi le char de l'État continua-t-il à descendre la pente fatale sur laquelle il était engagé.

Son avènement au trône fut annoncé à Bourg par une lettre adressée à la Jurade émanant des jurats de Bordeaux, en date du 18 mai 1774. Cette lettre et la réponse qui y fut faite sont transcrites sur le Registre des délibérations, et accompagnées d'un *Nota*, dû à quelque malin et ainsi conçu : « Observé que la lettre reçue des jurats de Bordeaux le 18 mai 1774 est la même qu'ils écrivirent en 1715 à la mort de Louis XIV, et que la réponse des jurats de Bourg est également en mêmes termes que celle que les jurats de Bourg leur répondirent. »

A l'occasion du sacre de Louis XVI il y eut de grandes réjouissances à Bourg comme ailleurs. La Jurade va assister au chant du *Te Deum*, les troupes bourgeoises sont sous les armes, devant chaque maison brûle un feu de joie, et le soir toutes les fenêtres sont illuminées. Mais ce fut surtout pour la naissance du Dauphin qu'il y eut de grandes fêtes à Bourg, le 2 décembre 1781. Voici la relation qu'en donne le registre de la Jurade :

Nous entrâmes le jour d'hier au présent hotel à neuf heures du matin, après que la feste annoncée au soleil couchant de la veille

et au soleil levant du même jour, à la cloche sonnante et par une salve de vingt un coups de canons, que nous avons fait venir de Bordeaux exprès et les quatre compagnies des milices bourgeoises de cette ville ayant été commandées et s'étant rendues sur la place publique et au devant du présent hôtel, nous nous sommes rendus accompagnés desd. milices bourgeoises et précédés des valets de ville et de M^{rs} du régiment de Languedoc actuellement en garnison à la citadelle de Blaye, que nous avons fait venir exprès à l'église S^t Giron de cette ville et avons assisté à la messe qui s'y est célébrée pontificalement (!) par M^r Barthélemy Duverger prêtre et curé de la présente ville, les vicaires ayant accompagné et fait leur partie à lad. messe, à laquelle les officiers royaux ont aussy assisté, à l'élévation de laquelle messe il a été fait une décharge de vingt un coups de canons et de toute la mousqueterie des milices. Au retour de la messe, avons fait placer aux deux bouts de la halle une barrique de vin (une à chaque bout) qui ont servi de fontaine à la discrétion du public. A trois heures de relevée, le corps de la magistrature s'est rendu dans le même ordre dans lad. église S^t Giron, pour assister au *Te Deum* qui y a été chanté à issue des vêpres accompagné de la même symphonie après lequel et l'*Exaudi* le procureur syndic a crié : Vive le Roy, ce qui a été suivi de toute l'acclamation publique et d'une salve de vingt un coups de canons et de toute la mousqueterie, à la fin de tout quoy, nous sommes sortis de l'autre côté de l'église et avons fait le tour, la mousqueterie bordant la haye de toute part et étant rendus sur la place et au devant la porte du présent hôtel, la mousqueterie et le canon continuant de tirer, nous avons mis le feu à un bûcher qui avoit été préparé à cet effet au devant du présent hôtel, et vers les neuf heures du soir, en continuant notre fête, il a été tiré un feu d'artifice et plusieurs fusées au devant du présent hôtel, lequel a été illuminé de toutes parts par une infinité de lampions que nous avons fait faire exprès, cette illumination faite en cimetrie, toutes les maisons de la ville se sont trouvées illuminées avec des feux de joye de part et d'autre ; ce fait, nous avons été souper en corps assistés de l'état-major et des officiers desd. milices bourgeoises, auquel repas il a été porté plusieurs santés au roy, la reine et M^{er} le Dauphin ; le canon ayant toujours continué ses salves

ordinaires, et après le souper nous sommes allés au présent hotel de ville, précédés des instruments de musique, éclairés par des flambeaux où nous avons donné un magnifique bal aux dames, qui a duré toute la nuit et durant lequel il a été présenté aux dames diverses confitures et toutes sortes de rafraichissements, de tout quoy avons fait et dressé le présent verbal.

Ici je m'arrête, car les archives de Bourg ne signalent aucun fait marquant jusqu'au mois de janvier 1789, époque de la convocation des États généraux; or, cet événement clôt en quelque sorte l'ancien régime et ouvre l'ère de la Révolution, durant laquelle Bourg joua un rôle qu'il n'entre pas dans mon plan d'étudier à présent.

Sans me dissimuler les lacunes et les imperfections de mon travail, j'espère néanmoins qu'il aura été lu avec quelque intérêt, surtout par mes compatriotes; du reste, je puis dire comme le vieux chroniqueur : « Je me suis enquis au mieulx que j'ay sceu et pu, et je certifie que je ne l'ay fait ny pour or, ny pour argent, ni pour salaire, ny pour compte à prince qui soit, ny homme, ny femme qui vescu, ne voulant ainsy favoriser ny blâmer nul à mon pouvoir, fors seulement déclarer les choses advenues. »



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Avant-propos.....	5
CHAPITRE PREMIER	
L'Aquitaine au iv ^e siècle. — La famille Paulina fonde Bourg. — Développement rapide de cette ville. — Les invasions normandes. — Le ix ^e siècle. — L'abbaye Saint-Vincent, Saint-Saturnin de la Libarde, Saint-Martin.....	7
CHAPITRE II	
Les Croisades. — Louis VII et son divorce. — La ville de Bourg anglaise. — Différents sièges qu'elle soutient. — Déclaration de ses maire et jurats. — Faveurs du roi d'Angleterre. — Réparations des fortifications et de l'abbaye.....	15
CHAPITRE III	
Le prince Noir en Guyenne. — Une députation de Bourg va lui rendre hommage. — Traité d'alliance entre Bourg et Bordeaux. — La campagne du duc d'Orléans. — Le siège de Bourg.....	23
CHAPITRE IV	
La commune de Bourg sous la domination anglaise.....	35
CHAPITRE V	
Campagne du duc de Bourbon. — Prise de Rions, Saint-Macaire, La Réole, etc., par les Bordelais. — La « Male journée ». — Campagne de Dunois. — Siège de Blaye et siège de Bourg. —	

Les Anglais reconquièrent la Guyenne. — Bourg reste fidèle à Charles VII. — Bataille de Castillon. — Charles VII à Bourg. — Fin de la guerre de Cent ans. — Les armes de la ville de Bourg..	51
--	----

CHAPITRE VI

Disette de 1481. — Troubles de la gabelle. — Commencement de la guerre de religion. — Sièges de Bourg. — Charles IX à Bourg. — Marguerite de Navarre et Catherine de Médicis à Bourg. — Menées de Lansac le jeune. — État du commerce.....	61
--	----

CHAPITRE VII

Catastrophe du 1 ^{er} février 1595. — L'église Saint-Girons. — Ses transformations. — Disparition des ruines de Saint-Vincent.....	75
---	----

CHAPITRE VIII

Mariage de Louis XIII. — Son passage à Bourg. — Second voyage de Marie de Médicis en Guyenne et à Bourg. — Différend entre la Jurade et le gouverneur de Bourg. — Changement de gouverneur. — Hiver de 1622.....	87
--	----

CHAPITRE IX

Le collège de Bourg. — Fondation des Récollets et des Ursulines. — Procès entre l'Abbaye et les Feuillants. — Curieux incident. — <i>Le Cid</i> en province. — Le Château du roi. — L'épidémie de 1647.	97
---	----

CHAPITRE X

Origine de la Fronde en Guyenne. — Lutte de Bordeaux contre le duc d'Épernon. — Lettres de ce dernier au maire de Bourg. — Bourg menace de se soulever. — Bataille de La Bastide. — Transport des blessés à Bourg. — Isaac de Labadie. — La paix. — Arrestation des princes. — Reprise des hostilités.....	111
--	-----

CHAPITRE XI

Départ de la cour de Libourne. — Son arrivée à Bourg. — Négociations. — Siège de Bordeaux. — Paix du 29 septembre. — Départ du roi et de sa suite pour Bordeaux.....	121
--	-----

CHAPITRE XII

Séjour de la cour à Bourg. — M^{lle} de Montpensier. — Le figuier du roi. — Les Récollets. — Voyage du roi à Blaye. — Mazarin et Robert Chardavoine. — Embarras financiers..... 133

CHAPITRE XIII

L'Ormée. — Condé en Charente. — Bourg est livré aux Espagnols. — Combat près de Saint-André de Cubzac. — Condé à Bourg. — Liste des vaisseaux espagnols en rivière. — D'Harcourt reprend Saintes. — Démarches des Ormistes auprès de l'Angleterre. — Échec de leurs négociations..... 139

CHAPITRE XIV

Rentrée du cardinal Mazarin en France. — Vendôme et de Candalle sont mis à la tête des armées en Guienne. — Inaction de Watteville. — M. de Guron. — Les Irlandais à Bourg. — Investissement de cette place. — Lettres de de Guron et de Vendôme à Mazarin..... 149

CHAPITRE XV

Siège de Bourg. — Capitulation et mort d'Ozorio. — Traité de paix. — Arrestation du maire de Bourg. — Nouvelles élections. — M. de Montesson gouverneur..... 157

CHAPITRE XVI

Jean de Labadie..... 163

CHAPITRE XVII

Démolition de la citadelle de Bourg. — La paix avec l'Espagne. — Transport des canons à Bordeaux. — De Vernon gouverneur militaire. — Les habitants ne veulent pas le reconnaître. — La milice de Bourg. — Son organisation. — Les rues de Bourg..... 171

CHAPITRE XVIII

Ensablement du fleuve et projet de canal de la Jurade. — Louis XIV à Bordeaux. — Mort de la duchesse de Saint-Simon. — Visite au maréchal d'Albret. — Lettre au duc de Luxembourg. — La prise de Maestricht. — Bourg envahi de troupes. — Le logement des troupes sous l'ancien régime. — Querelle entre de Pastorat et la



	Pages.
Jurade. — Mort du maréchal d'Albret; une députation de la Jurade va à Pons.....	181

CHAPITRE XIX

La paix de Nimègue. — Naissance du duc de Bourgogne. — Réjouissances publiques à Bourg. — Installation d'un bureau de poste...	191
--	-----

CHAPITRE XX

Organisation de la Jurade sous la monarchie française. — Charles VII et Louis XI. — Statuts réglant les élections. — Serment du maire et des jurats. — Candidatures officielles. — Résistance de la Jurade de Bourg. — Dénombrement des privilèges. — Mise aux enchères des franchises municipales. — Un Conseil de prud'hommes remplace les Assemblées générales. — Liste des maires.....	203
--	-----

CHAPITRE XXI

Le maire juge en matière criminelle. — Ventes et reventes de la prévôté royale. — Privilèges et franchises de Bourg au XVIII ^e siècle. — Situation précaire des habitants. — Le droit de préséance. — La livrée des jurats. — Les sergents. — Le feu de la Saint-Jean. — Funérailles du maire.....	215
---	-----

CHAPITRE XXII

Surveillance de la Jurade. — Taxe du pain et de la viande. — Boulangers, bouchers, marchands de bois. — Vente du vin. — Cabarets et hôtelleries. — Frais d'hôtel en 1681. — Les bateliers. — Les perruquiers. — Maîtrises d'apothicaires. — Les médecins et chirurgiens. — Les professions libérales. — Les bourgeois. — Entretien des rues.....	227
--	-----

CHAPITRE XXIII

L'école et l'assistance publique à Bourg.....	241
---	-----

CHAPITRE XXIV

L'hôtel de la Jurade. — Charges et revenus de la communauté. — Les verreries de Bourg. — Une pépinière de mûriers blancs.....	251
---	-----

CHAPITRE XXV

Les chanoines de Saint-Vincent. — Leurs querelles avec les vicaires perpétuels. — Suppression du chapitre. — Liste des abbés et des curés.....	259
--	-----

CHAPITRE XXVI

La sanctification du dimanche. — Vente de la viande et des casse-museaux en carême. — Les blasphémateurs. — Procès entre Sauvanelle et la Jurade. — La cloche municipale et les chanoines. — Police des rues pendant les processions. — La Jurade à l'église. — Notre-Dame de Montuzet. — Les confréries.....	269
---	-----

CHAPITRE XXVII

Mort de Louis XIV. — La Régence. — Désordres financiers et corruption des mœurs. — Mesures sanitaires prises à Bourg pendant la peste de Marseille. — Disette de 1748. — Naissance du duc d'Aquitaine. — Visite de l'archevêque accompagné de M. de Tourny. — Visite du duc de Richelieu. — Avènement de Louis XVI. — Son sacre. — Naissance du Dauphin. — Conclusion.....	279
--	-----

